QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12140 — 4 F — MARDI 7 FÉVRIER 1984

Nouvelles rumeurs sur la santé de M. Andropov

LIRE PAGE 7 L'ARTICLE DE DOMINIQUE DHOMBRES



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

« Le Monde de l'économie »

Pages 19 à 22

L'Europe manque d'enfants

Le point sur la conjoncture en France

L'opposition libanaise veut contraindre le président Gemayel à se retirer

Un pays aux abois

Lorsqu'on croit qu'il a enfin touché le fond de l'abîme, le Liban démontre, pour son malheur, que le pire est à venir, et que le cinquième acte de sa tragédie n'est pas le dernier. On ose à peine parler, en effet, à propos de la démission du premier ministre, M. Wazzan, de crise gouvernementale. Ce qui reste d'Etat est mis en jeu par un acte hautement symbolique. Contraint à déclarer forfait, le chef du gouvernement ouvre une crise de régime. Le même homme qui avait naguère étonné le président Sarkis en acceptant de ses mains une mission impossible ébranle l'une des colonnes du pacte national, qui voulait qu'un musulman sunnite apportât sa caution au chef de l'Etat chrétien.

En dépit des consultations qu'entame le président Gemayel — vocabulaire bien dérisoire en de telles circonstances, — on ne voit pas en effet qui succédera, et surtout comment prétendre succéder, à M. Chafic Wazzan. Alors que, depuis quelque temps, le vieux dirigeant sunnite modéré, M. Saeb Salam, a déjà pris ses distances et que l'offensive chiite a revêtu une incroyable violence, tout dosage constitutionnel paraît un exercice vain et dépassé.

Au moment où M. Nabih Berri, dirigeant chiite longtemps modéré, lâche pied devant les extrémistes de son propre camp et, usant de leur langage, appelle à renverser le « Néron de Beyrouth », les surenchères au sein des communautés musulmanes rendent tout replâtrage improbable. Enfin et surtout, les appels à la désertion lancés en direction de l'armée menacent de priver le pouvoir de son seul véritable atout et de jeter le pays dans le chaos.

L'appel pathétique à la réconciliation que vient de lancer M. Amine Gemayel peut-il arrêter une telle évolution ? La Syrie, qui demeure, fût-ce en coulisse, le partenaire principal du drame, a si évidemment poussé à l'intransigeance ses alliés, notamment M. Walid Joumblatt, qu'elle paraît avoir juré la perte du chef de l'Etat. Celui-ci est sommé d'abroger l'accord passé avec Israël, ce qu'il peut difficilement faire sous la menace. Or c'est à cette condition expresse que l'opposition se dit prête à accepter la nouvelle conférence de Genève proposée pour le 27 février par M. Gemayel.

Le président libanais, n'ayant pu ni vaincre sur le terrain ses adversaires, ni les amadouer autour du tapis vert, ni même établir sur son propre camp une hégémonie indiscutée, est dans une situation apparemment désespérée. A l'extérieur, son alliance trop voyante avec Washington l'a surtout abreuvé de bonnes paroles et flanqué d'un contingent de « marines », maintenu certes avec vigueur par M. Reagan, mais inopérant. Même l'Arabie Saoudite semble désormais avoir renoncé à porter assistance au chef de l'Etat libanais.

Seule la Syrie, pourtant, est en mesure de lui porter le coup de grâce. Le fera-t-elle ? Elle doit prendre en compte une éventuelle réaction israélienne, bien que pour le moment l'attitude de Jérusalem paraisse plutôt timide, et le président Assad peut trouver son intérêt à une longue période de désordre et de confuses tractations à Beyrouth.

Pris dans le naufrage, cherchant en vain un moyen d'aider M. Gemayel dans l'épreuve, les Occidentaux voient avec consternation le Liban s'enfoncer dans la situation qui fut, selon Montesquieu, celle de l'Empire romain. Lui aussi ne supportait ni ses maux ni leurs remèdes.

La démission du premier ministre ouvre une grave crise politique

Correspondance

En acceptant dimanche 5 février la démission de son premier ministre, M. Chafic Wazzan (musulman sunnite) et de son cabinet, le président Gemayel l'a chargé de l'expédition des affaires courantes et a annoncé son intention de former un *« gouvernement d'union nationale »*. Le chef de l'Etat appelle à un second *« congrès de réconciliation nationale »*, le 27 février prochain à Genève. *(Voir en page 3.)*

Cet appel n'a nullement mis fin aux combats dans la banlieue sud de Beyrouth, dont certains quartiers ont été pilonnés ce lundi en milieu de matinée, alors que les combats faisaient rage à Chyah, fief du mouvement chiite. Deux importantes positions de l'armée à Mar-Mikhael et Sfeir, dans les faubourgs sud, ont été la cible d'attaques, qualifiées par la radio officielle de « foudroyantes ».

Damas. — Loin d'amadouer l'opposition libanaise, la démission du premier ministre, M. Chafic Wazzan, et de son gouvernement paraît au contraire conforter M. Walid Joumblatt et ses amis dans leur intransigeance à l'égard du président Gemayel. *« Il n'est pas question que nous participions à un gouvernement d'union nationale, ni que nous reprenions le dialogue avec Amine Gemayel qui vient pratiquement de détruire la banlieue sud de Beyrouth »*, nous a déclaré M. Marwan Hamadé, bras droit du dirigeant druze, dimanche 5 février à Damas. Il a confirmé en même temps que l'objectif du Parti socialiste progressiste était désormais la démission du chef de l'Etat libanais.

« Nous allons lutter par tous les moyens possibles pour renverser Amine Gemayel. Après on pourra peut-être commencer un dialogue », nous avait dit la veille M. Joumblatt dans son quartier général, un confortable appartement à Mezzé dans la banlieue de Damas. Comme pour appuyer ses propos, un poste de radio déversait dans la pièce voisine des marches militaires diffusées par la station du PSP, qui a commencé à émettre le 1er février depuis la montagne libanaise.

M. Walid Joumblatt se déclare convaincu qu'il n'y a plus d'accord possible avec le président Gemayel. L'appel de ce dernier à une reprise des pourparlers de Genève semble donc bien être tombé dans le vide à Damas, où l'impression est que tous les ponts sont désormais coupés entre l'opposition et l'Etat libanais. En fait, c'est un constat que le médiateur saoudien, M. Rafic Hariri, rentré soudainement à Ryad, lundi dernier, avait déjà dressé.

Dans un *« mémoire »* daté du 22 janvier et remis notamment aux gouvernements de la Communauté européenne, le Front de salut national — codirigé par M. Joumblatt, par l'ancien premier ministre Rachid Karamé et par l'ex-président Soleiman Franjié, — accuse le président Gemayel d'être revenu, sans explications, sur plusieurs clauses du plan de sécurité élaboré à la suite de la conférence de Genève en novembre dernier et de n'avoir pas donné suite aux propositions qui lui ont été faites par la suite.

Mais les dirigeants de l'opposition reprochent surtout au président libanais d'avoir *« trahi »* le mandat qui lui avait été donné à Genève pour convaincre les Américains de la nécessité d'annuler l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983.

EMMANUEL JARRY.

(Lire la suite page 3.)

M. Mitterrand a rendu ses arbitrages sur les restructurations industrielles

- *L'UNEDIC participera au financement des congés de reconversion*
- *Un Fonds spécial serait installé à côté du Fonds industriel de modernisation*
- *Un projet de loi sera déposé pour favoriser la création d'entreprises*

M. François Mitterrand a examiné pendant le week-end les propositions que lui avait remises M. Pierre Mauroy en conclusion du séminaire gouvernemental qui s'était réuni le lundi 30 janvier, à Versailles, pour mettre au point le plan d'accompagnement économique et social des restructurations industrielles.

Le président de la République a prononcé plusieurs arbitrages, laissant au gouvernement le soin de négocier avec les organisations syndicales — dont les principaux représentants doivent être consultés, *lundi et mardi à l'hôtel Matignon*, par le premier ministre — les modalités d'application du dispositif qui sera arrêté par le conseil des ministres du 8 février.

M. Mitterrand a notamment tranché la principale controverse, à savoir la manière dont sera assuré le financement des « congés de reconversion » qui permettront aux ouvriers en « sureffectif » de ne pas être automatiquement licenciés, c'est-à-dire de demeurer officiellement rattachés à leur entreprise, pendant une période de formation ou de stage, avant de bénéficier d'un reclassement. Le chef de l'Etat a donné son aval à la méthode de financement préconisée par le chef du gouvernement et le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Jacques Delors : la charge *financière de ces « congés »* sera partagée entre l'entreprise, le régime d'assurance-chômage (UNEDIC) et l'Etat.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, Pierre *Bérégovoy, s'était montré* très réservé sur une éventuelle participation de l'UNEDIC, arguant qu'une telle décision risquerait de déséquilibrer l'ensemble du régime d'assurance-chômage, alors qu'un nouvel accord de principe vient à peine d'être signé entre les partenaires sociaux, après trois mois de négociations très difficiles. M. Mitterrand n'a pas été convaincu, semble-t-il, par cette argumentation, mais il a demandé à M. Mauroy de prendre toutes les précautions nécessaires afin que le nouveau régime de l'UNEDIC ne soit pas compromis par le mode de financement retenu pour les congés de reconversion.

D'une façon générale, le président de la République n'a pas remis en cause les redéploiements budgétaires nécessaires pour le financement du dispositif *mais il a souhaité* que les prêts participatifs soient, dans ce but, utilisés pleinement.

M. Mitterrand a opté, d'autre part, pour l'institution, à côté du Fonds industriel de modernisation, mis en place l'an dernier, d'un Fonds spécial chargé de financer les créations d'entreprises et d'activités nouvelles dans les régions en difficulté.

Enfin, le président de la République a accentué davantage le volet « offensif » du plan d'accompagnement gouvernemental que le premier ministre avait inclus la semaine dernière dans son plan de défense de l'emploi.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 41.)

LES CONTRE-PROPOSITIONS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Le siège et le boulet

Par la voix de M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du CNAL, les laïques ont réagi très négativement aux contre-propositions présentées dimanche 5 février par l'enseignement catholique. Celui-ci, ne voulant pas de fonctionnarisation de ses maîtres, propose de leur garantir l'emploi et la rémunération.

La gauche traîne comme un boulet le dossier de l'école privée. Parce qu'il illustre l'insoluble contradiction de ses projets d'opposition et de sa pratique de pouvoir. On assiste à ce paradoxe : plus le temps passe, plus la gauche gouverne, plus l'opinion paraît sensible aux arguments des défenseurs du « privé », plus l'enseignement catholique a le vent en poupe. Son discours passe bien, ses contre-propositions, formulées au cours du week-end, sont habiles. Il accepte la confrontation, tandis que ses militants, de manifestation monstre en cortège puissant — sur la voie royale qui conduira le 4 mars à Versailles, — s'activent, se mobilisent, sans trop se soucier de la récupération politique que tente, assez vainement dans l'ensemble, la droite.

D'où vient que la gauche s'enlise *dans un projet qu'elle mûrit pourtant* depuis... cent ans ? Du fait, tout simple, qu'elle veut renforcer le pouvoir de l'Etat sur une institution — l'école — qui n'agit que par délégation d'une autre institution — la famille, — dont les soubresauts n'empêchent pas qu'elle reste, aux yeux de nombre de Français, un rempart contre les crises, un refuge inviolable. Que l'Etat ne vienne pas mettre sa patte sur nos enfants, tel est le sens brutal de la mobilisation des parents du « privé », tel est le réflexe qui inspire la mobilisation et fait croire qu'elle n'est pas près de cesser.

Cette idée que les parents priment l'Etat n'est pas un concept réservé à la fraction réactionnaire du pays. Des gens de gauche y adhèrent. Parmi les manifestants qui iront à Versailles, il y aura des parents socialistes. Le débat transcende les clivages partisans, et c'est cela qui prend à contrepied les appareils de la gauche politique. Elle doit tenir compte non de la seule division des Français entre partisans du privé et partisans du public, mais aussi, et surtout, depuis une vingtaine d'années, de la division des Français de gauche.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 10.)

DEMAIN

Comment déclarer vos revenus ?

« Le Monde » du mardi 7 février (numéro daté du mercredi 8) publiera sept pages spéciales consacrées aux déclarations de revenus 1983 et au calcul de l'impôt pour 1984

CHRISTIAN BOLTANSKI AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

L'enfance de l'art

Hier, après 1968, date à laquelle il a commencé à se manifester, Christian Boltanski fabriquait des petites boulettes de terre en quantité invraisemblable, s'employait à réunir les bribes de son passé vrai ou inventé, collectait de vieilles photos jaunies : c'était lui à tel âge, lui à tel endroit, lui avec untel... Il rejouait les gestes de son enfance, taillait des sucres, bricolait des jouets, mettait ça dans des boîtes, les exposait sous vitrines, dans des galeries, dans des musées. Bref il s'occupait de lui, de son image.

Cela ne nous concernait peut-être pas beaucoup, mais c'était curieux, et après tout cette enfance reconstituée, pouvait bien être la nôtre. Mais ce n'était pas bien joli, et cela faisait surtout figure de provocation, parmi d'autres provocations, en ces temps d'avant-garde prête à tout faire pourvu que cela ne ressemble pas à un objet d'art, prête à couler toutes les formes de la création artistique dans des pratiques relevant des sciences humaines, de la sociologie, de l'ethnologie, de l'anthropologie, ou du structuralisme.

Cela ne nous concernerait toujours pas tellement — ou seulement comme un témoignage d'une époque malgré tout sereine (on envisageait encore quelque bel avenir pour l'homme) — si au fil des années 70 ce long travail mené sur sa personne, Boltanski ne l'avait pas fait déboucher sur de grandes et belles images. Pour que chacun puisse à son tour imaginer tout ce qui lui chante.

Des images simples, pas faciles à analyser, parce qu'elles ne sont pas faites pour ça, mais pour vous saisir d'emblée, vous entraîner sur les terrains du merveilleux et de votre enfance. Cela suppose beaucoup de préparation — on ne s'improvise pas marchand de rêves ou fabricant d'illusions, — beaucoup de connaissances sur l'homme et la vie, beaucoup de réflexion sur la nature des images, de toutes les images, savantes et populaires, sur la photographie, et le cinéma, et le peinture : les œuvres récentes de Christian Boltanski sont le produit unique des trois, ce sont des photographies auxquelles on adhère comme à des gros plans cinématographiques, mais qui ont un grain, une présence, la teneur de peintures. D'ailleurs Boltanski se dit peintre et pas du tout photographe. Ce en quoi il n'a pas tort.

Ce qui s'est produit d'hier à aujourd'hui, l'exposition du Centre Georges Pompidou en montre quelques morceaux ; pas tout — ce n'est pas une rétrospective, — mais assez pour faire comprendre la distance que l'artiste a mise entre lui et son œuvre. D'un côté, il y a la vie dans l'œuvre, de l'autre les œuvres. En fait, Boltanski est passé une première fois de l'essai de reconstruction de son passé, de ses gestes, de ses souvenirs, à l'essai de reconstruction du passé des autres, à leur histoire à partir de photo-souvenirs *(l'Album de la famille D)* ; ou en se livrant à l'inventaire d'objets (du mouchoir à l'armoire) ayant appartenu à X, Y, ou Z qu'il s'est proposé de présenter comme témoignage de l'existence de personnes disparues, dans des musées, comme des œuvres d'art. Ce qui ne lui a pas toujours été accordé.

Puis il a envoyé tout cela promener, et après une ultime reconstitution pseudo-autobiographique, ce qu'il a appelé les *« 3 Saynettes comiques »*, où sur le mode du Grand Guignol, il règle ses derniers comptes avec lui-même (tout au moins à travers son œuvre), il s'est préoccupé de construire des images sur le mur.

Il s'est mis à utiliser la photo couleur, à exploiter l'agrandissement, il a introduit le principe du détourage, qui vous coupe de tout, de la réalité quotidienne, de l'anecdote.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 15.)

La banlieue autrement

par JACQUES FLOCH *

BANLIEUSARD d'une grande agglomération de la province, maire d'une commune *périphérique*, *j'éprouve* cependant, à chaque retour de Paris où m'appellent mes activités *parlementaires*, un sentiment de bien-être à retrouver *ma ville*.

Ma ville ? N'est-ce pas une impudence de qualifier ainsi ce territoire aux quatre-vingts lieux-dits qui, au cours des vingt dernières années, s'est structuré en sept principaux quartiers d'habitat. Ma ville ? Qui la connaît lorsqu'il traverse la sortie de Nantes par les routes de La Rochelle et de Pornic ?

Ma ville, n'est-ce que cette Cité radieuse aux mille habitants que Le Corbusier, il y a vingt-cinq ans, a posée au milieu d'un parc, non *loin* de la mairie et de l'église ? N'est-ce que ce village de navigateurs et de pêcheurs, premier par les ans, blotti sur la Loire ? N'est-ce que cette cité de barres, aux huit mille habitants, géométriquement disposées à l'emplacement du superbe parc du château, éliminé pour répondre, vite *et pas cher, à l'appel des familles* modestes en quête de logements voici vingt-cinq ans ?

Ma ville, qui la connaît, qui s'y arrête, qui y revient ? Bien sûr, maintenant, on y vient pour faire de bonnes affaires dans ses deux hypermarchés, il y a plus de deux mille emplois sur la zone d'activités montée de toutes pièces depuis quinze ans.

Mais les jeunes, mais les sorties le soir, mais les cinés, mais le lèche-vitrines, mais les rencontres impromptues... toute « l'ambiance citadine », c'est au centre ville que l'on croit davantage la trouver.

En somme, la banlieue serait anonyme, *insipide*, et la *vie* y serait grise, définitivement. En raison de je ne sais quelle loi de masse critique, la banlieue serait condamnée à être à jamais le satellite pourvoyeur de clients au centre ville. Plus, si l'on s'en tenait aux faits divers sans cesse mis en avant par les médias, la banlieue sécréterait systématiquement, et de plus en plus, le mal de vivre, la délinquance, la destruction du tissu social.

Bien sûr, poussés à leur paroxysme d'inconfort des logements, de surpeuplement et d'inorganisation urbaine, quelques ghettos d'habitat social nous montrent ce qu'il ne faut pas laisser faire. Ce sont les cas aberrants produits par l'absence de maîtrise sur l'organisation de la ville et aussi par l'incidence trop importante des lois du profit immédiat en vigueur sur le marché du logement.

Cependant, plus particulièrement en province, où la population des grandes agglomérations s'est très rapidement accrue depuis vingt-cinq ans, la banlieue est devenue le bouillon de culture de la nouvelle civilisation urbaine en train de naître. Poussant *au rythme des vagues*, successives ou cumulées, de grands *ensembles collectifs*, de *cités* pavillonnaires, de villages résidentiels, les villes de banlieue en province *ont vu* se joindre à la population en place, parfois autour du bourg et de quelques hameaux, les familles ouvrières rejetées par le centre ville, les jeunes ruraux en surplus dans les fermes, les classes moyennes à la recherche d'un habitat abordable, mais aussi des cadres et professions libérales preneurs de sites résidentiels.

Socialement, c'est alors la remise en cause, *l'éclatement des modes* de vie, des manières d'être traditionnelles. Des structures *nouvelles* se forgent, et c'est l'irruption du mouvement associatif, tous azimuts et multiforme. Les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les familles, l'entraide, le sport, la musique, la lecture, le théâtre, les fêtes... sont les objets de multiples initiatives qui tissent patiemment la trame de la nouvelle *citoyenneté*.

Est-ce un hasard si, dans le centre ville, se diffuse la « culture octroyée », certes riche de l'histoire et de talents reconnus, alors que la banlieue favorise la « culture exprimée », au cœur de petits groupes de théâtre, de rock, de multiples formes d'expressions ? Est-ce un hasard si le centre-ville entretient à grands frais *son équipe professionnelle de foot*-ball, alors que la banlieue dispose d'un *nombre* impressionnant de pratiquants dans tous les sports ? N'est-ce pas en banlieue que naissent des innovations que s'expérimentent en vraie grandeur des projets pour demain, tels l'informatique à l'école ?

Ainsi, on pourrait dire que la situation de banlieusard appelle à trouver en soi et autour de soi des réponses à ses besoins et aspirations. C'est ainsi qu'est favorisée l'émergence d'une société plus attentive, plus chaleureuse.

Il est temps désormais que cesse la vision péjorative de la banlieue, car c'est aussi là où il se passe des *choses décisives*. Il faut s'attacher maintenant à créer un environnement urbain qui favorise et valorise les nouveaux modes de vie. Désormais, la couleur, la lumière, la belle architecture, les beaux jardins ont « droit de banlieue ».

(*) Député PS de Loire-Atlantique, maire de Rezé.

LU

« CINQ CENTS JOURS A NANKIN », d'Yves Cabrol

Un rendez-vous manqué ?

L'EXPÉRIENCE du séjour en Chine est toujours aléatoire. Dieu sait ce qui vous y attend, qui sera à ce rendez-vous *auquel bien peu d'Occiden*taux se sont rendus avec indifférence. Yves Cabrol moins encore que d'autres, chez qui on décèle, sinon cette *« curiosité sans préjugés »* qu'il recommande, du moins une affection, un goût de connaître les hommes et les femmes, de se fondre avec eux *dans cette « mer de vélos »* qui envahit les rues de Nankin, une attirance enfin *qui promettait de* fructueuses rencontres.

Les souvenirs — et le livre — sont là *pour témoigner* qu'en ces cinq cents jours il s'est bien passé quelque chose et que ces deux années de « coopération » ont été l'occasion de quelques découvertes. Pas tout à fait toutefois, semble-t-il, celles qu'attendait ou espérait Yves Cabrol. *S'il affirme* sa volonté de *« tolérance »*, force lui est bien de constater d'abord toutes les entraves qu'une société qui n'a jamais été très ouverte — avant même de s'engager sur la voie dite du « socialisme réel » — impose aux étrangers dans leurs contacts avec ses propres citoyens. *Découverte aussi du bu*reaucratisme, des ces *« hommes aux stylos et aux clefs »* qui règnent en petits tyrans sur leurs administrés immédiats, attentifs seulement à éviter l'imprudence qui leur vaudrait d'être tyrannisés *à leur tour par les potentats de* l'échelon supérieur. Surveillance, contraintes, inégalités, pauvreté, mise en scène politique, tout cela fait effectivement partie de la réalité chinoise, et, si l'auteur schématise et caricature parfois, ce *qu'il rapporte correspond le plus* souvent à des faits que seuls les ignorants ou les inconditionnels béats acceptent de se dissimuler.

Est-ce pour autant toute la réalité chinoise ? Quand Yves Cabrol avoue que pendant quelques mois *« le temps aura eu de plus en plus de mal à passer »* et qu'il décide finalement d'écourter son séjour, le sentiment s'impose que celui-ci lui a surtout laissé un goût de profonde frustration. On s'en doutait un peu, à vrai dire, depuis quelques réflexions surprenantes ou *simplistes qui* figuraient dans la première partie de l'ouvrage. Par *exemple lorsque la Chine est dé*crite comme un pays *« où il n'y a guère de luminosité et où les décors sont désespérément plats »* (1). Ou bien : *« La meilleure façon de penser, en tout cas la plus sûre, est de ressortir mot pour mot les éditoriaux du jour. »* Penser ou parler ?

Le vrai et l'inexact se mêlent *dans ce témoignage déçu*, écrit avec verve mais parfois un peu trop *au fil de la plume — au risque* de quelques contradictions. A chacun son voyage en Chine. Celui d'Yves Cabrol semble bien avoir été l'occasion d'un rendez-vous manqué.

ALAIN JACOB.

★ *Cinq cents jours à Nankin.* Yves Cabrol. Editions Lieu commun, 300 p., 79 F.

LETTRES AU Monde

Un seul côté des choses

Dans *le Monde* du 24 janvier a été publié un encadré intitulé *« J'aime mon papa, j'aime ma maman »*. Cet article ne présente, hélas, qu'un seul côté des choses. Voici qui rétablirait la vérité.

« J'aime ma maman,
J'aime mon papa »
(suite)

Ça y est. Le juge a permis à mon papa de venir me chercher. Nous sommes montés dans sa belle auto. Mon papa a une grande maison entourée d'un jardin. Quand je suis arrivée chez lui, une jolie poupée et un train électrique m'attendaient. J'ai été très contente. Une dame était là. Papa m'a dit que je devais l'appeler Maman. Elle a été gentille avec moi et m'a déshabillée pour me mettre des beaux vêtements qu'elle venait d'acheter pour moi. J'ai regardé la télé aussi longtemps que je l'ai voulu. Je me suis couchée très tard. J'ai beaucoup mangé. Avant de repartir, la dame m'a ôté les habits et m'a remis ceux que je porte tous les jours. Papa m'a dit que je ne pouvais pas emporter le train et la poupée. Ils resteront chez lui avec les habits. Je retrouverai tout quand je reviendrai. J'étais contente de ma journée. Maman m'attendait à la porte de notre petit logement ; j'ai vu qu'elle avait les yeux rouges. Elle m'a dit : « Ton » papa a beaucoup d'argent, mais il » ne m'en donne pas. Je voudrais » bien te gâter, mais je ne le peux » *pas. » Pourquoi Papa n'essaie-t-il pas de s'entendre avec Maman pour me rendre heureuse. »*

Cécile.

Cette réponse est strictement conforme, soyez-en sûr, à une réalité dont j'ai eu un exemple tout récemment encore.

CLAUDE WILLARD,
avocat honoraire à la cour (Paris).

La protection de la loi

A propos du même encadré publié dans le Monde *du 24 janvier, nous avons reçu de M*me *Gabrielle Bertrand, présidente de l'association nationale Défense des enfants enlevés (Privas), une longue lettre dont nous publions des extraits :*

Il peut en effet exister des mères célibataires qui s'opposent à ce que les pères naturels voient leurs enfants. Dans ce cas, la loi prévoit pour les pères — qui ont reconnu les enfants — les mêmes droits sur l'enfant que s'ils étaient pères légitimes.

En ce qui concerne les couples légitimes, les droits de visite, d'hébergement ou de garde sont donnés aux parents dans l'ordonnance de non-conciliation, puis dans le jugement de divorce.

En ce qui concerne les couples non légitimes, le père naturel peut, s'il le désire, demander le prononcé d'un jugement qui statuera sur les droits de visite, d'hébergement et de garde dans les mêmes conditions que si le père était légitime. Seul l'intérêt de l'enfant doit guider les décisions des juges, et si ceux-ci *décident généralement de confier* la garde à la mère, c'est parce que celle-ci a prodigué et prodigue encore les soins matériels (lessive, préparation des repas, etc.) que requiert un jeune enfant ; si l'enquête sociale montre que le père a prodigué ces soins, le juge confie, en conséquence, la garde au père naturel...

Etat de droit, Etat de droite...

La France, pays de droit, vire-t-elle peu à peu au « droit de ne pas » ?

Les instructions données aux services de police opérant sur la voie publique confèrent aux citoyens le droit de ne pas avoir une sale gueule.

Le projet de loi sur la presse, par son article 11, donne au créateur de journaux un peu plus malin que la moyenne — faible — le droit de ne pas diffuser son quotidien à plus de 15 % de la diffusion globale des autres. Et tant pis pour lui s'il atteint 18 % : il sera poursuivi.

La toute récente (23 janvier) décision du secrétariat d'Etat à la mer donne aux armateurs le droit de ne pas faire construire trop bon marché. S'ils s'y risquent, la CGT se mettra en colère.

*Les jeunes filles mineures empri*sonnées pour quelque menu larcin ont le droit de ne pas recourir à l'IVG, malgré l'autorisation de leurs parents, sauf après le délai légal de douze semaines : elles auront ainsi le droit de ne pas refuser d'être incarcérées à nouveau pour avoir enfreint la tant décriée loi sur l'IVG, dite loi Veil.

Les journalistes ont le droit de ne pas se marrer lorsqu'on leur demande de trahir leurs sources. Sauf, évidemment, à se retrouver en cellule, aux ordres d'une « justice » qui n'a pas le droit de se tromper.

Oui, la France est un Etat de droit... de fait, voire de voies du même nom. Les électeurs, eux, oseront-ils encore prendre le droit de se tromper à nouveau ? A moins que, pour parachever l'édifice, une loi, faute d'instaurer le droit de ne pas voter, *imagine plus franchement* le non-droit de voter...

Au fond, la France, Etat de droit, socialiste, devient bel et bien un Etat de droit... de droite marxisante.

MARC DANCER
(Paris).

« In memoriam »

« N.N. Masculin », écrit sur les tombes des « disparus » argentins. Si ma mémoire est bonne, « N.N. » est plus qu'« Inconnu » : « N.N. » serait « celui qu'on ne sait pas », les *initiales dont on ignore tout. Unies à* « masculin », par exemple, ces initiales forment une phrase au sens monstrueux : « cela qu'on ne sait pas, masculin », ou « chose masculine ».

« N.N. » ne se traduit pas par « Inconnu » (on dirait dans ce cas « desconocido »). « N.N. Masculin » renvoie à « chose sexuée », ne serait-ce que parce que « N.N. » suivi d'un tel qualificatif (par le genre) *n'est jamais* utilisé. On peut dire « Monsieur N.N. », « N.N., demeurant à Mataderos, *tel* jour, etc. », ou encore « tel jour N.N., ouvrier agricole, en sortant d'un bal, etc. ». Dans tous ces cas, le sous-entendu est que quelqu'un connaît l'identité de la personne en question, le journaliste, la police, ou n'importe qui *d'autre*. Dans « N.N. Masculin » (ou « Féminin »), l'identité *a été abolie, et c'est le « mascu*lin » qui la recouvre ; autrement dit, c'est l'appartenance au genre qui l'inclut et la dissout dans l'espèce. « N.N. Masculin » est plus proche d'un zombie, d'un monstre, que d'une quelconque identité ou individualité humaine.

MIGUEL ANGEL SEVILLA
(Paris).

Non à l'Europe des partis nationaux !

Les prises de position connues des deux principaux protagonistes aux élections européennes montrent plus de convergences que de divergences. Des deux côtés ils sont *d'accord pour l'élargissement de la* Communauté, après une remise en ordre. Des deux côtés, ils sont pour le démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) qui pénalisent notre agriculture. Des deux côtés, ils sont pour une coopération plus étroite en matière de défense. Des deux côtés, ils veulent favoriser les fusions entre les groupes industriels pour une progression dans les secteurs de pointe.

Donc, sur le court terme, ils ne l'avoueront pas, mais ils sont d'accord. Et à long terme ? Proposent-ils l'abandon des souverainetés nationales au profit d'une union européenne ou bien seulement *une coopération plus profonde* ?

Il est à parier que les représentants de la liste unique n'y répondront pas. Leur programme, fait d'une union conjoncturelle entre courants d'idée encore trop différents, refusera d'envisager la question. Et si la liste d'opposition esquive le débat, la liste socialiste aura alors une bonne excuse pour faire de même ; c'est en effet un point de désaccord entre le PS et le CERES. Donc, le débat de réflexion sur le long terme sera escamoté. On en arriverait, alors, à cette situation un peu curieuse : un affrontement entre un vaste centre (liste PS, liste unique), face aux listes des extrêmes (PC, liste de M. Le Pen). Quant au vote proprement dit, les électeurs feront leur choix sur des critères classiques nationaux.

Ceci nous amène à nous demander si nos partis nationaux sont bien adaptés à des élections européennes. Les programmes ne devraient-ils pas être discutés et mis sur pied au niveau européen ? Au niveau du groupe qui siège à l'Assemblée européenne ? Cela aurait l'avantage de la cohérence et servirait d'exemple. Si les partis nationaux peuvent s'entendre, pourquoi pas les gouvernements ? Cela donnerait de la future Assemblée une image d'Assemblée responsable à qui l'on pourrait confier de nouveaux pouvoirs.

PIERRE GALLOUIN
(Brunoy).

UNESCO et espéranto

A la suite du dossier sur l'UNESCO établi par J.-P. Péroncel-Hugoz (*le Monde* du 18 janvier), plusieurs lecteurs *nous ont écrit dans un sens géné*ralement favorable à l'emploi d'une langue *« neutre »*, comme l'espéranto, au sein des organisations internationales. M. Germain Pirlot, chroniqueur à *la Dernière Heure* de Bruxelles nous informe que *« l'Académie internationale des sciences, réunie à Saint-Marin, fin décembre 1983, a adopté l'espéranto comme langue de travail privilégiée, en raison* de « sa précision, de sa concision, de sa neutralité, de sa facilité d'étude et de son adéquation à l'ordinateur » ; *que l'espéranto est actuellement enseigné dans plus de quatre-vingts universités et instituts supérieurs de dix-sept pays, dont le Japon, l'Union soviétique, les Etats-Unis, la France (Aix-en Provence, Rennes et Clermont-II), etc. »*

M. Jean-Marc Derzelle, agrégé de philosophie et de lettres, estime pour sa part qu'*« une langue auxiliaire neutre, comme l'espéranto, est le seul outil qui permette à chacun de sauvegarder sa culture sans compromettre celles des autres »*. Il nous signale qu'au X[e] congrès cybernétique international tenu en août 1983 à Namur, *« le tiers des conférences étaient en espéranto, troisième langue officielle de l'Association des cybernéticiens ». « J'ai pu écouter,* nous précise-t-il, *des exposés d'Allemands, de Chinois, de Bulgares, de Polonais, d'Italiens, en espéranto, sans système de traduction »*. Il ajoute : *« 1987 verra le centenaire de l'espéranto : ce sera l'occasion de rappeler à tous la solution à nos problèmes linguistiques interethniques. »*

Mais « tant de gens bien intentionnés considèrent [les espérantistes] *comme des farfelus »*, note M. Robert Lloancy, président de l'association Espéranto-Pau-Adour, groupement *« en relation consultative avec l'UNESCO »*, *qui conclut que les* réflexions du *Monde* sur la situation de cette organisation multilingue lui ont quand même *« mis du baume au cœur »*.

En revanche M. Emile Delavenay, professeur honoraire des universités, ancien directeur du service des documents et publications de l'UNESCO (1950-1966) n'est pas de cet avis. Il estime que J.-P. Péroncel-Hugoz est *« inexcusable »* de dire que l'UNESCO entretient *« en permanence une armée de traducteurs et d'interprètes »*. Il préférerait les termes de *« peloton »* ou d'*« escouade »* et rappelle, qu'à son époque, vers 1965, l'UNESCO employait *« quatre interprètes permanents et, pour ce qui est de la langue française, au grand maximum une vingtaine de traducteurs et réviseurs permanents, une dizaine pour l'anglais, et un peu plus pour l'espagnol, le russe, le chinois et l'arabe »*.

S'agissant de l'espéranto, notre lecteur s'interroge : *« Faut-il rire ou pleurer lorsque* le Monde *suggère l'emploi d'une* « langue universelle neutre, qui aurait pu *être l'espéranto. » « Beau programme ! Imaginez le président Mitterrand venant ouvrir la conférence générale de l'UNESCO en espéranto ! »*.

Selon les chiffres fournis par l'UNESCO, cette organisation emploie, à présent, à temps plein plus de cent interprètes, traducteurs et terminologues. Les seuls interprètes simultanés sont dix-sept pour l'*arabe, seize pour* l'espagnol, douze pour le chinois, autant *pour le français et onze pour* l'anglais. Lors de manifestations exceptionnelles, comme la conférence générale de 1983 (durée six semaines), le nombre des interprètes et traducteurs recrutés en plus, provisoirement, atteint trois *cent vingt personnes. Quant au* personnel occupé par la production et la répartition des documents divers en six langues, son chiffre total peut dépasser les sept cents personnes en période de pointe comme la conférence *générale, dont environ la moitié* recrutées provisoirement (en *« surnuméraire »*). *L'UNESCO dé*pense près de 90 millions de francs actuellement par an pour les diverses opérations de traduction et d'interprétariat. Rappelons que l'UNESCO emploie à son siège parisien près de trois mille personnes.

[Il faut noter que c'est devant l'hégémonie grandissante de l'anglo-américain, langue non neutre, s'il en est actuellement, que nous nous sommes posé la question de savoir si l'espéranto n'aurait pas été une solution face à cette hégémonie linguistique dommageable pour les autres langues. *Mais* nous n'avons jamais préconisé l'abandon des *idiomes* nationaux, bien au contraire, pas plus par les hommes *politiques* que par les simples citoyens. A tout prendre, cependant, *nous préférerions entendre* M. Mitterrand s'exprimer en espéranto, *surtout si celui-ci était compris* un peu partout à travers la planète, qu'en anglo-américain... J.-P. P.-H.]

LE MONDE diplomatique

de février EST PARU

Au sommaire :

- L'agriculture européenne et les paysans français.
- Nouvelles chasses, vieilles sorcières *(suite)*.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

*Les abonnés qui paient par chèque pos*tal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger *tous les noms propres* en capitales d'imprimerie.

PROCHE-ORIENT

Le conflit libanais et la démission du premier ministre

Le vice-président américain, M. George Bush, a exprimé l'espoir, dimanche 5 février, que la démission du premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, permettrait la constitution d'un gouvernement plus représentatif de toutes les factions libanaises.

« *Je veux croire*, a-t-il dit, *que cette démission ne constitue pas un revers pour le processus de réconciliation nationale au Liban. Espérons qu'après cette démission nous verrons la formation d'un gouvernement qui, réellement, représentera plus largement les factions impliquées.* » Le vice-président américain a reconnu que les progrès vers la réconciliation nationale au Liban avaient été « *beaucoup plus lents qu'on aurait pu le souhaiter* », mais il a estimé qu'il n'y avait « *pas de raison d'être trop pessimiste* ».

Interrogé, d'autre part, sur les conditions dans lesquelles un retrait des mille huit cents « marines » déployés à Beyrouth deviendrait possible, M. Bush a estimé qu'une telle éventualité « *nécessiterait des progrès* » vers les trois principaux objectifs des Etats-Unis au Liban : la réconciliation nationale, le retrait des forces étrangères et des garanties de sécurité pour Israël à sa frontière nord.

Samedi, avant même la démission de M. Wazzan, le président Reagan avait reconnu que les problèmes auxquels sont confrontés les Etats-Unis au Liban sont « *difficiles, décevants et dangereux* ». « *Mais*, a-t-il ajouté, *ce n'est pas une raison pour tourner le dos à nos amis et partir en courant. Si nous agissions ainsi, nous signalerions aux terroristes partout dans le monde qu'ils peuvent gagner en menant la guerre contre des innocents.* »

● A BRASILIA, M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, actuellement en visite au Brésil, a accusé dimanche la Syrie d'être responsable de la démission des ministres musulmans du gouvernement libanais. Pour M. Shultz, Damas a usé de pressions « directes indirectes » sur les dirigeants musulmans pour empêcher l'instauration d'un gouvernement d'union nationale.

● A DAMAS, le commentateur politique de la radio syrienne a estimé que la démission du gouvernement libanais constitue « *un ébranlement du régime dans ce pays et une crise constitutionnelle* ». La radio a ajouté que, face à cette crise, le régime libanais tente de recourir à « *certaines options, notamment la constitution d'un gouvernement militaire* ». Damas, a-t-elle indiqué, ne « *peut se taire face au danger qui menace l'indépendance du Liban, ainsi que celle de la Syrie* ». A ce propos, les commentateurs des journaux de Damas soulignent que la Syrie accordera « *un soutien illimité* » aux « *forces nationalistes* », « *quels que soient les sacrifices* ».

● A RYAD, les responsables saoudiens se montrent assez sceptiques sur les tentatives des Américains de réunir les représentants du gouvernement et de l'opposition libanais « *tant qu'aucun changement n'interviendra dans les positions des parties en conflit* ». Selon des sources informées, citées par l'AFP, la position de Ryad à l'égard d'une telle réunion ne devrait être fixée qu'après le retour du prince Saoud el Fayçal, ministre des affaires étrangères, qui avait accompagné le roi Fahd en visite officielle à Paris.

● ISRAEL s'inquiète de la dégradation de la *situation à Beyrouth – nous signale notre correspondant,* – mais n'interviendra en aucune manière pour porter assistance au président Gemayel. Tel est l'essentiel des délibérations secrètes consacrées, dimanche, à la crise libanaise par le conseil des ministres. Israël n'a toujours arrêté aucun plan quant à un nouveau redéploiement de ses forces au sud de la rivière Awali. Pareil repli n'interviendrait pas avant plusieurs mois.

On ne s'attend pas à Jérusalem que les Etats-Unis exercent de nouvelles pressions sur Israël pour l'empêcher de prendre une telle mesure, bien que Washington demeure hostile à tout retrait israélien unilatéral. Afin d'assurer la sécurité de sa frontière, Israël continue de tabler sur la mise en place dans le sud du Liban de milices alliées. Enfin, Jérusalem cherche un remplaçant au commandant Haddad, le chef de l'armée du Liban libre mort en janvier. Sa préférence irait à un officier de l'armée libanaise.

Le président Gemayel appelle ses adversaires à une nouvelle conférence de réconciliation le 27 février à Genève

De notre correspondant

Beyrouth. – La « guerre de la banlieue sud de Beyrouth » commencée jeudi dernier, et qui se poursuit toujours malgré la proclamation de multiples cessez-le-feu, a provoqué, dimanche 5 février, la démission du cabinet Chafic Wazzan. Ainsi, le pays se retrouve sans gouvernement, alors que les combats se poursuivent dans la banlieue entre l'armée et le mouvement chiite Amal, et dans la montagne entre l'armée et la milice du Parti socialiste progressiste (PSP) appuyé par la Syrie.

Dans une ultime tentative pour arrêter l'engrenage d'une guerre civile de plus en plus attisée par Damas, les dissidents de l'OLP et la Libye, le président Gemayel a adressé, dimanche soir, un message solennel à la nation.

Il y a proposé, une fois de plus, à l'opposition, de renouer le dialogue avec le pouvoir. Après avoir souligné en préambule qu'il n'avait jamais cessé de lui tendre la main, le chef de l'Etat a brossé un tableau des événements depuis le déclenchement de la « guerre de la montagne » en septembre dernier. Il a reproché aux « *forces présentes* » (sans autre précision) d'avoir empêché le déploiement de l'armée dans les régions du Chouf et d'Aley, après le retrait des troupes israéliennes de cette partie du pays, le 4 septembre dernier.

Ayant rendu hommage aux initiatives diplomatiques des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite visant à *résoudre la crise libanaise,* M. Gemayel a affirmé que la première session de la conférence du dialogue national, qui s'était tenue à Genève du 31 octobre au 4 novembre 1983, avait démontré que les Libanais étaient à même de s'entendre, dès lors que cessent des ingérences extérieures dans leurs affaires.

Un plan en huit points

Le chef de l'Etat s'est défendu des accusations d' « *hégémonisme* » et a vivement critiqué le rejet par ses adversaires du « *plan de pacification de la banlieue sud et de la montagne* », lancées contre le pouvoir, affirmant que « *les forces présentes* » ont voulu, à travers le déchaînement de la violence, exercer des pressions sur le pouvoir pour le forcer à faire des « *concessions dans des domaines sacrés* ». Affirmant avec force qu'aucune réforme « *n'est possible sous la pression des armes* », et dénonçant le terrorisme – dont on sait l'ampleur et la prise au Liban – le chef de l'Etat a proposé un plan en huit points pour résoudre pacifiquement la crise :

1. - M. Gemayel a annoncé avoir élaboré un programme de réformes, (ce qui répond en théorie à l'une des principales revendications de l'opposition) et répété ce qu'il avait notamment dit dans une interview au *Monde* (nos éditions du 17 janvier) que « *tout est négociable* » ;

2. - Les participants à la conférence du dialogue national sont invités à tenir une nouvelle session à Genève à partir du 27 février courant ;

3. - La démission du gouvernement Wazzan est acceptée ;

4. - Un gouvernement d'union nationale sera formé ;

5. - Des ordres ont été donnés à l'armée afin qu'elle soit prête à se déployer au Liban du sud en cas de retrait israélien et pour éviter dans cette région un drame identique à celui de la « *guerre de la montagne* » ;

6. - M. Gemayel lance un appel à un cessez-le-feu global et définitif ;

7. - Les concertations libano-syriennes doivent s'intensifier pour aboutir à une formule garantissant la sécurité des deux pays ;

8. - enfin le devoir de libérer le territoire national est proclamé prioritaire. A ce propos, le président a souligné que l'accord du 17 mai 1983 conclu avec Israël, et dont la Syrie et l'opposition ne cessent de réclamer l'approbation, n'est pas une fin en soi, mais un moyen visant à obtenir l'évacuation des troupes de l'Etat hébreu. Il a laissé entendre que le dossier pourrait être examiné, rappelant qu'il n'avait toujours pas ratifié l'accord avec Israël, ses troupes ne s'étant toujours pas retirées. M. Gemayel a achevé l'exposé de son plan en affirmant qu'il continuerait à rechercher une formule garantissant les « *retraits totaux de l'ensemble du territoire libanais* ».

Les premières réactions à ce message sont négatives. Dans la banlieue sud et dans la montagne, les accrochages entre l'armée et les forces antigouvernementales se poursuivent, mais avec moins d'intensité qu'au cours des journées de vendredi et de samedi. Chaque partie continue d'accuser l'autre d'être responsable des violations du cessez-le-feu. Sur le plan politique, le chef du PSP, M. Walid Joumblatt, principal animateur de l'opposition, a à nouveau exigé la démission de M. Gemayel (voir en page « une » et ci-contre).

Les appels à la désertion

Samedi, M. Nabih Berre, chef du mouvement Amal, a appelé les officiers et soldats « *de toutes confessions* » à refuser de « *participer à toute opération militaire contre la population* ». « *Si les militaires sont sommés d'intervenir contre leurs parents, ils devraient regagner certaines casernes et ne plus en bouger* », a-t-il ajouté. Dès dimanche, certains militaires chiites, confession de la majorité des soldats du contingent, avaient quitté certaines de leurs positions défendant l'accès de l'aéroport.

Les proclamations de M. Joumblatt faites à partir de Damas sont en contradiction avec le communiqué diffusé vendredi dernier par le Front de salut national (FSN) – coalition d'opposition dirigée par l'ancien président de la République Sleiman Frangié, l'ancien premier ministre, M. Rachid Karamé et M. Walid Joumblatt lui-même. Le FSN avait demandé notamment l'abrogation de l'accord du 17 mai, la reprise du dialogue, le départ de la force multinationale et la neutralisation de l'armée, sans parler de démission du chef de l'Etat. Des sources officielles affirment ici que les combats dans la banlieue sud sont provoqués par des dissidents palestiniens qui auraient regagné en grand nombre cette région.

(Intérim.)

M. CHAFIC WAZZAN : patriote et homme de compromis

Considéré comme une personnalité sans grand relief lors de la formation de son premier cabinet, en octobre 1980, sous le président Sarkis, M. Chafic Wazzan, ancien député, se sera finalement comporté avec cran, durant la période particulièrement dramatique au cours de laquelle il a dirigé le gouvernement libanais. En 1982, il eut à affronter l'entrée des Israéliens à Beyrouth-Ouest (qu'il refusa de quitter) et l'assassinat du président élu Bechir Gemayel, tandis que, l'année suivante, il dut faire face aux remous suscités par l'accord avec Israël puis à la guerre du Chouf et aux combats de la banlieue sud de la capitale entre l'armée et des chiites.

L'impuissance du président du conseil, souvent constatée durant ces divers événements, n'était que le reflet de celle de l'Etat libanais en général. Cependant, M. Wazzan ne se lassa jamais de tenter de faire triompher l'esprit de compromis. Parfois, il ne manqua pas d'audace : ainsi, il fut le premier dirigeant musulman, en 1981, à souhaiter, avec le président Sarkis, le départ rapide des Syriens du Liban.

L'année d'après, il négocia, avec l'émissaire américain Philip Habib, le départ des éléments armés palestiniens de Beyrouth. Il semble qu'il se soit fait des illusions quant à l'efficacité de l'appui des Américains. « La seule option réaliste est l'option américaine », *avait-il déclaré au* Monde, *lors d'une visite officielle à Paris en mai 1983.*

Ayant déjà offert sa démission au président Amine Gemayel qui, lors de son arrivée au pouvoir, avait tenu à le conserver plutôt que de nommer, à la tête du cabinet, une personnalité plus marquante, M. Wazzan était revenu sur sa décision car il continuait de bénéficier du soutien de sa communauté, les musulmans sunnites (orthodoxes). Il apparaît maintenant que les dirigeants de celle-ci, notamment le vieux notable beyrouthin Saeb Salam, lui-même ancien président du conseil, l'ont abandonné. En juillet 1983, M. Wazzan avait été l'objet d'une tentative d'attentat, attribuée aujourd'hui à des « terroristes khomeinistes ».

La présence, exceptionnellement longue pour le Liban (trois ans et demi), à la direction du gouvernement de cet avocat paisible, âgé aujourd'hui de cinquante-neuf ans, laissera sans doute le souvenir d'un patriote animé constamment de bonne volonté mais très souvent sans prise sur les événements, comme d'ailleurs les autres dirigeants gouvernementaux libanais.

J.-P. P.-H.

● *Arrivée de « casques bleus » français au Sud-Liban.* – Plus de quatre cents « casques bleus » Français, destinés à ramener les effectifs du bataillon opérationnel français de la force intérimaire de l'ONU pour le sud du Liban (FINUL) au niveau originel, ont commencé à débarquer dimanche matin dans le sud du Liban. Les soldats, venus de France par voie de mer, ont débarqué sur la côte Libanaise sur une plage aménagée à 3 kilomètres environ du camp de réfugiés palestiniens de Rachidiyeh (région de Tyr, 80 kilomètres au sud de Beyrouth). Dirigé par le colonel Jean-Louis Dufour, le bataillon français établira son quartier général à Jouaya, à 12 kilomètres à l'est de Tyr. Les effectifs totaux du contingent français de la FINUL s'élèveront désormais à 1 392, le bataillon logistique, dont le quartier général se trouve à Nakoura et qui est commandé par le lieutenant-colonel H. de Metz, étant fort de 782 hommes. Le contingent français est commandé par le colonel Jean-Louis Roue, qui est également chef d'état-major adjoint de la FINUL. – *(AFP)*

DANS LA BANLIEUE SUD DE BEYROUTH

« Vestiges du bombardement sauvage de l'armée partisane »

Beyrouth *(AFP)*. – Immeubles éventrés, rues couvertes de gravats, chaussées défoncées, appartements incendiés : une grande partie des habitants de la banlieue sud de Beyrouth, à majorité chiite, en sont réduits, à l'issue de trois jours consécutifs de violents bombardements, à vivre dans les ruines.

« *Wazzan* (le premier ministre libanais démissionnaire) *doit être jugé comme un criminel* » : debout au milieu des décombres, dans une rue de cette banlieue sud, M. Rachid Solh, ancien premier ministre, martèle ses mots, répétant à plusieurs reprises : « *Nous demandons que les criminels soient poursuivis et jugés.* »

A quelques mètres de l'attroupement formé autour de M. Solh, qui est accompagné par un autre ancien premier ministre, M. Selim El Hoss, dans une avenue transversale, un homme marche seul, tenant une valise à la main. Evitant soigneusement les trous dans la chaussée, écrasant le verre cassé sous ses pieds, il part, il fuit les ruines sans se retourner. Il passe sans la voir à côté d'une épicerie encore ouverte, à l'étal maigrement fourni, devant laquelle sont réunis trois hommes âgés. Ils ont choisi de rester dans leur quartier.

L'un d'entre eux montre son appartement, au troisième étage. Du linge sècha au balcon intact, mais juste à côté, la façade a été emportée. C'est la nuit dernière, explique-t-il, que des obus ont frappé son immeuble et les bâtiments voisins plusieurs heures après l'annonce d'un cessez-le-feu, le quatrième en trois jours.

Posés sur des carcasses de voitures calcinées, des écriteaux peints à la main proclament : « *Vestiges du bombardement sauvage de l'armée partisane et haineuse... contre la banlieue sud héroïque.* »

Les bombardements ont atteint une telle intensité, explique le docteur Kamel Mohanna, président de l'Association médicale du mouvement Amal, que l'évacuation des blessés a souvent été rendue impossible. Deux ambulances de cette organisation ont été détruites. « *Les chauffeurs des ambulances sont soit philosophes soit fous pour effectuer leurs missions dans de telles conditions* », dit le docteur Mohanna.

Selon lui, une très forte proportion des huit cent mille habitants de la banlieue sud a quitté la région. Il chiffre, en outre, le nombre des victimes des bombardements à une centaine de morts et quatre cents blessés. « *Les gens sont à bout, mais ils ne veulent pas n'importe quelle solution à la crise actuelle* », souligne le docteur Mohanna, en marchant dans la cour, jonchée de verre, d'un centre de soins d'urgence installé par Amal en plein cœur de la banlieue sud. Monté en coopération avec l'association française Médecins sans frontières, ce centre de soixante lits sert aussi de refuge aux habitants dont les maisons sont dépourvues d'abris. En fait d'abris, il s'agit de caves dans lesquelles ont été posés des matelas à même le sol. Enfants et adultes y sont cloîtrés depuis trois jours.

Circulant en groupes, des miliciens paraissent détendus, fusil d'assaut à l'épaule, grenades à la ceinture. Certains ont le front ceint de bandeaux rouges, tandis que d'autres portent des uniformes de l'armée libanaise et quelques-uns des gilets pare-balles américains. Parmi eux, Mahmoud se présente comme caporal et affirme avoir quitté les rangs de l'armée samedi soir pour rejoindre les combattants d'Amal. Il ne réintégrera son unité, dit-il, que si des changements politiques interviennent dans le pays avec la fin de l' « *hégémonie des Phalanges* ». Selon Mahmoud, cinq cents militaires ont, comme lui, quitté leurs unités samedi soir à l'appel du chef d'Amal, M. Nabih Berri.

L'opposition veut contraindre le président à se retirer

(Suite de la première page.)

« *Après sa visite aux Etats-Unis, Amine Gemayel n'a pas eu le courage de déclarer que, quelles que soient les options des grandes puissances, il abrogerait tout accord portant atteinte à la souveraineté du Liban et qu'il avait l'intention de reconvoquer la conférence de Genève. Il est au contraire revenu avec la conviction qu'il fallait amener l'opposition à composer, au besoin par les armes* », affirme M. Hamadé.

C'est également l'analyse du secrétaire général du Parti communiste libanais, M. Georges Haoui, selon qui le président Gemayel se préparait ces derniers jours à lancer l'armée libanaise contre les positions du PSP dans la montagne, « *afin de les couper de la banlieue sud de Beyrouth et d'impliquer davantage les troupes américaines de la force multinationale dans le conflit* ». Le départ des « marines » est l'une des exigences du Front de salut national, rappelle à ce propos M. Haoui, qui estime que « *cela ferait perdre à Amine Gemayel toute illusion de gain sur le plan militaire* ».

Toutes les fractions de l'opposition libanaise sont-elles aussi jusqu'au-boutistes que M. Joumblatt ? « *Il y a des différences de style mais pas de politique* », assure-t-on dans l'entourage du chef druze. Les six conditions posées deux jours avant la démission de M. Wazzan par le Front de salut national à la reprise du dialogue avec Beyrouth – notamment la neutralisation de l'armée, le départ de la force multinationale et l'abrogation de l'accord du 17 mai, – semblent avoir été le résultat d'un compromis entre ces différents « *styles* ». En fait, les dirigeants de l'opposition admettent qu'il y avait peu de chances que ces conditions fussent acceptées par le président Gemayel.

M. Joumblatt et ses alliés ne manquent pas, en tout cas, d'affirmer que la démission de M. Wazzan accroît l'isolement du président : « *Amine Gemayel a perdu sa couverture musulmane* », souligne un porte-parole du PSP, alors que cinq anciens premiers ministres ou ministres sunnites libanais sont attendus à Damas, où ils doivent avoir, ce lundi, des entretiens avec les dirigeants syriens et les dirigeants de l'opposition libanaise.

EMMANUEL JARRY.

LA COMPAGNIE PÉTROLIÈRE AMÉRICAINE CHEVRON SUSPEND SES ACTIVITÉS DANS LE SUD DU SOUDAN

Khartoum *(AFP)*. – La compagnie pétrolière américaine Chevron a suspendu ses activités dans la région du haut Nil, dans le sud du Soudan, pour des raisons de sécurité, et espère pouvoir les reprendre dès que la sécurité de son personnel sera assurée, a annoncé samedi 4 février à Khartoum un porte-parole de la compagnie. M. Olin Smith a ajouté que plus de deux cents employés de Chevron avaient été évacués de cette région pour des raisons de sécurité. Il a cependant précisé que l'annonce, par la BBC, de l'interruption totale des opérations de la compagnie au Soudan était « *un peu exagérée* ».

La décision confirme la dégradation de la situation dans cette région. Elle intervient deux jours après l'annonce de l'attaque « *par des hommes armés* » d'intallations de Chevron dans le haut Nil. L'attaque a fait trois morts – un Britannique, un Kenyan et un Philippin – et sept blessés.

Cette société est la seconde compagnie internationale qui décide de suspendre ses activités dans le Sud en raison de l'insécurité, après la firme française Grands Travaux de Marseille, qui travaillait au percement du canal de Jonglei, long de 360 kilomètres, devant relier deux bras du Nil Blanc. Elle avait renoncé après l'enlèvement de sept de ses techniciens français, relâchés ultérieurement.

PROCHE-ORIENT

Israël

Le gouvernement adresse un sévère avertissement aux colons juifs de Cisjordanie et de Gaza

De notre correspondant

Jérusalem. – Durcissement envers les fauteurs de troubles, vigilance accrue à l'égard des colons juifs. Ainsi peut-on résumer l'esprit de *la déclaration en dix points* sur le maintien de l'ordre public dans les territoires occupés, publiée dimanche 5 février, après le conseil des ministres dominical, par le gouvernement israélien. Celui-ci a annoncé son intention d'accroître les effectifs militaires et policiers, cette année, en Cisjordanie et à Gaza, et d'augmenter le budget à leur disposition. Jusqu'à *présent*, la police était peu présente dans les territoires, les tâches de sécurité incombant pour l'essentiel à l'armée.

« *Le devoir d'obéissance aux lois*, souligne le texte publié dimanche, *et la nécessité du maintien de l'ordre s'appliquent à tous les résidents sans exception... Quiconque n'appartient pas aux unités habilitées à maintenir l'ordre n'est pas autorisé à se transformer en soldat ou policier. Toute action de représailles sera punie par la loi, sauf en cas de légitime défense.* »

Ce rappel à l'ordre est, à l'évidence, destiné à ceux des colons juifs armés qui ont, en Cisjordanie et à Gaza, de plus en plus tendance à faire régner leur loi. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, *seule* la justice pourra déterminer cas par cas s'il y a eu légitime défense. Le meurtre récent d'une fillette arabe à Naplouse a rappelé que certains colons excités *se comportaient* trop *souvent en justiciers*.

Le port et l'usage des armes à feu *seront plus* strictement réglementés. A cet égard, la mise au point gouvernementale précise que la police est la seule autorité habilitée à mener des enquêtes et qu'elle doit « *se soumettre aux procédure habituelles de la profession* ». Le rappel de ce monopole policier contredit les vœux des colons qui préfèrent voir l'armée, avec qui ils entretiennent des liens étroits, associée aux enquêtes. Il arrivait aussi que certains colons interrogent eux-mêmes les suspects avant de les remettre aux autorités.

En outre, les forces de sécurité considéreront avec « *la plus extrême gravité les jets de pierres et cocktails Molotov* ». Ces forfaits, commis d'ordinaire par des *manifestants* arabes opposés à la présence israélienne, sont, d'ores et déjà, réprimés avec une grande *sévérité*. Par exemple, le jet d'une bouteille incendiaire a récemment valu à son auteur cinq ans de prison. En ce qui concerne les éventuelles sanctions contre les *manifestants* arabes – démolition de maisons et autres châtiments collectifs notamment, – les autorités devront suivre au plus près les procédures légales. Ce conseil vise, en fait, à empêcher que les victimes de telles mesures puissent obtenir gain de cause devant une autre cour de justice.

La complaisance des autorités, notamment militaires, envers les colons, *a été maintes fois dénoncée*. En mai 1982, la commission Karp avait remis au ministre de la justice un rapport mettant en lumière la différence de traitement envers les fauteurs de troubles selon qu'*ils étaient* arabes ou juifs, les seconds restant souvent impunis. L'ancien premier *ministre*, M. Menahem Begin, avait interdit la publication de ce document qui sera enfin rendu public mardi et transmis à la Knesset. La mise au point gouvernementale de dimanche confirme, *a posteriori*, le bien-fondé des critiques contenues dans le rapport Karp.

J.-P.L.

Important succès de la manifestation organisée à Jérusalem par le mouvement La paix maintenant

De notre correspondant

Jérusalem. – Le mouvement La paix maintenant (Chalom archav) a montré, samedi 4 février, dans les rues de Jérusalem que le mot d'ordre qui lui sert de nom n'a rien perdu de son pouvoir mobilisateur. Quelque vingt mille sympathisants, *répondant à son appel, ont manifesté* en silence pour commémorer le premier anniversaire de l'assassinat du militant pacifiste Emil Grunsweig, tué par une grenade le 10 février 1983 *devant le siège du gouvernement*.

A la lueur des torches, les « marcheurs de la paix » ont suivi le même itinéraire – depuis le centre ville jusqu'à la présidence du Conseil – que celui emprunté lors de la manifestation tragique d'il y a un an. Mais l'ambiance était tout autre. *Les pacifistes ce samedi n'eurent* à affronter ni les agressions ni les jets de pierres de contre-manifestants en colère. Le défilé se déroula dans le calme. Tandis que l'an dernier les forces de l'ordre, peu nombreuses, n'étaient guère intervenues pour prévenir les heurts, policiers et *garde-frontière étaient* cette fois massivement déployés le long du cortège.

La paix maintenant recrute le gros de ses troupes parmi les enseignants, les universitaires, les habitants des kibboutzim, âgés de seize à quarante ans environ, qui constituaient l'ossature de la manifestation à laquelle participaient aussi des artistes, des écrivains, des élus locaux et une petite minorité de religieux. De nombreuses pancartes réclamaient le retrait du Liban ; l'une d'entre elles brocardait les deux principaux responsables israéliens de cette guerre, et conseilait au général Sharon, devenu *depuis* ministre sans portefeuille et gentleman farmer, de « *rester sur son tracteur* », et au général Raphaël Eytan de « *s'occuper de sa menuiserie* ». Les deux hommes, qui ont perdu leurs responsabilités militaires il y a un an, après la publication du rapport Kahane, ambitionnent de jouer à nouveau un rôle politique de premier plan.

Au cours du rassemblement qui a suivi la marche, M. Tzali Reshef, dirigeant de Chalom archav, a exigé la démission du gouvernement, coupable, selon lui, d'avoir « *entraîné le pays dans une guerre meurtrière et inutile* », et demandé le gel des colonies de peuplement dans les territoires occupés. Il a constaté que, sur le premier point, la majorité des Israéliens partage *désormais* le point de vue de son mouvement.

Trois fois plus nombreux

Selon les résultats d'un sondage publié la veille, les partisans d'un retrait du Liban sont maintenant trois fois *plus* nombreux que ceux qui s'y opposent. Il semble loin le temps où les militants de Chalom archav redoutaient vivement d'être marginalisés. Samedi, l'un des orateurs et conseiller municipal de Jérusalem, M. Dédé Ben Chitrit, a souligné qu'on assiste aujourd'hui à un « *retournement de l'opinion publique, notamment parmi les couches pauvres qui apportèrent leurs voix au Likoud en 1977 et en 1981.* »

Selon M. Teddy Kollek, maire de la ville, la manifestation de samedi fut la plus importante organisée à Jérusalem depuis de nombreuses années. Faisant *allusion* aux *récents* attentats revendiqués par une mystérieuse organisation extrémiste TNT, M. Kollek a déclaré : « *Ce rassemblement regroupe aussi tous ceux qui s'opposent au terrorisme. Le terrorisme ennemi nous réunit, mais le terrorisme interne menace de désintégrer notre société.* »

Pour sa part, le quotidien *Davar*, proche du Parti travailliste, écrit : « *Aujourd'hui tout le monde admet que nous nous sommes empêtrés dans un bourbier au Liban. Mais la plupart des ministres qui nous ont trompés sont encore à leur poste. Est-ce trop demander qu'ils tirent eux-mêmes les conclusions de leur échec et s'en aillent ?* »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Itshak Shamir, le pragmatique

De notre envoyé spécial

Jérusalem. – Peut-on avoir prôné et pratiqué le terrorisme, joué un rôle plus qu'influent dans les services secrets les plus *efficaces du monde et donner* l'impression d'une profonde timidité ? La réponse est « oui », mais il faut aller à Jérusalem pour s'en persuader et rencontrer Itshak Shamir.

M. Shamir n'a rien de M. Menahem Begin, le prophète convaincu auquel il a succédé il y *a quatre mois...*, sinon *les* convictions. Affable et souriant, il maîtrise l'art de « banaliser » les sujets les plus brûlants. Mais « E.T. » – comme l'appellent les *israéliens en raison de sa* petite taille – sait aussi faire passer un message quand il le veut ; il suffit *pour s'en rendre compte de suivre* son regard, qui vire à l'acier trempé si la contrariété est trop *forte*.

C'est à une illustration de ces talents que s'est livré le premier ministre israélien au cours du Club de la presse d'Europe 1 diffusé dimanche soir, 5 février. Les points forts de cet exercice ? Sans doute l'avertissement lancé à M. Mitterrand de ne pas recevoir M. Arafat. *« Ce serait, je crois, un désastre »*, s'est contenté d'affirmer M. Shamir, qui a *préféré* ne pas entendre la question suivante : *« Que ferez-vous ? Vous romprez les relations ? »*.

Il faut citer également la définition des conditions auxquelles Israël est prêt à se retirer du Liban, car c'est la première fois que M. Shamir ne mentionne pas l'exigence d'un retrait *simultané* des forces syriennes. *« Nous voulons quitter le Liban*, a-t-il dit, *à la condition que notre frontière du Nord soit sûre, qu'un dispositif de sécurité soit mis en place qui ne permette pas aux organisations terroristes d'utiliser le territoire libanais pour des activités terroristes contre nos citoyens de Galilée. C'est tout. »*

Pour le reste, M. Shamir regrette *que le roi Hussein préfère* négocier avec M. Arafat plutôt qu'avec Jérusalem ; il regrette aussi que M. Moubarak ait reçu le président palestinien après son départ de *Tripoli et* met en garde Le Caire contre un regain « *de propagande antisémite* » dans les *médias* égyptiens. *M.* Shamir fait aussi l'étonné lorsqu'on lui parle *des soupçons sérieux* qui pèsent sur d'anciens militaires dans certains cas de terrorisme *juif, comme s'il ne savait pas que* deux d'entre eux – des anciens de l'unité 101, commandée *jadis* par le général Sharon et spécialisée dans les opérations de com*mandos en Jordanie* et en Cisjordanie et à Gaza – viennent d'être longuement interrogés par les services de sécurité. L'information, il est vrai, a été censurée dans *la* presse *israélienne* par l'armée...

Une note d'irritation et une note d'humour pour finir. L'irritation, M. Shamir ne parviendra pas à la dominer lorsqu'on lui parlera d'une prévision faisant état, si des mesures ne sont pas prises, du départ de 50 000 Israéliens en 1984. *« Ce n'est pas vrai ! Oubliez cela ! »*. L'humour – « ET » en aurait donc ? – c'est pour se sortir d'une question perfide sur le bon accueil qu'il a réservé à *M.* Giscard d'Estaing que M. Shamir y aura recours. N'y a-t-il pas quelque *contradiction* entre ces *bonnes* manières et les propos vengeurs lancés jadis par M. Begin contre l'*ancien président de la République* ? Certes, dit-il, des propos *« pas tellement polis »* avaient été alors échangés, mais *« il ne faut pas toujours garder le souvenir des conflits et des confrontations »*. Au demeurant la condamnation de M. Giscard d'Estaing *par* M. Begin n'était pas « *totale* » comme n'est pas « *totale* » aujourd'hui la « *réhabilitation* » de l'ancien président de la République.

JACQUES AMALRIC.

DIPLOMATIE

LA VISITE OFFICIELLE DU CHEF DE L'ÉTAT AUX PAYS-BAS

M. Mitterrand devra déployer des trésors de séduction aussi bien à droite qu'à gauche

De notre envoyé spécial

Amsterdam. – M. François Mitterrand est arrivé ce lundi matin 6 février à Amsterdam pour une visite officielle de deux jours, accompagné de cinq membres du gouvernement : MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, Fabius, industrie et recherche, Mme Cresson, commerce extérieure et tourisme, MM. Dumas, affaires européennes, et Lang, culture, ainsi que de MM. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, Michel Vauzelle, porte-parole, Hubert Vedrine et Pierre Morel, et de Mme Elisabeth Guigou, conseillers techniques au secrétariat général de la présidence de la République.

Après avoir gagné le palais royal d'Amsterdam, où il est hébergé, le chef de l'Etat a déposé une gerbe devant le monument national sur le Dam – la grande place de la ville, lieu traditionnel des manifestations officielles... et des autres, – puis a participé au déjeuner offert en son honneur par la reine Béatrice et le prince Claus.

Dans l'après-midi, M. Mitterrand devait rendre visite au bourgmestre d'Amsterdam, M. Van Thij, et prononcer à cette occasion une première allocution. Le président de la République était ensuite attendu à la Maison Descartes, où il devait rencontrer des personnalités universitaires et littéraires, après avoir prononcé un second discours. Enfin M. Mitterrand devait, après une réception de la communauté française au musée Van Gogh, avoir un premier entretien avec le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, puis prendre part au grand dîner officiel du palais royal, après lequel il était prévu que des toasts soient échangés.

La journée de mardi sera essentiellement marquée par la visite du président de la République à La Haye, où il doit prononcer, devant les parlementaires, un discours principalement consacré aux questions européennes.

La visite de M. Mitterrand – qui, après avoir regagné Paris mercredi pour y présider le conseil des ministres, fera un voyage éclair dans l'après-midi à Luxembourg, – était attendue aux Pays-Bas avec intérêt, davantage pour ses aspects bilatéraux qu'européens, même si l'on ne sous-estime pas à La Haye la portée des efforts déployés par la présidence française de la Communauté.

Cet intérêt est paradoxalement plus vif du côté de la majorité démocrate-chrétienne et libérale que de l'opposition socialiste : on attend, en effet de M. Mitterrand qu'il donne un coup de pouce – et une certaine caution de « gauche » – à l'installation des euromissiles de l'OTAN, comme il l'a fait voici un an en RFA, ce qui fait davantage l'affaire de M. Lubbers que du chef de file des socialistes, M. Den Uyl, avec lequel il doit également avoir un entretien.

Les contestataires

Mais les très nombreux mouvements contestataires néerlandais ne se privent pas de cette occasion de mettre en cause, sur un ton qui reste plutôt amical, l'attitude de la France dans différents domaines. Dès dimanche, des banderoles et des tracts, parfois rédigés en français, demandaient, le long des canaux, l'arrêt des expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique, le retrait des troupes françaises du Tchad ou dénonçaient même (puisque l'on est, à Amsterdam, très sensible à cette question), l'arrêt des *« expulsions de squatters par la police de Mitterrand »*.

Le président de la République devait d'ailleurs s'attendre à faire l'objet de manifestations d'esprit frondeur : le pays de la tolérance extrême est aussi celui de la contestation permanente. Certaines positions des socialistes français n'y sont pas toujours très populaires à gauche, si elles ont au contraire, et paradoxalement, la sympathie de la droite néerlandaise. Certaines mais pas toutes : le très respectable *NRC-Handelsblad*, qui avait récemment publié une longue interview de M. Mitterrand, intitulait samedi sa page spéciale sur la visite présidentielle : « François de teleurstellende » (« François le décevant »). Le président français devra déployer des trésors de séduction. C'est là, il est vrai, un exercice qui commence à lui être familier.

BERNARD BRIGOULEIX.

Une alliance jouable mais incommode

De notre correspondant

Bruxelles. – *M.* Mitterrand peut-il trouver à La Haye un allié déterminé pour faire progresser la négociation européenne en cours ? On peut penser que les Pays-Bas, qui redoutent la dislocation de la Communauté, et singulièrement du Marché commun agricole, sont prêts sur bien des points à appuyer l'action de la France. Cependant, leurs positions demeurent largement contradictoires, si bien que cette nation de quatorze millions d'habitants, qui a les caractéristiques d'un grand Etat, ne joue pas le rôle de pourvoyeur d'idées, de moteur des petits pays membres, qui pourrait être le sien.

Les Pays-Bas ont occupé une place importante durant la première phase de la construction européenne. Prospères grâce au commerce, ils ont poussé à l'élimination accélérée des barrières douanières à l'intérieur de la CEE ainsi qu'à la réduction de celles dressées vers l'extérieur. C'était le temps où M. Luns, leur ministre des affaires étrangères, dominait de sa grande taille et animait de ses plaisanteries le conseil des ministres des Six.

Les Néerlandais, alliés objectifs des fédéralistes, conduisaient le combat des « petits » contre la conception, il est vrai particulière, de l'Europe, qu'avait le général de Gaulle. A l'évidence, ils avaient mal compris ce qui se passait en France à cette époque. Leur hostilité excessive, émotionnelle, à l'encontre du fondateur de la Ve République a altéré de façon durable les relations franco-néerlandaises.

Cela n'a pas empêché les deux pays d'être, de 1962 à 1969, les architectes les plus zélés de la politique agricole commune (PAC). Cette entente cordiale agricole s'expliquait d'abord par la coïncidence des intérêts, mais la complicité quasi quotidienne tissée entre des hommes tels que M. Mansholt (le vice-président de la commission chargé des affaires agricoles), Biesheuvel et Pisani (les ministres de l'agriculture néerlandais et français) y a grandement contribué. Les Pays-Bas, dont la diplomatie est traditionnellement anglophile, poussaient plus que quiconque à l'élargissement. Ils ont obtenu satisfaction en 1969, à la conférence au sommet de La Haye, lorsque le président Pompidou annonça qu'il donnait le feu vert à l'ouverture des négociations avec Londres.

La « déception britannique »

Commença alors une période de retrait pour la diplomatie européenne hollandaise. Le gouvernement de La Haye a été déçu de constater que la Grande-Bretagne ne jouait pas le rôle politique qu'il espérait. Les Britanniques, concentrés durant dix ans sur leurs propres problèmes, ont contribué à affaiblir le rôle des petits Etats membres. Les Pays-Bas souhaitaient que leur venue fasse contrepoids à l'axe Paris-Bonn : or elle n'a fait que le renforcer. Durant cette période qui se termine à peine, les Pays-Bas donnaient sans cesse l'impression d'être partagés entre leur sentiment favorable à une intégration européenne plus poussée et leur souci permanent de ménager les Anglais.

Par la force des choses très proches de la RFA, dont ils sont le premier fournisseur (avant la France), ils n'ont pas apporté une adhésion particulière à la politique européenne active pratiquée par le chancelier Schmidt à partir de 1978. Lors de la négociation sur la compensation budgétaire britannique à Luxembourg en mai 1980, M. Van Agt, leur premier ministre, proposa le premier, ce qui ne s'imposait guère, d'offrir à Mme Thatcher plus que ce qui était initialement envisagé. Il est vrai que MM. Giscard d'Estaing et Schmidt firent alors davantage que de saisir la balle au bond ! Durant cette période d'effacement, toutefois, comme nous le rappelle un haut fonctionnaire hollandais de la commission, *« la nécessité et l'opportunité d'un dialogue continu sur l'agriculture avec Paris a toujours existé »*.

Depuis que le débat européen a gagné en intensité, en raison du blocage budgétaire, les Néerlandais, se réveillant, ont pris conscience des dangers que court la Communauté. Ils se montrent prêts à défendre la PAC et à consentir des efforts en ce sens, même si, au fil des années et de l'augmentation de la production agricole de la Communauté, leurs intérêts et ceux de la France ont commencé à diverger.

Ils se montrent ainsi ouverts à l'élimination des montants compensatoires monétaires (MCM), qui favorisent leurs exportations (il est vrai moins élevés que ceux appliqués par les Allemands). S'agissant des relations commerciales agricoles avec l'extérieur, ils sont prêts à demander aux Etats-Unis la stabilisation des importations de produits de substitution des céréales, mais ils sont en revanche beaucoup plus réticents à l'égard de la proposition de la commission, soutenue par la France, d'appliquer une taxe sur les matières grasses végétales. Bref, ils sont prêts à payer le prix pour sortir l'Europe du bourbier.

Des positions contradictoires

Sur d'autres points, cependant, les Néerlandais donnent l'impression de ne pas être encore parfaitement au clair, comme si leur évolution n'était pas achevée. Favorables à l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, très sourcilleux dès qu'une proposition semble porter atteinte aux pouvoirs du Parlement européen, ils sont aussi, avec les Britanniques, ceux qui réclament l'encadrement le plus rigoureux afin d'éviter les dérapages budgétaires.

Ils n'ont pas encore révélé la recette qu'ils ont en tête pour rendre de tels objectifs conciliables. Ils sont absents, comme désintéressés, du débat sur les politiques nouvelles. Sur les actions à entreprendre pour enrayer le déclin industriel, qui pourtant les affecte au moins autant que leurs voisins, sur l'affaire de la correction des déséquilibres budgétaires, ils sont à l'évidence favorables à un arrangement avec les Britanniques. Mais apparemment avec moins d'ardeur que par le passé. *« C'est devenu un préalable à la relance de la Communauté »*, observe notre interlocuteur. Mais il ajoute : *« Ce ne sont pas les Néerlandais qui chercheront le compromis à tout prix. »*

Les Pays-Bas ont des intérêts objectifs à suivre dans la négociation en cours une voie proche de celle de la France. Il leur faudra parfois, pour ce faire, prendre des positions qui ne leur sont pas naturelle. L'alliance néerlandaise est jouable, mais elle n'est pas commode.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Fiterman et l'« incident Galbraith »

« JE SUIS TOUT A FAIT DISPOSÉ A VOUS ACCUEILLIR DANS LE TGV »

A la suite des propos tenus par M. Galbraith, ambassadeur des États-Unis à Paris, au sujet des communistes français (*le Monde* du 3 février), M. Fiterman a adressé au diplomate américain une lettre que publie *l'Humanité* de ce lundi 6 février.

Le ministre des transports salue *« le représentant d'un grand pays dont j'admire nombre de ses réalisations et dont je n'oublie pas qu'il est venu au secours du nôtre dans des moments difficiles de son histoire »*, mais fait part de son *« étonnement »* devant la *« singulière discourtoisie »* dont M. Galbraith s'est rendu coupable en *« s'ingérant lourdement dans les affaires intérieures de la France »*.

Il poursuit : *« Voyez-vous, il y a dans ce pays un parti communiste, il y a des communistes, dont je suis, qui sont des Français loyaux envers leur pays, désintéressés, et même respectueux des alliances de la France et attachés à l'amitié entre les peuples français et américain (...). Je n'ai jamais été pour la mort du pêcheur, et puisque aussi bien une connaissance plus précise de notre pays devrait vous intéresser, je suis tout à fait disposé à vous accueillir à cet effet dans ce TGV dont notre pays est fier (...). Soyez assuré, monsieur l'ambassadeur, de mes sentiments puisés aux sources de la meilleure courtoisie française. »*

Dans un entretien accordé au *Journal du Dimanche*, M. Fiterman revient sur l'incident en déclarant : *« Le département d'État américain a déclaré qu'il ne s'agit que d'un malentendu. Il est normal que le gouvernement français prenne acte de cette déclaration, après que le président et le premier ministre eurent adopté une position dépourvue de toute ambiguïté. »*

AFRIQUE

Tchad

La tournée de M. Cheysson ne semble pas avoir permis de relancer la négociation

La tournée africaine de M. Claude Cheysson, qui a regagné Paris, dimanche 5 février dans la soirée, après avoir été reçu pendant deux heures, à Tripoli, par le colonel Kadhafi, ne semble pas, pour l'instant, avoir permis de relancer la négociation sur le conflit tchadien. Le ministre des relations extérieures doit rendre compte au président de la République d'une mission qui l'a conduit à N'Djamena, à Addis-Abéba et dans la capitale libyenne. Entretemps, Paris a annoncé qu'une escadrille du 1er régiment d'hélicoptères de combat – douze appareils et leurs équipages – avait été dépêchée en renfort au Tchad la semaine dernière.

Il est sans doute trop tôt pour se faire une idée précise des résultats de la tournée de M. Cheysson, qui s'est montré très discret après ses entretiens, à Tripoli, avec le numéro deux libyen, le commandant Jalloud, qu'il a rencontré pendant trois heures samedi soir, et le colonel Kadhafi. M. Cheysson a parlé de discussions *« solides, attentives, point par point »*. Dans la longueur de ces échanges, il a vu la preuve que *« la volonté du président Mitterrand d'aborder les problèmes communs aux deux pays, sur le plan politique »*, avait été *« appréciée »* à Tripoli.

Le colonel Kadhafi a donné une impression un peu différente de cet entretien au cours d'une conférence de presse tenue après l'audience de M. Cheysson. Le dirigeant libyen a notamment déclaré que le ministre des relations extérieures avait été « d'accord » avec lui sur la nécessité de trouver un *« troisième homme »* – autre que MM. Goukouni Oueddeï et Hissène Habré – pour assurer le succès d'un règlement politique. Jeudi, après avoir été reçu à N'Djamena par le président Hissène Habré, M. Cheysson avait pourtant déclaré : *« Le Tchad a un chef d'Etat, c'est un fait irréductible qu'aucun Etat africain ne peut constester. »* M. Cheysson a d'ailleurs démenti, avant de quitter Tripoli, avoir évoqué la question d'un *« troisième homme »* avec le dirigeant libyen.

Tout en estimant que la visite de M. Cheysson à Tripoli produirait des *« résultats positifs »*, le colonel Kadhafi a cependant reconnu qu'aucune *« solution idéale »* n'avait été trouvée et qu'il s'attendait à *« une autre visite de M. Cheysson »*, une fois M. François Mitterrand informé du résultat de ce premier contact.

Sur le fond, le dirigeant libyen s'est montré ferme. *« Ni les forces françaises ni aucune force étrangère à l'Afrique »* ne doit jouer de rôle sur le continent et *« notre lutte se poursuivra afin de libérer l'Afrique non par la force, mais par la révolution »*, a-t-il affirmé, en ajoutant qu'il ne reconnaissait pas l'argumentation française du *« devoir de la France envers son ancienne colonie »*. *« C'est une forme de néo-colonialisme et d'impérialisme, il faut résister »*, a-t-il dit à ce propos en rappelant que la Libye fournissait *« des conseillers militaires »* au GUNT – le gouvernement rebelle de M. Goukouni Oueddeï – afin de *« défendre, avant tout, ses frontières et sa sécurité »*.

Le colonel Kadhafi a renouvelé ses attaques contre le président Hissène Habré, appelant la France *« à cesser de soutenir un tel assassin qui sacrifie la paix et son pays pour le pouvoir »*. Enfin, il a indiqué que, même s'il y était invité, il ne se rendrait pas en France *« avant le retrait des troupes françaises du Tchad »*.

Des contradictions

Les contradictions entre la position de Paris et celle de la Libye semblent donc demeurer. D'une part, les Français, selon M. Cheysson, tentent d'aboutir à un désengagement parallèle de leurs propres forces et des troupes libyennes stationnées au Tchad. D'un autre côté, le colonel Kadhafi continue de nier toute légitimité au président Hissène Habré, alors que la France lui offre un appui de plus en plus conséquent.

Le ministre des relations extérieures s'est, en outre, abstenu de rencontrer à Tripoli M. Goukouni Oueddeï, qui est arrivé samedi soir dans la capitale libyenne à la tête d'une délégation comprenant notamment le lieutenant-colonel Kamougué. M. Goukouni a nié lui-même avoir eu l'intention de rencontrer M. Cheysson à Tripoli et a jugé *« difficile »* la reprise de négociations avec M. Hissène Habré *« tant que la France n'aura pas quitté le Tchad »*. Faute de négociations, a-t-il ajouté, *« nous sommes également prêts à ramener la paix par les armes »*.

A Paris, après avoir été reçu à l'Elysée par M. Guy Penne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines et malgaches, le chef d'une délégation du GUNT a estimé qu' *« aucun différend fondamental n'oppose le GUNT au gouvernement socialiste français »*. Interrogé sur cet entretien, le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que les autorités françaises n'ont jamais refusé de recevoir les personnalités qui souhaitaient être entendues et qu'elles avaient déjà reçu de telles personnes dans le passé. Quant à l'ambassadeur du Tchad en France, M. Allam-Mi Ahmad, il a résumé le sentiment de N'Djamena en déclarant, dimanche soir, que *« l'objectif de la Libye est d'assurer sa domination sur notre pays »*, et qu' *« elle essaie donc d'obtenir la tête du président Hissène Habré, afin de décapiter la résistance du peuple tchadien »*.

M. BARRE : il eût été préférable de s'abstenir

Entre-temps, le débat sur l'intervention française au Tchad est relancé par l'opposition en France. M. Jean-Claude Gaudin a indiqué, dimanche, que le groupe UDF à l'Assemblée nationale allait demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les circonstances de la perte d'une Jaguar le 25 janvier. Tout *« en ne désapprouvant pas »* la tournée de M. Cheysson, M. Maurice Couve de Murville, député RPR de Paris, ancien premier ministre, a déclaré, dimanche au « Forum » de Radio Monte-Carlo, à propos de l'étape de Tripoli, qu'*« il fallait, soit un certain courage, soit un certain degré d'illusion pour procéder à des démarches de ce genre »*.

Quant à M. Barre, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », il a estimé, à propos du Tchad et du Liban : *« Nous sommes vraiment enlisés, pour ne pas dire piégés. Pour ce qui est du Tchad, j'éprouve quelque tristesse à voir notre ministre des affaires étrangères se livrer à un périple qui finit par le conduire chez le colonel Kadhafi. Je n'ai rien contre le colonel Kadhafi, mais, dans la situation qui caractérise l'Afrique et compte tenu des problèmes tchadiens, ne croyez-vous pas qu'il eût été préférable de s'abstenir d'une telle démarche ? »*

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Cameroun

M. BIYA A REMANIÉ POUR LA CINQUIÈME FOIS LE GOUVERNEMENT

Le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, a procédé, samedi 4 février, à un remaniement ministériel principalement marqué par la suppression du poste de premier ministre. M. Luc Ayang, qui détenait jusque-là ce poste, a été nommé président du Conseil économique et social, en remplacement de M. Félix Sabal Lecco, qui avait été nommé en juin 1974.

Ce remaniement est la conséquence d'une loi adoptée, le 25 janvier dernier, par l'Assemblée nationale camerounaise portant suppression du poste de premier ministre et modifiant certains aspects de la Constitution (*le Monde* du 27 janvier). Le nouveau gouvernement compte dorénavant trente-quatre ministres au lieu de trente-deux, et trois nouveaux portefeuilles sont créés : enseignement supérieur et recherche scientifique, M. Gibering Bol Alima ; condition féminine, Mme Yaou Boubaraki (deuxième femme à faire son entrée au gouvernement) ; informatique et marchés publics, M. Daniel Kamgueu.

Les principaux ministères ne changent pas de titulaire. M. Félix Tonye Mbog reste aux affaires étrangères. Outre M. Georges Ngango, maintenu dans ses fonctions de ministre chargé de mission à la présidence de la République, une autre personnalité, M. Joseph-Charles Doumba, s'est vu accorder ce titre. Ce remaniement ministériel est le cinquième depuis que M. Biya a accédé au pouvoir en novembre 1982. – *(AFP, Reuter.)*

Zaïre

- REMANIEMENT MINISTÉRIEL. – Le président zaïrois, M. Mobutu, a limogé, vendredi 3 février, ses ministres des finances (M. Namwisi Makoyi) et du budget (M. Ngole Iliki), et a nommé son fils, M. Niwa Mobutu, qui faisait office jusqu'ici d'ambassadeur itinérant, au poste de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. D'autre part, M. Mulumba Lukoji a été nommé ministre du plan. – *(Reuter.)*

AMÉRIQUES

DÉNONÇANT LES « AGRESSIONS » AMÉRICAINES

Le Conseil d'Etat nicaraguayen suspend la préparation des élections de 1985

Le Conseil d'Etat, qui fait office de pouvoir législatif au Nicaragua, a annoncé, le 4 février, qu'il ajournait *sine die* la discussion du projet de loi en vue d'organiser les élections générales de 1985, qui devait commencer le mardi 7 février. C'était le 21 février, en principe, que devait être connue la date de cette consultation. M. Carlos Nunez, un des neuf « commandants » du Front sandiniste, président du Conseil d'Etat, a indiqué que cette décision était consécutive aux deux raids aériens menés, les 2 et 3 février, contre le territoire national par des appareils provenant de toute évidence du Honduras voisin. Ces raids, qui ont été revendiqués par les contre-révolutionnaires des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN), ont fait, selon Managua, cinq morts et dix blessés, tous des militaires.

Lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité des Nations unies, convoquée le 3 février à la demande du Nicaragua, le représentant du gouvernement sandiniste a accusé le Honduras et implicitement les Etats-Unis d'être les auteurs directs de ces raids.

La discussion du projet de loi ne reprendra que lorsque les *« agressions des Etats-Unis contre le Nicaragua cesseront de monter en puissance »*, a précisé le Conseil d'Etat.

Dans un premier temps, la réaction des autorités avait été plus nuancée. S'exprimant à Caracas, où il venu assister aux cérémonies d'investiture du nouveau président – le social-démocrate M. Lusinchi, – M. Daniel Ortega, coordonnateur de la junte du gouvernement, avait affirmé que la discussion se poursuivrait. Mais, devait déclarer un peu plus tard M. Humberto Ortega, chef des armées nicaraguayennes, *« le processus électoral de ce pays ne peut être isolé des développements en Amérique centrale et des agressions perpétrées contre nous par les Etats-Unis et le Honduras »*. L'opposition conservatrice nicaraguayenne a aussitôt protesté.

Poursuivant, au Brésil, sa tournée latino-américaine commencée le 31 janvier, M. Shultz a déclaré que la décision du Conseil d'Etat nicaraguyen démontrait l'intention de Managua de *« faire marcha arrière en ce qui concerne la tenue d'élections »*. – *(AFP, AP, UPI.)*

Sachez reconnaître une voiture d'une bagnole.



D'après le Larousse, une bagnole "est une mauvaise voiture". Mais des bagnoles, Volvo n'en a jamais produit. Plus que tout autre modèle, la Volvo 240 a perpétué la légende Volvo.

En 1976, aux États-Unis, la Délégation Américaine à la Sécurité a choisi la 240 comme "étalon" pour juger toutes les autres voitures sur l'amélioration de la sécurité. Car Volvo a toujours été un pionnier pour la sécurité.

Ainsi, c'est sur les Volvo que la ceinture de sécurité à 3 points d'ancrage et le pare-brise en verre feuilleté ont été pour la première fois adoptés par un constructeur.

C'est encore sur les Volvo que la notion de sécurité dynamique a été développée. Elle regroupe 3 aspects essentiels. Une carrosserie autoportante qui donne au véhicule des qualités routières exceptionnelles. Une précision extrême de la direction à crémaillère. Un système de freinage à double circuit en triangle qui maintient 80 % de la puissance en cas de défaillance de l'un des deux circuits.

Un autre facteur qui a contribué à la légende de la 240 est son confort. Un homme bien assis est un automobiliste détendu, un pilote plus sûr.

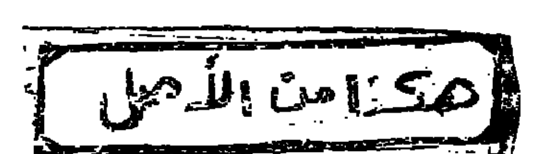
C'est pour cela que Volvo développe constamment des études ergonomiques très poussées sur l'anatomie de ses sièges avec comme résultat une gamme de réglage qui permet à 97 % des adultes de trouver, une fois assis, leur position idéale de conduite.

Toutes ces qualités, vous les retrouverez sur toute la gamme Volvo 240.

Les 250 concessionnaires et agents Volvo seront fiers de vous présenter de vraies voitures. De 8 à 11 ch, berline ou break, essence, diesel ou turbo à partir de 77 600 F. **VOLVO**



MODELE PRESENTE 240 GLE. MILLESIME 84. PRIX 108.500 F AU 01.02.84 CONSOMMATIONS AUX 100 KM A VITESSE STABILISEE: 6.7 L A 90 KM/H: 9.3 L A 120 KM/H: 13.5 L EN VILLE (NORMES ECE).
VOLVO FRANCE. 49 AVENUE D'IENA 75116 PARIS. TEL. (1) 723.72.62.



هكذا من الأصل

EUROPE

Italie

CAMBRIOLAGE A L'AMBASSADE SOVIÉTIQUE

(De notre correspondant.)

Rome. – Il n'y a pas de forteresse imprenable. C'est ce qu'ont démontré des voleurs qui ont dévalisé à la mi-janvier l'ambassade d'Union soviétique à Rome, sans aucun doute l'une des mieux gardées.

Selon l'hebdomadaire l'*Espresso*, les voleurs ont emporté douze tapisseries de prix ayant appartenu à Pierre Le Grand et provenant du musée de Leningrad, ainsi qu'une vingtaine de tableaux qui décorent les salons de la villa Abamelek, luxueuse résidence de l'ambassadeur.

Comme le commun des mortels, M. Nikolaï Lunkov, l'ambassadeur, a dû un matin de janvier aller déclarer le vol au commissariat de police du quartier, avant de se rendre au ministère des affaires étrangères. Selon lui, le vol s'est produit par une nuit pluvieuse.

Les gardes s'étaient mis à l'abri avec leurs chiens dans le bâtiment qui leur est réservé, à une dizaine de mètres de la résidence. Et les voleurs ont pu pénétrer dans le jardin sans encombres.

Seuls des agents secrets peuvent avoir une telle audace, ont pensé tout de suite les autorités italiennes. *« Non, non, la CIA ne fait pas de choses pareilles. Ce sont des voleurs tout à fait normaux »*, affirme l'ambassadeur.

En attendant, il risque son poste. Si des voleurs peuvent pénétrer dans sa résidence, on peut se demander de combien de micros et autres gadgets de l'espionnage est truffée l'ambassade soviétique à Rome.

PH. P.

URSS

L'ajournement de la visite du maréchal Oustinov en Inde relance les rumeurs sur l'état de santé de M. Andropov

Moscou. – L'annonce, samedi 4 février, que le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, ajournait le voyage qu'il devait commencer ce lundi en Inde a suscité une vague de rumeurs dans les milieux occidentaux à Moscou. Le communiqué de Tass tient en quelques lignes. L'agence soviétique se borne à indiquer que la visite du maréchal Oustinov à New-Delhi a été *« reportée pour quelque temps »*. Il n'est pas dans les usages soviétiques de donner les raisons d'un contretemps de ce genre, mais il est tout aussi inhabituel de différer au dernier moment le déplacement d'une des plus hautes personnalités du régime.

Tass écrit que le report de la visite a été décidé *« en accord mutuel des deux parties »*. Un responsable indien a cependant jugé bon de préciser que les Soviétiques – et eux seuls – avaient demandé l'ajournement en invoquant des raisons *« intérieures »*. La politique intérieure soviétique est actuellement dominée par l'incertitude qui pèse sur la santé de M. Andropov. L'état de ce dernier oblige-t-il le ministre de la défense à rester à Moscou ?

Dans ce cas, l'aggravation serait toute récente : l'annonce officielle du voyage n'a été faite que le 1er février, et le lendemain encore M. Gromyko s'était entretenu avec l'ambassadeur indien M. Nurul Hasan. Quel qu'il soit, l'élément nouveau qui a motivé le report de cette visite est donc postérieur à cette date. Il y a, bien sûr, la possibilité que le maréchal Oustinov, qui est âgé de soixante-quinze ans et dont la santé a suscité plusieurs fois des inquiétudes, soit lui-même souffrant.

La visite avait été préparée avec beaucoup de soin. Le maréchal Oustinov, accompagné du chef d'état-major, le maréchal Ogarkov, avait rencontré l'ambassadeur indien le 31 janvier.

L'Inde est un partenaire militaire important de l'URSS et l'un de ses

De notre correspondant

principaux acheteurs d'armes dans le tiers-monde. D'une façon générale Moscou ne manque pas une occasion d'exalter la qualité de ses liens avec New-Dheli. Le vingt-cinquième anniversaire du combinat métallurgique de Bhilaï dans l'État de Madhya- Pradesh, construit avec l'aide de l'URSS, a été abondamment célébré dans les journaux et à la télévision.

Mis en service le 4 février 1959, ce combinat est présenté comme un symbole de l'amitié entre les deux pays de même que les satellites indiens Aryabhata et Bhaskara, mis en orbite par des fusées soviétiques. Il ne manque plus que le vol d'un cosmonaute indien à bord d'un vaisseau spatial soviétique, qui est d'ailleurs prévu pour bientôt, pour couronner l'« amitié soviéto-indienne ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

[Pour New-Delhi aussi, la visite du maréchal Oustinov en Inde revêtait une grande importance politique. Le ministre soviétique de la défense devait diriger une délégation d'experts militaires. L'URSS a proposé l'année dernière à l'Inde de lui vendre différents armements sophistiqués. Les dirigeants soviétiques entendent, d'autre part, conserver une influence privilégiée auprès d'un pays qui assure actuellement la présidence du mouvement des pays non-alignés, et la venue à New-Delhi du maréchal Oustinov devait contribuer à consolider les liens avec Moscou. *« Ce sont les Soviétiques qui ont décidé le report de la visite »*, a déclaré le porte-parole du ministère indien de la défense.]

Espagne

L'ETA militaire est accusée d'avoir assassiné un militant séparatiste repenti

De notre correspondant

Madrid. – La violence ne cesse de croître au Pays basque à l'approche des élections régionales prévues pour le 26 février. Le samedi 4 février, un industriel, M. Miguel Francisco Solaun, a été assassiné en présence de sa famille dans un café d'Algorta, en Biscaye.

Le lendemain, c'est un garde civil à la retraite qui était grièvement blessé dans un attentat dans une rue de Lasarte (Guipuzcoa). Si ces deux actions n'ont pas encore été revendiquées, tout porte à croire qu'elles sont l'œuvre de l'ETA militaire.

M. Solaun avait collaboré dans les années 60 avec cette organisation, ce qui lui avait valu de connaître les prisons franquistes dont il s'était échappé pour se réfugier en France. Rentré en Espagne après l'amnistie, il avait rompu avec l'ETA militaire et aurait, semble-t-il, fait échouer un projet d'attentat dans lequel les séparatistes avaient essayé de l'impliquer. En l'assassinant, ces derniers ont, de toute évidence, voulu dissuader leurs militants tentés de profiter des mesures de grâce individuelles accordées par le gouvernement aux terroristes « repentis ».

L'ETA militaire, dont la presse de Madrid avait prématurément annoncé l'imminente disparition après les mesures prises contre elle au Pays basque français, a, par ailleurs, reçu un nouveau renfort. Dans un communiqué publié dimanche par le quotidien basque *Egin*, proche des milieux nationalistes radicaux, le secteur majoritaire de l'ETA politico-militaire « huitième assemblée » a annoncé la dissolution de cette organisation, afin de permettre à ses membres de s'intégrer individuellement au sein de la branche militaire de l'ETA. L'ETA politico-militaire, « huitième assemblée », était née en octobre 1982. Ses membres étaient en désaccord avec un autre secteur de cette organisation, connu sous le nom de « septième assemblée », qui avait décidé d'abandonner définitivement la lutte armée.

Depuis l'assassinat, le 29 janvier, à Madrid, du lieutenant-général Guillermo Quintana, l'organisation séparatiste semble s'être engagée dans une nouvelle escalade de violence, pour montrer sa capacité de résister aux coups qui lui ont été portés des deux côtés des Pyrénées.

THIERRY MALINIAK.

A TRAVERS LE MONDE

Éthiopie

- **ARRESTATIONS D'OPPOSANTS A ADDIS-ABEBA.** – Pour la première fois depuis plusieurs années, les autorités éthiopiennes ont annoncé, samedi 4 février, le démantèlement d'un réseau clandestin d'opposants appartenant à l'Alliance démocratique du peuple éthiopien (ADPE). Trois chefs de réseau et quinze activistes de l'ADPE ont été arrêtés pour *« menées subversives »* alors qu'ils distribuaient des tracts, le 8 décembre 1983, dans la capitale éthiopienne. Parmi eux figurent quatre officiers, ainsi que trois membres de l'ancienne noblesse. Ils sont accusés de *« collusion avec des pouvoirs impérialistes, d'espionnage, de diffusion de rumeurs et de distribution de littérature antirévolutionnaire »*.

Grande-Bretagne

- **ASSASSINAT D'UN DIPLOMATE INDIEN.** – Le corps d'un diplomate indien, M. R.H. Mahte, enlevé le vendredi 3 février, à Birmingham, où il était en poste au consulat, a été retrouvé à Hinckley, dans le Leicestershire. Une organisation s'intitulant Armée de libération du Cachemire avait revendiqué l'enlèvement et réclamé une rançon de 1 million de livres sterling, ainsi que la libération de prisonniers politiques cachemiris détenus à New-Delhi.

[L'assassinat de Birmingham a eu lieu alors que la situation politique au Cachemire sous administration indienne est tendue. Dans une interview publiée par le *Financial Times* du 6 février, le fils du premier ministre, M. Rajiv Gandhi, exprime sa conviction que le Pakistan, qui contrôle le nord de la province, tentera d'envahir d'ici un an le territoire administré par l'Inde.]

Libye

- **LIBERATION DE DEUX ITALIENS.** – Mme Renza Vidossic Bari et son fils Oreste, de nationalité italienne, dont le voilier avait été retenu le 21 novembre 1983 par des Libyens dans le port de Derna, sont arrivés le dimanche 5 février à Rome, après avoir été libérés la veille par les autorités de Tripoli (*le Monde* du 31 janvier). M. Bari a déclaré, à son arrivée, avoir été *« maltraité »* par ses gardiens, tandis que sa mère a affirmé avoir été traitée correctement.

République sud-africaine

- **PENDAISON DE QUATRE NOIRS.** – Quatre Noirs sud-africains, reconnus coupables de meurtre, ont été pendus, vendredi 3 février, à la prison centrale de Pretoria, a annoncé le ministère de la justice. Selon Amnesty international, 6 % des exécutions capitales pour crimes de droit commun recensées à travers le monde en 1982 ont eu lieu en Afrique du Sud. Cette année-là, cent condamnés – dont un Blanc – ont été pendus dans ce pays.

Sénégal

- **FERMETURE DE L'AMBASSADE D'IRAN.** – L'ambassade d'Iran à Dakar a été fermée, sur ordre des autorités sénégalaises, qui ont accusé les diplomates iraniens de soutenir financièrement des groupes islamiques « khomeinystes » de plus en plus actifs dans le pays. Cette décision, purement administrative, ne signifie pas une rupture des relations diplomatiques avec l'Iran. – *(AFP, Reuter.)*

Tunisie

- **REPARUTION D'UN HEBDOMADAIRE SUSPENDU.** – L'hebdomadaire francophone *Réalités* (indépendant), qui avait été suspendu le 13 janvier 1983, a reparu samedi 4 février en Tunisie. Il avait été créé à la suite de la suspension en 1982 d'un autre hebdomadaire, *Maghreb*, lui aussi assez critique à l'égard du pouvoir, et qui a été autorisé à reparaître début 1983. – *(AFP.)*

Le Monde

politique

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

Une différence appuyée

M. Raymond Barre ne s'intéresse qu'au fond : la France et le monde. Il ne supporte pas d'être *ramené au ras des « pâquerettes microcosmiques »*. C'est ainsi qu'il exècre le *« jeu des partis »*, ne veut pas se laisser dominer par l'*« idéologie »*, est indifférent aux sondages et ne commet pas la *« sottise »* de se croire un *« recours »*. Il ne voit *« aucun inconvénient »* à ce que l'opposition réfléchisse, mais ne répondra pas à ses éventuelles sollicitations dans la perspective, *lointaine* à ses yeux, de l'élection présidentielle de 1988, seule échéance *« décisive » dans la vie politique* française.

M. Raymond Barre veut garder l'esprit et les mains libres et pense n'*« ennuyer »* personne en choisissant cette voie solitaire, dont il accepte les *« risques »*. Ce faisant, il balaie d'une main tous les *« intermédiaires »* qui pourraient interférer dans son dialogue avec la nation.

Toutefois, M. Barre n'est-il pas conduit à sacrifier à des rites *qu'il dénonce ? L'ancien premier* ministre, comme les autres principaux acteurs de la vie publique, *ne fait de cadeaux* ni à ses partenaires-rivaux de l'opposition, ni, bien sûr, à ses adversaires de la majorité. M. Barre, plus que d'autres, pratique avec subtilité l'art du non-dit. Art qui *permet de préserver l'innocence* de celui qui préfère laisser deviner la férocité des attaques qu'il peut porter, mais qui se garde bien de les exprimer ouvertement.

S'il ne s'intéresse pas au microcosme, M. Barre partage une des préoccupations essentielles des responsables politiques : les électeurs, ceux qui ont été séduits par la récente prestation d'Yves Montand, mais aussi ceux qui, récemment, ont porté leurs voix sur M. Le Pen ou sur les listes dirigées par ses lieutenants.

Il ne craint pas d'adopter à ce sujet une attitude un peu paradoxale *en refusant de considérer* le chef de file du Front national comme un *« épouvantail »*, tout en jugeant inadmissibles nombre de propos tenus par ses principaux « adjoints ». Si elle n'était *destinée à être électoralement* efficace, comment comprendre cette distinction ? M. Le Pen *peut tenir des propos apaisants* lorsqu'il rencontre M. Barre, mais ses propos publics ne manifestent pas toujours le même souci.

On en arrive à penser que, pour se démarquer d'une opposition dont il récuse le comportement et les travers, M. Barre tombe dans certains excès qui risquent, à la longue, de le faire apparaître davantage comme un donneur de leçons que comme un sage. Ces excès risquent de ne laisser subsister, de son discours, que le caractère péremptoire de la forme au détriment du fond et des nuances qu'il exprime.

C'est ainsi que, tout en condamnant le caractère cahotant de la politique gouvernementale, il reconnaît à M. Delors, au nom de la *« bonne foi »* et de l'*« objectivité »*, le mérite de défendre des positions *« utiles au pays »*. Il aime ainsi rappeler qu'il sait, à l'occasion, distinguer les actions *« menées dans la bonne direction »*.

C'est dans ce registre que M. Raymond Barre peut sans doute le mieux cultiver cette *« différence »* à laquelle il tient tant. Une différence appuyée.

CH. FAUVET-MYCIA.

● *M. Giscard d'Estaing et la défense des libertés.* — L'ancien président de la République se rendra, le 8 février, à l'invitation de M. François Léotard, secrétaire général du PR, au *« Rendez-vous de la liberté »* organisé à Paris salle de la Mutualité. Il adressera à cette occasion, *« un message sur la défense des libertés »*. Cette manifestation est la dernière de la série organisée par le parti républicain sur ce thème de la défense des libertés.

M. Barre : je ne changerai pas

M. Raymond Barre, qui avait récemment expliqué que l'élection présidentielle *« ne pourrait* [le] *concerner que si les circonstances conduisaient les Français à envisager avec faveur une candidature qui n'ait rien à voir avec le jeu des partis »*, a précisé, dimanche 5 février au « Grand Jury RTL-*le Monde* » dont il était l'invité que sont attitude *« résulte à la fois de l'analyse et du tempérament »*. *« Je ne suis pas*, a-t-il dit, *dominé par l'idéologie. Par formation et par effort intellectuel d'objectivité, je m'efforce de ne pas laisser biaiser mes analyses et mon jugement par l'idéologie, qu'elle soit métaphysique, politique ou sociale »*. *« Par ailleurs*, a-t-il ajouté, *je me souviens de la IVe République, où le jeu des partis a été désastreux pour notre pays (...). A l'heure actuelle, il y a une inclination très forte à voir reparaître de façon plus intense que par le passé le jeu des partis. Cela ne me semble pas correspondre aux exigences du présent ni aux exigences de l'avenir. »*

Invité à commenter le dernier sondage IPSOS publié par *le Journal du Dimanche* daté du 5 février et dans lequel 15 % des personnes interrogées *« souhaitent »* que M. Barre soit élu président de la République contre 58 % qui ne le souhaitent pas, l'ancien premier ministre a affirmé que les sondages l'*« indiffèrent »* et que ce ne sont pas eux qui lui feront changer d'attitude. *« Je ne changerai pas l'attitude que j'ai adoptée, le comportement que je pratique, l'action que je mène »*, a-t-il répété avant de souligner : *« J'essaie de ne pas pratiquer la sottise de me croire un recours. »* Si M. Barre prenait un jour la décision de se présenter ou de ne pas se présenter à l'élection présidentielle, il prendrait cette décision *« en temps opportun »* et il le *« ferait savoir »* lui-même. *« Je n'ai pas l'intention dans ce domaine de m'en remettre à d'autres »*, a-t-il déclaré.

Le député du Rhône *« comprend parfaitement le succès »* rencontré par Yves Montand après sa récente prestation télévisée. Selon lui, le succès de cet *« homme plein de bon sens »*, qui a *« parlé spontanément »* et ne s'est pas *« encombré de précautions »*, *« est très révélateur de l'opinion générale des Français à l'heure actuelle »*.

Il a tenu à noter qu'en multipliant les rencontres avec les Français, à l'invitation de clubs ou d'associations d'opposition, il *« n'ennuie personne »*. *« Les gens viennent ou ne viennent pas. Je n'ai aucun moyen de les forcer à venir. Je n'ai même pas d'aparatchiks pour* [les] *mobiliser (...) »*.

Pour M. Barre, *« ce qui est décisif dans la Ve République, c'est l'élection présidentielle (...) Cessons d'imputer à des consultations électorales des effets qui sont purement imaginaires et qui n'ont aucune incidence sur le fonctionnement du pouvoir »*, a-t-il demandé, avant de préciser que les élections européennes étaient *« des élections importantes en soi parce qu'elles permettaient aux Français de manifester leurs sentiments à l'égard de l'Europe »* mais qu'elles *« ne devaient pas être considérées comme un test de politique intérieure »*, ce qui à ses yeux serait *« un détournement de procédure »*.

Au « Grand jury RTL - le Monde », M. Raymond Barre s'est défendu d'avoir dit, à Brive, où il était, vendredi soir, l'invité du club de la Benche, que les élections européennes ne seraient « guère plus importantes qu'une cantonale » (le Monde *daté 4-5 février). S'il n'a effectivement pas tenu ce propos devant les mille cinq cents personnes venues l'écouter, l'ancien premier ministre a néanmoins eu recours à cette comparaison, un peu plus tard, lors d'un « pot amical » réunissant, au Café de Paris, quelque cinquante personnes dont une dizaine de journalistes. Ceux-ci ont d'ailleurs cité cette phrase dans leurs journaux respectifs, comme l'a fait notre correspondant.*

M. Barre est revenu sur la signification des différentes consultations électorales en France et, notamment, sur l'élection européenne en des termes qui ne laissent aucun doute sur son attachement aux institutions de l'Europe communautaire.

« Je n'aime pas que l'on mélange les affaires de politique étrangère et les affaires de politique intérieure », a-t-il ajouté. Il a souhaité que *« la liste de l'opposition gagne et qu'elle gagne bien »*, en refusant de se prononcer sur le choix de la liste unique : *« Je n'ai pas à m'occuper d'affaires qui ne me regardent pas. »*

« M. Le Pen fera des voix... »

M. Barre s'est étonné que l'on puisse faire de M. Le Pen *« un épouvantail »*, tout en jugeant *« inadmissibles »* certains des propos tenus par quelques-uns des *« lieutenants »* du président du Front national. L'ancien premier ministre croit que, lors du scrutin du 17 juin, *« M. Le Pen fera des voix parce que ce qui se passe à l'heure actuelle en France conduit un certain nombre de Français à voter dans un sentiment d'exaspération. Ce n'est pas*, a-t-il affirmé, *M. Le Pen qui m'intéresse, ce sont les électeurs de M. Le Pen et la raison pour laquelle ils se portent sur ses listes. »*

Interrogé sur une éventuelle *« alliance objective »* entre la gauche et M. Le Pen, M. Barre a répliqué : *« Je crois qu'il y a beaucoup d'alliances objectives depuis longtemps, et pas seulement avec M. Le Pen ! »* A ce moment de l'émission, l'ancien premier ministre a regretté que l'on en soit toujours *« au ras des pâquerettes microcosmiques »*.

M. Barre a estimé qu'*« il est tout à fait normal »* que l'opposition définisse *« les principes fondamentaux qui doivent inspirer un projet de société »*, mais qu'elle doit se garder d'*« un luxe de précisions qui finira tôt ou tard par la démagogie électorale »*. Il a refusé de pronostiquer un succès de l'opposition en 1986, notamment parce qu'il *« fait assez confiance au pouvoir actuel pour qu'il prenne toutes les dispositions propres à assurer sa survie »*.

L'ancien premier ministre n'a pas voulu commenter les déclarations récentes de M. Giscard d'Estaing estimant que M. Mitterrand n'était plus *« qualifié pour représenter l'unité des Français »*. *« Moi, je m'occupe du pouvoir actuel et non des personnalités de l'opposition. »*

« Le gouvernement fanfaronne »

M. Barre, qui effectue de fréquents déplacements à l'étranger, a noté que *« lorsque vous observez la France à partir de l'étranger, vous êtes frappé d'une sorte de déconnexion (...). L'incapacité* [du gouvernement] *de procéder à une analyse objective de la situation* [lui] *paraît particulièrement grave dans ce pays »*. Selon lui, *« la pression des réalités nationales et internationales »* sera bientôt telle que *« les Français seront insensiblement amenés à comprendre un certain nombre de choses et à modifier leurs attitudes »*. Il a poursuivi : *« L'un des problèmes que l'on constate, à l'heure actuelle, à l'égard de la classe politique en général et de la classe politique de gauche en particulier, c'est un certain discrédit qui vient du fait que les Français se rendent compte maintenant qu'on les avait abusés (...). Voir les mêmes gens défaire ce qu'ils ont fait et dire le contraire de ce qu'ils ont dit, croyez-moi, cela créé un grand malaise. »*

A propos des mutations industrielles, M. Barre a rappelé qu'il avait *« posé ce problème »* à partir de 1976-1977. Il a remarqué : *« les mutations industrielles que nous avions entreprises étaient menées dans un contexte où il n'y avait pas le drame du déficit budgétaire actuel, où la monnaie était tenue, où les exportations françaises ne cessaient de se développer. Par conséquent, il y avait un climat général qui permettait de faire supporter mieux les mutations qui allaient intervenir. »*

M. Barre a adressé au gouvernement trois reproches : *« le gouvernement n'aurait pas tant de difficultés s'il n'avait pas répandu tant d'illusions (...).* [Il] *procède comme si, de temps à autre, une mouche le piquait. Vous avez pendant une année la rigueur. Et puis une autre année, les mutations industrielles (...). C'est une espèce de discontinuité inhérente à la pensée du pouvoir actuel (...). Il commence une chose, il l'arrête, il fait une autre chose et, chaque fois, il fanfaronne. »* Enfin, selon l'ancien premier ministre, le gouvernement *« donne nettement l'impression de ne pas savoir ce qu'il veut faire. On n'a jamais vu un conseil des ministres se tenir sans que des mesures puissent être arrêtées ! »*

M. Barre a remarqué que si l'on avait poursuivi la politique qu'il avait engagée, *« la France aurait été en mesure de bénéficier de la reprise qui commence à s'amorcer sur le plan international »*. Il a jugé que la France *« bénéficierait un peu de la demande internationale »* mais pas de *« cet effet de diffusion de la croissance que nous observons dans un certain nombre de pays déjà »*, notamment parce que *« l'industrie française et l'économie française se trouvent à l'heure actuelle cassées par un certain nombre de contrôles, par une espèce d'indétermination structurelle »*.

L'ancien premier ministre souhaite que *« le rééquilibrage de la balance commerciale et de la balance des paiements que nous voyons s'observer à l'heure actuelle se poursuive. S'il se poursuit, nous pourrons limiter l'endettement ultérieur de la France et, par conséquent, faire face, dans de meilleures conditions, aux exigences de remboursement »*. Il *« ne voit pas comment »*, d'autre part *« il serait possible d'abaisser d'un point les charges sociales l'an prochain si l'on ne majore pas le déficit budgétaire »*. Il trouve que *« M. Delors s'efforce, à l'heure actuelle, de défendre un certain nombre de positions que je crois utiles au pays »*. M. Barre, *« ne l'approuve pas entièrement »*, mais il est *« obligé, en toute bonne foi et en toute objectivité, de dire qu'il fait un certain nombre de choses qui* [lui] *paraissent aller dans la bonne direction »*.

Enfin, M. Barre a rappelé que, à ses yeux, la défense est *« une affaire nationale »* mais il croit aussi que *« les pays européens doivent faire preuve d'un plus grand esprit de défense »* et qu'*« ils s'en sont remis un peu trop aux États-Unis du soin de les défendre »*. Il a insisté sur le fait qu'*« en matière de défense, le dossier est assez sérieux et complexe pour qu'il ne soit pas l'objet de propos superficiels et impétueux »*.

● *Le Prix de thèse des collectivités locales.* — Pour sa cinquième édition, le Prix annuel de thèse sur les collectivités locales, organisé par le GRAL (Groupement de recherches coordonnées sur l'administration locale) — dépendant du CNRS — et par la ville d'Orléans, a pris une dimension internationale. En effet, le premier prix (d'un montant de 10 000 F) a été décerné à un universitaire belge, M. Yves Lejeune, pour sa thèse *les Cantons suisses dans les relations internationales*, qui apporte une contribution à l'étude plus générale du statut international des États fédérés.

Quant au Prix spécial du jury, il a été obtenu par M. Reynald Secher pour un essai sur les notions de légitimité et de légalité à partir de l'anatomie du village vendéen de la Chapelle-Basse-Mer. La remise des prix a eu lieu, samedi 4 février à Tunis, en présence du président de la municipalité de la capitale tunisienne, M. Zakaria Ben Mustapha, et de M. Jacques Douffiagues, maire d'Orléans.

Propos et débats

M. Fiterman : oui à une « modernisation réelle, maîtrisée, juste, négociée »

« Personne ne refuse la modernisation », à condition qu'elle ne soit pas *« sauvage »* mais *« réelle, maîtrisée, juste, négociée »*, explique M. Charles Fiterman dans une interview publiée par *le Journal du dimanche* du 5 février. Le ministre des transports ajoute qu'*« il faut conduire la mutation avec l'objectif de muscler et non de mutiler »* l'industrie, de *« créer des emplois et des richesses nouvelles »*. *« Cela implique de bien apprécier branche par branche les marchés potentiels, d'investir dans la technologie, le matériel, la formation des hommes, de ménager les transitions nécessaires sans laisser personne au bord du chemin »*, déclare-t-il, avant d'ajouter : *« L'augmentation brutale du chômage que provoqueraient des licenciements massifs dans des secteurs industriels ou des bassins d'emplois concernés serait insupportable. »*

Pour M. Fiterman, la question évoquée par M. Mauroy — dont les propos lui apparaissent *« très mesurés »* — d'une éventuelle participation sans soutien du PC au gouvernement *« ne se pose pas »*. S'affirmant ni *« potiche »*, ni *« casseur »* et ni *« en réserve »* ni *« en congé de parti »*, il déclare : *« Ministre communiste, ces deux termes sont inséparables pour Rigout, Ralite et Le Pors comme pour moi. Figurer dans un gouvernement auquel s'opposerait le parti auquel j'appartiens n'aurait, à mes yeux, aucun sens. »* Après avoir affirmé : *« Nous n'avons (...) qu'une obsession : avancer encore pour réussir »*, le ministre des transports définit l'objectif de son parti pour les élections européennes : *s'opposer aux « prétentions de la droite »*, qui entend faire du scrutin un *« affrontement de politique intérieure »*, et *« mobiliser au maximum ses militants et l'électorat de gauche »*. Selon lui, le choix de M. Marchais comme tête de liste *« s'imposait »* et est le meilleur.

M. Motchane : le PS « à côté » du gouvernement, pas derrière

Pour M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS, chargé de la formation, *« le président de la République a raison de dire qu'il y a une seule politique possible en même temps, mais que le parti veuille infléchir cette politique, c'est tout à fait son rôle »*. Le responsable du CERES, qui inaugurait samedi 4 février, à Ribeauvillé (Haut-Rhin), un tour de France de formation des responsables locaux socialistes, a expliqué que le PS *« n'est pas rassemblé derrière, mais à côté du gouvernement, ou au besoin devant le gouvernement, afin de l'éclairer »*. Evoquant la dimension européenne de la politique socialiste, M. Motchane, qui siège également à l'Assemblée des Communautés, a indiqué : *« La gauche est naturellement portée à prendre l'Europe au sérieux, contrairement à la droite liée au capitalisme, qui a dépassé la dimension européenne sans s'y arrêter. »*

M. Gaudin : le PR « s'est incliné »

Interrogé, dimanche 5 février, par la radio CVS de Versailles, M. Jean-Claude Gaudin, confirmant qu'il ne souhaite pas la constitution d'une deuxième liste de l'opposition pour les élections européennes, a expliqué que le PR *« n'a pas changé d'avis »* sur le fait que deux listes *« auraient été meilleures pour le résultat de l'opposition républicaine »*. Mais, a-t-il ajouté, le PR *« s'est incliné »* devant la décision de la majorité de l'UDF, il participera à la campagne et il aura ses élus. M. Gaudin a fait une distinction entre M. François Léotard, secrétaire général du parti, qui *« se fait l'écho d'une volonté qui remonte de la base »*, et lui-même, favorable à une liste unique, qui a *« communiqué l'avis »* des députés du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qu'il préside, et dont il doit maintenir la cohésion.

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

L'opposition persiste à ralentir le débat

Si la majorité de l'Assemblée nationale espérait que la sanction qu'elle a infligée aux trois députés les plus combatifs de l'opposition allait accélérer la discussion du projet de loi sur la presse, elle s'est lourdement trompée. Le samedi 4 février, M. Jacques Toubon (RPR, Paris), M. Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine) et M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) ont continué, comme les jours précédents, à utiliser pratiquement toutes les manœuvres possibles de retardement, à revenir pour la énième fois sur les mêmes sujets avec, bien entendu, la même argumentation. Bref, à enliser complètement le débat.

Ainsi, samedi, l'Assemblée n'a pu discuter que de soixante-cinq amendements ou sous-amendements. Elle a adopté par 327 voix (PS-PC) contre 161 (RPR-UDF) l'article 10 dans la formulation proposée par la commission des affaires culturelles (limites de la concentration dans la presse nationale) et abordé la discussion de l'article 11, qui concerne la presse de province, pour limiter la concentration à 15 % de la diffusion totale de tous les journaux régionaux, sans tenir compte de ce qui se passe dans chacune de leurs zones de diffusion.

Moins de onze articles adoptés en quatre-vingt-six heures de séance étalées sur neuf jours, plus de mille amendements déjà discutés : l'opposition ne pourra pas dire qu'elle n'a pu faire entendre ses critiques contre cet important projet de loi. Mais la stratégie utilisée, le retour permanent sur des arguments entendus déjà des dizaines de fois, le soutien avec la même force d'amendements « de dérision » et d'amendements soulevant un vrai problème, enlise complètement le débat. En multipliant les questions secondaires ou répétitives, le RPR et l'UDF offrent au gouvernement un prétexte pour ne répondre à aucune de leurs interrogations, même quand elles ont quelque intérêt, et il y en a quand même quelques-unes.

Ainsi de ce seuil de diffusion au-delà duquel nul propriétaire de quotidien ne pourra prendre le contrôle d'un autre journal. Pourquoi l'avoir fixé à 15 % ? De même, pourquoi avoir limité à trois le nombre de quotidiens nationaux que pourra posséder une même personne, à condition de ne pas dépasser les fatidiques 15 % ? De même encore, pourquoi être parti du principe qu'un quotidien régional rayonnait essentiellement sur trois régions administratives ? Est-ce simplement parce que le plus grand de ceux-ci, *Ouest-France*, couvre justement trois régions ?

M. d'Aubert – pourtant élu d'un département où *Ouest-France* est solidement implanté – défendit sans succès un amendement qui aurait fait de ce journal un quotidien national, car la définition retenue pour la presse nationale fait qu'aucun grand journal régional ne changera de catégorie ; seul problème, celui du *Parisien libéré*, qui risque d'être classé national, alors qu'il se considère comme régional.

Parlant tour à tour de la nécessité de sauver les entreprises en difficulté, de l'obligation d'améliorer la productivité, le RPR et l'UDF justifièrent l'existence de groupes de presse puissants. M. Toubon ne cache pas que son but *« était de rendre inapplicables les dispositions de la loi Fillioud – Mauroy – Mitterrand »*. L'opposition continua même de paraître croire que le texte du gouvernement interdisait à un quotidien de franchir ces fameux seuils par amélioration de ses ventes.

Dernier point soulevé : la différence de traitement entre la presse de province et la presse de Paris : *« Vous voulez agir sur la presse nationale pour laquelle le pluralisme existe*, expliqua M. Madelin, *mais dans le secteur de la presse régionale, là où il y a un monopole bien réel, vous proposez de ne rien faire. » « Aujourd'hui, vous épargnez la presse de province*, expliqua M. Jacques Baumel (RPR Hauts-de-Seine), *parce que vous avez besoin que ses patrons soient plutôt de votre côté, mais votre attitude est purement tactique. Petit à petit, vous allez vous attaquer aux monopoles régionaux, comme vous vous attaquez aujourd'hui au groupe Hersant. »* Quant à M. Fillioud, il affirma : *« Le mal de la concentration est plus grave sur le plan national que sur le plan régional puisqu'un groupe régional n'atteint pas les 15 %, alors qu'un seul groupe national représente 40 % des journaux vendus. »*

Reste que ce texte, qui veut développer le pluralisme, ne changera rien aux monopoles locaux que détiennent certains grands journaux de province. Ceux-là, ni la majorité ni l'opposition ne veulent les attaquer de front.

Nouvel incident

Les incidents ont recommencé dès la reprise des débats sur le projet de loi relatif à la presse, lundi matin 6 février, à l'Assemblée nationale. Un seul député de la majorité, hormis le rapporteur de la commission des affaires culturelles M. Jean-Jacques Queyranne (PS Rhône), étant présent dans l'hémicycle, ce dernier a demandé sur le premier amendement examiné un scrutin public qui a permis de repousser cet amendement. M. Alain Madelin (UDF Ille-et-Vilaine) a vivement dénoncé cette attitude et accusé M. Queyranne de chercher à gagner du temps.

Puis M. Jacques Toubon (RPR Paris) a mis en cause M. Queyranne pour une interview parue dans *le Quotidien de Paris* du 6 février qui établit une comparaison entre les événements du 6 février 1934 et l'attitude des députés de l'opposition dans le débat sur le projet de loi. M. Toubon a affirmé que *« M. Queyranne et ses amis, en matière de factieux, n'ont pas de leçon à donner »*. Il a qualifié de *« rapprochement insane »* le parallèle établi par M. Queyranne. Le rapporteur, en réponse, a réaffirmé qu'à ses yeux l'attitude de certains députés de l'opposition relève d'une *« volonté de faire un coup de force de la part d'un commando de députés de l'opposition »*. Puis la discussion des amendements a repris.

THIERRY BRÉHIER.

Rude journée pour le président

M. Alain Chénard (PS, Loire-Atlantique), qui présidait les séances, a dû trouver bien longues les heures passées, samedi, à canaliser la guerre des nerfs menée dans l'hémicycle par l'opposition. Rude journée pour le président. Les députés de l'UDF et ceux du RPR, face à la tribune où ils sont installés, ont tenté de pousser la majorité à la faute, guettant la première parole malheureuse, le premier geste *maladroit* entraînés par une exaspération méthodiquement entretenue, qui, à la faveur d'un nouvel incident, conforterait l'auréole des trois « martyrs » : MM. Jacques Toubon (RPR, Paris), Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine), et François d'Aubert (UDF, Mayenne), frappés de « censure simple » (sanction uniquement pécuniaire) pour leurs propos sur le passé de M. François Mitterrand.

Tout en défendant, comme à l'accoutumée, un nombre impressionnant d'amendements, ce qui leur a donné autant d'occasions de s'exprimer, les trois « demi-solde » de l'opposition, entourés de vieux briscards de l'empoignade parlementaire, multiplièrent les provocations, dénonçant, ensuite, la « censure » à la moindre remontrance du président de séance. M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), affirme que M. Louis Mermaz préside « *accidentellement* » l'Assemblée nationale. M. Gabriel Kaspereit (RPR, Paris), traite les membres de la majorité de « *malades mentaux* », puis nie immédiatement avoir prononcé ces paroles.

La tâche de M. Chénard, qui réussira à éviter jusqu'au bout un incident *majeur*, est d'autant plus difficile que M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication – qui n'a pas exactement le « profil » idéal dans ce genre de cas, – ne parviendra pas toujours à garder son calme. Pour sa part, M. Jean-Jacques Queyranne (PS, Rhône), rapporteur du projet de loi, plus pondéré, rappellera à M. Madelin : « *Dans votre adolescence, vous maniiez la barre de fer* », allusion au passé d'extrême droite du député d'Ille-et-Vilaine. M. Queyranne affirmera en substance que M. Madelin a changé de méthode mais pas d'objectif. Exaspération ou volonté de montrer que les députés de la majorité peuvent, eux aussi, être « méchants » ?

J.-L. A.

● RECTIFICATIF. – Dans nos éditions datées 5 et 6 février, nous avons écrit, par erreur, que M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, avait brandi, à l'Assemblée nationale, jeudi 2 février, un exemplaire de *Votre beauté*, publication que M. Mitterrand *« dirigeait »* juste après la guerre. L'auteur de cette démonstration n'était pas de M. d'Aubert, mais M. Alain Madelin, député UDF de l'Ille-et-Vilaine.

● *Un pamphlet de J.-E. Hallier.* – M. Jean-Edern Hallier a publié, dimanche 5 février, un communiqué dans lequel il déclare : *« Dans le débordement d'attaques personnelles contre le président de la République, je tiens à faire savoir que je n'ai rien à voir avec les manœuvres de basse politique constatées la semaine dernière. »* L'écrivain indique que le pamphlet qu'il prépare à propos de M. Mitterrand (*le Monde* daté 5-6 février) *« s'inscrit dans la grande tradition de l'écrivain contre le prince »* et qu'il ne paraîtra pas avant deux mois. Il ajoute : *« Mendès France ayant dit qu'on ne pouvait établir une hiérarchie entre morale publique et morale privée, j'entends bien décrire la morale privée de François Mitterrand et sa vie de famille. »*

Deux élections municipales

MEURTHE - ET - MOSELLE : Frouard (2e tour).

Ins., 5 280; vot., 3 974; suffr. ex., 3 916. un. g. (M. Antoine, PC) 1 963 voix (50,12 %) *22 ELUS*; div. g. (M. Breton, ex-PS) 1 953 (49,87 %) *7 ELUS*.

[Cette élection partielle faisait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars dernier. La liste du maire sortant communiste l'emporte avec 10 voix d'avance. Maire de Frouard, cité industrielle de la périphérie de Nancy, depuis 1965, M. Antoine avait été élu dès le premier tour des élections municipales de 1977 avec 73,34 % des suffrages exprimés. En mars 1983, il avait été mis en difficulté par M. Breton, conseiller socialiste sortant désavoué par son parti et ne l'avait emporté qu'avec 24 voix d'avance. Le candidat unique de l'opposition en mars dernier, M. Pietry qui avait recueilli 25,71 % des suffrages n'avait pas constitué de liste cette fois.

Le 29 janvier les deux listes en présence avaient obtenu le même nombre de voix : 1 775 pour 3 550 suffrages exprimés et 3 647 votants. Il y avait 5 280 électeurs inscrits.]

OISE : Venette (1er tour).

Inscr., 1 253; vot., 853; suffr. ex., 827. MM. Leduc, sout. PS, 316 voix; Ledoux, opp., 265 voix; Mme Ternacle, s. étiq., 166 voix; M. Montfourny, PC, 79 voix; divers, 1 voix. *IL Y A BALLOTTAGE.*

[Il s'agit de compléter le conseil municipal après le décès du maire, André Ledoux (opposition). Son fils, M. René Ledoux, arrive en deuxième position. Il est devancé par M. Leduc. En mars 1983, tous les membres de la liste d'opposition conduite par André Ledoux avaient été élus.]

Une élection cantonale

BOUCHES-DU-RHONE : canton d'Aix-Nord-Est (2e tour).

Inscr., 29 114 ; vot., 12 616 ; suffr. expr., 12 110. M. de Peretti Della Rocca, UDF, 8 181, *ELU* ; Mme Pivasset, PS, 3 959.

[Cette élection partielle était consécutive à l'annulation du premier tour des élections cantonales de mars 1982. M. de Peretti Della Rocca avait été élu avec 8 787 voix contre 4 545 à Mme Pivasset, 1 218 à Mme Bellan (PC), 1 066 à M. Mariani (RPR), 836 à M. Delgiovine (écol.), et 635 à M. Bastide (mod.), pour 17 087 suffrages exprimés et 17 620 votants. Il y avait 28 853 électeurs inscrits.

M. de Peretti, maire d'Aix-en-Provence depuis mars dernier, retrouve aisément son siège avec 67,30 % des suffrages exprimés. Il était arrivé en tête du scrutin de ballottage dimanche 29 janvier avec 3 903 voix, devançant Mme Pivasset, 2 467 voix ; M. Venediger (RPR), 1 927 ; M. Joissains (UDF-rad.), 1 792 ; M. Rondasina (PFN), 899 ; Mme Bellan (PC), 834 ; MM. Rémy (écol.), 220, et Dubois (candidat de Dieu), 1. Il y avait 29 113 électeurs inscrits, 12 311 votants et 12 043 suffrages exprimés.

La majorité, qui avait recueilli 27,41 % des suffrages exprimés au premier tour, progresse sensiblement puisque Mme Pivasset en a obtenu 32,69 % au second. Il est vrai qu'au premier tour de mars 1982 la gauche totalisait 33,72 % des suffrages.

M. Joissains, maire d'Aix-en-Provence jusqu'en mars 1983, qui était concerné par une instruction en cours au parquet de Lyon, n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat aux dernières municipales, laissant son premier adjoint, M. de Peretti Della Rocca, conduire la liste. Sa tentative de retour sur la scène politique a échoué.]

● *Les jeunes radicaux de gauche et les européennes.* – Le conseil national du Mouvement des jeunes radicaux de gauche, réuni dimanche 5 février à Paris, s'est prononcé en faveur d'une liste menée par le MRG, pour les élections européennes, *« qui conserve l'identité d'un radicalisme ancré à gauche et* [qui] *permette de renforcer la troisième composante originale de la majorité présidentielle »*. Quant aux initiatives de MM. Edgar Faure et Maurice Faure, les Jeunes Radicaux de gauche considèrent que *« les divergences profondes sur les conceptions de la société ne peuvent être aplanies par le simple respect des règles du dialogue démocratique »*.

Les nouveaux attentats en Guadeloupe

Des réactions de bêtes sauvages traquées selon le préfet

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. – Il était 0 h 30, le samedi 4 février, quand les policiers de garde au commissariat de Pointe-à-Pitre entendirent au téléphone une voix masculine, anonyme, leur annoncer en créole l'explosion prochaine de plusieurs bombes dans le département. Un appel après tant d'autres qui, depuis quelque temps, se multiplient en Guadeloupe dans le but évident de créer une psychose de la bombe. Pourtant, un quart d'heure plus tard, après un nouvel appel, les policiers prirent beaucoup plus au sérieux ce correspondant, qui, cette fois, désignait les cibles visées, en les invitant à faire évacuer les lieux et qui n'hésitait pas à se réclamer de l'ARC (Alliance révolutionnaire caraïbe).

A 1 h 10, deux chambres de l'hôtel Méridien, situé à Saint-François, à la pointe est de la Grande-Terre, étaient soufflées par un engin de plus de 2 kilos d'explosif. Les dégâts sont importants et trois personnes ont été légèrement blessées. A peu près au même moment, près de l'aéroport, dans la ville des Abymes, une autre explosion provoquait un gigantesque incendie, détruisant un supermarché du groupe K-DIS. Plusieurs centaines de millions de centimes de dégâts sont à déplorer. Plus tard, trois autres engins étaient découverts et désamorcés, le premier dans les locaux de la rédaction du quotidien *France Antilles*, du groupe Hersant, le deuxième dans une chambre de l'hôtel PLM-Arawak, à Gosier, et le troisième dans la voiture du gérant de la société Antilles-Automobile, le concessionnaire de la firme Renault en Guadeloupe.

Sur les lieux des attentats, le commissaire de la République, M. Robert Miguet, dénonçait ces *« actes meurtriers et suicidaires destinés à saper l'économie fragile du département et à augmenter le chômage. Je crois,* ajoutait-il, *que l'on assiste actuellement à des réactions de bêtes sauvages traquées dans le camp de ceux qui, se sachant très menacés, vont encore faire quelques feux d'artifice. J'ai bon espoir que très rapidement on mettra la main sur ceux qui sont les principaux responsables de ces actes, qui sont connus, car ils ont fait l'objet de déclarations de leurs comparses arrêtés. Ce sont eux, les têtes, qu'il faut arrêter maintenant »*. Le préfet faisait allusion, semble-t-il, aux deux militants du MPGI (Mouvement pour une Guadeloupe indépendante), Henri Bernard et Luc Reinette (fondateur de cette organisation), recherchés depuis deux mois dans le cadre de l'enquête qui a permis aux policiers parisiens dépêchés sur place, à la suite de la série d'attentats du 14 novembre dernier, d'interpeller et d'arrêter treize militants et militantes indépendantistes inculpés de complot et d'attentat contre la sûreté de l'Etat mais également de dégradation et de destruction d'objets mobiliers ou immobiliers par puissance explosive. La chambre d'accusation de Basse-Terre a rejeté, vendredi, tous les appels des inculpés.

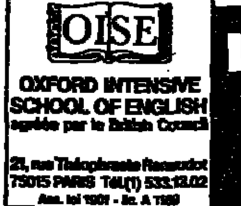
Organisée à l'occasion du 190e anniversaire de la première abolition de l'esclavage aux Antilles (1794) – l'abolition définitive n'étant intervenue qu'en 1848, – cette nouvelle série d'attentats accroît évidemment la tension, qui était déjà assez forte dans l'île depuis la fermeture de Radio-Unité, organe du MPGI, décision critiquée par quatorze organisations politiques et syndicales.

Le 20 janvier, un engin explosif avait été découvert sur le parking du central téléphonique de Pointe-à-Pitre, le jour même où plusieurs des inculpés comparaissaient devant le juge d'instruction, mais l'ARC avait véhémentement nié être à l'origine de cette tentative d'attentat et avait accusé les autorités de s'être livrées à une provocation.

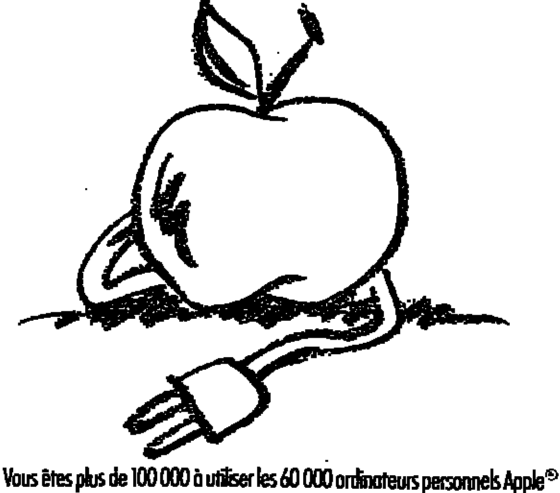
En revanche, les auteurs des attentats du 4 février ont utilisé, selon les premiers éléments de l'enquête, les mêmes méthodes que celles employées lors des attentats antérieurs.

Ces nouvelles explosions apparaissent donc comme un défi, et un véritable pied de nez, aux enquêteurs, accusés par le camp nationaliste de se livrer à une véritable répression politique.

ERIC RENÉ.









Le Monde

société

Les contrepropositions de l'école catholique

Le comité national de l'enseignement catholique a adopté, dimanche 5 février, une motion qui définit les grandes lignes de ses contre-propositions au plan du ministre de l'éducation nationale sur l'avenir de l'école privée. Le texte a été adopté par 34 voix ; il y a eu un vote contre (la FEP-CFDT), et deux abstentions (le SNEC-CFTC et la représentante de l'enseignement spécialisé, par ailleurs membre du SNEC).

Les dirigeants de l'enseignement catholique se prononcent sur deux des quatre points abordés par M. Alain Savary : l'Établissement d'intérêt public (EIP) et la titularisation des maîtres du privé. Ce sont les deux points sur lesquels ils ont refusé d'engager la discussion, jugeant le principe même des propositions du ministre inacceptable.

Dans la motion adoptée, complétée par des textes plus détaillés mais qui n'ont pas encore été examinés par chaque organisation qui compose le comité national, l'enseignement catholique propose la création d'un organisme « chargé *notamment de collecter et de répartir les fonds publics* ». Cet organisme appelé Groupement public d'intérêt éducatif (GPIE) définirait de nouveaux rapports entre les établissements privés sous contrat avec l'État et les collectivités terroriales compte tenu de la décentralisation.

Deuxième contre-proposition, celle d'un « statut unifié » pour tous les enseignants du secteur privé et la constitution d'un « corps des enseignants sous contrat ». Ce statut répond à la proposition gouvernementale de titularisation des maîtres du privé dans la fonction publique. L'enseignement catholique rejette cette « fonctionnarisation » et demande qu'un « contrat de droit public assorti de garanties de l'emploi » *lie ses maîtres et l'État. Des conditions de formation, des clauses de « sauvegarde de la rémunération » et des principes de « déontologie professionnelle » seraient précisées.*

***Dans une première réaction, M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), nous a déclaré que la proposition de GPIE est à ses yeux « inimaginable », car elle « renforcerait encore l'autonomie de l'enseignement privé »,* et aboutirait à l'instauration d'un *« secrétariat-bis de l'éducation nationale ».* A propos du statut des enseignants, le secrétaire général du CNAL *« trouve insolite que l'enseignement catholique découvre aujourd'hui qu'il serait utile de donner des garanties d'emploi à ses personnels ».* Il y voit *« une sorte d'aveu du sort précaire de ses maîtres et de la tutelle qu'il entend conserver sur eux ».* M. Bouchareissas se demande pourquoi les enseignants du privé ne sont pas interrogés à « bulletin secret » sur leur souhait d'être titularisés selon la formule proposée par M. Savary.**

L'enseignement catholique continuera d'organiser des manifestations pour *« appuyer ses négociations ».* Trois sont prévues : le 18 février à Rennes, le 25, à Lille, et le 4 mars, à Versailles. Samedi 4 février, trente mille personnes se sont rassemblées à Toulouse à l'appel des parents d'élèves de l'enseignement privé (UNAPEL).

Les laïques n'ont pas encore décidé s'ils participeront aux négociations

Les négociations sur l'avenir des relations entre enseignement public et enseignement privé ont commencé le 24 janvier dans la plus grande discrétion. Le calendrier des rencontres, la liste même des organisations reçues au ministère de l'éducation nationale ne sont pas connus des différents interlocuteurs qui s'y succèdent sans jamais s'asseoir à la même table.

Conformément à la procédure retenue le 13 janvier par M. Alain Savary, les négociations sont menées, en effet, de façon bilatérale. Chaque rencontre met face à face deux délégations : celle – toujours la même – qui rassemble des membres du cabinet du ministre et de son administration, et celle composée par chaque organisation qui a accepté le principe des négociations. Seuls, pour l'instant, des représentants de l'enseignement privé ont répondu à l'invitation ministérielle. Le premier rendez-vous a été pour la commission permanente de l'enseignement catholique, menée par le Père Paul Guiberteau, mais pas question de parler d'autre chose que de la carte scolaire (c'est-à-dire des conditions d'ouverture et de fermeture des classes) et du financement des établisements privés par les collectivités territoriales. La création d'établissements d'intérêt public (EIP) et la titularisation éventuelle des enseignants volontaires qui font aujourd'hui l'objet de contre-propositions n'ont pas été abordées dans ce cadre. En revanche, chacune des organisations membres de la commission permanente pouvait à sa demande être reçue séparément par les représentants du ministre. Certains – et non des moindres – ont ainsi commencé à négocier de leur côté, sans être tenus aux mêmes limitations d'ordre du jour.

Ainsi, le syndicat des chefs d'établissements de l'enseignement libre (SNCEEL) a-t-il pu expliquer, par exemple, qu'il acceptait l'EIP comme structure juridique possible, notamment pour la répartition des fonds, à condition qu'il n'intervienne pas dans l'affectation des emplois de fonctionnaires. Le Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC) a, de son côté, exposé son projet de statut spécifique des maîtres de l'enseignement privé, que les représentants du ministre ont promis d'étudier de près. Le groupe de liaison de l'école juive devrait être reçu prochainement : il vient, en effet, d'accepter de discuter, tout en considérant que les propositions du ministre de l'éducation nationale *« ne sont pas compatibles »* avec le projet éducatif de l'école juive.

Bon climat

La première phase des négociations, qui doit durer trois semaines, est celle des questions. Les négociateurs relèvent le bon climat des rencontres, l'attention avec laquelle ils sont écoutés. Cette phase, à l'issue de laquelle le ministre de l'éducation nationale pourrait tirer des premières conclusions, sera suivie d'une seconde phase de même durée, devant déboucher sur un nouveau dispositif législatif et réglementaire.

Les laïques, absents pour l'instant des négociations, n'ont pas encore décidé s'ils y participeront. En préalable, ils demandent des « *clarifications* », voire des modifications « *significatives* » des textes à débattre, craignant de se laisser entraîner sur la voie d'un compromis qu'ils ne souhaitent pas cautionner. Avec ou sans eux – et n'est-ce pas, après tout, ce qu'ils préféreraient, – le ministre devra prendre ses responsabilités. Et, pour commencer, choisir dans les réponses de tous ses partenaires celles qui ont le plus de chances d'aboutir à la signature d'une paix durable.

CATHERINE ARDITTI.

LES PROPOSITIONS SAVARY DU 12 JANVIER 1984	LES CONTRE-PROPOSITIONS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
Établissement d'intérêt public (EIP)	**Groupement public d'intérêt éducatif (GPIE)**
– C'est une personne morale, une nouvelle entité juridique comprenant un ou plusieurs établissements privés de même niveau auxquels peuvent se joindre un ou plusieurs établissements publics. Il est créé par contrat entre l'Etat, les collectivités territoriales et des représentants des établissements.	– C'est un établissement public à caractère administratif qui regroupe obligatoirement, par niveau d'enseignement, les établissements privés associés par contrat à l'Etat. Il est créé par arrêté du ministre de l'éducation nationale.
– Il répartit l'ensemble des moyens mis à sa disposition, y compris les emplois publics d'enseignants, entre les établissements qui le composent. Il peut constituer des services d'intérêt commun. Chaque école conserve son autonomie de gestion, administrative et éducative.	– Il a un rôle de collecteur et de répartiteur de l'ensemble des fonds publics et peut créer des services communs entre établissements qui le composent. Il conserve aux écoles leur autonomie financière, administrative et éducative.
– Il est administré par un conseil d'administration où siègent en majorité des personnes morales de droit public : Etat, collectivités territoriales, éventuellement établissements publics. Il comprend aussi des représentants des écoles privées. Chaque groupe a droit de veto.	– Il est administré par un conseil d'administration comprenant : une majorité de représentants légaux des établissements, deux personnalités qualifiées désignées par le préfet, deux représentants des collectivités territoriales. Le préfet et le recteur peuvent y siéger avec voix délibératrice.
– L'EIP se substitue aux actuels contrats entre Etat et établissements.	Il ne supprime pas les contrats associant les établissements privés à l'Etat.
– Les maîtres volontaires des établissements sous contrat peuvent demander leur titularisation dans les catégories correspondantes de la fonction publique. Des maîtres sous contrat peuvent enseigner dans l'EIP.	– Tous les enseignants des établissements sous contrat sont liés à l'Etat par un contrat de droit public et bénéficient d'un statut spécifique unifié.
– Les titulaires bénéficient du statut et des droits de la fonction publique, mais leur gestion est particulière. Ils doivent satisfaire à des conditions de recrutement, d'ancienneté et de pratique professionnelle. Le chef d'établissement intervient dans leur nomination.	– Bénéficient du statut les enseignants titulaires des mêmes diplômes (ou équivalents) et de la même formation que leurs collègues du public, et habilités par une commission comprenant des représentants de l'enseignement privé et un de l'autorité académique. Ils sont nommés par le recteur, sur proposition de cette commission.
– Les emplois de fonctionnaires sont implantés dans l'EIP. Un mouvement annuel assure les mutations. Les transferts entre établissements publics et privés sont possibles mais limités.	– L'organisation de l'emploi est mise en service par accords spécifiques reconnus par l'Etat. Une garantie de ressources est prévue si la commission de l'emploi ne dispose pas de postes suffisants pour le reclassement.
	– Les enseignants doivent avoir un comportement professionnel compatible avec l'exercice de l'enseignement dans l'établissement.

Armistice en pays chouan

De notre envoyé spécial

Chéméré (Loire-Atlantique). – Si la France était à l'image de Chéméré, M. Alain Savary serait un ministre de l'Éducation nationale heureux. Et si le département de Loire-Atlantique ressemblait à cette modeste commune, le pays chouan apparaîtrait comme le berceau de la paix scolaire.

Tout a commencé par un repas : maîtres du public et du privé, qui partagent une cantine depuis 1976, boivent en effet, en pays muscat, du saint-émilion. Rouge et Blanc. On y rêve, depuis sept ans, le temps d'un déjeuner quotidien, d'une fusion des deux écoles primaires. Du Savary en somme avant la lettre et avant les propositions ministérielles, qui, de Chéméré, apparaissent confuses. *« L'intérêt de l'enfant d'abord »,* proclament les huit instituteurs unanimes, *« et avant tout l'enfant de Chéméré : ce n'est pas à nous de réformer toutes les écoles de France ».*

La cour de récréation, partagée depuis sept ans, a déjà permis de faire cesser les batailles rangées à coups de mottes de terre entre enfants des deux clans, l' « école des voyous » contre l' « école de la tradition ». L'Association sportive Jeanne d'Arc regroupe déjà les enfants le mercredi. Après l'exposition commune des champignons et le carnaval, étapes transitoires, l'école unique aujourd'hui apparaît aux instituteurs comme une solution toute naturelle. A quoi bon des établissements séparés, aux classes peu nombreuses, obligés de réunir dans une même salle des enfants de niveaux différents ? Pourquoi les huit cours, de l'école maternelle à l'entrée en sixième, ne trouveraient-ils pas place dans les huit salles de classes que compte au total la commune ?

Même le « caté », à Chéméré, ne saurait être une pomme de discorde : M. Georges Leclève, directeur de l'établissement privé, en a rendu l'enseignement religieux facultatif le samedi matin, sur proposition des parents ; Mme Armelle Chevallier, qui dirige, depuis 1963, l'école publique, participe, comme parent, à la catéchèse paroissiale. Et d'un même pas, l'un et l'autre, invités par Michel Polac, se sont rendus, SNI ou pas, le samedi 21 janvier, à l'émission « Droit de réponse ». Les fiançailles depuis sont publiques.

Reste l'accord des parents, auquel, déclare-t-on à la mairie, toute décision est suspendue. *« Il ne s'agit pas,* affirment les trois adjoints de ce conseil municipal apolitique, *de mettre le feu aux poudres. »* Parents divisés dans l'établissement catholique, puisque deux associations, l'APEEC – école ouverte – et l'APEL (Association des parents de l'enseignement libre) représentent les familles.

La première, minoritaire sur le plan national, mais majoritaire parmi les parents de Chéméré, est depuis toujours favorable à un rapprochement. MM. François Loquais et Michel Bourriaud, deux agriculteurs bons chrétiens et bons pères, y militent sans passion depuis dix ans en faveur d'une rationalisation de la carte scolaire : *« On a toujours entretenu la concurrence,* disent-ils, *plutôt que de répartir les écoles secondaires selon la population. »* La fusion des écoles est, pour eux, affaire de bon sens. La présidente locale de l'APEL en fait d'abord – et sans surprise – une menace pour *les valeurs* et l'*ambiance* d'une école catholique inséparable de sa conception de la liberté. Elle a cette jolie formule : *« L'école unique ne peut pas être complètement catholique. »*

Les parents du public, longtemps au ban du village, voient avec plaisir cette volonté d'unification des responsables de l'école Notre-Dame. *« Ce sont eux les demandeurs »,* précise, ravi, M. Bernard Verron, président local de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE).

L'histoire pourtant et la géographie lui commandent d'être prudent : il y avait un seul enfant, en 1962, à l'école publique, contre quatre-vingt-trois aujourd'hui, et quarante communes dans ce département conservateur n'ont toujours pas d'école publique. D'où la volonté chez ces laïques d'avoir *« un cadre », « des garanties »,* avant tout engagement. *« Ce que nous voulons,* affirme M. Verron dans un superbe lapsus, *c'est l'intégration du public dans le privé. »* Ce représentant de commerce chaleureux veut la fusion mais sans risques : *« Nous ne braderons rien. »*

NICOLAS BEAU.

Le siège et le boulet

(Suite de la première page.)

Le manichéisme qui pouvait avoir cours avant la guerre n'est plus de saison. Ou le manichéisme passe dans les rangs de la gauche. Quand elle n'était que dans l'opposition, elle pouvait s'en tirer en proclamant la nécessité de créer un service public unifié. Cela ne portait pas à conséquence, cela fidélisait les militants « laïques », tandis que ceux qui, parmi les socialistes, étaient hostiles à ce projet, savaient bien qu'il faudrait – le jour venu – mettre de l'eau dans ce vin-là. C'est ce qu'a tenté de faire M. Savary avec un sens de la nuance auquel il faut rendre hommage mais dont le résultat a pu être perçu parfois comme une pratique du grand écart entre le désir de ne mécontenter personne et la nécessité – puisqu'on tenait à faire quelque chose... – de déplaire à tout le monde.

Il en est résulté, depuis de nombreux mois, un jeu sinueux qui a fini, à force de subtilité, par égarer l'opinion. La complexité technique des propositions succesives du ministre, l'impossibilité pour le pouvoir de résumer clairement une politique tout en nuances ont trouvé, face à elle, de la part de l'enseignement privé, un discours constant, cohérent et finalement très simple, marquant clairement les limites à ne pas transgresser : pas de fonctionnarisation des maîtres, autonomie des établissements, coopération sans mainmise.

S'en sortir...

Au-delà de ces aspects directement liés au contenu des discours sur la querelle scolaire, il y a une autre raison pour laquelle le pouvoir a pu être critiqué dans cette affaire. Il s'agit du débat sur l'enseignement en France. La querelle a occulté tout le reste, et même les propositions novatrices comme la réforme des collèges. On a laissé croire à beaucoup de parents que, faute d'avoir la capacité ou la volonté de régler les vrais problèmes – l'inadaptation de l'école à ce siècle, – la gauche au pouvoir centrait son effort – et focalisait par conséquent les polémiques – sur une fausse question, quasiment marginale.

Comment le pouvoir peut-il s'en sortir ? L'Eglise catholique est plus discrète qu'on ne le dit : elle observe l'évolution des choses. L'enseignement catholique manœuvre aussi bien sur le terrain qu'autour du tapis vert. Le courant laïque n'a pas dit son dernier mot, mais il reproche au pouvoir d'avoir trahi ses idéaux et le rappellera à ses traditions fondatrices dans la perspective de toute élection à venir : 1984, 1986, 1988...

L'affaire dépasse donc le seul ministre de l'éducation nationale et aussi le premier ministre. Il revient au chef de l'Etat de décider si, dans l'atmosphère empestée que connaît aujourd'hui le pays, il vaut mieux accélérer le processus conduisant à une intégration déguisée ou remettre le règlement à des temps meilleurs. En somme, s'il faut encore s'épuiser à guerroyer sur ce terrain ou si l'on doit lever le siège devant l'école privée pour mener, sur d'autres fronts, de plus impérieuses batailles.

BRUNO FRAPPAT.

Un point pour les catholiques

Plutôt bien joué. En formulant des contre-propositions assez précises pour fixer des directions et pas assez détaillées pour fermer tout examen, l'enseignement catholique marque un point. « Vous voyez bien, *dit-il en substance,* que nous sommes prêts à bouger. Le gouvernement prétend qu'il propose un nouveau statut à nos enseignants pour leur garantir une sécurité d'emploi ; c'est le même souci qui nous guide et il n'est pas besoin d'en faire des fonctionnaires pour cela. Le gouvernement affirme qu'un plus grand contrôle de la puissance publique s'impose sur la destination des fonds qu'il nous alloue ; d'accord, mais il n'est pas nécessaire de passer par l'établissement d'intérêt public où le privé serait minoritaire. »

Ce point marqué l'est surtout devant l'opinion. L'enseignement catholique quitte son habit de contradicteur intransigeant, lent, ou même rebelle au dialogue. Il se pose en partenaire conciliant, en « force de proposition », *comme il aime à se définir.*

De quoi mettre le gouvernement dans l'embarras. Car celui-ci ne peut accepter ces propositions en bloc sans se déjuger. Pas plus qu'il n'est en mesure de les rejeter en bloc sans courir le risque de paraître à son tour inflexible et intolérant.

Il reste que les dirigeants de l'enseignement catholique ont encore à faire la preuve de leur volonté de discuter et d'aboutir à une paix durable. En dépit de leur habileté à prendre l'opinion à témoin, ils doivent faire oublier qu'ils auraient pu livrer leurs contre-propositions beaucoup plus tôt. Ne les annonçaient-ils pas au mois de janvier 1983, il y a donc plus d'un an ? Exposées avant même que M. Savary ne présente les siennes – dans leur deuxième formulation – elles auraient accordé au ministre une marge de manœuvre non négligeable. M. Pierre Daniel, président des parents d'élèves de l'enseignement libre, a beau déclarer que le texte adopté par le comité national de l'enseignement catholique ouvre des portes à des compromis, il faut les chercher à la loupe.

Si la « guerre scolaire », pour se terminer, ne doit laisser ni vainqueurs ni vaincus, les négociations seront serrées. D'autant que les partisans de l'intégration du secteur privé au public n'ont pas renoncé à hausser la voix pour se faire entendre. Un point marqué n'est pas encore la fin du match.

CHARLES VIAL.

Hécatombe d'oiseaux marins

Des milliers de mouettes tridactyles et de macareux ont été retrouvés morts, depuis une semaine, sur les Côtes de Vendée et de Charente-Maritime, sans que l'on puisse encore préciser la cause de l'épidémie. Sur les côtes normandes, en revanche, ce sont des oiseaux mazoutés que l'on ramasse. Plusieurs centaines ont été secourus par le Centre d'hébergement et d'étude sur la nature et l'environnement (CHENE) d'Allouville-Bellefosse (Seine-Maritime).

هكذا من الأصل

Un terroriste italien est arrêté dans la région parisienne

Arrêté, jeudi 2 février, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), un terroriste italien, Vincenzo Spano, vingt-six ans, a été inculpé, samedi, pour détention illégale d'armes, de munitions, d'explosifs et contrefaçon de documents administratifs. Cette arrestation est un nouvel épisode de la traque, commencée par la police durant l'automne 1983, d'un groupe mêlant des anciens du mouvement dissous Action directe et des rescapés du terrorisme italien, reconvertis dans le droit commun alimentaire. Le travail de la police pourrait relancer le débat sur la communauté des réfugiés italiens en France, dénoncée par une partie de l'appareil d'Etat italien comme une « cinquième colonne » terroriste. Aussi ses membres ont-ils tenu à réaffirmer récemment leur respect des lois françaises.

Une colonie de réfugiés et quelques clandestins

D'un côté, quelque deux cents rescapés des « années de plomb » de la jeunesse italienne. De l'autre, guère plus de deux dizaines de « terroristes » italiens vivant de hold-up en compagnie de membres du mouvement français d'ultra gauche dissous – et démantelé pour l'essentiel – Action directe.

Deux mondes. Les premiers, qui ne se cachent pas pour la plupart, ont choisi de vivre en France afin d'être libres et veulent utiliser leur liberté pour se faire entendre de la société et de l'Etat italiens. Les seconds n'en ont cure, qui ont fait le choix de la clandestinité, des caches d'armes et des faux papiers.

A l'évidence, les seconds menacent les premiers et jettent l'opprobre sur leurs proclamations politiques. Car, de ces deux mondes qui ont un passé en commun, la tentation est grande de ne faire qu'un seul et même repaire terroriste. D'autant plus que, multipliant les mandats d'arrêt internationaux, la magistrature italienne fait pression dans ce sens et conforte ceux qui, en France, dénoncent le laxisme du gouvernement à l'égard de ces *« réfugiés d'une démocratie »*, de cette communauté italienne embarrassante puisque d'un genre inconnu jusqu'alors. Or la réalité ne se réduit pas à ces amalgames simplistes. La cerner suppose de savoir d'une part ce que cherche actuellement la police judiciaire, d'autre part ce qu'est cette communauté de réfugiés.

Les recherches de la brigade criminelle de Paris et de sa section antiterroristes ont pour point de départ des hold-up. Le 14 octobre 1983, quatre personnes dévalisent ainsi une succursale de la Société générale, avenue de Villiers à Paris. Dans leur fuite, ils n'hésitent pas à tirer sur des policiers, blessant légèrement un inspecteur et un gardien de la paix. Riposte : l'un des gangsters est tué. Il sera identifié comme étant Ciro Rizzato, ancien militant de l'organisation d'extrême gauche italienne Prima Linea, appartenant aux COLP (Communistes oganisés pour la libération du prolétariat).

Une communication téléphonique à la rédaction milanaise de l'agence italienne ANSA saluera d'ailleurs la mort de ce *« combattant communiste qui se trouvait à Paris pour effectuer une mission d'ordre financier »*. L'enquête permet d'établir que la voiture utilisée par la bande avait servi, la veille, pour un autre hold-up, celui d'une agence de la Société générale de la rue des Ternes.

Des équipes plus nombreuses, des hommes plus violents et déterminés, des cibles plus imprévisibles : la police a rapidement la conviction que d'autres hold-up – non attribuables au « milieu » classique – sont le fait de cette mouvance marginale. Les renseignements généraux font état de liens entre des Italiens et quelques animateurs d'Action directe. En novembre, le hasard met la brigade de recherche et d'intervention (BRI, dite brigade antigang) sur la piste de l'un de deux-ci, Régis Schleicher. Par un travail de fourmi qui durera toute une nuit, dans Paris, les enquêteurs retrouvent sa voiture et commencent une filature fructueuse jusqu'à ce que le fil soit rompu et que, mi-novembre, des fuites « inopportunes » dans la presse dévoilent les opérations en cours.

La traque policière n'en a pas pour autant été interrompue. C'est une information des renseignements généraux qui provoque l'opération de jeudi dernier, organisée par la BRI dans un appartement de Levallois-Perret. Pistolets mitrailleurs, munitions, explosifs sont découverts. Divers documents saisis. On espérait cependant que la « prise » irait au-delà du seul militant italien pour toucher quelques soldats perdus de l'extrémisme franco-italien passés du terrorisme politique à un banditisme social. D'autant qu'une interrogation demeure sur cette enquête : différents éléments permettent de supposer que les responsables de l'assassinat de deux policiers, avenue Trudaine, à Paris, le 31 mai 1983, pourraient faire partie de cette même bande.

« Entre l'écorce et l'arbre »

Quel rapport avec la communauté de réfugiés italiens ? Les policiers parlent, le plus souvent, d'une vingtaine de terroristes italiens « recasés » en France. Or il y a actuellement quelque deux cents réfugiés italiens ayant déclaré leur identité et leur adresse depuis mai 1981, réclamant des titres de séjour, faisant des démarches au grand jour. Les « listes d'attente » d'une régularisation éventuelle sont gérées par des avocats : cent vingt noms sur celle de Mes Jean-Pierre Mignard et Francis Teitgen, quelques dizaines chez Me Antoine Comte, d'autres encore chez Me Jacques Vergès. Aucun des noms enregistrés n'a jusqu'ici été mêlé en France à une affaire terroriste et, assurent les responsables de la communauté italienne, Vincenzo Spano leur est totalement inconnu.

Leur choix est net, tel que l'exprime la « lettre ouverte » diffusée en janvier par l'assemblée des ressortissants italiens réfugiés en France. *« Nous avons choisi d'entretenir des rapports sans ambiguïté avec le pays qui nous a accueillis : nous réaffirmons d'un côté notre droit imprescriptible à la liberté d'expression et à l'engagement social, et nous disons, de l'autre, que la décision de nous exiler implique un choix tout à fait clair. Il est absolument hors de question d'utiliser notre terre d'asile comme « sanctuaire » de quelque forme que ce soit de belligérance (...) »*. Ces réfugiés ne renient donc pas leur passé mais le critiquent. Ils veulent, disent-il, *« le retour du primat de la politique sur la logique de la guerre »*.

« L'état d'exception est maintenu en Italie grâce à l'affirmation que la France est une nouvelle base de terrorisme, explique Gianfranco Pancino, médecin et proche de Toni Negri, au sein de l'autonomie ouvrière. *Si votre gouvernement nous sort de notre marginalité et de l'état de non-droit dans lequel nous vivons, l'argument tombe. Ce sera la proclamation qu'il n'y a pas en France de bande armée en reconstitution mais une force de pacification. Les « holdupeurs » sont isolés, nous ne les protégeons pas, nous les ressentons comme des provocateurs. »*

« Ils sont entre l'écorce et l'arbre, résume pour sa part Me Mignard. *Ils ne font plaisir à personne. Ni aux partisans de la lutte armée ni au secteur auroritaire de l'État italien. Il y a seize mille inculpés politiques en Italie, dont seulement quatre mille détenus. C'est un vrai problème politique que l'Italie devra affronter tôt ou tard parce qu'elle est une démocratie. Si la France fait la preuve qu'ils ont ici une activité légale, elle fait tomber la thèse principale des secteurs répressifs en Italie. Elle renforce les partisans de la solution politique, de la ligne d'amnistie. »*

Le gouvernement français ne tranche pas et préfère l'attentisme. Bien que trois cas soient actuellement pendants, aucune extradition n'a eu lieu depuis mais 1981 en direction de l'Italie. Inversement, seuls une trentaine de réfugiés ont pu régulariser leur situation administrative. Les autres vivent dans un « non dit » juridique.

Depuis un an, les négociations entre le ministère de l'intérieur et leurs avocats sont au point mort. Les réfugiés vivotent dans des entreprises de toutes sortes, de l'épicerie à l'informatique en passant par la plomberie. L'une d'elles, le restaurant Osteria del Passe-Partout, à Paris, a été victime d'un incendie criminel non revendiqué, le 19 novembre 1983. De quoi les inquiéter des rumeurs qui les associent au terrorisme...

EDWY PLENEL.

Corse : un attentat et deux manifestations

Bastia. – Quatre hommes armés et masqués, se réclamant de l'ex-Front de libération nationale de la Corse, ont fait sauter, le 4 février, vers 23 heures, un motel de dix-huit chambres près de Propriano (Corse du Sud) après avoir neutralisé le couple de gardiens. La Bergerie appartient à M. Joseph Gilasecque, cinquante-sept ans, demeurant à Paris. Les quatre hommes sont repartis à bord d'une voiture volée sur place.

Une marche « contre le terrorisme », entre Migliacciaro et Ghisonaccia (Haute-Corse) avait rassemblé le même jour près de sept cents personnes à l'appel d'élus, d'enseignants et de parents d'élèves de Morta où une dizaine d'attentats ont visé ces derniers mois des professeurs continentaux. Une contre-manifestation nationaliste, organisée au même endroit, a rassemblé une centaine de personnes.

Moins de mineurs en prison

Pour la troisième année consécutive, le nombre des mineurs mis en prison est en baisse. 5629 décisions d'incarcération ont été prises en 1983 contre des jeunes de moins de dix-huit ans. Les années précédentes, les chiffres étaient les suivants : 1980 : 6087 ; 1981 : 6053 ; 1982 : 5706. Le chiffre de 1980 était le plus élevé atteint jusqu'alors. En 1979, le nombre de mesures de détention prononcées à l'encontre de mineurs avait été de 4308. La progression de 50 % enregistrée l'année suivante était due à l'augmentation de la délinquance et aux consignes de fermeté données par M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux.

M. Robert Badinter s'est efforcé de réduire le nombre de ces incarcérations qu'il a toujours jugées *« néfastes »*. Depuis le changement de majorité, la coordination entre juges des enfants et éducateurs a été renforcée afin de trouver des solutions évitant l'emprisonnement des mineurs délinquants.

Faits divers

Des mages pour une enfant perdue

De notre envoyé special

Agen. – Au-dessus de la photo de Magali, le pendule hésite. Depuis dix jours déjà, la fillette a disparu à la sortie de l'école. Sous un avis de recherche, sa frange et son sourire sur chaque mur du village font frissonner de malheur Colayrac-Saint-Cirq (Lot-et-Garonne). Cruel, le pendule hésite encore et soudain se décide, s'affole, tourbillonne sur la photo : *« Elle est vivante ! »*, s'exclame M. René Maury, « médium télépathe » sur ses cartes de visite et cultivateur en retraite.

Accent rocailleux à couper au soc, et, pour toute boule de cristal, un vieux cahier débordant d'articles de journaux, M. Maury officie dans la cuisine de son pavillon, où les courants magnétiques extrasensoriels se mêlent sans façon aux odeurs de frites. Un matin, dans un semi-sommeil – *« le moment le plus favorable »*, – il est *« enfin entré en contact avec la pensée du couple de ravisseurs de Magali »*. *« Entre quarante-cinq et soixante ans, leur voiture est immatriculéedans le 06. Ils sont en mal d'enfant et ont traité Magali comme leur propre fille »*, a-t-il immédiatement annoncé à la gendarmerie d'Agen, prédisant que, *« finalement, n'y tenant plus, ils ramèneront Magali où ils l'avaient prise »*.

Le « médium télépathe » a aussi vu un panneau indicateur marqué La Napoule, localité que, par pure coïncidence, il connaît bien *« puisque j'y passais en allant rendre visite à mon frère sur la Côte d'Azur »*, précise-t-il.

Généreusement, M. Maury est allé porter ces bonnes nouvelles aux parents, de Magali, M. et Mme Forabosco, dans la petite gare désaffectée de Colayrac où, employés de la SNCF, ils logent.

« Est-elle encore en vie ? a tout de suite questionné la mère.

– *Oui,* a rassuré le médium en lui prenant la main.

– *Va-t-on me la rendre ?*

– *Oui, le 29 février dans l'après-midi »*, a précisé M. Maury, se fiant au temps de réaction de son pendule, apparemment très au fait des années bissextiles.

Collaborant exclusivement avec « l'esprit du bien », M. Maury n'a jamais demandé un sou à quiconque pour prix de ses services. Sa petite retraite suffit largement à notre extralucide en charentaises, en dépit des factures de téléphone alourdies par les appels à des gendarmeries parfois lointaines. Car ce spécialiste des disparitions ne connaît nul répit : *« Dès que je vois un avis de recherche dans le journal, je me concentre. Je n'arrête pas ! »* Son palmarès ? Une heureuse issue après la fugue d'un chien, retrouvé, sur ses indications, près de Bergerac, et une prédiction – exacte – faite à son gendre qu'il ne serait pas invité, malgré ses demandes, à l'émission de Jacques Martin. Maigre bilan ? Il est vrai que M. Maury ne jouit pleinement de son « don » que *« les jours sans « r », lundi, jeudi, samedi et dimanche »*.

Une voyante homologuée

En sept jours d'impuissance, les gendarmes d'Agen et les parents de Magali ont vu défiler par dizaines les faiseurs de miracles, frères et cousins en magnétisme de M. Maury. Dix lettres ou appels par jour à la gendarmerie en moyenne, la plupart anonymes comme il se doit, et que, par humanité, il faut tout de même vérifier et recouper. *« Quand vous tombez d'un arbre,* explique un proche de la famille, *vous vous raccrochez à la moindre branche, même si vous savez qu'elle est pourrie ! » « Le pire, c'est cet espoir, toujours suivi de douche glacée,* murmure M. Forabosco, image vivante de la détresse. *Le temps n'est fait que d'espoir et d'angoisse. »*

« Lors des autres enlèvements, les médiums attendaient au moins que la police ait avoué son impuissance, avant de se manifester. Cette fois, ils ont rappliqué dès le premier jour ! » s'indigne M. Yves Lignon, professeur de statistiques à l'université de Toulouse-Le Mirail, et animateur du très sérieux Laboratoire de parapsychologie et d'hygiène mentale. M. Lignon et quatre autres diplômés de l'enseignement supérieur, qui bénéficient d'un local et d'une ligne téléphonique prêtés par l'université, se sont fixé pour but de faire subir des « tests scientifiques » à tous les soi-disant médiums, afin de séparer le bon grain de l'ivraie.

L'embouteillage de charlatans sur la piste de Magali a conduit le laboratoire à dépêcher aux enquêteurs une de « ses » voyantes, dûment estampillée. Cette « voyante officielle », qui eut la révélation en reniflant, un soir, une odeur de brûlé et en apprenant le lendemain que son mari, à des milliers de kilomètres de là, avait échappé le même soir à un incendie, a vu pour sa part *« une maison blanche, à escalier et l'entrée sur la droite »* et *« un homme de taille moyenne, âgé de trente-cinq à quarante ans »*.

Il semblerait que cette « vision » soit à l'origine de la gigantesque battue déclenchée par les gendarmes, jeudi 2 février, à proximité de la maison des parents de Francis Leroy, « l'homme à la cagoule » de Bergerac : cette maison correspondait à la description. Hélas, cette information « homologuée » s'est révélée aussi décevante que les tuyaux « sauvages ».

D. SCHNEIDERMANN.

SPORTS

LES XIVe JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Sarajevo sous la bruine

Sarajevo. — La flamme olympique arrivera au stade Kosvevo le mercredi 8 février pour la cérémonie officielle d'ouverture des XIVe Jeux d'hiver. En fait, les compétitions auront commencé la veille, dans les patinoires de Zetra et de Skenderija, par six matches de hockey sur glace.

Le record de participation à ces Jeux, qui était détenu par Grenoble avec 1293 athlètes, devrait être battu à Sarajevo, 49 pays ayant sélectionné 1590 concurrents, alors qu'il y en avait seulement 1283 à Lake-Placid (États-Unis) en 1980.

Pour la première fois dans l'histoire des Jeux d'hiver, c'est une femme, la gagnante de l'épreuve des dix kilomètres nordiques à Igman, qui recevra la première des 39 médailles d'or en compétition. En revanche, aucun athlète ne paraît en mesure d'égaler l'exploit du patineur de vitesse américain Heiden, qui avait gagné 5 titres en 1980. Celui-ci est présent dans la capitale de Bosnie-Herzégovine à titre de commentateur pour la chaîne de télévision ABC, qui a acheté 91,5 millions de dollars l'exclusivité des droits de retransmission et qui a déplacé une équipe d'un millier de personnes pour couvrir l'événement.

De notre envoyé spécial

Les météorologues yougoslaves sont dans l'embarras. Depuis près de quatre-vingts ans, les relevés climatiques indiquaient que Sarajevo était sous la neige au mois de février. Or les soixante-dix-huit minarets de la ville où l'archiduc François-Ferdinand fut assassiné le 28 juin 1914 par l'étudiant Gavrilo Princip sont désespérément trempés par la bruine. Boue et brouillard. La cité où fut déclenchée la première guerre mondiale est devenue, ces trente dernières années, un centre industriel de quelque 500000 habitants.

Seuls, les oriflammes qui claquent au vent tout le long de la rivière Miljacka témoignent, pour l'instant, de l'imminence de l'ouverture des XIVe Jeux olympiques, attribués à Sarajevo par le Comité international olympique (CIO) en 1978. Les complexes sportifs de Zetra et Skenderija, dont l'architecture s'inspire vaguement de l'architecture tubulaire du Centre Beaubourg, s'intègrent en fait parfaitement dans cet ensemble de béton et d'acier. Grisaille de banlieue. A gros traits, on retrouve l'ambiance qui avait été celle des Jeux de Grenoble : une grosse ville et des événements éclatés à des dizaines de kilomètres.

En dépit des difficultés économiques, les Yougoslaves se sont appliqués à être prêts. L'aménagement des abords des principaux sites est encore en chantier, mais il semble que tous les détails d'organisation aient été prévus pour pallier l'inconvénient de la dispersion des sites, afin que les ratés des Jeux de Lake-Placid ne se reproduisent pas. Les services de sécurité, qui ont l'obsession d'un attentat, sont à cet égard particulièrement vigilants. Automitrailleuses aux carrefours, miliciens armes automatiques à la hanche, détecteurs de métal à l'entrée de chaque bâtiment public : il s'agit essentiellement de mesures de dissuasion. Les différents gardes restent affables et prévenants avec ceux qui disposent des badges adéquates. Ils n'en sont pas moins sur le qui-vive. Un Autrichien qui avait fait exploser un sac en papier dans le hall d'un hôtel fut instantanément entouré par les miliciens qui lui firent comprendre que ce n'était pas une plaisanterie à renouveler.

Têtes couronnées

Les autorités yougoslaves, qui attendent des hôtes de marque comme le roi Carl-Gustav de Suède et la Princesse Anne de Grande-Bretagne, ne veulent prendre aucun risque. La mort de l'ambassadeur de Turquie à Belgrade, en mars dernier, sous les balles de terroristes, les a mis d'autant plus en alerte qu'ils redoutaient aussi des actions extrémistes d'émigrés opposants au régime. La participation d'athlètes du Proche-Orient a motivé une protection particulièrement étroite du village olympique. Le groupe d'immeubles, qui sera ensuite vendu à la population locale, est entouré d'une grille métallique de 2,50 m. de hauteur, dotée d'un système d'alarme. Pas plus de cent vingt personnes étrangères au village peuvent franchir à la fois cette enceinte gardée également par des chiens. Les athlètes acceptent avec quelque réserve une telle protection, qui les isole presque complètement.

Les autorités yougoslaves sont d'autant plus inflexibles qu'il s'agit, pour elles, non seulement d'éviter le renouvellement du drame de Munich en 1972, mais aussi d'attirer les amateurs de sports d'hiver du monde entier après le départ des champions. C'est dans cette ambiance un peu lourde que les premiers accrochages des Jeux ont lieu. Les problèmes de politique internationale qui avaient empoisonné les Jeux de 1980 n'étant pas à l'ordre du jour, c'est la question du professionnalisme qui agite beaucoup le Landerneau olympique.

Contrairement à ce qui était arrivé en 1972 pour l'Autrichien Karl Schranz, ce n'est pas un skieur alpin qui défraie la chronique, puisque le Suédois Ingemar Stenmark et la skieuse du Liechtenstein Hannie Wenzel ont été récusés *a priori* par la Fédération internationale de ski. Ce sont, cette année, les hockeyeurs canadiens, à qui les Américains reprochent d'avoir participé aux championnats nord-américains. Les faits sont avérés, mais les Canadiens rétorquent que la Fédération internationale de hockey sur glace considère les joueurs comme amateurs tant qu'ils n'ont pas disputé plus de dix matches professionnels. Or, les Américains n'ont pas tenu compte de cette règle pour faire leur sélection. Le gardien de but de l'équipe finlandaise serait également concerné, mais, pour le défendre, ses dirigeants ont menacé de publier une liste de douze joueurs « professionnels » opérant dans les équipes italienne, autrichienne, suédoise, canadienne et de l'Allemagne de l'Ouest.

On se livrait donc à d'assez sordides marchandages dans les couloirs de la session du CIO, pendant qu'au-dessus du brouillard les skieurs commençaient leur entraînement sur des montagnes où il n'existait encore aucune remontée mécanique il y a deux ans. Une neige douce, qui a littéralement plâtré les arbres, recouvre, depuis samedi, la mince pellicule de glace qui avait résisté au redoux de janvier.

Sur le sommet de Bjelascuna, où cinq Marocains, un Egyptien et un Sénégalais reconnaissent le parcours, sans complexe, aux côtés de champions de vitesse autrichiens et suisses, l'ingéniosité des ingénieurs yougoslaves, qui ont réussi à économiser 30 millions de dollars sur le devis initial des travaux, apparaît. Les relevés topographiques avaient montré qu'il manquait 9 mètres pour que la dénivellation minimale de 800 mètres pour une descente olympique masculine soit atteinte. Au-dessus de l'arrivée du télésiège, ils ont construit un restaurant. Les coureurs s'élancent de la terrasse du bâtiment dans un goulet qui fait comme un patio. Le plongeon de départ est d'un effet saisissant.

Ce n'est pas cependant la seule surprise que devraient réserver ces jeux. Si nul ne semble en mesure d'égaler le record de médailles du patineur de vitesse américain Eric Heiden, on attend des exploits de l'équipe de hockey soviétique, de la slalomeuse suisse Erika Hess, du sauteur finlandais Matti Nykanen et du bi-athlète allemand de l'Est Franck Ullrich.

Un seul regret : que le meilleur slalomeur non professionnel de l'heure, l'Autrichien Marc Girardelli, ne puisse pas participer. En désaccord avec sa fédération nationale, il court sous une licence luxembourgeoise. Cela ne lui permet pas d'être sélectionné pour les Jeux. Il n'a pas de passeport luxembourgeois et les Autrichiens ne veulent pas le connaître. C'est une méchante anomalie, qui porte un coup à la crédibilité sportive des prochains slaloms olympiques.

ALAIN GIRAUDO.

NATATION

Stephan Caron sous les 50 secondes

Le Soviétique Vladimir Salnikov, sur 400 mètres et sur 1 500 mètres, les Canadiens Alex Baumann sur 200 mètres quatre nages, 200 mètres brasse et 400 mètres quatre nages, et Sandy Goss sur 200 mètres dos, ont dominé la réunion de natation qui a eu lieu du vendredi 3 au dimanche 5 février dans le bassin de 25 mètres de la piscine de Boulogne-Billancourt.

Si les Français n'ont pas réalisé des performances de niveau mondial, le Rouennais Stephan Caron a nagé le 100 mètres libre en 49 sec. 84, et Véronique Jardin a battu les meilleures performances françaises du 100 mètres dos en 1 mn 4 sec. 19 et du 200 mètres libre en 2 mn 0 sec. 68.

Dans un sourire, Véronique Jardin lance : « *Je ne suis pas satisfaite ; je n'ai pas réussi à battre Verstappen qui était devant moi.* » Spécialiste du crawl (200 mètres) et de la nage sur le dos (100 et 200 mètres) elle est devenue l'une des meilleures nageuses françaises avec Laurence Bensimon (400 mètres) qui s'entraîne actuellement aux Etats-Unis, et avec Catherine Poirot, qui a amélioré, il y a peu, son record de France du 100 mètres brasse. Elle n'a pas réussi pour autant à renouveler la performance qu'elle avait obtenue à Rome aux dépens de la Néerlandaise Anne-Marie Verstappen, l'une des étoiles de la natation mondiale.

Profession : entraîneur

« *Il nous faut des gagneurs qui sachent exprimer leur énergie au bon moment* », disait récemment Patrick Prokopp, directeur technique national. Véronique Jardin, justement, fait partie des gagneurs qui peuvent permettre à la natation française de renaître après le désastre des championnats d'Europe. Après avoir perdu à l'automne dernier « *le goût de nager* », la jeune fille a surmonté sa « déprime ». « *La natation est un sport difficile*, dit-elle. *Aligner chaque jour des longueurs de bassin demande de la volonté.* » A cet égard, Véronique ne manque pas d'énergie. Elle fait désormais partie des quarante meilleures nageuses du monde, sans pour autant atteindre le niveau de Christine Caron qui fut médaille d'argent aux Jeux olympiques de Tokyo.

Véronique n'en est pas encore à ce niveau-là ; du moins ne néglige-t-elle rien pour améliorer ses performances. Elle nage de 10 à 11 kilomètres par jour en période hivernale et travaille sa musculature. Au cours de stages récents au Maroc et aux États-Unis, elle a découvert que la musculation pouvait aussi s'effectuer dans l'eau. « *Je vais continuer*, dit-elle, *mes efforts en nageant avec le donut* [rondelle de mousse qui emprisonne les chevilles] *et le hérisson*, [bloc de mousse qui fait fonction de frein quand le nageur accélère] ». Résultat : elle vient de battre de 3 sec. 61 sa meilleure performance française sur 200 mètres dos et de porter à 1 mn 4 sec, 19 son meilleur temps sur 100 mètres dos.

Lancée dans le grand bassin par ses parents à l'âge de cinq ans, Véronique n'a cessé de progresser au sein des deux clubs qu'elle a fréquentés jusqu'ici, les Mouettes de Paris et le Stade français olympique Courbevoie. Elle n'a jamais été tentée d'entrer à l'Institut national des sports et d'éducation physique. « *C'est dommage*, dit-elle, *de nager avec des athlètes qui sont des concurrentes, de connaître à tout moment le niveau de leur forme et leur réaction au moment des grandes compétitions. Le suspense alors n'existe plus.* »

Pour la jeune championne, qui est âgée de dix-sept ans, études et sport vont néanmoins de paire. Elle rejoint chaque matin Courbevoie, où elle suit des cours dans une école de commerce. Cela devrait la conduire, dès la fin de cette année, au brevet d'études professionnelles. Elle atteindra ensuite son deuxième objectif : le baccalauréat technique supérieur. Elle ne se destine pas, pour autant, à l'exercice d'une profession commerciale. Ses ambitions la porteraient plutôt à travailler dans le milieu de la natation. Elle se verrait même bien exercer la profession d'entraîneur.

Intéressée par le cheminement de son mentor, qui constate « *jour après jour son évolution* », elle est fascinée plus que jamais par la natation. « *La vie m'ennuierait si je ne nageais pas.* » Ses distractions : la lecture et la musique de sa génération. Son domaine : sa famille. « *J'ai besoin*, explique-t-elle, *de ce cocon-là pour m'épanouir.* » La natation occupe le reste de son temps. De quatre à cinq heures par jour. « *C'est un plaisir de nager et de retrouver mes amies.* »

Véronique Jardin a, pour le moins, les pieds sur terre. D'autres sportifs, athlètes, joueurs de tennis et de football, etc. pratiquent leur activité en gagnant de l'argent. Elle constate, sans jalousie aucune : « *Ces gens-là, ils ont bien de la chance. Moi, j'accepte la natation pour ce qu'elle est, une activité souvent rebutante qui me satisfait.* »

Véronique Jardin n'est toutefois pas jeune fille à se satisfaire de toutes les situations. Elle voit bien les inconvénients de ce sport individuel. Fille unique, elle a souffert de cet isolement. Elle reconnaît qu'être « *seule dans son coin n'est pas toujours chose aisée* ». Demain, Véronique fera peut-être du basket-ball. Histoire de voir comment vit un groupe, comment se comporte un individu dans ce contexte-là.

Son objectif, pour l'instant, est d'obtenir sa qualification pour les Jeux olympiques de Los Angeles, rêve de tout athlète de haut niveau. Sa meilleure chance est le 200 mètres nage libre, spécialité pour laquelle la performance minimale a été fixée à 2 mn 3 sec. 39. Il lui reste 39 centièmes de seconde à grignoter d'ici aux prochains championnats de France de Strasbourg. Les temps qu'elle vient de réaliser en petit bassin de 25 mètres sont de nature à la rendre optimiste.

GILLES MARTINEAU.

● *Deux noyades à Boulogne-Billancourt.* — Deux équipiers d'un huit avec barreur de l'Athlétic-Club de Boulogne-Billancourt (ACBB) ont disparu samedi dans la Seine alors que le bateau évoluait entre le pont de Sèvres et le pont de Saint-Cloud. Les deux victimes, Olivier Weil, vingt-trois ans, de Paris, et Yves Patureau, cinquante ans, magistrat de l'administration centrale de la justice, n'ont pu être retrouvés par les sauveteurs. Les autres équipiers ont pu regagner la rive par leurs propres moyens ou ont été repêchés par la brigade fluviale.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le bateau s'est brisé en deux vers 16 h 30, sous l'effet des remous provoqués par le passage d'une péniche.

RUGBY

L'Ecosse, équipe à battre

L'Ecosse est devenue l'équipe à battre dans le Tournoi des cinq nations. Plus rapides, plus sûrs en défense, les Ecossais ont remporté, samedi 4 février à Murrayfield, leur deuxième succès de la saison, face à l'Angleterre par 18 points à 6.

Johnston et Kennedy ont marqué pour l'Ecosse à la 28e et à la 41e minute du match deux essais qui ont été transformés par Dods. Ce dernier a également réussi deux pénalités. L'Anglais Hare a marqué les 6 points de l'Angleterre sur deux coups de pied de pénalité.

Dans un match rendu difficile par les conditions atmosphériques — un terrain gras et balle glissante, — la rapidité des avants écossais, notamment de la troisième ligne, Leslie, Paxton, Calder, et du talonneur Deans, la clairvoyance de Laidlaw à la mêlée et les coups de pied de Rutherford à l'ouverture ont eu raison de l'équipe d'Angleterre.

Première victoire du Pays de Galles

Le Pays de Galles a obtenu, samedi 4 février, à Dublin une victoire méritée sur l'Irlande par 18 points à 9 au terme d'un match de médiocre qualité disputé sous une pluie battante.

Les Irlandais qui ont concédé leur deuxième défaite consécutive n'ont jamais paru en mesure de battre les Gallois. L'heure de la retraite pour deux de leurs avants, Keane et Duggan, n'est pas loin d'avoir sonné. Les Irlandais ont été privés, dès la douzième minute de jeu, de leur talonneur et capitaine Fitzgerald. Les Gallois, sous l'impulsion de leur nouveau patron, Watkins ont, pour leur part, adopté un jeu sérieux.

Le seul moment fort du match a été l'essai du trois-quart centre gallois Ackerman, après une percée de 40 mètres au cœur de la défense irlandaise en deuxième période. Essai transformé par Davies. Ce dernier a également réussi deux pénalités ; deux autres coups de pied ayant été marqués par Bowen. L'Irlande, pour sa part, a réussi trois pénalités par Campbell.

LES SIX JOURS DE PARIS

Bondue et Braun en vedette

Après un départ laborieux, les Six Jours de Bercy ont pris leur vitesse de croisière. On ne saurait pour autant les comparer aux marathons sur piste d'autrefois. Les concurrents avaient besoin d'une période d'adaptation ; le public, pour sa part, doit se familiariser avec cette épreuve, dont la formule a de quoi déconcerter les nostalgiques du vieux Vel d'Hiv.

Par le passé, les « chasses » déclenchées au cours de la soirée se prolongeaient parfois tard dans la nuit pour donner lieu à des rebondissements inattendus. Aujourd'hui, elles sont programmées et laissent les spectateurs sur leur faim, tandis que les fréquentes interruptions brisent le rythme des coureurs.

Il y a donc du bon et du moins bon dans ses Six Jours modernes, qui tiennent davantage du divertissement sportif que de la compétition. Nous avons néanmoins assisté, samedi 4 et dimanche 5 février, entre les temps morts, à un spectacle de qualité, surtout à l'occasion des sprints qui permettent aux équipes classées dans le même tour de se départager. Parmi les meilleures séquences, on retiendra la démonstration du Suisse Dill-Bundi, ancien champion du monde de poursuite, qui a remporté, grâce à sa vélocité, la super-prime de 30 000 F. En la circonstance, ce pistard, réputé pour ses talents de rouleur, s'est révélé plus rapide que l'Allemand Thurau ou l'Italien Bontempi : il a même battu le record du tour de piste (13 sec. 82/100 pour les 250 m représentant une moyenne de 65 km/h).

La troisième nuit — la plus difficile, dit-on — a confirmé la valeur du jeune Lillois Dominique Lecrocq, qui affronte sans aucun complexe les formations vedettes, Moser-Thurau, Bondue-Braun, Vallet-Frank et Pijnen-Clerc. Depuis le début des Six Jours, ces équipes ont pris successivement l'avantage. Leaders à l'issue de la première journée, Vallet et le Danois Frank ont cédé le commandement à Moser-Thurau, qui se sont inclinés à leur tour devant le Nordiste Alain Bondue associé à l'Allemand Gregor Braun, nouveaux détenteurs du maillot jaune. Dans la bataille entre les ténors, l'allure a augmenté d'un cran, et Beucherie-Biondi, qui n'ont cependant pas démérité, se sont retrouvés à quinze tours. Quant à Seronni, son extrême discrétion donne à penser qu'il est toujours en rodage.

JACQUES AUGENDRE.

Les résultats

Athlétisme

FRANCE-GRANDE-BRETAGNE

Les Français ont causé une bonne surprise, les 4 et 5 février à Vittel, en obtenant une double victoire sur les Britanniques par 78 à 68 chez les hommes et par 60 à 53 chez les dames. Trois meilleures performances françaises ont été battues par Laurence Elloy sur 60 mètres haies (8 sec. 08), par Marie-Christine Cazier sur 200 mètres (23 sec. 64) et par Thierry Vigneron à la perche (5,73 mètres).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Dix-huitième journée)

Limoges b. *Lyon	106-89
*Le Mans b. Villeurbanne	79-75
Antibes b. *Vichy	77-76
Stade français b. *Avignon	88-77
*Orthez b. Reims	94-68
Tours b. *Caen	72-66
*Monaco b. Challans	84-73

Classement. — 1. Limoges, 49 pts ; 2. Antibes, 46 ; 3. Stade français, Le Mans, 45 ; 5. Orthez, 43 ; 6. Villeurbanne, 38 ; 7. Vichy, 34 ; 8. Tours, 33 ; 9. Avignon, 32 ; 10. Caen, 31 ; 11. Monaco, 30 ; 12. CRO Lyon, 28 ; 13. Challans, 27 ; 14. Reims, 23.

Cyclo-cross

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Yvon Madiot est devenu champion de France de cyclo-cross, le 5 février à Reyrieux (Ain), devant Martial Gayant et Marc Madiot. Bernard Hinault a terminé cinquième.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-sixième journée)

*Rouen b. Bordeaux	1-0
Paris-SG b. *Monaco	1-0
*Nantes et Sochaux	1-1
*Saint-Étienne et Auxerre	0-0
*Toulouse b. Nancy	1-0
*Lens et Strasbourg	2-2
*Laval b. Nîmes	1-0
*Toulon b. Bastia	1-0
*Metz b. Lille	1-0
*Brest et Rennes	1-1

Classement. — 1. Bordeaux, 38 pts ; 2. Monaco, 35 ; 3. Paris-SG, Nantes, 34 ; 5. Auxerre, 33 ; 6. Toulouse, 32 ; 7. Strasbourg, 28 ; 8. Laval, 27 ; 9. Rouen, Lens, 26 ; 11. Bastia, 24 ; 12. Sochaux, Metz, 23 ; 14. Lille, Nancy, Toulon, 21 ; 17. Brest, Saint-Étienne, 19 ; 19. Rennes, 18 ; 20. Nîmes, 16.

Groupe A
(Vingt-sixième journée)

*Villefranche et Marseille	3-3
*Libourne et Lyon	1-1
*Sète et Limoges	0-0
Nice b. *Alès	3-1
*Cannes-Montpellier	remis
*Grenoble b. Gueugnon	3-2
*Martigues b. Thonon	2-1
*Angoulême et Béziers	2-2
*Besançon b. La Roche-sur-Yon	2-1

Exempt : Cuiseaux-Louhans (18).

Classement. — 1. Marseille, 40 pts ; 2. Lyon, 38 ; 3. Limoges, 37 ; 4. Nice, 35 ; 5. Montpellier, 31 ; 6. Cannes, Grenoble, 27 ; 8. Alès, 25 ; 9. Gueugnon, Thonon, 23 ; 11. Martigues, 22 ; 12. Besançon, Béziers, Sète, 21 ; 15. Angoulême, 19 ; 16. Villefranche, Libourne, La Roche-sur-Yon, 18 ; 19. Cuiseaux-Louhans, 17.

Groupe B
(Vingt-quatrième journée)

*Tours b. Le Havre	3-0
RC Paris b. *Monceau-les-Mines	2-1
*Sedan b. Reims	2-1
*Guingamp b. Abbeville	3-1
*Stade Français 92 et Quimper	0-0
Valenciennes b. Roubaix	1-0
*Orléans et Mulhouse	1-1
Châteauroux b. *Dunkerque	2-0
*Angers b. Red Star	3-1

Classement. — 1. Tours, 36 pts ; 2. RC Paris, Le Havre, 33 ; 4. Guingamp, 29 ; 5. Reims, Valenciennes, 28 ; 7. Stade Français 92, 27 ; 8. Mulhouse, Orléans, 26 ; 10. Châteauroux, 25 ; 11. Sedan, 22 ; 12. Dunkerque, 20 ; 13. Angers, 19 ; 14. Abbeville, Quimper, 18 ; 16. Red Star, 17 ; 17. Monceau-les-Mines, 13 ; 18. Roubaix, 12.

COUPE DE FRANCE

Dans le dernier match des trente-deuxièmes de finale, Cannes a battu Lyon-Decines par 2 buts à 1 après prolongations. Cannes rencontrera Bastia en seizièmes de finales.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Douzième journée)

Groupe A

Poule 1

*Oloron b. Tarbes	7-6
*Montauban b. Bagnères	22-9
*Carcassonne b. Hyères	13-0

Classement. — 1. Béziers, 32 pts ; 2. Hyères, Tarbes, 27 ; 4. Oloron, Montauban, 23 ; 6. Bagnères, Castres, Carcassonne, 20.

Poule 2

*Graulhet et Brive	6- 6
*Toulon et Nice	19-19
*Grenoble b. Angoulême	9- 3
*La Voulte b. Vienne	21- 3

Classement. — 1. Graulhet, Toulon, 28 pts ; 3. Grenoble, Brive, 27 ; 5. Nice, 26 ; 6. Angoulême, 21 ;

Poule 3

Agen b. *PUC	19- 3
*Toulouse b. Boucau	34-10
*Tulle b. Dax	18-10
*Lourdes b. La Rochelle	27-10

Classement. — 1. Toulouse, Agen, 28 pts ; 3. Dax, Tulle, 27 ; 5. Lourdes, 25 ; 6. La Rochelle, 23 ;

Poule 4

*Bayonne b. Aire	34-6
*Tyrosse b. Aurillac	19-4
*Montferrand b. Perpignan	26-6
Albi b. *Hagetmau	7-4

Classement. — 1. Montferrand, 29 pts ; 2. Bayonne, 28 ; 3. Tyrosse, Perpignan, 26 ; 5. Aurillac, 24 ; 6. Albi, Aire, 21 ; 8. Hagetmau, 17.

Poule 5

*Bègles b. Bourg	17- 9
*Mont-de-Marsan b. Narbonne	12- 4
Biarritz b. *Nîmes	20- 9
Pau b. *Romans	18-13

Classement. — 1. Narbonne, 32 pts ; 2. Bègles, 28 ; 3. Mont-de-Marsan, 27 ; 4. Pau, 25 ; 5. Nîmes, Biarritz, 22 ;

Ski alpin

COUPE DU MONDE

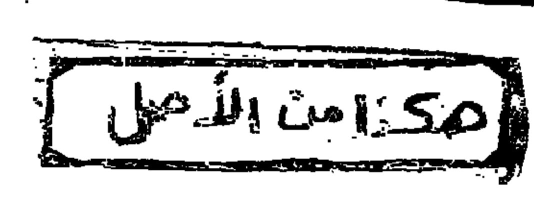
Le slalom géant de Borovetz (Bulgarie), dernière épreuve de la Coupe du monde avant les Jeux olympiques d'hiver, a été dominé par les deux « bannis » de Sarajevo, le Suédois Stenmark, qui a devancé le Luxembourgeois Girardelli, et l'Italien Erlacher. Au classement général de la Coupe du monde, le Suisse Zurbriggen (209 pts) précède Stenmark (201 pts).

Tennis

TOURNOI FEMININ D'INDIANAPOLIS

Pascale Paradis a été battue en finale par l'Américaine Joanne Russel, 7-6, 6-2. Corinne Vanier avait été éliminée par la Brésilienne Medrado, 6-2, 6-3, en quart de finale.







Les Seigneurs des anneaux.
HB Audi TEAM
MICHELIN
CLASSEMENT GENERAL:
1er W. Rohrl
2ème S. Blomqvist
3ème H. Mikkola
sur Audi-Quattro.
Monte Carlo.
Victoires en série
Pour les Audi.
Groupe A.
1er B. Darniche
sur Audi 80 Quattro.
Groupe N.
1er P. Bos
sur Audi 80 Quattro
de série.
YACCO
IN-NJ 41
MICHELIN
Découvrez ce qui fait gagner les Audi chez votre concessionnaire ou agent V.A.G, Volkswagen et Audi.
Audi
DDB 2/ Imp. V.A.G France. 02600 Villers-Cotterêts.

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Retour aux carreaux de faïence

Les prix des belles faïences du dix-huitième siècle font aujourd'hui hésiter bien des amateurs. Mais les collectionneurs sensibles aux somptueux décors de Moustiers, de Rouen ou de Strasbourg peuvent toujours reporter leur convoitise sur de plus modestes céramiques.

Les carreaux de faïence de Delft ou de Lille, qui valent dix fois moins cher que les assiettes de même époque sont de nature à satisfaire tous les goûts des amateurs de grand feu : décors variés monochromes ou polychromes, graphismes stylisés pleins de verve naïve, et larges possibilités de collections par thèmes. De plus, les carreaux de faïence ont une place de choix dans les cuisines qu'ils égayent de frises colorées. Cette mode commence à s'affirmer dans la région lilloise, berceau français des carreaux de faïence, dont on connaît les origines hollandaises.

Prestige de Delft

Delft, qui compte au dix-huitième siècle plus de sept cents artisans faïenciers, est le centre le plus célèbre ; mais cette ville magique est surtout le porte-drapeau symbolique d'innombrables fabriques qui, dès le dix-septième siècle, ont essaimé autour d'Amsterdam, Rotterdam, Gouda ou Haarlem. Les carreaux sont obtenus à partir d'une pâte argileuse pétrie à pieds nus, aplatie au rouleau de cuivre et taillée en carrés avec des planchettes à clous.

La première cuisson à près de 1 000 degrés durcit les carreaux ensuite recouverts au pinceau d'un mélange d'oxyde d'étain, de sable de potasse et de soude. Le décor est alors tracé à la main avec des oxydes de cobalt pour le bleu, de cuivre pour le vert, du manganèse pour le violet, de l'antimoine pour le jaune et des oxydes de fer pour l'orange tirant sur le rouge. Le noir s'obtient par un mélange de cobalt et de manganèse. Reste à fixer l'émail et son décor par une seconde cuisson à 900 degrés.

Les carreaux hollandais aux merveilleux émaux sont importés en France dès la fin du dix-septième siècle pour revêtir les murs des plus riches maisons, aussi bien dans les cuisines, les caves, les escaliers que dans les « lieux à l'anglaise ». Les faïenceries lilloises ne tardent pas à fabriquer pour leur compte des carreaux « à la manière de Hollande ». Les décors stylisés sont inspirés des céramiques importées de Chine par les navires hollandais. Les faïenciers du Nord recopient fidèlement les motifs, si bien qu'il est difficile d'en déceler l'origine. Décors d'animaux, de bateaux, de paysages, de personnages fleurissent bientôt sur tous les murs. Parmi les motifs stylisés placés dans les angles des carreaux, traités en bleu, en manganèse ou en noir, on retrouve souvent des fleurs de lys, des œillets, des mouches, des têtes de bœuf ou des traits bleus sur fond blanc dérivés des motifs chinois Wan-li.

Dans un souci de productivité, les décors sont souvent appliqués sur l'émail au poncif (on disait autrefois « poncis »), une sorte de calque en papier permettant de reproduire rapidement les modèles originaux.

Un style lillois

Un style plus spécifiquement lillois se dégage vers le milieu du dix-huitième siècle, caractérisé par des graphismes légers et souples qui cernent des animaux ou des bonshommes en redingote, des bergers, des cavaliers ou des enfants. De la manufacture lilloise de Masquetier, on retiendra, par exemple, des enfants dans le mouvement de leurs jeux ou des animaux aux contours appuyés. Vers 1750, trois manufactures rivales produisent des centaines de milliers de carreaux, tandis que de la Somme aux Flandres une dizaine de villes fabriquent également des carreaux en quantités industrielles : Vron, Saint-Omer, Aire-sur-la-Lys, Boulogne, Desvres, Douai, Bailleul, Hesdin et Saint-Amand.

A la fin du dix-huitième siècle, la concurrence des faïences fines anglaises provoque une industrialisation à outrance pour tenter de faire baisser les prix, mais c'est au détriment de la qualité. Ce déclin entraîne peu à peu la fermeture des faïenceries françaises et hollandaises.

Le marché

Les carreaux sauvés des démolitions par les antiquaires sont accessibles dans un large éventail de prix. On en trouve au hasard des promenades chineuses dans le Nord-Pas-de-Calais ou la Somme. Les plus modestes pièces à décor de bouquets monochromes début dix-neuvième se vendent de 80 à 120 F. Les carreaux dix-huitième s'échelonnent de 150 à 300 F, par exemple au marché de la Treille, à Lille (23-25, rue des Chats-bossus) ou chez Jean Desplat (4, rue Basse).

Un antiquaire spécialisé s'est installé depuis quelques semaines au marché Serpette, à Saint-Ouen (Allée 4, stand 17) : Patrick Lenglet présente une remarquable sélection depuis les jeux d'enfants en bleu monochrome à 250 F jusqu'aux splendides tulipes polychromes « à l'imitation de la Chine » fin dix-septième siècle à 1000 F, en passant par les angelots, les scènes mythologiques ou profanes, les métiers, les chevaux ou les bateaux aux fins graphismes de 400 à 700 F. Des groupements par quatre mettent en valeur tout l'intérêt des motifs d'angle qui permettent d'harmonieuses compositions.

C'est dire la variété de ces témoignages d'une savoureuse fraîcheur et que les résurgences de la mode remettent aujourd'hui à la place qu'ils méritent dans les intérieurs contemporains.

F. GERSAINT.

A PARIS, DANS LE QUATORZIÈME ARRONDISSEMENT

La chasse aux puces sauvages

Depuis un mois déjà, les chineurs qui, les samedis et dimanches, ont coutume de fréquenter le marché aux puces voisin de la porte de Vanves, ont la surprise de rencontrer, à la place des brocanteurs et autres vendeurs de petites bricoles, des patrouilles de CRS avec matraques et grenades.

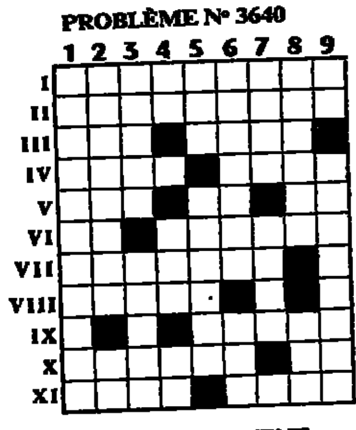
Ces marginaux, qui s'étalent avenue Marc-Sangnier, coexistent pacifiquement avec les marchands patentés installés sur les trottoirs de l'avenue Georges-Lafenestre, dont le prolongement enjambe le périphérique. Normalement, les réguliers, « abonnés » ou « volants », qui sont des centaines, règlent leur emplacemen (sur la base de 1 F le mètre carré) au placier délégué par la municipalité. Ils vont eux-mêmes chiner du côté des petits vendeurs irréguliers et se déclarent satisfaits de ce voisinage qui constitue un attrait pittoresque et souvent fructueux pour les amateurs de curiosités : vieilles casseroles, faïences, carafes, poupées, outils usagers et fringues fatiguées.

Malheureusement, les puces « sauvages » ont tendance à croître et multiplier. Les marginaux sont parfois plusieurs centaines qui s'étalent sur l'avenue Marc-Sangnier, le long du lycée et du collège François-Villon ainsi que de la maison de la culture du quatorzième arrondissement. D'où la protestation de la direction du lycée et des associations de parents d'élèves, qui se plaignent de ce déballage à la sauvette, de cette marée hebdomadaire – surtout gênante le samedi matin – et de son reflux d'objets invendus transformant en « zone » les abords du lycée.

Pour l'heure, le quadrillage systématique par les CRS a supprimé ces puces sauvages. Les représentants des marchands irréguliers ont vainement tenté de faire valoir leur point de vue auprès des conseillers municipaux du quatorzième arrondissement. Ils ont même écrit au ministre de la culture pour expliquer le rôle des puces, sauvages ou patentées, comme source essentielle de la brocante et de l'antiquité.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3640



HORIZONTALEMENT

I. Un spécialiste de la recherche. – II. Des gens qui voudraient qu'on fasse une plus grande utilisation du gratin. – III. Sommet. Une ancienne capitale. – IV. On l'a a l'œil. Fit un riche mariage. – V. Un endroit où l'on tourne. Romains pour un Charles. Brillait. – VI. Pas annoncé. Qui ne nous enverra donc pas au diable. – VII. Qui ne sont donc pas muets. – VIII. Qui est devenu incapable de réfléchir. – IX. Soumit à une épreuve. – X. Forment un code quand ils sont bons. Préfixe. – XI. La cinquième est inutile à celui qui roule en carrosse. Le lot des retardataires.

VERTICALEMENT

1. Un arbitre qui siffle avant de juger. – 2. Une femme qui engraisse. Deux points. – 3. Permet d'ouvrir le dialogue. Lieu de promenade pour un père. – 4. Pour lier. Perd de sa force quand il est allongé. Mère de grands enfants. – 5. Tient à l'œil. Eclate parfois en une minute. – 6. Moitié d'un ancien souverain. Direction. – 7. Aussi familier. Etait la moitié de son frère. – 8. Il y a des éclats quand il est déboutonné. Bien nourri, quand il y a beaucoup de pruneaux. – 9. Préposition. Qui a donc du mal à réaliser ses aspirations.

Solution du problème n° 3639

Horizontalement

I. Matérialistes. – II. Cataractes. Ut. – III. Ont. Epire. Apuré. – IV. Nier. Avisé. – V. Fer. Meuse. Ise. – VI. Erreurs. Clos. Aa. – VII. Reître. Da. Nie. – VIII. Essai. Sert. Elbe. – IX. Ecouteur. Ou. – X. Crasseux. Pur. – XI. Iago. Neigeuses. – XII. Eteint. Erreurs. – XIII. Rus. Email. Cor. – XIV. Er. Rapiécé. Céla. – XV. Sève. On. Tiret.

Verticalement

1. Conférencières. – 2. Manières. Rature. – 3. Atterrissages. – 4. Ta. Eta. Soi. Ré. – 5. Ere. Mûries. Nia. – 6. Rapière. Cent. Pô. – 7. Ici. Us. Soue. Ein. – 8. Atres. Deuxième. – 9. Lee. Ecart. Grâce. – 10. Is. Te. Erié. – 11. Avion. Usuel. – 12. Tapissier. Su. Ci. – 13. Usé. El. Percer. – 14. Sûre. Boussole. – 15. Té. Sapeur. Rat.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 FÉVRIER

« Notre-Dame racontée aux jeunes », 14 h 30, portail central, Mme Colin (Caisse nationale des monuments historiques).

« Raphaël », 14 h 30, musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard (Approche de l'art).

« La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (Arcus).

« Salon des réceptions officielles de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli, Mme Hauller.

« Chez un doreur-argenteur », 14 h 30, métro Arts-et-Métiers.

« Les grandes civilisations du nouveau monde : le Mexique », 14 h 30, 80, rue Taitbout, salle de la SOLTEC, Mme Gibert.

« L'île Saint-Louis et ses hôtels », 14 h 30, métro Pont-Marie (Art et promenades).

« Hôtel du Marais », (partie nord), place des Vosges, 14 h 30, métro Rambuteau (Résurrection du passé).

« La Conciergerie », 14 h 45, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Senant.

« Coins ignorés de Montmartre », 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités de Paris).

« La Mosquée », 15 heures, entrée place du Puit-de-l'Hermite, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Seine, Paris, ses vieux ponts », 15 heures, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autrefois).

« Exposition Raphaël », 16 heures, entrée du Grand Palais, Mme Hager.

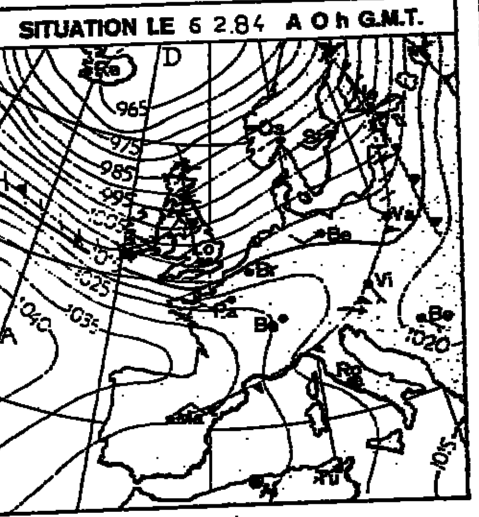
CONFÉRENCES

MERCREDI 8 FÉVRIER

19 h30, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. Lionel : « La quadrature du cercle ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.2.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7.2.84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 7 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le lundi 6 février à 0 heure et le mardi 7 février à 24 heures.

Les perturbations qui circulent dans un flux très rapide d'ouest-nord-ouest gagnent peu à peu les régions du sud de la France.

Mardi matin, le temps sera généralement nuageux et humide, cependant, une zone pluvieuse organisée, située de la Bretagne à la Bourgogne et aux régions de l'Est se déplacera vers le sud dans la journée ; les régions méditerranéennes seront épargnées, mais le ciel deviendra nuageux l'après-midi ; cette zone pluvieuse sera suivie d'un temps variable avec éclaircies mais aussi quelques averses, plutôt localisées sur les régions du Nord et du Nord-Est, ainsi que sur les Alpes.

Une nouvelle zone pluvieuse abordera dès la fin de la journée les régions proches de l'Atlantique, de la Bretagne à l'Aquitaine.

Les vents d'ouest nord-ouest souffleront parfois fort avec quelques rafales près des côtes de la Manche ; les températures, élevées pour la saison, avoisineront le matin 5 à 8°, 10° sur les régions méridionales ; elles atteindront l'après-midi 8 à 15° du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, était de 1 019,9 millibars soit 764,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 février ; le second le minimum de la nuit du 5 février au 6 février) :

Ajaccio, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 13 et 8 ; Bordeaux, 11 et 3 ; Bourges, 10 et 2 ; Brest, 9 et 7 ; Caen, 9 et 7 ; Cherbourg, 8 et 7 ; Clermont-Ferrand, 9 et 2 ; Dijon, 10 et 1 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 13 et 3 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 12 et 0 ; Lille, 7 et 4 ; Lyon, 13 et 2 ; Marseille-Marignane, 15 et 7 ; Nancy, 9 et 1 ; Nantes, 10 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6 ; Paris-Montsouris, 11 et 6 ; Paris-Orly, 11 et 3 ; Pau, 13 et 4 ; Perpignan, 15 et 8 ; Rennes, 10 et 7 ; Strasbourg, 11 et 2 ; Tours, 10 et 4 ; Toulouse, 12 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 7 degrés ; Amsterdam, 6 et 4 ; Athènes, 14 et 9 ; Berlin, 9 et 1 ; Bonn, 10 et 0 ; Bruxelles, 8 et 4 ; Le Caire, 23 et 15 ; Iles Canaries, 21 et 15 ; Copenhague, 6 et 1 ; Dakar, 24 et 17 ; Djerba, 16 et 12 ; Genève, 11 et 3 ; Jérusalem, 18 et 9 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 8 et 5 ; Luxembourg, 7 et 0 ; Madrid, 14 et – 1 ; Moscou, – 11 et – 15 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, 4 et 1 ; Palma-de-Majorque, 17 et 3 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 3 et 0 ; Tozeur, 20 et 9 ; Tunis, 16 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

BREF

IMPOTS

L'ADMINISTRATION AU SERVICE DES USAGERS. – Le centre finances-accueil Saint-Lazare, premier centre de renseignements et d'information en matière de fiscalité et de recouvrement de l'impôt, a été ouvert 65, rue d'Anjou, à Paris (8e). Le ministère de l'économie a créé ce centre pour les habitants de la région d'Ile-de-France travaillant dans les huitième et neuvième arrondissements qui ne peuvent, en raison de l'éloignement du lieu de leur domicile de celui de leur travail, avoir accès aux services dont ils relèvent normalement. On y répond à toutes les questions d'ordre général relatives à l'établissement et au recouvrement de l'impôt sur le revenu et des impôts directs locaux ; on oriente les usagers vers les services compétents et l'on reçoit les réclamations. Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 19 h 30 et le samedi de 10 heures à 18 h 30.

JOURNÉES D'ÉTUDES

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES. – L'Institut d'études politiques de Paris (IEP) et le Crédit national organisent, les 8 et 9 février, deux journées d'études sur le thème « Le financement des entreprises à moyen et long terme ». Pour cadres supérieurs, responsables financiers et dirigeants d'entreprise.

★ **IEP, Service de formation continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 260-39-60.**

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 5 février 1984 :

DES DÉCRETS

● Relatifs à la désignation des personnalités appelées à siéger dans les sections du Conseil économique et social.

● Conférant les rangs et appellations de général d'armée et de général de corps d'armée et portant nominations, réintégration, affectations, détachements et admissions dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

● Concernant l'octroi d'une indemnité annuelle de départ et d'une indemnité viagère de départ ayant le caractère d'un complément de retraite aux chefs d'exploitation agricole âgés cessant leur activité.

● Fixant des conditions exceptionnelles d'accès aux corps des conseillers principaux et conseillers d'éducation des établissements d'enseignement agricole.

Le Monde

culture

THÉATRE

« GERTRUDE MORTE CET APRÈS-MIDI », de Monick Lepeu

Des instants enchantés

Le grand écrivain américain Gertrude Stein (1874-1946) vint s'installer à Paris en 1904. Là, son intelligence et sa générosité ont soutenu beaucoup Picasso, Matisse, Braque, et plusieurs poètes.

Une jeune femme, Alice Toklas, qui alla visiter Gertrude Stein dans son appartement proche du jardin du Luxembourg, fut, sur le coup, subjuguée par sa voix, qui lui semblait s'élever d'une pierre rouge que Gertrude Stein portait sur son corsage. Les deux femmes ne devaient plus se quitter.

Ce sont des instants de leurs jours que Rachel Salik met en scène au Théâtre des déchargeurs, sous le titre *Gertrude morte cet après-midi*, mots d'un télégramme qu'Alice Toklas envoya en Amérique. Le texte de la pièce est l'œuvre de Monick Lepeu, d'après des livres de Gertrude Stein. C'est joué par Monick Lepeu (Gertrude) et Elisabeth Magnin (Alice).

Gertrude morte cet après-midi est, dans son genre, un sommet de l'art du théâtre. Tout ce qui concourt à la chose – le décor, les objets, la lumière, les sons, les costumes, les gestes, les voix, les silences – tout a été songé et fait avec une délicatesse, un soin, un art, une richesse et une mesure d'imagination inouïes, et avec un sens de la gaieté qui n'écorne jamais le tact.

Il n'y a pas une seconde de jeu, pas un regard, pas un mot échangé, qui ne soit un enchantement, dans ce salut affectueux adressé à l'amour de deux femmes singulières, libres, inventives, attachantes.

Notons en passant que le lieu où est sis le Théâtre des déchargeurs, à côté du Châtelet, a été, au dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle, une « poste des amoureux » : il y avait huit levées par jour, et des « facteurs » capables de distribuer les lettres d'amour, secrètes, sans provoquer d'incidents avec le mari ou l'épouse éventuels du destinataire.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre des déchargeurs, 20 h 30.

A LA BIENNALE DE VENISE

« Le Tango », Savary, « la Chauve-souris » et le Carnaval

La première série de manifestations théâtrales pour 1984 à la Biennale de Venise a lieu du 20 février au 6 mars, organisée par le nouveau directeur de la section théâtre : Franco Quadri.

Franco Quadri est journaliste indépendant, auteur, éditeur de livres sur le théâtre contemporain qu'il fait connaître et défend passionnellement. Dans les années 60, il amenait en Italie le Living Theatre, soutenait les innovations de Carmelo Bene, comme plus tard il faisait connaître Ariane Mnouchkine ou Peter Stein, et Luca Ronconi, dont il a écrit une biographie, publiée en France aux éditions Christian Bourgois.

Luca Ronconi a lui-même dirigé un temps la section théâtre à la Biennale de Venise, dans l'esprit qui est le sien et qu'il définit comme celui d'un « laboratoire ». Avant lui, le Festival réunissait des spectacles équilibrant le classicisme et la recherche. Après lui, Maurizio Scaparro – actuellement directeur du Théâtre Argentina de Rome – réhabilitait la notion de « fête », faisait renaître le Carnaval en renouvelant la tradition avec un succès considérable, y mêlant des spectacles à thèmes populaires.

Il n'est pas question pour Franco Quadri d'abandonner la grande farandole du Carnaval, pour lequel il a choisi des spectacles de formes sophistiquées, venues des grandes traditions : *le Tango*, de Claudio Segovia – qui a marqué le dernier Festival d'automne – où il reviendra, *la Chauve-Souris*, à la Fenice, la création mondiale de *Bye bye show-bize*, par Jérome Savary. En mai, autour d'une grande exposition Klimt s'organise un programme viennois, et à l'automne, seront présentées quatre grandes productions qui parleront du « théâtre autour du théâtre ».

Sur les trois ans que dure son contrat, Franco Quadri pense rassembler les éléments qui permettront une analyse des années 80 : la parole et le langage ; l'action et le mouvement ; l'espace scénique. « *Les créateurs*, dit-il, *développent leurs recherches plus qu'ils n'inventent, le temps n'est pas favorable aux découvertes. Le temps est à la réflexion et à la vérification* ».

C. G.

EXPOSITIONS

Christian Boltanski au Centre Georges-Pompidou

(Suite de la première page.)

Il a substitué aux portraits-souvenirs des images symboliques de l'enfance : des jouets, des ballons, des crayons de couleur, et il a commencé à appeler ses œuvres des « compositions » – reprenant ainsi une terminologie désignant l'œuvre d'art classique : *Compositions photographiques*, *Compositions japonaises* (des éléments de jardins japonais tels qu'on en vend chez les fleuristes, *Compositions occidentales* (des guirlandes de Noël étagées en forme de sapin), *Compositions héroïques* (des photographies de petits indiens en plastique), *Compositions architecturales* (des cubes de bois échafaudés), *Compositions enchantées*, *Compositions musicales*, « *classiques* », *modernes*, *mythologiques*, *divertissantes*, *primitives*, *hiératiques*... Nous sommes en plein dans l'aujourd'hui.

Le noir a envahi le fond – un fond de lanterne magique, de salle de cinéma, de chambre noire – (« *la camera oscura* ») de plus en plus dense, de plus en plus mordant, qui ronge les petits pantins, les pierrots, les marionnettes, les clowns, les figurines mystérieuses, toutes les images de totems et tabous, que Boltanski fabrique maintenant lui-même dans le secret de l'atelier, avec des bouts de cartons, de ficelles, des coques de noix, des bouchons, des épingles, qu'il met en scène (disposition dans l'espace, éclairage) avant de les photographier, puis de laisser opérer la magie de l'agrandissement, qui introduit le flou, révèle les aspérités, le grain, la couleur de tous ces riens portés à l'échelle monumentale. Ils sont là suspendus dans l'espace inquiet, fragiles et superbes comme des humains. Ou bien ils *sont* là pour faire peur comme le loup dans la fable, comme lorsque la lune devient tout à coup masque de fantôme, ou cagoule de grand inquisiteur.

Du banal merveilleux. Des images curatives préparées derrière l'écran, dans l'ombre, par le peintre désormais passé sur la chaise, qui nous invite un peu à nous allonger sur le divan. Des images originales qui ne ressemblent à rien d'autre qu'à du Boltanski, même si derrière il y a Boltanski cinéphile et amateur des musées de l'homme, des jolies images, celles des boites de gâteaux et de chocolat.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 26 mars.

MUSIQUE

TOURNÉE DE L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

Un bagage bien conçu

Lorsqu'il part en voyage, l'Ensemble intercontemporain prend soin de bien se chausser, d'emporter des habits solides et quelques tenues plus légères afin de s'adapter aux lieux et aux circonstances. C'est ainsi que, parti pour Lisbonne où l'appelait la Fondation Gulbenkian, passant par Madrid avant de revenir à Paris via Montpellier et de pousser ensuite une pointe jusqu'à Nancy, il s'était muni d'un manuel complet d'ornithologie – *les Oiseaux exotiques*, d'Olivier Messiaen – qui, depuis trente ans, n'a rien perdu de son actualité (soliste Pierre-Laurent Aimard), d'un trench-coat déjà un peu ancien : *Atrées* (1962), que Iannis Xénakis composa sur l'ordinateur IBM 7090 en hommage à Blaise Pascal, œuvre sévère, plutôt raide et qui prend l'eau aux entournures, sans doute parce qu'elle est restée pliée trop longtemps, et d'un passeport en règle : *Michaëls-Gruss* (le salut de Michaëls), délivré par Karlheinz Stockhausen au trompettiste héros du quatrième jour de son opéra *Licht*.

Dans cette dernière œuvre pour huit cuivres, piano et percussion (trompette solo : Antoine Curé), on retrouve naturellement la matière et la manière des autres volets ; l'écriture est d'une grande clarté, hiératique sans être pompeuse, les instruments sonnent avec une rare plénitude, et l'on ne peut s'empêcher de penser au *Fanfares pour la Péri*, de Paul Dukas. Cet assagissement esthétique que beaucoup de gens condamnent ouvre la porte, en réalité, à d'autres spéculations – la simultanéité de plusieurs couches clairement indépendantes, notamment – qu'on devrait prendre plus sérieusement en considération.

En choisissant Francisco Guerrero (né en 1951) parmi les jeunes compositeurs espagnols, les responsables de l'Ensemble intercontemporain ont pris une excellente décision. Déjà entendu en 1978 au Festival de Saintes, son *Concerto de chambre* pour flûte solo, quatuor à cordes et clarinette basse n'a rien perdu de cette âpreté sonore, qui n'est jamais mépris de l'écriture instrumentale, car rarement la violence des pizzicati ou des traits aura semblé moins gratuite ; en outre, la partie de flûte qui prévoit l'utilisation de la voix était excellemment tenue par Lawrence Beauregard.

La création attendue était, naturellement, la nouvelle œuvre de Michèle Reverdy (née en 1943), écrite pour un ensemble essentiellement composé d'instruments à vent, dont le titre *Scenic Railway* pouvait intriguer. Après l'audition, on n'est pas plus renseigné sur ce point, mais on sait que cette partition, ambitieuse dans ses dimensions, a parfaitement tenu ses promesses. D'essence dramatique sinon rhapsodique, le discours passe par plusieurs épisodes contrastés, avec des transitions bien ménagées, des moments d'accalmie, des tempêtes, une cadence pour deux cors, une autre, très impressionnante, pour contrebasse (Frédéric Stochl) et des motifs caractéristique qui reviennent de plus en plus clairement, telles ces notes répétées entendues d'abord aux percussions dans une atmosphère de mystères. Non seulement on sent derrière cette œuvre un métier solide, mais, ce qui est plus rare, un tempérament qui possède les moyens de s'exprimer.

Placés à bon escient sous la direction de Jean-Claude Pennetier, les membres de l'Ensemble intercontemporain, tous solistes à un titre ou à un autre, ne méritent que des éloges ; ils le savent, mais il faut bien l'écrire une fois de plus.

GÉRARD CONDÉ.

CINÉMA

« FENÊTRE SUR COUR », d'Alfred Hitchcock

Le voyeur prisonnier

Voici donc le premier des cinq films « invisibles » d'Hitchcock remis en circulation après restauration des négatifs. Tourné en 1954, après *Le crime était presque parfait* et avant *la Main au collet* (Grace Kelly fut la vedette féminine de cette trilogie), *Fenêtre sur cour* est inspiré d'une nouvelle de Cornell Woolrich, alias William Irish. Dans ses entretiens avec François Truffaut, Hitchcock semblait n'avoir qu'un vague souvenir de cette nouvelle concise et reposant sur une seule situation de suspense. Il fit placer dans le scénario des détails empruntés à deux affaires criminelles célèbres mais, surtout, il élargit le champ d'investigation du personnage immobilisé chez lui avec une jambe dans le plâtre et découvrant, par intuition, de sa fenêtre, qu'un de ses voisins a tué sa femme.

Ici, les voisins pullulent, leur vie quotidienne s'étale, toutes fenêtres ouvertes, par un été torride, et deux figures féminines, typiquement hitchcockiennes, encadrent L.B. Jeffries (James Stewart, étonnant dans un contre-emploi qui a l'air involontaire !). Ce sont Stella, l'infirmière maternelle, protectrice, conseillère (Tchelma Ritter, grande actrice de seconds rôles) et Lisa, la « fiancée », mannequin sophistiqué en toilettes haute couture (Grace Kelly rayonnante de beauté sensuelle et d'angélisme pervers), qui voudrait épouser Jeff. Celui-ci a horreur du mariage.

On peut s'émerveiller de la virtuosité avec laquelle Hitchcock a réglé des mouvements de caméra compliqués dans un décor de studio grandeur nature reproduisant une cour cernée d'immeubles à petits appartements, à Greenwich Village. Mais cette virtuosité a une fonction psychologique. Par sa profession de reporter-photographe, Jeff est un voyeur. Cloué dans sa chambre, il accentue ce voyeurisme en se servant de jumelles ou d'un téléobjectif. Le désir érotique se mêle à la curiosité. Jeff surprend tout ce qui ne va pas chez les autres, cherche le scoop dans le crime qu'il soupçonne. L'humanité telle qu'il la voit, la traque de loin ou de très près grâce à ses appareils, répond, au fond, à ses préoccupations (éviter le mariage), et la misanthropie parfois cruelle du cinéaste se met de la partie.

Mais Jeff a besoin d'aide. Stella et Lisa la lui donnent. Par un accord tacite, l'infirmière sert aussi la stratégie élaborée par le mannequin pour *se* faire épouser. Ainsi, *Fenêtre sur cour*, avec son éblouissante mise en scène, est à double détente : suspense criminel culminant dans le dernier quart d'heure, exercice d'un pouvoir féminin cernant Jeff jusqu'à le prendre au piège. La « fin heureuse » récapitulant les bonheurs nés de cette dramatique aventure est un leurre. Avec une splendide ironie, Hitchcock termine sur une image de Lisa surveillant Jeff endormi. Elle porte, désormais, un pantalon.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les grandes reprises.

NOTES

Rock

BLUE OYSTER CULT SE DÉMODE

Lorsque, en 1971, le Blue Oyster Cult est né aux Etats-Unis, il a fallu remplacer le terme de « hard rock » par celui de « heavy-metal rock ». Il y avait dans la violence des arguments et du ton, dans le volume sonore, une évocation plus urbaine et intraitable, quelque chose de plus trouble et de plus lourd, des sonorités glacées qui évoquaient le métal crissant sur le métal. L'image était plus noble, les musiciens rompaient avec les poncifs du genre : un travail de composition fouillé, des textes stylés sur le thème de la science-fiction qui en finissaient avec les habituels états d'âme. En se démarquant, le Blue Oyster Cult allait s'imposer au fil des albums comme un groupe de référence.

Bien que toujours présents sur le marché du disque, les musiciens avaient peu à peu délaissé les tournées. C'est devant une salle pleine, à l'Espace BASF le samedi 4 février, qu'on a pu juger de leur retour à la scène. Il semble malheureusement qu'ils aient abandonné tout ce qui faisait leur singularité, sacrifiant leur identité aux effets systématiques du hard rock. Ils décelaient les morceaux par de longues interventions inopportunes, infligeant des solos interminables (basse et batterie). Sans imagination (fumigènes et rayons laser), le spectacle est démodé, on ne les sent plus du tout convaincus, mimant mollement l'agression pour justifier les décibels et donnant le sentiment d'un travail routinier.

ALAIN WAIS.

★ Ce lundi 6 février à Toulouse ; le 7 à Grenoble ; le 8 à Strasbourg. – Discographie chez CBS.

Théâtre

Hamlet, Huster

Francis Huster reprend *Hamlet*, de Jules Laforgue au Théâtre Antoine ; un personnage qui l'attire toujours, qui crie, grimace, gesticule et se révolte. Il y a tant de sottises et tant de malheurs ! C'est en l'homme qu'est la pourriture et non dans le royaume du Danemark. Francis Huster, vêtu de noir, entouré de rideaux noirs, s'est mis en scène lui-même et interprète sans convention tous les personnages du drame. Il saute de l'un à l'autre, suivant les détours de la folie hamlétique, ne s'accrochant qu'aux mots, qu'il épouse avec son corps. C'est ce que l'on appelle joindre le geste à la parole.

Jamais statique, les mains légères ou le poing fermé, la grimace appropriée, quelques bruits de succion et de déglutition, Francis Huster rampe, se coule, saute et glisse avec un texte qu'il écrase parfois de son interprétation. Mais Laforgue pêche lui aussi par excès. En revanche, quand Hamlet rêve de sa propre mort, Francis Huster porte fièrement le texte aux nues. Il le fait intelligemment, avec une voix qui ne laisse dans l'ombre aucune liaison, aucun son. Il est drôle et tragique, nullement pompeux ni ridicule.

Laforgue a écrit *Hamlet* en regardant la lune à son déclin, porteuse de maléfices. Il allait disparaître quelque temps plus tard. Francis Huster a écarté les maléfices pour ne garder qu'un astre.

C. BA.

Variétés

FRANCIS CABREL A L'OLYMPIA

La romance populaire

Propulsé du jour au lendemain sous les projecteurs, avec *Je l'aime à mourir* et *Je rêve*, Francis Cabrel est aujourd'hui l'un des grands vendeurs de disques. Successeur de chanteurs de romances, il envahit régulièrement les ondes avec des tubes cousus main, habillés de pseudo-romantisme et chantés avec une voix si étrangement métallisée qu'elle a le pouvoir de flanquer de l'urticaire à certains et d'en endormir d'autres. C'est la banalité même de ce que vend Cabrel qui fait son succès. En cela, il ne fait que suivre un chemin largement exploité par le show-business.

Au crédit du chanteur : c'est un pur, à sa manière, un homme de la terre qui aime sa campagne, dans le Sud-Ouest. Aussi n'y a-t-il aucune prétention affirmée chez Cabrel, simplement de bonnes intentions, beaucoup de maladresses et de niaiseries. Et le calme plat, en ce qui concerne les mélodies.

A l'Olympia, il succède à l'affiche à un autre produit redoutable de la chanson française, Yves Duteil, dont le « charme » sur le public est apparu déclinant en janvier.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 20 h 30.

Mort du chanteur Pierre Dudan

Le chanteur suisse Pierre Dudan est mort à Epalnige, près de Lausanne. Il était âgé de soixante-huit ans.

[Né à Moscou en 1916, l'auteur-compositeur et interprète Pierre Dudan fait ses débuts en 1937 au Bœuf sur le Toit et dans d'autres cabarets de Paris, avant de connaître une renommée dans les années 40 avec un style décontracté, un peu de malice, un climat suggestif et une vitalité sympathique. Des chansons comme *Café au lait au lit*, *Clopin-clopant* et *Mélancolie* rencontrent le succès. Touche-à-tout, Dudan rend populaire le personnage de « Ouin-Ouin », sorte de caricature de ses compatriotes suisses et interprète de multiples rôles au cinéma entre 1942 et 1961 : *l'Oasis dans la tourmente*, *Nuit d'alerte*, *Casablanca*, *Si Paris nous était conté*. – C. F.]

■ **LES GRÈVES A LA COMÉDIE-FRANÇAISE.** – La représentation de *Est-il bon, est-il méchant ?* de Diderot, le 8 février à la Comédie-Française, est annulée en raison d'une reprise du mouvement de grève des machinistes et du personnel d'accueil. Les représentations du 6 et 7 février sont maintenues malgré l'arrêt de travail prévu des guichetiers, inspecteurs et contrôleurs, indique le Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle CGT.

■ **DEUX RÉÉLECTIONS.** – M. Serge Siritzky, président-directeur général de Parafrance, vient d'être réélu, à l'unanimité, président de la Fédération nationale des cinémas français, fonction qu'il occupe depuis 1981.

D'autre part, Mme Sabine Servan-Schreiber a été réélue présidente de « Cinéma et Jeunesse », organisme qui distribue les labels « Chouette » aux films destinés aux enfants et aux adolescents.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EST-IL BON, EST-IL MÉCHANT - Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30

SOUVENIRS DE SALMA-CC - XVIIe (227-68-81), 20 h 30.

LES CERISES ROUGES - La Huchette (326-38-99), 21 h 30.

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (277-12-33), Débats-Rencontres musées : 18 h 30 : l'art contemporain à Vienne depuis 1945 ; 19 h : Comme une petite terre aveugle ; 21 h : la revue « Pictura-Edelweiss » ; Concerts-animation : 18 h 30 : l'Ecole de Vienne ; 20 h 30 : *Concert 2e2m* ; Cinéma-Vidéo : 16 h : Lacan psychanalyse II ; 19 h : les arts martiaux ; 15 h : Les images racontent, les auteurs vous rencontrent ; 18 h : W. Ruttmann : « Berlin Sinfonie einer Grosstadt ».

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Concerts : *20 h 30* : Orchestre de chambre de Vienne/Ph. Entremont (Britten ; Mozart ; Bartok) ; 18 h 30 : Orchestre de chambre J.-F. Paillard/F. Kerdoncuff ; G. Jarry (Mozart ; Strauss ; Mendelssohn...).

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), à 18 h 30 : les Sincères ; à 21 h : la Fenêtre.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : les *Eaux et Forêts* ; *20 h 30 : Gertrud, morte* cet après-midi ; 22 h : Roubaud poèmes.

EPICERIE (329-46-78) *20 h 30 : la Pendule.*

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

JARDIN D'HIVER (262-59-49), 21 h : Tête-à-têtes.

LE RADEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37), 22 h : En suivant leur Noce.

LIERRE-THÉATRE (586-55-83), 20 h 45 : Prométhée enchaîné.

LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h 30 : *Si j'avais su le jour et l'heure* ; *22 h 15 : Un* autobus pour Mathilda. — II. 20 h 15 : Six heures au plus tard ; *22 h 30 : le* Frigo. — Petite salle, 18 h 30 : Pique et *pique et follet drame* ; *22 h 30* : Oy. Moyshele, mon fils.

LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Labiche de poche ; 22 h : En fantines.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.

POCHE (548-92-97) 20 h 30 : le Pharaon.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : la Différence de nos cieux.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : *Théâtre de Bouvard.*

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84). 21 h 15 : Y'en marr... ez vous ; 22 h 15 : les Reconvertis.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Un milieu sous la mère ; 21 h : Fils de butte ou les seigneurs de Montmartre.

THÉATRE DE PARIS, Petite salle (280-09-30), 20 h 30 : Rayon femmes fortes.

TH. 7 (262-80-81), 21 h : la Visite.

THÉATRE DE LA VILLA (542-80-72), 21 h : Tailleur pour dames.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 22 h : Acteur... est acteur... est acteur.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le boa voit rouge ; 22 h : le Président.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton cupidon.

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : *Je veux être pingouin* ; 22 h 15 : Attention belles-mères méchantes.

POINT VIRGULE (278-67-03), *20 h 15* : les Surgelés ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi, je craque, mes parents raquent.

PROLOGUE (575-33-15), 20 h 30 : Automobilocratie.

Le music-hall

STUDIO BERTRAND (783-64-66). 20 h 30 : Marilyn je t'aime (dern.).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'Impôt *et les Os.*

Les concerts

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, *20 h 45* : Ensemble vocal Sotto Voce (Mozart, *Buxtebude* [sic], *Telemann...*).

Salle Gaveau, 20 h 30 : M. de Valmalète (Chopin).

Centre Mandapa, 20 h 30 : S. Malagugini (musique italienne).

Cité internationale universitaire, Grand Théâtre, 20 h 30 : G. Pludermacher (Schubert, Schumann, Ravel).

La Forge, 20 h 30 : Temo, musique du Kurdistan.

Lundi 6 février

Jazz, pop, rock, folk

A. DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Tom Novembre.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : F. Guin Swing Quartet, B. Vasseur.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Top Model.

FORUM (297-53-47), 21 h : les Ablettes/Dogs.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : L. Rulka.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Max Roach.

PETIT JOURNAL (326-28-59), *21 h : Alligator Jazz Band.*

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Chet Baker, M. Graillier, R. Del Fra.

SAVOY (277-86-88), 21 h : G. Grignon, Ph. Bestion.

TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : Trio Greg Hunter.

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16), *20 h 30 : Le marionnettiste de Lodz.*

EVRY, Agora (079-10-00), *20 h 30 : La cuisine.*

VINCENNES, Th. D.-Sorano (374-81-16), 21 h : Semiramis ou la fille de l'air.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

18 h, l'IDHEC : Dans les jardins métalliques, de J.-J. Kahn ; Tanguera, de M.-H. Dufresne ; Incertitude, de Cl. Suhamy ; le Naufragé du « Titanic », de G. Paret.

BEAUBOURG (278-35-37)

15 h, Quand les vautours ne volent plus, de H. Watt ; 17 h, Women's prison, de L. Seiler ; 19 h, les Vainqueurs, de C. Foreman.

Les exclusivités

ADAM ET EVE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES ANGES DU MAL (A.) (**) (v.f.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, *14e (329-90-10)* ; *Images, 18e* (522-47-94).

A NOS AMOURS (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LE BON PLAISIR (Fr.) : *Forum*, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, *3e (271-52-36)* ; *Quintette*, 5e (633-79-38) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, *6e (633-08-22)* ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, *8e (387-35-43)* ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; *UGC Gare de Lyon*, 12e (343-01-59 ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette 13e *(331-56-86)* ; *Montparnasse* Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, *15e* (828-20-64) ; 14 Juillet Beaugrenelle, *15e (575-79-79)* ; *Murat, 16e (651-99-75)* ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CANICULE (Fr.) (*), Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, *6e (329-42-62)* ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e *(343-01-59)* ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, *14e* (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LE CHOIX DES SEIGNEURS (A., v.f.) : Gaumont Berlitz, 2e (743-60-33).

LES COMPÈRES (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).

CHRISTINE (A.) (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-98) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, *14e* (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, *15e (828-42-27)* ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES DENTS DE LA MER N° 3 (A., v.o.) (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

2019 APRÈS LA CHUTE DE NEW-YORK (A., v.f.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES DIEUX SONT TOMBES [sic] **SUR LA TÊTE** (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; St-Lambert, 15e (532-91-68)

ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, *5e* (633-79-38) ; *UGC Marbeuf, 8e* (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LA FOIRE DES TENEBRES (A., *, v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Murat, 16e (651-99-75).

L'ETE MEURTRIER (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC–Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — (V.f.) : Lumières, 9e (236-49-07).

FRERES DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) H. Sp.

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18). — (V.f.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06) ; UGC Montparnasse 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

LE JOLI CŒUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 11e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *Gaumont Convention*, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé *Clichy, 18e (522-46-01)* ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE JOUR D'APRÈS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, *5e (633-63-20)* ; Studio de la Harpe, *5e (634-25-52)* ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; *Gaumont Colisée*, 8e (359-29-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e *(327-84-50)* ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

JOY (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

LOUISIANE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; *Gaumont Richelieu*, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e *(296-80-40)* ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e *(562-75-90)* ; *Publicis Matignon, 8e* (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, *12e* (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (570-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (548-24-24) ; Passy, 16e (288-62-34).

LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVALE (Franco-américain) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE MARGINAL (Fr.) : Gaumont Colisée, 8e *(359-29-46)* ; Miramar, 14e (320-89-52).

MEGAVIXIENS (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

MI-FIGUE, MI-RAISIN (You., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-42-34).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.), Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA NUIT DES JUGES (A., v.f.) : Français, 9e (770-33-88).

NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (325-58-00) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Paris *Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).*

PRENOM CARMEN (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; St-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; 14-Juillet Bastille, 11e (700-21-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Olympic, 14e (545-35-38) ; St-Charles Convention, 15e (579-33-00).

P'TIT CON (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; *St-Lazare Pasquier, 8e* (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e *(828-42-27)* ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e *(636-10-96)*.

LES FILMS NOUVEAUX

BRAINSTORM, film américain de Douglas Trumbull (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.F. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; *Paramount* Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, *14e (329-90-10)* ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; *Convention Saint-Charles, 15e* (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

CONCILE D'AMOUR, film allemand de Werner Schroeter (v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

JACQUES MESRINE, film français de Hervé Palud, 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Logos, 5e (354-42-34) ; Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LA QUATRIÈME DIMENSION, film américain de John Landis (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *Quintette, 5e* (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; George V, 8e *(562-41-46)* ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont Ambassade, 8e *(359-19-08)* ; *Parnassiens*, 14e (329-83-11) ; Murat, 16e (651-99-75) ; V.F. : *Grand Rex, 2e* (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; *UGC Montparnasse, 6e* (544-14-27) ; UGC Boulevards, 9e *(246-66-44)* ; *UGC Gare de Lyon*, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, *14e* (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94) ; *Secrétan, 19e (241-77-99).*

TO BE OR NOT TO BE, film américain de Alan Johnson (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse Bienvenue, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; V.F. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ; V.O. : Marignan Concorde Pathé, 8e (359-92-82) ; V.F. : Pathé Wepler, 18e (522-46-01).



AVIS DE CONCOURS

THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS

Un concours est ouvert pour le recrutement d'un chef de chant (lyrique) au Théâtre National de l'Opéra de Paris. Les épreuves auront lieu au Théâtre de l'Opéra, le mardi 6 mars 1984, à 9 h 30.

Programme, renseignements et inscriptions : écrire à la Régie du chant, Théâtre National de l'Opéra de Paris, 8, rue Scribe à Paris, 9e

هكذا من الأصل

SPECTACLES

QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).
RONDE DE NUIT (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City, 8e (562-54-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
RUE BARBARE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Bergère, 9e (770-77-58).
LE SPECTRE DE LA DANSE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), la Guerre des étoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA TRACE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Séverin, 5e (354-50-91) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) versions Delavault ; Gal ; Saurova : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (259-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
UN TRAIN S'EST ARRÊTÉ (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).
Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
WARGAMES (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
ZELIG (A.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

Les grandes reprises

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).
BARRY LINDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES BAS-FONDS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).
BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (256-82-66) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (755-63-42).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61) ; Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
LA CLÉ DE VERRE (A.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE CŒUR EST UN CHASSEUR SOLITAIRE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (A., v.o.) (**) : Escurial 13e (707-28-04).
EUROPE 51 (It., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04) ; Acacias, 17e (764-97-83).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
LES FAUCONS DE LA NUIT (A., v.f.) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
GERTRUD (Dan.) : Marais, 4e (278-47-86).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
L'HOMME DE NULLE PART (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Studio 43, 9e (770-63-40).
L'HOMME DE LA RUE (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (329-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA HORDE SAUVAGE (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Max Linder, 9e (770-40-04).
L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
JAMES BOND 007 CONTRE DOCTEUR NO (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
MARK DIXON DÉTECTIVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
MARK DIXON DÉTECTIVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MISSING (A., v.f.) : Club, 9e (770-81-47).
LE MIRAGE DE LA VIE (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
MOLIÈRE (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
LE MINISTÈRE DE LA PEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NEW YORK, NEW YORK (vers. intég.) : Calypso, 17e (380-30-11).
ONIBABA (Jap., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71). – V.f. : Arcades, 2e (233-34-58).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
PAL JOE (la Blonde ou la Rousse) (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
PANDORA (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LES PRÉDATEURS (A.) (*) : Ciné 13, 18e (254-15-12).
RAGING BULL (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
SENSO (It., v.o.) : Épée de Bois 5e (337-57-47).
LE SEPTIÈME SCEAU (Suéd., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
SHINING (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
TUEURS DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Calypso, 17e (380-30-11).

Les festivals

L'AFRIQUE FILMÉE : République-Cinéma, 11e (805-51-33), 16 h, 22 h 30 : Moi un Noir ; 18 h : la Récolte de 3000 ans ; 20 h 45 : débat.
HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : High Sierra.
MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (327-72-07) : Noix de coco.
G. DEBORD : Studio Cujas, 5e (354-89-22) : In Girum Imus Nocte et Consumimur Igni.
FELLINI (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 16 h : Huit et demi ; 17 h 45 : Fellini-Roma ; 18 h 30 : Casanova.
FILMS FANTASTIQUES A AVORIAZ (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h : Full cercle ; 18 h : Phantom of the paradise ; 20 h : Terreur sur la ligne ; 22 h : The bad sitting room.
JEAN-LUC GODARD Olympic, 14e (545-35-38) : Deux ou trois choses que je sais d'elle.
HÉROS D'HISTOIRE ET DE CINÉMA (v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38) : le Roman de Marguerite Gauthier.
ALFRED HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Faux Coupable ; Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 15 h 30 : Soupçons ; 17 h 15 : Mr and Mrs Smith.
JOHN HUSTON (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94) : Promenade avec l'amour et la mort.
CARLOS SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 22 h 30 : Vivre vite (**).
SHAKESPEARE PAR LAURENCE OLIVIER (v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44), 19 h : Richard III ; 21 h 30 : Henri IV.

Les séances spéciales

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 10.
L'ARGENT (Fr.) Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 25.
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 19 h 50.
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (*) (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 21 h 45.
FRANCES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) : 17 h 30.
FURYO (Jap. ; v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.
LENNY (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h 15.
NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 05.
TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 15 h 45.
TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 22 h.
TRAQUENARD (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

COMMUNICATION

AU SIXIÈME MARCHÉ INTERNATIONAL DE MONTE-CARLO

Un maître mot : coproduire

« *Qu'allez-vous coproduire ?* » : c'est la question que l'on entend partout, cette année, à Monte-Carlo. Anglais, Français, Espagnols, Italiens, Allemands, tout le monde – sauf les Américains, peut-être, qui continuent de venir essentiellement pour vendre – semble gagné par une seule obsession : chercher un ou des partenaires pour coproduire.

Le sixième Marché international du cinéma, de la télévision et de la vidéo s'est achevé samedi 4 février, tandis que commençaient les projections du Festival international. Le marché, dont l'importance ne cesse de croître, a rassemblé quelque mille cinq cents acheteurs, vendeurs, distributeurs de trois cent cinquante compagnies, représentant soixante-dix pays.

Monte-Carlo. – Les choses se passent au troisième étage de l'hôtel Loews, dans les cent cinquante chambres transformées en autant de salons de projection équipés de tout le matériel vidéo nécessaire. Les plus grosses compagnies internationales y côtoient de plus modestes, mais rares sont les petites qui ne s'y sentent pas à l'aise. Ici, on parle en milliers de dollars. On n'a pas de temps à perdre, et pourtant on prend davantage son temps qu'au MIP de Cannes. On visionne dans la pénombre avant de discuter sur la terrasse, au soleil. Calme, luxe, « business ».

Le marché est devenu le point de rencontre traditionnel pour les distributeurs, les acheteurs et les vendeurs de programmes, compagnies privées et chaînes de télévision, « câbles » et « networks ». Il est impossible d'établir un bilan de toutes les tractations qui s'opèrent ici pendant six jours. On ne signe pas à Monte-Carlo, on fait avancer des projets.

Coproduire... Les Français, comme les Anglais ou les Italiens, font de gros efforts pour européaniser leurs productions. Bien obligés d'ailleurs ! Aucun pays d'Europe, aujourd'hui, n'est capable d'affronter seul le coût d'une série. Coproduire, oui, mais en quelle langue ? Autre problème, car il faut vendre aussi. La question a été évoquée à une rencontre des télévisions francophones. Si l'on veut coproduire sur le plan international, il faudra bien le faire en anglais. La Société française de production (SFP) projette, par exemple, de tourner sa prochaine série sur la famille Bugatti en double langue.

Pour la France, en général, le marché européen demeure prioritaire – ainsi que le marché francophone. Mais on sent, chez les producteurs privés surtout, une tendance de plus en plus forte à chercher de l'argent ailleurs, là où il y en a, d'où des opérations complexes qui mêlent productions privées, ministères, chaînes nationales, etc., et à regarder aujourd'hui du côté des Américains.

De notre envoyée spéciale

Technisonor, société privée qui a coproduit *Thérèse Humbert, Monsieur le juge, la Chambre des dames, Histoire de l'aviation*, a une quinzaine de projets pour lesquels elle cherche des partenaires européens, et des projets plus ambitieux qui nécessitent des financements nord-américains. « *Si l'on veut coproduire avec les Américains*, dit Philippe Levesque, *il faut raisonner en termes de marketing, proposer des sujets qui les intéressent : Attila, Jésus, Hitler, Moïse...* » Parmi les gros projets de Technisonor : *Attila fléau de Dieu*, écrit par Anthony Burgess, l'auteur d'*Orange mécanique* – six heures, 8 à 9 millions de dollars – qu'il monte avec des Américains et des Européens : une série sur le Louvre, avec les Japonnais, les Européens (peut-être les Américains) ; sur la musique racontée aux enfants ; sur *Lola de Montparnasse* (les « années folles ») ; sur Benvenuto Cellini (un héros canaille de la Renaissance), Alexandre Dumas, Rodin ; et, avec les Soviétiques, *Germinal*, de Zola.

Hamster, la société qui vient de faire la remarquée *Série noire*, voudrait bien continuer le genre avec huit films supplémentaires montés, cette fois, avec l'Allemagne, le Canada et les Anglais. « *La série a été bien accueillie*, dit le pétillant Pierre Grimblat, *elle intéresse les pays de l'Est, le Japon, le Mexique, l'Angleterre, la Colombie.* » Hamster, qui fournit *la Dernière séance* (FR 3), cherche à coproduire d'autres séries de thrillers avec FR 3 et HTV Bristol et, plus ambitieux encore, *la Fille de Mistral*, sept heures, avec A 2, la CLT, la SFP et CBS.

Telecip, une des plus grosses sociétés privées françaises, est venue à Monte-Carlo avec une action très ciblée : vendre *Einstein*, énorme opération, trois millions de dollars, montée avec Antenne 2, l'Allemagne, la Hongrie, l'Espagne, le Japon et l'Italie. La société, qui compte à son actif quelques succès commerciaux comme *les Brigades du tigre*, vendu à plus de vingt pays, *la Demoiselle d'Avignon*, se tourne de plus en plus vers les coproductions internationales. Jacques Dercourt avoue que l'objectif prioritaire, ce sont les Etats-Unis. Telecip cherche des partenaires pour *Châteauvallon*, vingt-six fois une heure, une production plus coûteuse encore qu'*Einstein*, une sorte de *Dallas* qui raconterait la saga d'une famille française avec autant de conflits, « *mais moins noire* ». Antenne 2 et le Luxembourg se sont engagés.

Le marché de Monte-Carlo était une première pour FMI (France Média International). La nouvelle société chargée de la vente des programmes des trois chaînes françaises est venue avec un énorme catalogue : cinq cents cassettes (elle a beaucoup montré *l'Etrange Château du docteur Lerne, les Deux Amies d'enfance* de Nina Companeez, *Marie Pervenche*). FMI cherche des partenaires pour une saga alsacienne pendant les deux dernières guerres et pour une série sur le Boeing sud-coréen abattu par la chasse soviétique.

Pathé, dont les gros titres à vendre étaient *Histoire du rire, Vietnam*, travaille sur un gros projet, *les Travailleurs de la mer*, d'après Victor Hugo, avec les Soviétiques. La SFP, venue avec quelques produits auxquels elle tient (*Trafics, les Grandes Expositions* et *Enfance rêvée, les Misérables*), s'oriente aussi vers les productions internationales.

La SFP a mis en chantier *le Deuxième sexe* (avec TF1), qui pourrait être acheté par PBS. Elle essaie de monter d'autres opérations comme *Bahia de tous les saints*, d'après Jorge Amado, *Viva Sandino* avec Miguel Littin, *l'Herbe rouge*, et une saga de la famille Renoir.

On parle beaucoup à Monte-Carlo des initiatives de Pierre Desgraupes en direction des Américains, lesquels semblent très attentifs à la démarche du PDG d'Antenne 2. *Salomon*, une revue interne de l'audiovisuel américain, lui consacre sa première page en janvier, notant qu'il a rencontré beaucoup de monde pour monter des coproductions avec les Etats-Unis (Metro-Media, HBO, Marvel, MGM). Il revient avec des projets plein les poches : une vie privée de Napoléon, un portrait de Maurice Chevalier, une série d'espionnage, *White Fog* d'après Jack London, *Alice au pays des merveilles, la Fille de Mistral*...

On murmure que les Américains montent une stratégie d'attaque sur l'Europe. C'est vrai qu'ils regardent de très près l'évolution du marché européen. Ils viennent à Monte-Carlo pour vendre, mais aussi pour suivre les derniers développements du câble en Angleterre et en Europe de l'Ouest, les nouveaux réseaux, tel Canal-Plus, qui agrandissent les possibilités du marché, le satellite qui permettrait de diffuser directement. Certains affirment même qu'ils vont aller très vite.

CATHERINE HUMBLOT.

Un inusable succès

Boraines, céraunies, aréniques, époutiés : une fois de plus les deux finalistes du jeu « *Des chiffres et des lettres* », M. Michel Duguet, le vainqueur, un informaticien de vingt-deux ans, et M. Gérard Thomas, un médecin de vingt-sept ans, ont étonné ceux des téléspectateurs qui ont la passion des dictionnaires. L'inusable émission d'Armand Jammot fait peut-être plus pour la francophonie que bien des recommandations officielles.

A l'heure où des rapports révèlent et déplorent « l'illettrisme » en France, cela a été une joie pour beaucoup de suivre, dimanche soir 5 février sur Antenne 2, en direct de Monte-Carlo, cette neuvième finale entre deux concurrents bien dans leur peau. Ayant l'art et la manière de s'amuser sérieusement en nous instruisant.

On tresse rarement des louanges à la télévision. Qu'il soit permis ici, même si, le succès aidant, « *Des chiffres et des lettres* » n'échappe pas à des considérations mercantiles, de tirer un coup de chapeau à toute l'équipe. La suprême réussite, attestée par une audience jamais démentie, est que « *Des chiffres et des lettres* » constitue un délassement. – M.C.

● *Publicité télévisée en outre-mer.* – Après des mois de réflexion et de négociations difficiles, la publicité va être introduite progressivement à partir du mercredi 1er février sur les écrans des départements et territoires d'outre-mer. C'est ce que vient d'annoncer la direction de RFO, la Société de radio-télévision pour l'outre-mer. L'introduction de la publicité, qui était déjà présente à Nouméa et dans les radios d'outre-mer, et qui inquiète beaucoup la presse locale et les petites agences de publicité, a déjà suscité un conflit à Tahiti, où le conseil de gouvernement de la Polynésie française avait demandé d'en surseoir l'arrivée. La régie de RFO, Régie 3-Océan, dirigée par M. Michel Chastant (RFO est majoritaire avec 51 % du capital, le reste étant détenu à parts égales par la Régie française de publicité et Havas-DOM), n'aura pas ses propres opérateurs commerciaux mais s'adressera à des mandataires : OFRES-Publicité en Polynésie, Havas-DOM ailleurs.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 6 FÉVRIER

– *M. Henri Krasucki*, secrétaire général de la CGT, est invité à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

VU

Monsieur le président

On n'en aurait même pas parlé s'il ne s'était agi d'une œuvre d'Asturias et d'une de ces coproductions internationales comme elles se multiplient actuellement. Un projet ambitieux, prometteur, entre la SFP, TF 1 et Cuba et le Nicaragua. Un échec pourtant.

Un roman c'est une histoire racontée avec des mots. Pour l'adapter, il faut inventer une autre langue, avec les moyens apropriés. *Monsieur le président*, de Miguel Angel Asturias (samedi soir, TF 1) est l'une des plus grandes œuvres latino-américaines. Ce « roman de terreur » vaut non seulement pour sa dénonciation impitoyable, pour sa radiographie précise de la dictature de Manuel Estrada Cabrera ; c'est aussi la description d'un monde réel envahi par l'irréel. Monde magique, primitif, baigné par le subconscient indien, auquel l'accumulation d'assonances, les métaphores oniriques, la syntaxe disloquée, les mots éclatés viennent donner une force tellurique. Manuel Octavio Gomez, grand cinéaste cubain (*la Première Charge à la machette, la Terre et le Ciel*) a gardé la dénonciation politique, un climat de cave, mais il ne reste rien de ce rythme qui allongeait la phrase, de la connaissance magique de la nature, des images obsessionnelles et presque surréalistes, du rythme incantatoire.

Est-ce mal joué, on ne sait pas. Ou mal doublé ?... C'est ça. Les mendiants, les ivrognes, cette sous-humanité saisissante chez Asturias, parlent avec la même voix que Sue Ellen ou J.R. dans *Dallas*, comme Startsky et Hutsch ! On l'a compris, l'œuvre est réduite à néant. – C. H.

SCIENCES

MALGRÉ L'ÉCHEC DE WESTAR-6

La NASA est autorisée à lancer son autre satellite de télécommunications

La NASA ne nous avait pas habitués à tant de fantaisie. Elle dont les programmes de mission sont calculés à la seconde près, elle qui ne laisse que peu d'initiatives à ses équipages et prévoit presque tout, vient d'enregistrer une série d'échecs et de vivre un véritable vaudeville. C'est ainsi que le satellite de télécommunications Westar-6, dont la firme américaine Western Union lui avait confié, vendredi 4 février, le lancement, lui a en quelque sorte échappé (*le Monde* daté 5-6 février) peu après avoir quitté la soute de Challenger. Pour les uns, le satellite avait explosé en vol quelques minutes après la mise à feu du moteur qui devait le placer sur une orbite de transfert de 300 kilomètres de périgée et de 36 000 kilomètres d'apogée, alors que, pour d'autres, il était simplement devenu silencieux.

Quarante-huit heures durant, les radars et les moyens au sol des stations américaines ont scruté, en vain, le ciel pour découvrir que Westar-6 se portait parfaitement bien, mais dérivait sur une orbite de 300 kilomètres de périgée et de 1 200 kilomètres d'apogée seulement. Contact était alors à nouveau pris avec le satellite auquel on ordonnait de recharger ses batteries. En vain, sans doute. Car si le satellite de télécommunications américain paraît en bon état, il y a, comme l'a déclaré le porte-parole de la Western Union, « *vraisemblablement pas d'espoir de ramener le satellite sur l'orbite où il aurait dû être placé* ». Peut-être sera-t-il possible après calculs, et si le satellite dispose de suffisament de carburant, d'élever un tout petit peu son orbite, ce qui permettrait de le faire fonctionner au mieux quelques heures par jour. Mais ce n'est là qu'un pis aller, et la Western Union s'est résignée à la perte – 75 millions de dollars (1) – de son satellite qui aurait dû relayer des communications entre le continent nord-américain, Hawaï, Porto-Rico et les îles Vierges.

Un programme perturbé

Ce contretemps, qui ne remet nullement en cause le bon fonctionnement de la navette, ne risque-t-il pas cependant d'avoir des conséquences sur la suite des lancements de satellite ? Il est probable qu'une enquête sera engagée pour déterminer les causes exactes du mauvais fonctionnement du moteur chargé de placer Westar-6 sur son orbite provisoire. Mais la NASA se risquera-t-elle à de nouveaux tirs depuis la soute de la navette tant que ce dossier n'aura pas abouti ? Peut-être, dans la mesure où le gouvernement indonésien a quand même donné à la NASA l'autorisation de mettre en orbite, dans la soirée de lundi, le satellite de télécommunications Palapa-B encore amarré dans la soute de Challenger.

La NASA aurait pu en rester là. Mais une nouvelle mésaventure a perturbé le programme de travail de la mission. En effet, le ballon de quelques mètres de diamètre que l'équipage a largué, dimanche 5 février, pour servir de cible à Challenger et permettre ainsi d'effectuer des manœuvres de rendez-vous, a explosé lors de son gonflage. Bien que cet incident ne mette nullement en péril la mission, il constitue, au-delà de la simple perte du matériel (3 millions de francs), un contretemps fâcheux. Cette expérience devait permettre, en effet, de préparer la mission du mois d'avril au cours de laquelle la navette effectuera un rendez-vous avec un satellite en panne : le Solar Mission Satellite.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Le satellite était assuré pour 100 millions de dollars.

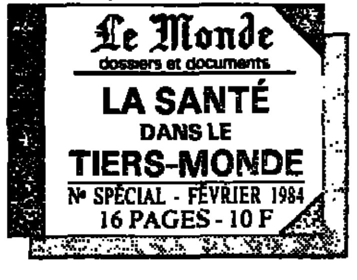
LETTRES

MORT DU PHILOSOPHE ET ROMANCIER MANÈS SPERBER

Le romancier et philosophe Manès Sperber est mort dimanche 5 février dans un hôpital parisien où il avait été admis il y a quelques jours. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

[Né dans un « chtellel » de Galicie en 1905, Manès Sperber avait été à Berlin le disciple du psychologue Adler, avant de se consacrer à l'écriture. Réfugié en France, après 1933, il avait fondé l'Institut international pour l'étude du fascisme. Il avait dirigé une collection chez Calmann-Lévy où il avait publié depuis 1949, ses œuvres : *Et le buisson devient cendres, Qu'une larme dans l'océan, Porteurs d'eau*, etc.

Il avait été lauréat, en octobre dernier, du Prix des libraires, à la Foire de Francfort.]



RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 6 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma (hommage à Johnny Weissmuller) : Tarzan, l'homme singe.
Film américain de W. S. van Dyke (1932), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, N. Hamilton. (N. Redif).
Acccompagnant son père en Afrique pour trouver le « cimetière des éléphants », une jeune fille est sauvée par un homme de la jungle, élevé parmi les singes. Elle s'éprend de lui. Le premier des grands films d'aventures de la série MGM où Johnny Weissmuller, champion olympique de natation, interpréta le rôle de Tarzan. Hommage à l'acteur disparu et à son mythe cinématographique.

22 h 15 Etoiles et toiles.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
Spécial Harold Pinter, par C. Bensoussan et notre collaboratrice Colette Godard. Avec de nombreux extraits de films.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Chauve-Souris. (En simultané sur France-Musique.)
Opérette en trois actes de Johann Strauss, sur un livret de C. Haffner et R. Gence. Adapt. J.-Cl. Carrière, mise en scène R. Foreman, dir. de la musique R. Weikert, réal. R. Benamou. Avec G. Quilico, I. Cotubras, le ballet et les chœurs de l'Opéra de Paris.
On sait que l'émission prévue, « l'Heure de vérité », avec Jean-Marie Le Pen a été reportée au lundi suivant, le 6 février étant la date anniversaire des manifestations sanglantes de 1934 (le Monde *du 26 janvier*). La chauve-Souris *est l'opérette viennoise la plus typique. Equivoques amoureuses, intrigues dans une atmosphère de bals masqués : valses, champagne, griserie...*

22 h 35 Cyclisme : Les Six Jours de Paris.
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
« Conspuée par des millions de sous-doués et plébiscitée par autant d'imbéciles » (dixit Pierre Desproges). « La minute nécessaire de M. Cyclopède » reprend sur FR 3 à partir d'aujourd'hui. Humour surréaliste, deuxième degré, poésie lunaire, tendresse et férocité. — C. H.

20 h 35 Cinéma (cycle Pagnol) : la Fille du puisatier.
Film français de Marcel Pagnol (1940) avec Raimu, J. Day, Fernandel, G. Grey, L. Noro, Charpin (N. Redif.).
La fille d'un humble puisatier de Provence est enceinte d'un fils de bourgeois, officier aviateur par lequel elle se croit abandonnée. Les parents refusent réparation, elle est chassée par son père. Mais on apprend que l'officier est mort à la guerre. Ce mélodrame est loin d'être un des meilleurs films de Pagnol. Mais, son tournage a été marqué par des événements historiques. Terminé après la débâcle de 1940, en zone libre, il porte, à travers ses personnages, le drame de la France vaincue, meurtrie et l'esprit d'une réconciliation devant le désastre national.

22 h 50 Journal.
23 h 10 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Pernoud.
La crise des chantiers navals en France.
23 h 55 Prélude à la nuit.
Diva, *de P. Geiss, interprétée par le groupe Noco Music.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dans les mains du magicien.
17 h 12 Comment vous sportez-vous ?
17 h 22 Les six de Bourgogne.
17 h 37 Télévision ouverte.
18 h 7 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Feuilleton : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Le Ruban bleu : de J. Failler ; avec F. Maistre, A. Thomas, M. Robin...
21 h L'autre scène, ou les vivants et les dieux : *la* pensée de la complexité, avec Edgar Morin.
22 h 30 Nuits magnétiques : Saint-Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : (en simultané avec Antenne 2 : *la Chauve-Souris* de J. Strauss (fils) par les chœurs, l'orchestre et le ballet de l'Opéra de Paris.
23 h Fréquence de nuit : musique à la scène.

Mardi 7 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes.
Le magazine des handicapés.
14 h 5 Série : Jo Gaillard.
15 h Trésor des cinémathèques.
Nathan de Tel-Aviv.
15 h 50 C'est arrivé à Hollywood.
De Meliès à Mel Brooks en passant par la Guerre des étoiles, *les voyages interplanétaires au cinéma.*
16 h 5 Le forum du mardi : Les carnavals.
17 h 5 Croque-vacances.
18 h Feuilleton : Le neveu d'Amérique.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 heures moins cinq.
19 h Météo première.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord. (INC).
20 h 35 Les mardis de l'information : La responsabilité médicale.
Magazine de la rédaction de TF 1.
Patrick a vingt-deux ans lorsqu'il entre en clinique pour l'ablation d'une varice. Une opération de routine. Pourtant en huit jours, il subit huit interventions avant d'arriver à l'amputation. Six ans après, il attend toujours que le médecin responsable de son infirmité comparaisse devant la justice... Patrick est l'un des témoins qui participent à cette enquête menée par Henri Chambon et Jean-Claude Fontan sur la responsabilité pénale du médecin. Le nombre des procès intentés aux médecins a doublé en dix ans, mais pour la victime, porter plainte relève du parcours du combattant.
21 h 40 Musique : Le dernier soliste.
Spectacle conçu par et avec Jean-Paul Farré, réal. L. Godevais.
Les rapports passionnels entre un personnage unique et un piano original, doué de réactions personnelles.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Têtes brûlées.
15 h 45 Reprise : Des chiffres et des lettres.
Finale (diffusée le 5 février).
17 h 10 Entre vous.
De L. Bériot.
Les parfums.
17 h 45 Récré A2.
Pour les enfants.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord. (INC).
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Les bronzés font du ski.
Film français de P. Leconte (1979), avec J. Balasko, G. Jugnot, M.-A. Chazel, C. Clavier, M. Blanc.
Ils s'étaient rencontrés dans un club de vacances d'été, en Côte-d'Ivoire. Un an après, ils se retrouvent, pour les vacances d'hiver, dans une station de ski. Nouvelles mésaventures — après le succès des Bronzés *— de l'équipe du Splendid, plus Dominique Lavanant. Le comique de café-théâtre au service d'une satire des Français moyens. Rire garanti, comme dans le premier film.*
22 h Débat : La ruée vers l'or blanc.
De 1958 à 1981, la France est passée de 100 000 à 5 millions de skieurs. Les sports d'hiver sont devenus une industrie que la crise, en 1982, n'avait pas encore touchée. Va-t-elle l'être ? Qui fait du ski ? Avec MM. R. Carraz, secrétaire d'Etat, chargé du tourisme, M. Barnier, député (RPR) de la Savoie et des spécialistes de la montagne.

23 h 10 Journal.
23 h 35 Cyclisme : Les Six Jours de Paris.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord. (INC).
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 La dernière séance.
Emission de E. Mitchell et G. Jourd'hui.
Actualités Gaumont (1950) ; 20 h 35 Dessin animé : Hopalong Cassualty ; 22 h 45 Tex Avery ; réclames de l'époque ; attraction.
20 h 50 Cinéma : la Rose noire.
Film américain de H. Hathaway (1949), avec T. Power, O. Welles, C. Aubry, J. Hawkins, M. Rennie, F. Currie.
En 1275, un jeune noble saxon fuit, avec un ami, la dictature des Normands. A Antioche, ils se joignent à la caravane d'un général mongol partant pour la Chine. Il y a, dans cette caravane, une jeune captive dite « la rose noire ». Un scénario compliqué, de l'exotisme spectaculaire. Cécile Aubry, découverte par Clouzot (Manon) *est perdue là-dedans. Tyrone Power est toujours beau, héroïque. Mais on doit à Orson Welles, acteur, les meilleurs moments de cette imagerie.*
23 h 5 Journal.
23 h 35 Cinéma : Chérie, je me sens rajeunir.
Film américain de H. Hawks (1952), avec C. Grant, G. Rogers, C. Coburn, M. Monroe, H. Marlowe, H. Letondal (N.).
Un chimiste cherche à mettre au point un élixir de jouvence. Une guenon mélange le contenu des fioles du laboratoire et verse le breuvage dans un distributeur d'eau. Ceux qui boivent de cette eau rajeunissent. Un peu trop... Titre français idiot pour une excellente comédie américaine fustigeant, jusqu'à l'humour noir, la fausse science et le délire d'une humanité qui retombe en enfance.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Ces messieurs de la Santé, de P. Colombier (avec E. Feuillère, P. Carton, Raimu).
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Feuilleton : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
14 h Sons.
14 h 5 Un livre, des voix : « Août 1914 », A. Soljenitsyne.
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : à 15 h 20, rubriques internationales ; à 17 h, raison d'être.
18 h 30 Feuilleton : Nos ancêtres les jeunes filles.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles.
20 h Dialogues : Renouveau de la médecine générale.
21 h 15 Auprès au loin, le domaine musical.
22 h 30 Nuits magnétiques : Saint-Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

12 h Archives lyriques.
12 h 35 Jazz : tout Duke.
13 h Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4 Chasseurs de son stéréo.
14 h 30 Les enfants d'Orphée.
15 h L'après-midi des musiciens : portrait-puzzle de Hans Von Bülow.
17 h 5 Repères contemporains : K. Makino.
18 h L'imprévu.
19 h 5 Concert : œuvres de Scelsi, Taira, Tien Dao, Cage, Yoshida, Messiaen, Scherchen-Hsiao, par Y. Nara, soprano, M. Joste, piano.
20 h Jazz.
20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Ouverture de Candide », de Bernstein, « Concerto pour piano et orchestre » de Ravel ; « Symphonie fantastique » de Berlioz, par l'Orchestre national de France, dir. J. Conlon, sol. K. Woo Paik, piano.
22 h 30 Fréquence de nuit : *feuilleton* « la Guerre des pianos » ; à 23 h 10, Jazz-club (en direct du Petit Opportun).

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Pascale, Carine, Sébastien et Michael BERNARD ont la joie de faire part de la naissance de

Laure,
le 2 février 1984.

69 *bis*, rue Charles-Laffitte,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Arnaud est heureux d'annoncer la naissance de son frère

Jérôme Claude-Pierre,
dimanche 29 janvier 1984.

Jean-Pierre CHAMPAVERE et Mme, née SZEKANY Marie-Claude.

177, rue de Normandie,
94700 Maisons-Alfort.

Mariages

— Bakou (URSS).
Montmagny (France).

M. Georges JIDKOFF et Mme, née Jeanne CORNEIL, sont heureux de faire part du mariage de leur fille

Catherine
avec M. Iossif Iakoulev,

célébré, le jeudi 2 février 1984, à Bakou, république d'Azerbaïdjan (URSS).

26, rue Villebois-Mareuil,
95360 Montmagny (France).

Décès

— Mme Gaston Baruk,
M. et Mme Robert Bellaïche
et leur fille Vanessa,
M. et Mme Dante Maraccini
et leur fils Lorenzo,
Mlle Brigitte Baruk,
Mlle Andrée Laure Baruk,
Mme Manou Ponderoux,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Raoul Scemla,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Alice Taïb,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Gaston BARUK,
ancien PDG
des Moulins Baruk au Maroc,
conseiller honoraire
du commerce extérieur de la France,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,

survenu à Nice, le 3 février 1984, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques auront lieu à Rabat à une date qui sera fixée ultérieurement.

3, promenade des Anglais,
06000 Nice.

[Né le 18 janvier 1908 à Sousse (Tunisie), Gaston Baruk fit œuvre de pionnier au Maroc en instituant dès 1946, en faveur de toutes les catégories de personnel, un statut social touchant à la sécurité, à la formation, à la promotion, à la santé et à la retraite des travailleurs et de leur famille, toutes initiatives qui, par la suite, auront une certaine influence sur les dispositions réglementaires.]

— M. et Mme François Goré,
M. et Mme Jean Kohn,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mme Armand CARACCIO,
née Hélène Manicacci,
chevalier de la Légion d'honneur,
agrégée de l'Université,
directrice honoraire
du lycée Stendhal de Grenoble,

rappelée à Dieu le 1er février 1984.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de Crest (Drôme), le 3 février 1984.

Une pensée est demandée à l'intention de M. Armand CARACCIO, pieusement décédé le 12 août 1969.

37, rue de Lille,
75007 Paris.
77, rue de l'Assomption,
75016 Paris.

— M. et Mme Robert Michard,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Robert Ducos,
Mlle Lucienne Laugeron,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marcel LAUGERON,
née Loetitia Faucillon,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, tante et cousine,
endormie dans la paix du Seigneur, le 4 février 1984, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Vincent-de-Basses, le mardi 7 février 1984, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

133, avenue Félix-Faure,
75015 Paris.
1, avenue du Lièvre-d'Or,
37250 Montbazon.

— La famille fait part du décès de

Mlle Hélène LEROUX,
ancien chef de laboratoire
de la *faculté de médecine,*
professeur honoraire
au lycée Jean-Rostand,

survenu, à Strasbourg, le 22 janvier 1984.

10, rue Chopin,
67000 Strasbourg.
79, rue Pascal,
75013 Paris.
Orléans, Cayenne, Nancy.

— Mme Gilbert Perroy,
son épouse,
Louis, François, Laurence et Jean,
ses enfants,
Elia, Nicole et Françoise,
ses sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert PERROY,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaillé de la Résistance,
maire honoraire
du XIVe arrondissement de Paris,
président de la Société historique
du XIVe arrondissement,

survenu à Paris, le 4 février 1984, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité, le mardi 7 février 1984, à Merlemont (Oise).

Sa famille, ses nombreux amis et anciens collègues sont invités à s'associer à son souvenir lors d'une messe célébrée à Paris, en l'église Saint-Dominique, 20, rue la Tombe-Issoire, le samedi 11 février 1984, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

99, boulevard Arago,
75014 Paris.

— Nous apprenons le décès, survenu à Agen, le 4 février 1984, des suites d'une longue maladie, du

général Clément PIEDAGNEL.

[Né le 21 avril 1914 à Paris, Clément Piedagnel commence sa carrière militaire active en 1934 au 8e régiment du génie. Il est sous-lieutenant en 1939. De 1941 à 1943, il sert en Algérie. Après un passage en Grande-Bretagne, il débarque en Normandie le 1er juin 1944 et il fait la campagne de France jusqu'en décembre.

Capitaine en 1945, il occupe par la suite divers postes de commandement dans les transmissions. En octobre 1959, le lieutenant-colonel Piedagnel est affecté au cabinet du délégué général et du général commandant en chef en Algérie. Il quitte l'Afrique du Nord en 1961 et, après divers commandements, devient chef d'état-major de la 4e région militaire, à Bordeaux, en 1966. Le 1er janvier 1968, il est promu général.]

— Roger, Jacqueline et Christian Pinatel,
M. et Mme Joseph Pinatel
et leurs enfants,
Claude et François Bayer,
ont la douleur de faire part du décès de

Me Henry PINATEL,
notaire honoraire,

survenu, le 3 février 1984, muni des sacrements de l'Eglise, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 9 février 1984, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16e.

40, rue de l'Yvette,
75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme R. SAP,
née Messines,
le 17 janvier 1984.

Ses enfants demandent d'y associer le souvenir de l' amiral SAP.
« Christ est ma vie. »
(Phil I-21.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Charles
VINCENT-DORLÉANS,
maire honoraire d'Aincourt,
président du conseil d'administration
de la CREPA,
officier de l'ordre national
du Mérite,
ancien combattant de la Résistance,

survenu, le 2 février 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

De la part des familles Delevallée et Vincent.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 février 1984, à 15 heures, en l'église Saint-Martin, à Aincourt (Val-d'Oise).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5, rue de la Chapelle-Saint-Sauveur,
Aincourt 95510 Vetheuil.

Messes anniversaires

— A l'occasion du trentième anniversaire de sa mort, les amis du

Père Marie-Alain
COUTURIER

sont invités à la messe qui sera célébrée à 18 heures, le jeudi 9 février, à l'autel Saint-Dominique de l'église de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8e.

Communications diverses

— Les legs destinés à Or Ha'Hayim (institution de deux mille élèves internes à Bnei-Brak, Israël) sont exempts de tous droits de succession.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'association Or Ha'Hayim, 3, rue Richer, Paris-9e. Tél. : 246-48-37 (le matin demander Mme S. Dahan ou M. J. Charbit). Documentation spéciale « Legs » sur demande.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-X (Nanterre), vendredi 10 février, à 14 h 30, salle des Actes (bât. F), M. Chedli Mokhtari : « Le droit des investissements étrangers en Tunisie ».

— Université de Paris-V (René-Descartes), vendredi 10 février, à 14 heures, salle Greard, Mlle Christine Nassar : « Effets psychiques de la guerre sur l'enfant libanais de différents groupes sociaux ; analyse clinique approfondie et poussée ».

— Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), vendredi 10 février, à 14 h 30, amphithéâtre Richelieu, Mme Niède Guidon : « L'art rupestre du Piaui dans le contexte sud-américain ; une première proposition concernant méthodes et terminologie ».

— Université de Paris-V (René-Descartes), vendredi 10 février, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. François de Singly : « Fortune et infortune de la femme mariée ».

— Université de Paris-V (René-Descartes), samedi 11 février, à 14 heures, amphithéâtre Durkheim, M. Alfred Erbs : « Psychanalyse de la religion à travers les rites et les mythes Birifor ».

— Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), samedi 11 février, à 14 h 30, amphithéâtre Richelieu, M. Nasser Gemayel : « Les maronites de l'éducation au Liban ; du collège maronite de Rome (1584) au collège de Cayn Warga (1789) ».

Solidarité

— Parents angoissés recherchent parents ayant enfant atteint d'aplasie médullaire ou personnes susceptibles de donner renseignements sur cette maladie. Urgent. Prendre contact avec Mme Jacqueline Charre au (16) 80 30-46-35 ou 45-49-41.

TÉMOIGNAGE

Le curé qui rénova Saint-Séverin

Le Père Francis Connan, curé parisien qui a marqué l'époque préconciliaire, est mort, le 7 janvier (*le Monde* du 11 janvier). Le père Alain Ponsar rappelle l'œuvre de celui qui fit de Saint-Séverin l'une des paroisses les plus vivantes de la capitale.

Francis Connan, né en 1909 en Bretagne, fit son scolasticat à l'Oratoire et acheva ses études au séminaire universitaire de Strasbourg. Ordonné en 1935, il fut nommé à Malakoff puis au lycée Michelet, où il se révéla rapidement un animateur hors pair.

En 1947, le *cardinal Suhard* fonda la communauté sacerdotale de Saint-Séverin, dont la vocation devait être à la fois, universitaire et paroissiale. L'abbé Pézeril, nommé supérieur, fit appel à son ami Connan pour prendre en charge la paroisse. Au bout de quatre ans, celui-ci devenait seul responsable de l'ensemble. Sa réussite fut exceptionnelle. Bien avant le concile, Saint-Séverin vécut la réforme de la liturgie dont les principes fondamentaux avaient été explicités dans un ouvrage *les Chrétiens autour de l'autel.* L'œuvre entreprise, située dans la ligne et l'esprit des plus authentiques traditions de l'Eglise, parut pourtant si nouvelle que le curé de Saint-Séverin se vit bientôt contesté par une bonne partie du clergé parisien. Le cardinal Feltin intervint. Un grand journal parisien titra à l'époque : « Pour avoir désobéi sept fois à son archevêque, l'abbé Connan a rendu sa paroisse la plus vivante de Paris. » C'était vrai. Et irréversible.

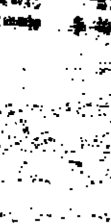
La qualité, l'authenticité de la liturgie de Saint-Séverin, reconnue en France, puis à l'étranger, le fut bientôt par Vatican II. En 1967, il fut nommé à Saint-Jean de Montmartre. Il sut s'adapter à une population très différente et fort diversifiée. Il inventa encore, mais autre chose, en fonction des besoins locaux : une certaine décentralisation avec l'installation de deux nouveaux lieux de culte et la création de Siloë, bar-restaurant ouvert boulevard de Clichy, destiné à l'accueil des « artisans et artisanes » du quartier Pigalle sans parler de beaucoup d'inadaptés.

Sa troisième et dernière paroisse fut Sain-Roch, où la présence des artistes retint son attention. Les relations qu'il avait depuis longtemps avec beaucoup d'entre eux trouvèrent une occasion nouvelle de se développer.

Il ne faudrait pas oublier un autre aspect de son activité pastorale : le Colloque européen des paroisses, qui a fêté l'an passé ses vingt cinq ans d'existence. L'idée était originale à l'époque : celle d'établir un point de rencontre, de réflexion et d'échange ouvert à tous les curés d'Europe. Le Père Connan en fut l'âme du début jusqu'à sa fin.

Cet homme, au regard clair, à l'enthousiasme communicatif, ce prêtre rayonnant d'esprit d'enfance, restera pour tous ceux qui l'ont connu, un grand témoin de la foi.

ALAIN PONSAR.



Le Monde

ÉCONOMIE

LA CONTROVERSE SUR LES CODEVI

Une construction de technocrates

LE gouvernement ne pensait certainement pas que les CODEVI (comptes de développement industriel) attireraient, même en tenant compte de l'extraordinaire « battage » qui a accompagné leur lancement, des sommes aussi considérables. Plus de 40 milliards de francs actuellement ; mais de nouveaux comptes s'ouvrent encore tous les jours, si bien qu'on table d'ici à la fin de l'année sur une « collecte » de 70 milliards, un chiffre qui est deux ou trois fois supérieur aux très vagues estimations que les experts officiels avaient pû faire dans le courant de l'été, quand le projet adopté dans une certaine confusion par le conseil des ministres du 26 mai prit la forme qu'on lui connaît.

Doit-on en conclure que l'opération constitue un succès inespéré ? Que le gouvernement a mis en place un nouveau dispositif propre à mobiliser, au-delà des espérances – et des besoins immédiats du Fonds industriel de modernisation (FIM), – l'épargne des Français au service de l'industrie ? Tel n'est pas, semble-t-il, le cas. L'erreur d'appréciation sur l'ampleur des résultats à attendre, il faut plutôt l'interpréter comme signe que ni le ministère de l'industrie ni, encore moins, bien que ce soit plus directement son métier, le ministère de l'économie et des finances ne s'étaient fait une idée suffisamment précise de la nature de l'opération qu'ils ont montée à la hâte et de la signification qu'il convient de lui donner en termes économiques et financiers ; qu'à la limite ils se sont laissé prendre par leur propre rhétorique, pensant peut-être qu'après tout ils apportaient à leur manière une pierre à l'insaisissable édifice de la « politique industrielle ».

Quant au public, il a profité de l'aubaine, en plaçant son argent dans les nouveaux comptes « défiscalisés », mais si vraiment l'objectif était, comme cela a été proclamé, de l'amener à s'intéresser aux investissements industriels, ce n'est pas assez de dire que l'opération n'a pas réussi; elle constitue plutôt, telle qu'elle se présente actuellement, une opération de « désinformation » sur les délicats problèmes posés par l'orientation de l'épargne vers le financement de dépenses d'équipement d'un type nouveau : robotique, informatique, biotechnologie, etc. (nous laissons de côté ici l'hypothèse pourtant vraisemblable où le FIM servira lui aussi à venir au secours des secteurs en crise). Une aventure industrielle effectivement exaltante, mais qui comporte des risques qu'il est à tous égards dangereux d'escamoter.

Une lutte obscure

Il n'était pas clair au départ que le projet aboutirait à la création des CODEVI tels qu'ils existent depuis le début du mois d'octobre dernier. C'est depuis cette date qu'il est possible d'ouvrir non seulement auprès des caisses d'épargne, mais aussi auprès de tous les établissements financiers en contact avec le public, caisses du crédit agricole et banques, des « comptes de développement industriel », calqués sur les livrets A (Caisse d'épargne) ou les livrets « bleus » (Crédit mutuel), bien connus de tous les résidents en France. Les CODEVI assurent pareillement à leurs titulaires une parfaite liquidité, à savoir qu'il leur est toujours possible d'effectuer un retrait sans préavis, tout en rapportant un intérêt également fixé à 7,50 % exempt d'impôt. La seule différence est que les CODEVI sont plus strictement « plafonnés ». Le dépôt ne peut pas dépasser actuellement la somme de 10 000 F (mais le conjoint peut ouvrir son propre CODEVI, ce qui porte pour un ménage le plafond à 20 000 F), contre 58 000 F pour le livret A.

Comme pour souligner cette similitude, c'est bien de « livret industriel » que M. Laurent Fabius avait d'abord qualifié son projet. M. Jacques Delors, dans une première phase, s'en était alarmé : convenait-il, pensait-il, d'accorder aux banques la faculté, qu'elles avaient jusqu'alors réclamée en vain, d'offrir à leur clientèle un « produit » qu'elles avaient toujours envié aux caisses d'épargne ? Les livrets bancaires ordinaires offrent bien en gros les mêmes commodités de retrait que les livrets A ou les livrets bleus, mais ils sont beaucoup moins intéressants pour le déposant dans la mesure où le taux d'intérêt dont ils sont assortis est amputé par l'impôt. S'il existe des gens pour se faire ouvrir de tels livrets bancaires, c'est uniquement parce que le montant des livrets à régime fiscal privilégié est limité.

C'est pourquoi le changement de dénomination demandé et obtenu au conseil des ministres du 26 mai avait été interprété à l'époque comme une victoire, modeste certes mais néanmoins significative, de la direction du Trésor sur le ministère de l'industrie. M. Delors avait préconisé que le mot « compte » soit substitué au mot « livret », ce qui laissait entendre on ne savait du reste trop quoi, sinon tout de même l'idée que l'argent déposé dans les comptes en question serait au moins en partie investi en valeurs mobilières et que, peut-être, en contrepartie du privilège fiscal accordé, le déposant ne pourrait pas tirer sur son CODEVI avec autant de liberté que s'il s'agissait d'un compte à vue. Bien qu'on soit, dans cet âge d'inflation, particulièrement peu rigoureux sur la définition de la notion d'épargne, on a malgré tout au Trésor – où l'aurait-on ailleurs ? – le soupçon que l'expression d'« épargne liquide » renferme une contradiction dans les termes et qu'en conséquence il est de mauvaise politique de chercher à « banaliser » des avantages fiscaux qui seraient mieux utilisés à encourager des formes d'épargne authentique. L'épargne, par définition, désigne une portion du revenu immobilisée en vue d'un placement (et si l'épargnant vient à vendre son titre de placement, c'est l'acheteur qui doit à son tour soustraire de ses dépenses courantes la somme correspondante).

Reprenant à son compte le projet de M. Fabius qu'il avait d'abord combattu, M. Delors dut pendant l'été s'incliner devant la volonté élyséenne de faire des CODEVI des livrets jouissant du même attrait que les livrets de caisse d'épargne. Ni lui ni ses services n'abandonnèrent pour autant leurs scrupules de gardiens de la « cohérence » financière de toute l'opération.

Il fallait absolument que le projet soit pourvu d'un garde-fou, pour lui retirer son caractère trop voyant de procédé supplémentaire de « transformation » consistant à placer dans des prêts à moyen ou long terme aux entreprises des fonds dont leurs détenteurs n'ont nullement perdu la libre disposition. D'où la création d'un système extrêmement compliqué, dans lequel un des plus hauts fonctionnaires de la République croit voir un « délire de technocrate », mais que les services de la Rue de Rivoli présentent comme un dispositif de sécurité placé entre d'une part la masse des déposants, effectivement déchargés de tout risque (au contraire de ce qui se passerait si, par exemple, les déposants en question avaient, au lieu de souscrire un CODEVI, acheté des actions ou des obligations à taux fixe) ainsi que de toute contrainte d'immobilisation, et d'autre part les destinataires finals de ces ressources.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 20.)

Plus de crédits pour l'industrie ?

A en croire les promoteurs de l'opération CODEVI, on va assister dans le courant de l'année 1984 à une augmentation très sensible des fonds mis à la disposition de l'industrie à des conditions avantageuses. Les chiffres sur lesquels tablent les experts officiels sont *grosso modo* les suivants. La « collecte » de fonds CODEVI devrait, à la fin de cette année, se monter à quelque 70 milliards de francs. Sur ce total, près de la moitié devrait aller à l'industrie, soit 33 à 34 milliards.

La décomposition serait la suivante : 8 milliards de prêts à 9,5 % consentis par le fonds industriel de modernisation géré par le ministère de l'industrie ; 13 à 14 milliards de prêts accordés par les banques à 10,75 % et 11 % ; le reste étant constitué par les 13 ou 14 autres milliards que la Caisse des dépôts et consignations dirigera vers les organismes spécialisés : Crédit national, sociétés de développement régional, etc. Les experts de la Rue de Rivoli concèdent que cette dernière somme ne sera pas un apport nouveau à l'industrie, mais une simple modification dans le circuit d'alimentation à l'intérieur des comptes de la Caisse. Le sang neuf transfusé aux entreprises serait donc formé par quelque 22 milliards (8 + 13 ou 14), un chiffre non négligeable puisqu'il peut se comparer au total des investissements industriels pour 1983 (énergie et bâtiment compris), évalué à quelque 180 milliards.

A cela les critiques du nouveau circuit de financement rétorquent au moins trois choses. La première est que, selon eux, rien n'est moins sûr que le calcul précédent. Puisqu'il n'y a pas de collecte nouvelle *(voir l'article ci-contre)*, il ne pourrait y avoir accroissement net des crédits ouverts à l'industrie que dans deux hypothèses : si les autres investissements (notamment des collectivités locales) financés auparavant par la Caisse des dépôts étaient en diminution, ce qui est improbable ; ou bien si le dispositif d'encadrement du crédit prévoyait une extension correspondante des prêts bancaires, ce qui n'est pas le cas. La deuxième est que les CODEVI accentuent encore un peu plus l'une des plus graves anomalies du système financier français : pour pallier l'insuffisance de fonds propres, elle-même due en partie à la surimposition des revenus du capital, on multiplie les circuits de financement parallèles à coup de privilèges. D'où la troisième critique, formulée notamment par le gouverneur de la Banque de France : ces palliatifs sont eux-mêmes une cause d'inflation, or l'inflation a pour effet d'élever le taux moyen de l'intérêt. – P. F.

L'EUROPE MANQUE D'ENFANTS

FRANCE : les socialistes redécouvrent la famille

LA France est-elle le seul pays d'Europe occidentale à se préoccuper de la baisse de la natalité ? L'écho qu'y rencontre aujourd'hui le problème – dans la presse, dans les différents groupes politiques, comme au gouvernement – contraste, en tout cas, avec l'indifférence ou la résignation que l'on trouve chez la plupart de nos voisins.

Pourtant, comme le montre le tableau que nous publions page 21, la France n'est pas la plus mal placée des pays européens, même si 1983 marque une baisse de 50 000 naissances par rapport à 1982 (et un indice de fécondité de 1,8 seulement). *« La fécondité française se tient environ à 10 % en deçà du niveau de remplacement des générations, cependant que, pour la moyenne des autres pays occidentaux, elle en est éloignée de 20 % »*, soulignent MM. Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques et Jean-Claude Chesnais (1). Les raisons complexes de cette baisse, qui atteint tous les pays industrialisés, sont connues : une évolution culturelle où se mêlent désir de confort et de liberté, valorisation de l'enfant et souhait de lui assurer une meilleure destinée, soucis de carrière professionnelle – notamment chez les femmes, ces dernières années – ont gagné l'ensemble des catégories sociales.

Est-ce parce que la natalité a diminué en France plus tôt qu'ailleurs ? La politique de protection de la famille y a été plus développée que dans les pays voisins, et marquée depuis longtemps de préoccupations natalistes. Sans remonter jusqu'à la « commission de la dépopulation », créée en 1901, il faut se souvenir que, dès 1913, a été votée une loi d'assistance aux familles nombreuses et que, dès l'année suivante, on a prévu un abattement à la base sur les contributions fiscales des chargés de famille ; une formule dont le *quotient familial* d'aujourd'hui – qui permet de répartir le revenu sur un certain nombre de parts en fonction des charges de famille – est l'héritier. Dès juillet 1939, le code de la famille a généralisé les allocations familiales à toutes les catégories sociales et professionnelles.

Après la Libération, le dispositif a été seulement consolidé et amélioré : l'aide aux familles faisant partie de la protection sociale assurée par la collectivité et de la solidarité. Cette politique s'est maintenue tout au long de la IVe République. Elle a été soutenue, notamment par le MRP, marqué par la tradition de la « famille chrétienne », et dont l'influence n'a pas complètement disparu dans les caisses d'allocations familiales. Cette attitude n'était pas exempte de soucis électoraux : les associations familiales, sous leurs diverses formes, et en particulier le regroupement le plus important, l'Union nationale des associations familiales, qui revendique 700 000 membres, constituent un « lobby » puissant que tous les gouvernements ont courtisé.

Même si le taux des cotisations d'allocations familiales a diminué depuis 1945 (passant de 16,75 % à 9 % à partir de 1970), même si, depuis les années 70, la politique familiale s'est infléchie – de nouvelles prestations l'orientant vers un aspect d'assistance à des familles défavorisées, – l'aide globale directe et indirecte est restée importante et supérieure à celle des pays voisins : elle représentait, en 1978, 2,94 % du produit intérieur brut (PIB) au lieu de 2,17 % en Allemagne, en Grande-Bretagne et au Danemark, 1,87 % en Italie. A leur arrivée au pouvoir, les socialistes ont donné un coup d'accélérateur aux prestations familiales.

Une tradition nataliste

La préoccupation « nataliste » a été sensible dès 1945 dans la politique familiale : elle s'insérait dans l'effort de la reconstruction. Atténuée par la suite, elle s'est réveillée à la fin des années 70 ; elle a abouti à une mesure controversée : l'allocation de 10 000 F à la naissance du troisième enfant, que le gouvernement de gauche devait abandonner dès son arrivée au pouvoir.

Pourtant, le renversement de majorité n'a pas introduit de vraie rupture dans la politique familiale. Au contraire, M. Bérégovoy a affirmé, le 28 novembre dernier : *« La natalité est pour les années qui viennent la priorité autour de laquelle s'organisera l'action des pouvoirs publics... Revenir à un taux de fécondité qui assure le renouvellement des générations est une exigence nationale. »* A cet objectif répond notamment le projet d'*« allocation au jeune enfant »* (*le Monde* du 1er février).

Pour les socialistes, cependant, l'orientation est nouvelle. Jules Guesde prédisant *« la chute irrémédiable de la patrie »* par la *« dénatalité »* n'avait guère fait d'émules : la tradition qui voulait refuser de nourrir *« l'armée de réserve du capital »* avait davantage marqué la gauche socialiste. La famille et la natalité gardaient récemment encore pour elles (contrairement aux communistes, très natalistes avant la seconde guerre mondiale) un parfum « rétro » sinon vichyste (par référence à la devise « Travail, Famille, Patrie »). Les prises de position vigoureuses de personnalités de droite, comme M. Michel Debré, jouaient plutôt le rôle de repoussoir. Les socialistes étaient plus sensibles aux thèmes du droit de l'enfant ou du « libre choix de la maternité » pour les femmes : c'est à travers ces idées qu'ils envisageaient la politique familiale.

La révision a été due, semble-t-il, à la fois au retentissement, un peu tardif, du constat des démographes (exprimé déjà lors du colloque national de 1980) et au réexamen même de la politique familiale entamé dès l'arrivée au pouvoir de la gauche. La légalisation de l'avortement a, d'autre part, levé une hypothèque. Ont joué aussi, sans doute, la conviction personnelle du président de la République, qui déclarait, le 8 décembre dernier : *« Il n'est de grand peuple que celui qui croit à la vie et se renouvelle sans faiblesse démographique »*, et, peut-être, la prise de conscience des répercussions à terme du poids des retraites sur les « actifs », aggravé par la retraite à soixante ans.

Pour mettre en œuvre ses intentions, le gouvernement français paraît cependant hésiter entre deux stratégies. La première consiste à compter sur les familles nombreuses pour atteindre le taux de renouvellement de la population (2,1), et donc leur accorder des avantages préférentiels : c'est l'orientation prise avec le congé parental rémunéré pour le troisième enfant. La seconde consiste à *« amener les familles à souhaiter un enfant supplémentaire, un deuxième, un troisième »*, comme le déclarait le 31 janvier M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, en « installant » le conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales : c'est ce que vise le projet d'allocation au jeune enfant, destinée à encourager toutes les naissances, comme le relèvement des allocations familiales pour les familles de deux enfants.

Dans quelle mesure, d'autre part, la politique familiale d'aide aux familles garde-t-elle un aspect incitatif si l'on n'accroît pas les avantages accordés? Dans la situation économique actuelle, la marge d'action du gouvernement est restreinte. De plus, toutes les difficultés entraînées par l'arrivée d'enfants dans un ménage ne peuvent être compensées par un supplément de ressources : celui-ci ne résout pas, par exemple, les problèmes de garde des enfants lorsque la mère travaille...

Plus largement, cette politique « nataliste » doit tenir compte de l'évolution des modes de vie (par exemple du désir des femmes de travailler, de leur volonté de choisir le moment des naissances, du déclin du mariage...) et, en particulier, des aspirations des jeunes, car ce sont eux qui pourront avoir des enfants. Or le gouvernement n'a guère d'intermédiaires pour les toucher ; ses interlocuteurs habituels – syndicats, associations familiales – sont plutôt composés de gens plus engagés dans l'existence...

GUY HERZLICH.

(1) Au colloque « Evolution démographique et transferts sociaux », Liège, novembre 1983.

RFA : les Allemands ne s'inquiètent guère malgré des chiffres alarmants

DU temps de Bismarck, le territoire de l'actuelle République fédérale comptait seulement 20 millions d'habitants. Natalité et migrations intérieures ont porté ce chiffre à 43 millions en 1939. Malgré les pertes multiples de la guerre, il atteignait 49,2 millions en 1949, date de la naissance de la République fédérale. L'afflux continuel de réfugiés, en particulier de la RDA (plus de 3 millions) jusqu'à la construction du « mur » en 1961, une natalité soutenue et, à partir de 1968, l'arrivée sur une grande échelle de travailleurs étrangers, portent en 1968 la population totale de la RFA à 62 millions, record absolu.

Mais cette progression ne s'effectua pas d'une manière égale : les années de récession, 1966 et 1967, virent reculer le nombre des immigrés, les années 1962-1968 enregistrèrent un babyboom de 2 500 000 naissances. Puis, à partir de 1972, la courbe se casse : les décès l'emportent sur les naissances dans la population de nationalité allemande. En 1971, on comptait encore 47 856 naissances de plus que de décès ; ces derniers ont dépassé en 1982 de 94 683 le nombre des nouveau-nés.

Depuis 1974, la République fédérale a le taux de natalité le plus bas de la terre. Il faudrait que le chiffre des naissances remonte d'un tiers pour équilibrer celui des décès. Il manque à la population allemande 200 000 naissances par an. Au rythme présent, elle ne cessera de diminuer. Elle descendrait à 52,14 millions en l'an 2000 et à 38,28 millions en 2030. Des commentateurs pessimistes voient la RFA de 2040 comparable à la population de l'actuel Benelux, tandis qu'elle abriterait sur son sol 14 millions d'étrangers, notamment des Turcs, des Palestiniens et des Pakistanais.

A ces sombres perspectives, le gouvernement est décidé à réagir par une politique familiale qui reste pour l'instant... dans l'enfance. Les premières mesures prises par le gouvernement Kohl en 1983 ont été destinées à limiter tous les avantages consentis antérieurement aux familles et à leurs membres. Celles qui sont pour l'instant en discussion, à supposer qu'elles suffisent à renverser une tendance qui semble bien s'inscrire profondément dans l'évolution des mœurs, sont encore assez timides.

Il ne faut pas oublier en premier lieu que, contrairement à une image répandue, l'Allemagne s'est habituée, depuis des générations, à des taux de natalité décroissants. On est loin des familles de quatre enfants du tournant du siècle ! En 1925, le couple allemand n'avait plus que 2,2 enfants, et même la politique de la « femme au foyer » de Hitler n'arriva pas à surpasser le taux actuel de la fécondité polonaise (20 pour mille habitants).

Les enfants pour « plus tard »

Il est vrai qu'on a atteint de nos jours des chiffres impressionnants : le mariage n'est plus à la mode : 10 % de la population préfère le célibat (alors que la population masculine et féminine va bientôt se retrouver à égalité) ; 20 % des couples mariés ne veulent pas d'enfants (ou ne peuvent en avoir) ; 19 % n'ont qu'un enfant et 45 % n'en ont que deux. Et encore convient-il d'ajouter, d'après les résultats d'une récente enquête, que même les couples qui envisagent d'avoir des enfants ne les projettent que pour *« plus tard »*, alors que longtemps la procréation avait devancé les autres soucis d'installation. C'est l'inverse qui se produit maintenant. On veut en priorité s'installer confortablement, voyager, en un mot *« profiter de la vie »*.

ALAIN CLÉMENT.

(Lire la suite page 20.)

ESPAGNE : une chute trop récente pour inquiéter

AVEC quelque retard sur ses voisines du Nord, l'Espagne découvre à son tour le problème de la baisse de la natalité. Entre 1978 et 1982, le taux de natalité a chuté de près de 1 pour 1000 par an puisqu'il est passé de 17,3 à 13,4 pour 1000. Si la population espagnole reste dans l'ensemble plus jeune que celle des pays d'Europe occidentale, le nombre moyen d'enfants par famille est maintenant tombé à 2,3 et le taux de fécondité à 1,9 environ, alors qu'il approchait encore 2,8 en 1976.

Plus tardif, le phénomène s'est également révélé plus rapide en raison des circonstances politiques particulières qu'a connues le pays. Le maintien jusqu'en 1975 d'une dictature très rigide sur le plan des mœurs et la rapide libéralisation qui a suivi expliquent que la baisse de la natalité ne se soit pas produite de manière plus graduelle. L'Eglise a vu diminuer en quelques années l'influence morale exceptionnelle dont elle jouissait à l'époque du franquisme. La vente des contraceptifs virtuellement interdite jusqu'en 1978 a ensuite été autorisée. Des programmes d'orientation familiale ont été mis en œuvre à partir de la même année. La détérioration de la situation économique a fait le reste. La gravité du chômage (17,5 % de la population active, le taux le plus élevé d'Europe occidentale) qui touche durement la frange de la population en âge d'avoir des enfants n'incite pas précisément à l'élargissement des familles.

Pour ces raisons, ou parce que le phénomène est encore récent, au ministère de la santé, on semble considérer que la cote d'alerte n'a pas encore été atteinte. « *Les phénomènes démographiques doivent être analysés sur de longues périodes*, explique M. Enrique Najera, directeur général de la santé publique. *Quatre ou cinq ans ne représentent pas un laps de temps suffisant. Nous avons aujourd'hui atteint avec quelques années de retard le taux plancher à partir duquel les pays voisins, comme la France, ont enregistré une légère reprise de la natalité. Nous préférons donc attendre de voir si ce phénomène va se produire également chez nous de manière naturelle.* »

Rationaliser la distribution des aides

L'heure n'est donc pas encore à Madrid à une politique de relance de la natalité. Les socialistes ont certes commencé à multiplier les centres d'orientation familiale, et les aides aux couples stériles figurent en bonne place parmi les priorités. Mais on prend soin de préciser au ministère de la santé que les conseils donnés aux familles répondent à des critères purement techniques et ne sont pas inspirés par une philosophie d'ensemble d'encouragement ni de frein à la natalité.

On affiche les mêmes opinions au ministère du travail dont dépend la politique d'allocations familiales. « *Dans un pays où le déficit public est grand et où les ressources de l'Etat sont insuffisantes, il s'agit d'opérer des choix rigoureux*, affirme M. Teofilo Serrano, directeur du cabinet technique du ministre. *Les aides à la famille ne contribuent pas forcément à la redistribution du revenu et peuvent même avoir l'effet contraire. De plus nous sommes davantage préoccupés de créer des emplois pour les jeunes qui sont parmi les plus atteints par la crise que de les inciter à agrandir leur famille alors que le futur économique est incertain.* »

Le gouvernement socialiste s'apprête certes à réformer la législation actuelle sur les allocations familiales qui date encore de l'époque franquiste. Mais il n'entend pas augmenter leur montant total (aujourd'hui proche des 150 milliards de pesetas (1) par an), seulement rationaliser leur mode de répartition. Actuellement les aides à la famille sont octroyées de deux manières. Chaque chef de famille reçoit par mois 375 pesetas pour son épouse (moins de 20 francs) et 250 pesetas par enfant à charge (un peu plus de 13 F). Ces aides dérisoires n'ont pas été modifiées depuis le début des années 70, mais elles représentent globalement pour l'Etat une dépense annuelle de 55 milliards de pesetas. Par ailleurs le père de famille a droit dans sa déclaration d'impôt sur le revenu à un dégrèvement égal à 14 000 pesetas (soit 737 F) par enfant à charge (ce qui coûte 85 milliards de pesetas à l'Etat).

Ce système est socialement discriminatoire à plusieurs titres. D'une part parce que les allocations familiales sont théoriquement circonscrites aux salariés cotisant à la Sécurité sociale qui sont loin en Espagne de représenter la totalité des travailleurs. Et de l'autre parce que les familles les plus pauvres, dont le revenu est suffisamment faible pour les dispenser du paiement de l'impôt sur le revenu, ne bénéficient évidemment pas de ces aides familiales indirectes que constituent les dégrèvements fiscaux.

Aussi les socialistes s'apprêtent-ils à unifier et à universaliser les allocations. Dorénavant tous les pères de famille sans exception recevront chaque année une somme d'environ 15 000 pesetas (près de 800 F) par enfant à charge qui leur sera versée par tranches trimestrielles, et les déductions fiscales seront supprimées.

THIERRY MALINIAK.

(1) Près de 7,9 milliards de francs. 19 pesetas égalent 1 franc.

RFA : des chiffres alarmants

(Suite de la page 19.)

Dans la plupart des ménages, la femme travaille et ne considère pas son occupation comme un salaire d'appoint, mais comme une carrière ayant des droits égaux à celle de son mari. Enfin, alors que ce qui reste des abattements fiscaux et des allocations familiales est de proportion très modeste, les « faux frais » d'éducation et de scolarité sont en augmentation constante. Les études se prolongent interminablement, alors que les débouchés se restreignent (*il y a en ce moment 40 000 instituteurs en chômage*) et que le chômage sévit. Mettre un enfant au monde dans l'espoir bien naturel, et en tout cas bien ancré, de lui faire gravir un *échelon* de l'échelle sociale n'est pas sans problème. L'idéal familial exalté dans les discours dominicaux ne correspond plus aux réalités du siècle.

Au reste, le citoyen allemand ne semble pas s'inquiéter outre mesure du rétrécissement de la société allemande : la démographie est une science aléatoire où des mouvements infimes peuvent avoir des conséquences quantitatives substantielles. Quelques décimales dans le nombre d'enfants par couple peuvent provoquer une différence de 10 millions de plus ou de moins.

Ce qui est sûr, c'est que le nombre d'Allemands est appelé à diminuer et que cela aura des incidences dans de nombreux domaines, même si automatiquement celui des immigrés ne s'accroît pas dans les proportions effrayantes que certains s'emploient à décrire. Relativement peu de « *gastarbeiter* » songent à s'incruster dans le pays d'accueil : seulement 7 % des Turcs voudraient s'y installer définitivement. Le gouvernement fédéral facilitera financièrement le retour au foyer ancestral : bon nombre des immigrés ont acquis une certaine expérience technique qui leur permettra d'ouvrir un atelier, une fois revenus chez eux.

La chute de la fécondité va aussi mettre à la charge d'une population active réduite un nombre croissant de personnes âgées qui auront besoin de ressources, de soins et de maisons de retraite. On prévoit, d'autre part, que dès les années 90 cent cinquante mille enseignants des nouvelles générations ne trouveront pas d'emploi et que la *Bundeswehr* accusera un déficit de cent mille recrues.

La question qui agite les esprits en ce moment, à en juger par les lettres publiées par les journaux, est celle de savoir s'il faut pénaliser les couples sans enfant pour subventionner généreusement les familles nombreuses. On parle de « *péréquation familiale* ». Le terme ne paraît pas populaire. L'émancipation de la femme est trop récente (en 1975, un tiers seulement d'entre elles prenaient la pilule) et trop incomplète pour que l'on se penche avec inquiétude sur l'avenir des berceaux.

ALAIN CLÉMENT.

La controverse sur les CODEVI

(Suite de la page 19.)

Ces derniers ne seront autres que les industriels qui feront des emprunts à taux privilégiés (10,75 % ou 11 % selon les cas au lieu des emprunts de droit commun dont le taux est au moins de 13,5 %), auprès des banques ou auprès du Fonds industriel de modernisation (à 9,5 %) géré par le ministère de l'industrie.

Pas de nouvelle collecte

Pour simplifier, disons que ce dispositif de sécurité consiste à contraindre les banques à souscrire des obligations qu'elles peuvent émettre elles-mêmes, à due concurrence de la fraction des fonds CODEVI qu'elles seront autorisées à employer dans l'octroi de prêts aux entreprises habilitées à les obtenir. L'idée sous-jacente semble être la suivante : à supposer que, pour une raison ou une autre, les titulaires de CODEVI *effectuent collectivement* des retraits pour un montant supérieur aux nouveaux dépôts, les banques se verraient tenues à céder les obligations ainsi émises ou à les racheter elles-mêmes, pour compenser ainsi les pertes enregistrées dans le circuit. Le système retrouverait dans cette éventualité sa fonction d'épargne, c'est-à-dire d'immobilisation. *Cependant*, l'hypothèse retenue, si l'on ne peut totalement en exclure la réalisation, apparaît improbable, notamment au vu de la ruée sur les CODEVI à laquelle on vient d'assister.

Que s'est-il passé ? Dans les caisses d'épargne, les titulaires de livret B (sans privilège fiscal) ont ouvert un CODEVI pour bénéficier de l'exonération d'impôt. Les caisses ne s'y sont pas trompées : elles ont axé leur publicité sur l'idée qu'ouvrir un CODEVI c'est en réalité la même chose que profiter d'un relèvement du plafond du livret A. Dans les banques, on voit s'opérer un transfert massif des livrets ordinaires vers les CODEVI. On est enfin persuadé au ministère des finances qu'il n'y probablement pas eu la moindre collecte de fonds nouveaux. A moins d'une modification du statut fiscal, comment dans ces conditions peut-on considérer comme une hypothèse plausible le mouvement inverse, à savoir la renonciation par la clientèle aux avantages qui lui sont offerts ? Cela pourrait se faire en cas de forte diminution de l'inflation qui redonnerait le goût de l'épargne. Mais, dans ce cas, à quoi serviraient encore les CODEVI ?

Franchissons un pas de plus dans la description forcément simplifiée du dispositif. Les fonds CODEVI qu'elles recueillent, les banques sont tenues d'en verser la moitié à la *Caisse des dépôts et consignations* (laquelle, entre autres choses, utilisera ces ressources pour l'alimentation du Fonds industriel de modernisation). L'autre moitié sera divisée en deux parts égales. La première (25 % du total) sera gardée en trésorerie, ce qui signifie dans la pratique que les banques souscriront des bons du trésor qu'elles auraient de toute façon souscrits (puisque, comme on l'a vu, les fonds CODEVI ne représentent globalement pas une collecte supplémentaire). Quant aux 25 % restants, ils seront précisément, pure fiction comptable, affectés à la souscription des obligations dont il vient d'être question. Or il existe une règle selon laquelle les banques peuvent prêter hors encadrement 80 % de leurs portefeuilles d'obligations. C'est avec les sommes correspondantes qu'elles financeront les prêts à moyen terme à 10,75 % et à long terme à 11 %.

Un phénomène pervers

Il pourrait en résulter un double avantage pour le développement industriel. Le premier serait que le total des crédits, encadrés et désencadrés, mis à la disposition de l'industrie serait accru par ce biais. Cependant, la Banque de France, qui estimait à l'automne dernier que la prolifération des CODEVI risquait purement et simplement de faire sauter — par suite des nouveaux progrès de la « transformation » — la politique de croissance modérée de la masse monétaire, a veillé au grain : les normes d'encadrement applicables pour 1984 ont été resserrées en conséquence.

L'autre avantage se trouve évidemment dans l'abaissement des taux de prêts aux industriels dans les proportions que nous avons dites. Cependant, on peut être à peu près assuré que les banques essayeront de se rattraper du manque à gagner (et dans certains cas du profit nul) en majorant d'autant le taux des prêts accordés aux industriels ne bénéficiant pas de la procédure CODEVI (ou, en cas de baisse générale des taux en France, en freinant cette baisse). On serait ainsi en présence d'une nouvelle illustration du phénomène pervers que le gouverneur de la Banque de France, M. Renaud de la Genière, relevait récemment : la multiplication des circuits de crédit privilégiés aboutit à la hausse du coût moyen du crédit en France.

Deux remarques en guise de conclusion, d'inégale importance. Le plus grave est qu'un dispositif comme celui qui vient d'être mis en place opère subrepticement un transfert de risque qui complique encore la gestion des affaires de la France : comme les épargnants apparents, les titulaires de comptes CODEVI, n'ont pas à supporter directement les risques inhérents à tout investissement industriel (risque multiplié en cas d'investissements dans de nouvelles techniques et de nouveaux marchés), c'est le système financier qui assume ce risque en créant de nouveaux circuits qui accroissent sa fragilité d'ensemble. A l'abri du risque de perte (sauf celui qui tient à l'érosion de la valeur de la monnaie), l'« épargnant » est également privé des gains éventuels, lesquels profiteront exclusivement aux actionnaires d'origine et aux salariés de celles des sociétés industrielles bénéficiaires de prêts CODEVI qui auront fait de bonnes affaires.

L'autre remarque a trait à l'absurdité grandissante des statistiques de la masse monétaire. Les CODEVI ouverts dans les banques feront partie de la masse retenue comme base de calcul des objectifs de la politique monétaire, mais pas les CODEVI ouverts dans les caisses d'épargne.

PAUL FABRA.

MANQUE D'ENFANTS

SUÈDE : l'Etat se sent désarmé

« *LES femmes hésitent aujourd'hui à avoir des enfants parce qu'elles désirent travailler en dehors de leur foyer et qu'elles ne savent pas si leur mari mettra la main à la pâte et partagera les tâches ménagères. Elles ne veulent plus faire un double travail.* » C'est ce que déclarait récemment une Suédoise au cours d'un débat radiophonique sur les problèmes démographiques. Une étude de l'Office des statistiques à Stockholm montre que cette hésitation s'accentue à partir de l'âge de vingt-quatre ans. Les Scandinaves donnent alors la priorité à la carrière, aux loisirs et à la vie associative, très développée en Europe du Nord : un Suédois sur trois suit des cours du soir organisés par les fédérations d'éducation populaires, pour apprendre et faire de nouvelles connaissances.

Depuis dix ans, on observe une diminution régulière du nombre des naissances en Suède. Aujourd'hui, en moyenne, une Suédoise met au monde 1,6 enfant au cours de sa vie (pour assurer la reproduction d'une génération, ce taux devrait être de 2,1). Aussi, en 1983, on a noté seulement huit cents naissances de plus que de décès, et l'accroissement de la population a été le plus faible enregistré dans le pays depuis la famine qui, au milieu du dix-neuvième siècle, avait forcé des centaines de milliers de Scandinaves à émigrer.

Il faut donc s'attendre, dès l'année prochaine peut-être, à une diminution de la population (ce qui est déjà le cas du Danemark).

Selon les experts, l'arrivée massive des femmes sur le marché de l'emploi (plus de 75 % d'entre elles travaillent), la généralisation des moyens de contraception, la crise économique, la crainte du chômage, la baisse du pouvoir d'achat et le sentiment que l'avenir est incertain expliquent en grande partie la réticence des couples suédois à fonder une famille. D'autres considérations ont pu aussi marquer les esprits : dans les années 70, on pouvait lire dans la presse scandinave qu'il était irresponsable de mettre des enfants au monde dans un pays aussi riche et privilégié que la Suède alors que des millions d'autres meurent de faim chaque année.

Il n'y a pas de solution miracle

Peu de choses sont faites, il est vrai, pour aider les familles. Selon l'enquête déjà citée, les parents qui ont un enfant souhaiteraient en avoir un second à condition d'avoir la certitude d'obtenir une place à la crèche, afin d'éviter d'interrompre trop longtemps leur vie professionnelle. Or il manque actuellement douze mille places dans les garderies, et la situation n'est pas près de s'améliorer à l'heure de l'austérité pour l'État et les communes.

De son côté, le système fiscal suédois n'avantage pas les familles. La notion de quotient familial, par exemple, est totalement inconnue ici. Les allocations logement sont généreuses, mais les allocations familiales sont nettement inférieures à ce qu'elles sont en France, et elles ne sont progressives – et légèrement – qu'à partir du troisième enfant. Enfin, une famille où le père et la mère travaillent paie proportionnellement moins d'impôts qu'un couple où la mère choisit de rester à la maison. Ces « injustices » sont relevées par divers mouvements et associations, comme la « campagne pour la famille », qui cite la France comme exemple à suivre.

Les gouvernements suédois ne se sont guère préoccupés jusqu'à présent des problèmes démographiques, et la poignée de spécialistes qui tiraient régulièrement la sonnette d'alarme étaient presque ignorés. Toutefois, il semble que les choses soient en train de changer. Le vice-premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a été chargé officiellement du dossier. Mais il avoue : « *Les causes exactes de la chute du nombre des naissances, un phénomène qui existe depuis le début du siècle, restent diffuses. Il n'y pas de solution miracle : c'est un problème extrêment difficile à appréhender.* »

De nombreuses femmes – et de nombreux hommes aussi – déclarant « manquer de temps » pour avoir des enfants, M. Carlsson pense que la réduction de la journée de travail à six heures pourrait éventuellement faciliter la vie quotidienne des familles et stimuler la natalité. Mais une telle réforme n'est pas pour demain, précise-t-il. A ses yeux, la seule façon, pour le moment, d'assister les familles consiste à relever les allocations familiales et à construire un plus grand nombre de crèches, « *mais, compte tenu du déficit de nos finances publiques, nous n'y parviendrons pas rapidement* ».

Le gouvernement paraît donc désarmé face au problème. Mais, pour de nombreuses personnalités, celui-ci n'est pas vraiment « grave ». Ainsi dans le journal *Dagens Nyheter*, un député social-démocrate, M. Arne Straaby, se demandait au début du mois de janvier si les pouvoirs publics auraient intérêt, en fait, à une croissance démographique. « *Plus il y a d'enfants*, écrivait-il, *et plus il y aura de chômeurs. Nous ignorons comment une société en stagnation économique constante sera organisée, et il s'agit de se préparer à la réalité de demain.* »

ALAIN DEBOVE.

GRANDE-BRETAGNE : toujours malthusienne

THOMAS ROBERT MALTHUS était anglais. Aujourd'hui encore, les sujets de Sa Majesté paraissent demeurer très fidèles au message de ce pasteur économiste qui, dès la fin du dix-huitième siècle, prêchait la limitation des naissances en mettant en garde ses contemporains contre les dangers de la surpopulation. Cette vieille crainte est l'une des explications soulignées par un expert de l'Institut d'études politiques de Londres, Mme Muriel Nissel, dans une récente recherche montrant à quel point, depuis les années 60, les gouvernements britanniques se sont peu souciés de venir en aide aux familles avec enfants.

Pourtant l'évolution démographique en Grande-Bretagne n'est guère différente de celles des autres pays européens développés. Après le « baby boom » des années 50 et du début des années 60, la baisse de la natalité n'a cessé de s'accentuer jusqu'en 1977 où, pour la première fois dans l'histoire du pays, le nombre des décès excédait nettement celui des naissances. Depuis 1979, celles-ci sont en légère augmentation, mais la « reprise » n'est peut-être que temporaire et s'avère pour l'instant tout à fait insuffisante pour garantir à long terme un renouvellement de la population. Selon l'office central de statistique, le taux de natalité a atteint un niveau record en 1964 : 18,7 pour mille. Il est tombé en 1977 à 11,6 pour mille et n'a augmenté que d'un point en 1982 : 12,6.

Malgré cette situation qui, ici comme ailleurs, implique un inquiétant vieillissement de la population et à l'avenir de considérables difficultés, pour le paiement des retraites par exemple, il n'y a presque pas de débat public ayant directement trait au problème démographique. Il semble que le discours nataliste de M. Michel Debré serait jugé tout à fait inconvenant en Angleterre. Si des voix se font entendre, ce sont surtout celles des malthusiens...

Ainsi, en 1981, une organisation s'intitulant Population Concern, émanation de la très influente Association pour le planning familial, a lancé un vibrant appel au gouvernement afin qu'il prenne des mesures « *urgentes* » dans le but d'éviter que la Grande-Bretagne soit « *davantage surpeuplée* ». Dans un volumineux rapport, cette organisation faisait remarquer de façon frappante que l'espace vital des Britanniques ne cessait de diminuer : « *Toutes les vingt minutes, une surface équivalente à celle d'un terrain de football disparaît sous le bitume ou le béton (...). Si tout le monde en Grande-Bretagne se rendait au même moment au bord de la mer, chaque personne ne disposerait que de quatre pouces* (environ dix centimètres) *de plage...* » En conclusion, le rapport indiquait que la densité de population de l'Angleterre était quatre fois plus élevée que celle de la Chine, et regrettait amèrement que « *le Royaume-Uni paraisse, pour des raisons historiques, avoir une tendance idéologique à la croissance* » (démographique).

Le « parti de la famille »

Dans ces conditions, il est moins surprenant de constater que les derniers gouvernements ne se sont guère employés à améliorer le sort des familles : ni les cabinets travaillistes, bien que le Labour puisse se vanter d'avoir inventé et établi le *welfare state* (l'Etat providence), ni les cabinets conservateurs, bien que Mme Margaret Thatcher prétende diriger le « *parti de la famille* ». Toutes les statistiques prouvent qu'au cours des vingt dernières années ce sont les impôts des couples avec enfants qui, relativement, ont le plus augmenté, et cet accroissement est, curieusement, proportionnel au nombre d'enfants.

Durant les campagnes électorales de 1979 et 1983, les deux principaux partis ont soudain manifesté leur intention de ménager la famille (les travaillistes plutôt sur le plan financier, les conservateurs plutôt sur le plan légal et moral), sans pour autant que cela devienne l'un des thèmes majeurs des programmes politiques. Cette redécouverte a paru être essentiellement motivée par le fait que les jeunes mères de famille représentaient un électorat très inconstant qu'il convenait d'essayer de séduire pour ne pas se l'aliéner ou pour le reconquérir.

Sous le gouvernement de Mme Thatcher, la situation pécuniaire des familles a toutefois, pendant quatre ans, continué de s'aggraver. La « dame de fer » se faisant fort de réaliser des coupes claires dans les dépenses publiques, les différentes allocations familiales ou prestations destinées aux enfants ont encore été réduites alors qu'elles étaient, en Grande-Bretagne, nettement moins substantielles que dans la plupart des autres pays européens. Un groupe interministériel de « *réflexion* » sur la famille s'est réuni en 1983. Ses suggestions ont porté sur la « *qualité de la vie* » de la cellule familiale et le renforcement de ses valeurs traditionnelles – chères à Mme Thatcher – et de son rôle « *primordial* » en matière d'éducation. Les quelques mesures pratiques proposées par le ministère des finances pour alléger le budget des familles ayant des enfants à charge ont été purement et simplement rejetées.

Une femme enceinte salariée a droit théoriquement à vingt-neuf semaines de congé de maternité, mais seulement six semaines sont payées, à 90 % du salaire. Si l'intéressée entend prolonger cette période, elle ne recevra de la Sécurité sociale qu'une indemnité hebdomadaire de 25 livres (environ 300 F), comme les femmes sans profession.

Un domaine strictement privé

Actuellement, rien n'est particulièrement conçu ou envisagé pour encourager la natalité. La question n'est même pas évoquée dans les discussions politiques. A ce sujet, une très ancienne pudeur semble s'imposer. Dans une étude publiée en 1983, M. Chris Patten-Longman, considéré comme l'un des « penseurs » du Parti conservateur, rappelle qu'en Grande-Bretagne « *la famille n'est pas un thème central du débat politique comme il l'est dans beaucoup de pays européens* » où, selon lui, l'influence des partis démocrates-chrétiens – inexistants au Royaume-Uni – est déterminante. Pour lui, toute campagne nataliste plus ou moins avouée s'opposerait à « *une forte résistance* » dans l'ensemble de l'opinion publique britannique : celle-ci, en effet, comme le soulignaient dernièrement d'autres commentateurs de tous bords dans la presse, a depuis longtemps fait sienne cette formule célèbre : « *Le foyer d'un Anglais est sa forteresse* » ; toute intervention de l'Etat se heurterait à ses défenses ; il figure parmi les domaines de la vie privée que la collectivité ne peut mettre en cause sans porter atteinte à un certain sens de la liberté auquel les Britanniques sont très attachés. Cela n'est pas près de changer.

Les conséquences économiques du vieillissement général de la population sont-elles si inquiétantes qu'on le dit ailleurs ? De manière significative, l'Office national de la statistique vient souligner, dans son rapport annuel, que le problème n'est peut-être pas aussi grave pour le budget de l'Etat, dans la mesure où l'augmentation du nombre des retraités sera presque compensée par la diminution de celui des enfants d'âge scolaire...

FRANCIS CORNU.

TAUX DE FÉCONDITÉ (1)

Légère remontée en France et en Grande-Bretagne
Baisse partout ailleurs ou stabilité à un taux très bas

	1977	1981	1982
Espagne	2,65	1,98	1,90 (2)
Italie	1,95	1,58	1,57
France	1,86	1,96	1,94
Grande-Bretagne	1,67	1,82	1,77
Suède	1,64	1,63	1,62
R.F.A.	1,40	1,43	1,40

(1) Le taux indiqué est le nombre d'« enfants par femme » établi en rapportant le nombre des naissances dans l'année au nombre de femmes en âge de procréer.

(2) Il ne s'agit encore que d'une extrapolation à partir de l'évolution antérieure.

* Source : INED.

ITALIE : croissance zéro, mais la population continue de s'accroître dans le Sud

L'ITALIE connaît depuis quelques années une croissance démographique pratiquement nulle, et, selon une étude prospective de l'Institut national des statistiques (ISTAT), en l'an 2001, la population ne dépassera vraisemblablement pas 56,067 millions contre 58 au début de 1984 (1).

Cette tendance à la croissance zéro de la population est due principalement à une baisse de la natalité : le taux de natalité, qui était en 1940 de 23,5 pour mille, et 14,8 pour mille en 1975, se situe aux environs de 10 pour mille au début des années 80. Dans un pays où pourtant l'emploi de la pilule anticonceptionnelle est réduit (4,6 %) mais où l'avortement est désormais légal, le taux de fécondité est l'un des plus bas d'Europe occidentale : 1,66. Dans certaines régions, le nombre de morts est nettement supérieur à celui des naissances : en 1981, 12 000 naissances pour 24 000 morts en Ligurie, et 30 000 naissances pour 43 000 morts en Emilie-Romagne.

La stagnation démographique ne semble pas, pour l'instant, préoccuper outre mesure les autorités. Certes, par rapport aux 1 300 000 naissances de 1964, année du « baby-boom », on est tombé dans les années 80 à 600 000 environ. Mais, soulignent les démographes, le phénomène s'est produit graduellement et il n'y a pas lieu de dramatiser : après une croissance régulière pendant plus d'un siècle, la population, qui est passée de 22 millions en 1861 à 56 millions dans les années 1970, paraît s'être stabilisée à ce niveau.

Le comité pour la population, qui dépend de la présidence du conseil, n'a d'ailleurs pas éprouvé la nécessité de demander une intervention au gouvernement à la suite des récents recensements effectués par l'ISTAT. Seule l'Eglise, et en particulier le pape Jean-Paul II, dénonce avec vigueur le « nouvel égoïsme » sous-jacent à la baisse de la natalité.

Les causes de cette stagnation démographique sont communes à l'ensemble des pays industrialisés (changement des mentalités, crise des valeurs et crise économique). Les particularités régionales que présente le phénomène en Italie sont révélatrices, en revanche, de la nature de celui-ci. Le ralentissement voire l'arrêt de la croissance de la population sont propres au Nord et au Centre industrialisés, alors que, dans le Sud, la population continue à croître. Selon la projection de l'ISTAT, alors qu'en 1981 on comptait 19,8 millions d'habitants au sud de la péninsule et 25,6 millions au nord, en l'an 2001, le nombre des habitants serait respectivement de 21,5 et 23,9 millions. Cette situation créera de nouveaux problèmes dus au vieillissement de la population et aggravera la question du chômage au Sud.

Le Sud a toujours connu un taux de natalité supérieur (pratiquement le double) à celui enregistré au Nord. Longtemps, cependant, les migrations intérieures, qui ont contribué à « méridionaliser » des villes comme Milan ou Turin, ont un peu corrigé ce déséquilibre. Le ralentissement des migrations, dû, dans une large mesure, à la crise économique, n'a fait qu'accentuer le phénomène du surpeuplement du Sud.

La diminution des naissances, notamment dans le Nord, aura pour conséquence, d'ici à la fin du siècle, un vieillissement général de la population. La baisse de la mortalité a été spectaculaire depuis 1900, revenant de 22 pour mille à moins de 10 pour mille à la fin des années 70. La durée moyenne de la vie est de soixante-sept ans. Certains démographes estiment qu'à la fin du siècle les personnes de plus de soixante ans représenteront un cinquième de la population et que, déjà, en 1990, le nombre des retraités passera de 17,1 millions à 22 millions. Une situation qui ne pourra qu'aggraver le déficit budgétaire des organismes d'assistance sociale.

PHILIPPE PONS.

(1) Selon l'hypothèse de basse natalité considérée par l'ISTAT comme la plus probable.

LE POINT SUR LA CONJONCTURE EN FRANCE

Assainissement ou récession ?

Le Monde publiera désormais, en liaison avec la société GSI éco, chaque premier lundi du mois, numéro daté du mardi, une page consacrée à la conjoncture. Trois thèmes seront successivement traités par roulement. Le premier, qui fait l'objet de la page qu'on lira ci-dessous, est l'examen de la situation en France ; le deuxième portera sur la conjoncture dans les principaux pays industrialisés, comparée à celle de la France ; le troisième aura trait aux perspectives, à l'horizon de six mois, de l'économie française.

GSI éco est une société d'études et de traitement des données *dont le capital appartient*, pour 90 %, à la société GSI (Générale de services informatiques), elle-même filiale du groupe CGE. Les 10 % restant se partagent entre la Banque de France et l'INSEE.

SELON les enquêtes de conjoncture menées par l'INSEE, les perspectives apparaissent faibles aux entrepreneurs : les industriels qui pensent réduire leur activité dans les prochains mois sont en majorité et cela *quelle que soit la branche*. Le retournement est significatif pour les biens de consommation et notamment pour l'industrie *automobile*.

Ces perspectives de production maussades sont à relier aux carnets de commandes très peu *remplis. Les* carnets, mesurés en semaine de production, ont rarement été aussi faibles : dix dans l'industrie *automobile*, huit et demi pour les biens intermédiaires et surtout vingt-quatre *semaines dans l'industrie* des biens d'équipement professionnel contre trente-cinq semaines en 1980. A *très court terme*, les chefs d'entreprise ne semblent pas vouloir renouveler ou accroître leur appareil *productif*.

Néanmoins, selon les dernières enquêtes (INSEE, Crédit national), *les industriels prévoient, pour* l'ensemble de l'année, une augmentation en volume de leurs investissements. *Ces prévisions recouvrent* des disparités importantes par secteur ou par taille d'entreprises. Elles ne *sont pas non plus générales puisque* les entreprises publiques du secteur non concurrentiel et le Bâtiment, travaux publics (BTP) ne sont pas couverts par l'enquête de l'INSEE. Or cet ensemble d'entreprises *n'effectuera pas cette année* d'investissements élevés en raison de leur situation financière dégradée. *L'étude du Crédit national signale* que les investissements réalisés cette année seront plus destinés à améliorer la *productivité, donc peu favorables* à l'emploi, qu'à accroître les capacités de production. Quoi qu'il *en soit*, l'augmentation des investissements industriels traduirait un retournement de tendance puisqu'ils baissent *régulièrement* depuis 1980.

Diminution dans le PIB de la part de l'industrie

En novembre 1983, l'indice de la production manufacturière était égal à celui observé au quatrième trimestre 1980 et est toujours en retrait par rapport à la fin 1979. Aucune variation significative n'est ainsi intervenue depuis trois ans : l'indice est resté compris entre 126 et 131 (graphique 1). La part de la production manufacturière, qui représentait en moyenne 54 % du produit intérieur brut dans la décennie *précédente*, n'en représente plus, en 1983, que 51,5 %.

Un coup d'œil sur les grandes branches qui composent l'industrie indique que la production en biens d'équipement connaît une baisse tendancielle depuis deux ans : ce mouvement traduit bien le recul des investissements des entreprises.

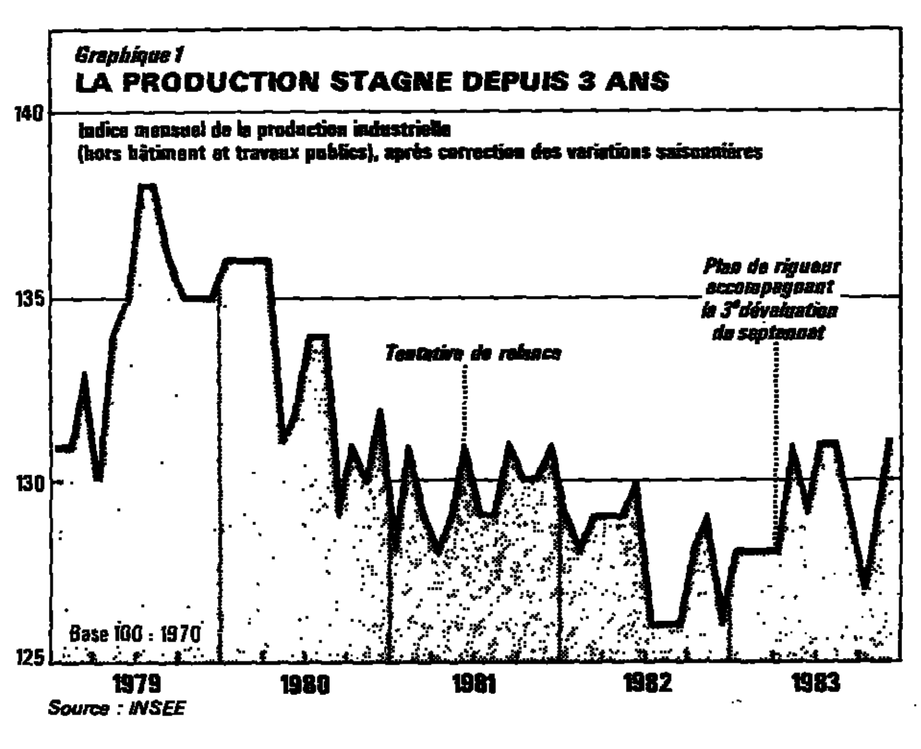
En revanche, l'industrie des biens de consommation avait bénéficié des mesures de relance stimulant les achats des ménages. *Cette branche* subit aujourd'hui l'impact du plan de rigueur décidé en mars dernier. Quant aux *biens intermédiaires*, leur production varie très peu depuis la baisse intervenue à la mi-1982.

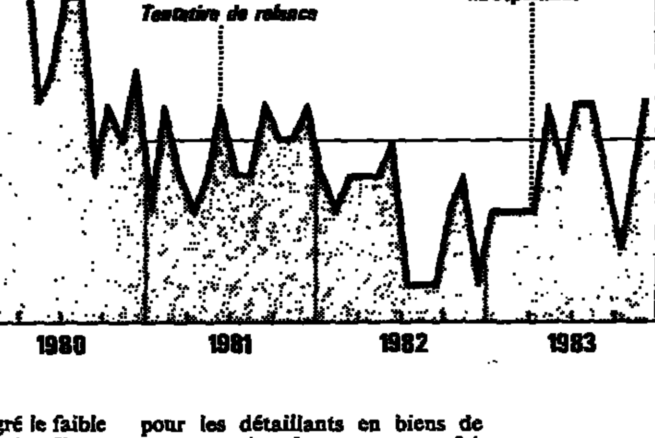
Dégonflement des stocks

La stabilité de l'indice de la production industrielle, à la hausse comme à la baisse, provient essentiellement des mouvements de stocks qui amortissent les variations de la demande. Les stocks, jugés lourds au milieu de l'année passée, se sont dégonflés depuis.

Parmi les indicateurs de production future, il n'y a guère que la demande étrangère qui pourra soutenir, comme elle l'a fait ces derniers mois, l'activité des entreprises. Elle s'élève depuis le début de 1983 mais est très en retrait par rapport aux niveaux précédant le deuxième choc pétrolier (graphique 2).

Dans le bâtiment, la situation est encore plus médiocre : la production est inférieure à celle de 1970 et le nombre de logements invendus est à un niveau très élevé malgré le faible nombre de mises en chantier. Il y a eu, l'année dernière, environ quatre cent mille logements autorisés alors *qu'on en dénombrait cinq cent mille* par an entre 1978 et 1981. Les prévisions de la part des promoteurs *privés sont* très basses.





Source : INSEE

Un indicateur essentiel

Si les carnets de commandes des industriels sont une bonne approximation de leur production future, les intentions de commande de la part des commerçants *sont un indicateur* essentiel pour comprendre la constitution de ces mêmes carnets de commandes. *Or les détaillants comme* les grossistes prévoient une baisse des commandes qu'ils adressent à *leurs fournisseurs*.

D'après les enquêtes de conjoncture sur le commerce de gros, les intentions de commandes atteignent des niveaux particulièrement bas, comparables à ceux de 1975 ou de la fin 1980 (graphique 3). De plus, le climat *général* est très médiocre pour les détaillants en biens de consommation. Les ventes sont faibles : entre novembre 1982 et novembre 1983 le chiffre d'affaires *a baissé en volume* de 3,9 % ; la baisse est encore plus prononcée dans le « non-alimentaire » (– 4,8 %). Les *perspectives* de ventes vont dans le même sens.

Vers une nouvelle diminution du pouvoir d'achat

Bien évidemment, les *commerçants* subissent le contrecoup des mesures destinées à limiter la *consommation des ménages. De fait*, les achats des ménages ne progressent plus en volume : leur évolution épouse assez étroitement celle du pouvoir d'achat. Tandis que l'indice des prix a continué de progresser assez sensiblement jusqu'en octobre, les principales composantes du revenu des ménages ralentissent. Les variations du taux de salaire horaire ouvrier mesuré par le ministère du travail décroissent depuis le début de l'année : + 4,1 % au 1er janvier, + 3,1 % au 1er avril, + 2,5 % au 1er juillet, + 1,9 % au 1er octobre (graphique 4). Même les gains de *pouvoir d'achat du SMIC sont* désormais faibles : la dernière hausse au 1er octobre n'a fait que *compenser la hausse des prix*. Ajoutons la hausse des cotisations pour l'UNEDIC intervenue au 1er juillet 1983, *les surcroîts d'impôts* en 1983 : on aboutit à une évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible *(y compris les prestations* sociales) négative sur les trois premiers trimestres de 1983 (– 1,3 %). Cette *baisse* devrait se prolonger cette année : les cotisations sociales ont augmenté d'un point au 1er janvier, et les mesures concernant les impôts de 1983 sont reconduites pour la plupart.

L'emploi continue à baisser même dans le commerce de détail

Entre la fin 1982 et le troisième trimestre 1983, *la consommation*, malgré une baisse du taux d'épargne (– 0,4 point), a décliné de 0,5 %. *Les intentions d'achats des ménages* sont très faibles. A la question « Pensez-vous que les gens aient intérêt à *faire actuellement* des achats importants ? », les réponses atteignent un niveau historiquement bas, tout comme pour les intentions d'achats d'équipements : cela explique le marasme des secteurs commercialisant des produits d'équipements de logements.

La population active employée a stagné depuis près de deux ans (treize millions sept cent mille hors agriculture et services non marchands). L'embauche dans le tertiaire (un peu plus de sept millions de salariés au total pour le tertiaire marchand) ne compense plus aujourd'hui la chute de l'emploi industriel. Les industriels continuent à prévoir en baisse comme ils le font *depuis le troisième trimestre* 1982.

Cette tendance est particulièrement nette dans le secteur du BTP et, pour la première fois, affecte sensiblement le commerce de détail.

Certes, ce mouvement n'a provoqué pour l'instant qu'une augmentation modérée du chômage : plus *quatre-vingt-onze mille en 1983 dont* quatre-vingt-quatre mille en novembre et décembre (cf. tableau). Toutefois, l'*ancienneté* moyenne des demandeurs d'emploi est *passé* de deux cent soixante-dix jours en 1981 à *environ* trois *cents* en 1983.

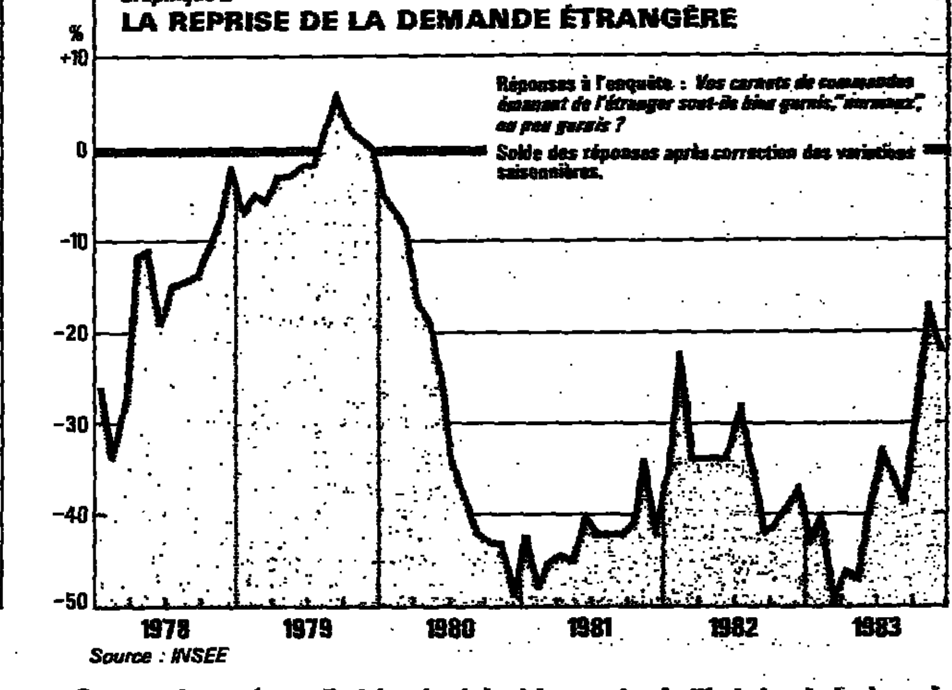
Nette décélération de la hausse des prix

En matière de prix, la hausse en 1983 a été similaire à celle enregistrée en 1982, sans blocage, il est vrai. Mais un raisonnement en glissement trimestriel, qui traduit mieux la tendance, fait apparaître une nette décélération tout au long de l'année 1983 : en termes annuels, on obtient 11 % pour le premier trimestre 1983, 10,5 % pour le deuxième, 9,3 % pour le troisième et 6,1 % pour le dernier.

Les enquêtes de conjoncture menées par l'INSEE apportent un éclairage sur l'opinion des entreprises en matière d'évolution générale des prix. Les résultats diffèrent des trois ou quatre années antérieures : quel que soit l'agent interrogé, les anticipations de prix sont relativement modérées. Toutefois, les dernières enquêtes de l'INSEE indiquent un regain de tension sur les prix dans le commerce et chez les industriels.

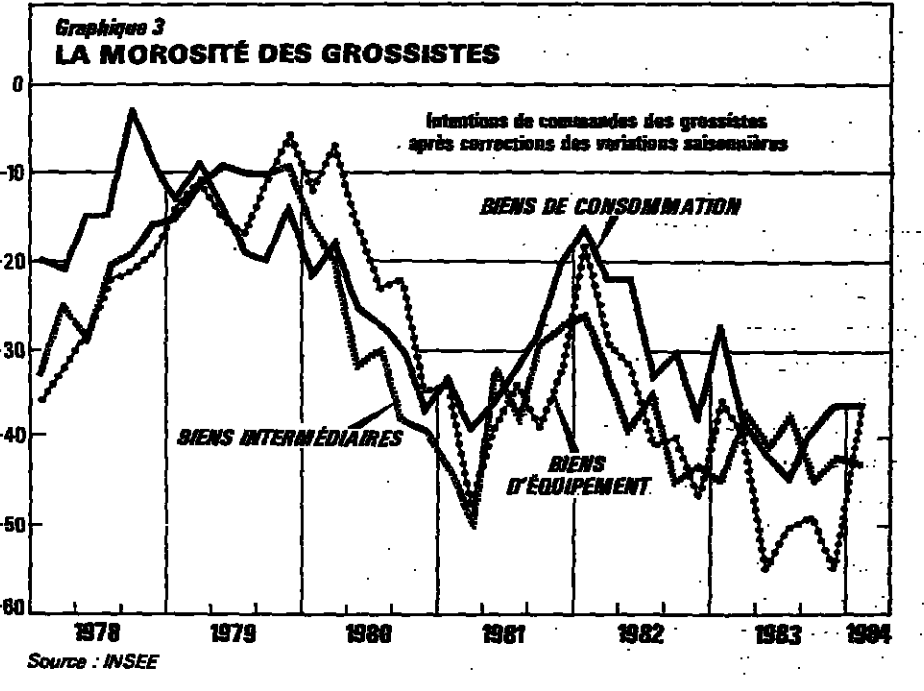
Les coûts des entreprises des secteurs industriels marquent une pause : en premier lieu, le coût salarial ralentit fortement depuis le début de 1983. En second lieu, la facture énergétique s'est stabilisée depuis avril 1983 ; les prix d'importation des produits manufacturés augmentent modérément. En revanche, *le coût des* importations des matières premières non énergétiques a crû très vivement l'année dernière, + 20 % en moyenne annuelle, *reflet* pour les deux tiers de la hausse du dollar.

Les mesures prises par le gouvernement en mars 1983 ont, sans conteste, été suivies. Malgré la *conjoncture morose qui vient d'être* décrite, la récession redoutée ne s'est pas produite. Des inflexions en matière *de prix et de revenus* se dessinent qui contrastent avec les grandes tendances des années antérieures.



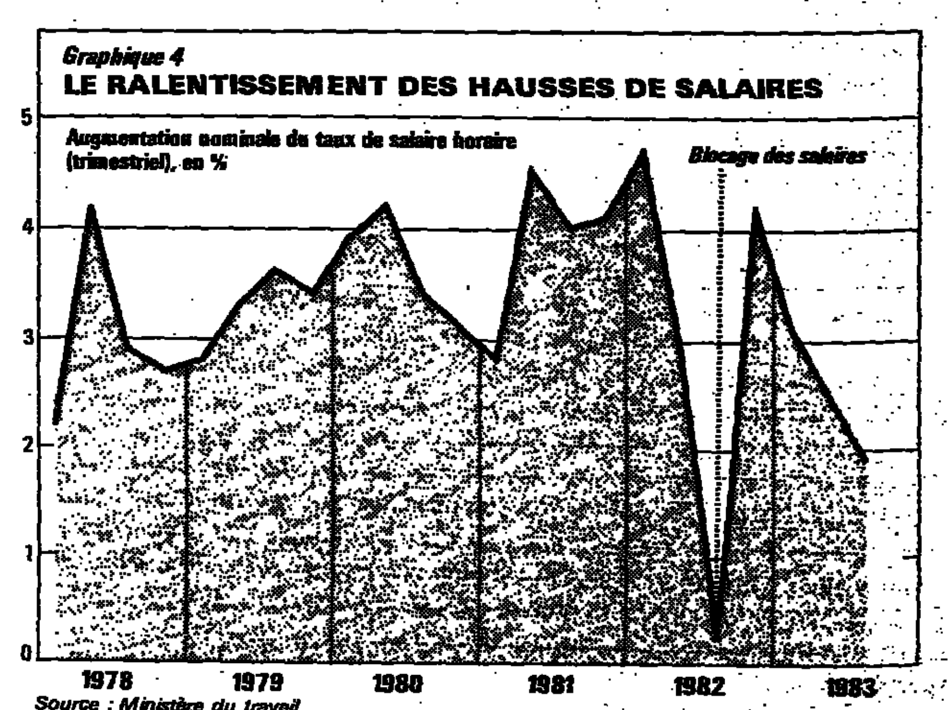
Source : INSEE

Cette courbe représente l'opinion des industiels au sujet de l'évolution de la demande étrangère, en particulier à partir des carnets de commandes. A lire le graphique, le nombre des réponses positives (ceux qui s'attendent à une augmentation des commandes étrangères) est continûment inférieur au nombre des réponses négatives (ceux qui s'attendent à une diminution) depuis 1981, d'où, depuis cette date, un solde en permanence au-dessous de 0. Cependant, ce qui compte essentiellement, c'est la tendance. Un solde de moins en moins *négatif équivaut dans les faits à une amélioration de la demande, émanant de clients* étrangers. Ces remarques valent pour les autres graphiques.



Source : INSEE

Ces courbes représentent l'opinion des grossistes au sujet des commandes qu'ils ont l'intention d'adresser à leurs fournisseurs.



Source : Ministère du travail

Ce graphique représente la variation trimestrielle de l'indice du salaire horaire d'un ouvrier de plus de dix-huit ans *(sans primes ni* heures supplémentaires) établi à chaque début de trimestre.

TABLEAUX DE BORD

Comptes nationaux trimestriels en volume (3e trimestre 1983)	Evolution (en %) depuis un trimestre	Evolution (en %) depuis un an
Produit intérieur brut marchand	– 0,5	+ 0,5
Importations	– 2	– 4,7
Consommation des ménages	– 0,6	+ 0,4
Investissements des entreprises	+ 0,7	– 3,0
Investissements (logement) des ménages	– 2,1	– 7,0
Demande intérieure totale	– 1,6	– 1,7
Exportations	+ 2,1	+ 3,8

Source : INSEE.

Statistiques mensuelles (corrigées des variations saisonnières)	Décembre 1983	Evolution sur 3 mois (en termes annuels)	Evolution sur un an
Production industrielle (hors BTP) base 100 en 1970 (nov. 1983)	131	0 %	+ 1,6 %
Indice de prix (base 100 en 1980) valeurs brutes	143,5	+ 6,1 %	+ 9,3 %
Demandeurs d'emplois (en milliers)	2 118,6	+ 17,9 %	+ 4,5 %
Solde commercial FAB/FAB en milliards de francs	0	– 10 *	– 42,3 *
Immatriculations de voitures neuves (en milliers)	177,8	2 113,4 *	2 017,6 *

Sources : INSEE, ministère du travail, Chambre syndicale des constructeurs automobiles, ministère du commerce extérieur.

* Cumul (chiffre annualisé à partir des résultats des trois derniers mois).

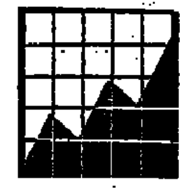
FAB : franco à bord.

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DE MARCHES

au sein d'un Groupe Immobilier de toute première importance à BORDEAUX.

Le Groupe CILG développe depuis de nombreuses années ses activités en Aquitaine, dans le domaine de l'Habitat Principal en Accession (plus de 500 logements réalisés par an) sous différentes formes (Promotion de programmes collectifs ou individuels groupés en neuf et en réhabilitation, lotissements, centres commerciaux, constructions de Maisons Individuelles).
Pour conforter sa position de premier plan dans ces domaines, il lui est nécessaire de parfaitement connaître sa clientèle, pour répondre étroitement à ses attentes et de déterminer des objectifs de Production réalistes.

C'est la mission qui sera confiée à un professionnel confirmé du Marketing Opérationnel, qui devra en outre veiller au respect de ses recommandations (en terme de définitions de produits - types de communications - stratégies commerciales) auprès des services de réalisation.
Une formation supérieure (ESCAE - ESSEC) est bien sûr indispensable, de même qu'une pratique comparable dans le secteur Immobilier éventuellement, mais de toute évidence pour des types de produits grand public à cycle long.

OCS

Merci d'adresser votre candidature avec photo, C.V. et prétentions en indiquant la réf. 2705 M à OCS qui transmettra.

1, rue Guillaume Brochon - BP 37 33024 BORDEAUX Cédex.

Directeur financier dans une entreprise en mutation

Cette entreprise est la première en France dans son domaine, tant pour sa production que pour sa rentabilité. Elle réalise un C.A. de 400 MF et dispose d'une forte capacité d'investissements.

Le directeur financier qu'elle recherche devra prendre l'entière responsabilité de l'administration, des finances, de la comptabilité analytique et du budget, des prix de revient usine, du contrôle de gestion, de l'informatique et des relations avec les banques. Il devra être l'interlocuteur du directeur technique pour étudier en terme de rentabilité les plans de modernisation et d'automatisation des usines.

Dynamique, diplômé d'une grande école commerciale, bénéficiant d'une expérience financière d'une dizaine d'années, vous pouvez accéder dans cette entreprise à un poste très complet. D'ailleurs, vous ferez partie du Comité de Direction.

Votre famille et vous-même devrez avoir le goût de la vie en province. Une maison agréable vous sera réservée dans cette ville de 6 000 habitants à deux heures et demie de Paris. Ecrivez rapidement aux consultants du Cabinet CLEAS sous référence 8408M.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR ADMINISTRATIF FINANCIER ET INFORMATIQUE

Ouest Agro-alimentaire

250 000 F. +

Une coopérative polyvalente - Céréales - Approvisionnements - de l'Ouest de la France (C.A. supérieur à 800 millions de francs - effectif supérieur à 500 personnes), recherche son futur DIRECTEUR ADMINISTRATIF FINANCIER ET INFORMATIQUE. Dans le cadre des objectifs définis par la Direction Générale et approuvés par le Conseil d'Administration, il sera chargé de l'établissement des plans de financement à court et moyen terme et il en assurera le contrôle en liaison avec différents organismes bancaires. Il supervisera la comptabilité générale (bilans, comptes d'exploitation,...) et la comptabilité analytique, et il sera responsable de la gestion prévisionnelle avec établissement des budgets et suivi de leur réalisation. Il élaborera les prévisions de trésorerie et il en assurera la gestion au jour le jour. Il établira les déclarations fiscales, il assurera les relations avec les administrations et il se tiendra au courant de l'évolution de la législation. Il définira des procédures administratives et comptables et il veillera à leur application. Il sera responsable de l'organisation informatique avec mise en place d'un système de télétraitement. Il contrôlera les activités d'une cinquantaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce option finances-comptabilité, possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle identique acquise dans une société industrielle appliquant des méthodes de gestion similaire. Ecrire sous référence 658/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

HAUTES PYRENEES

DIRECTEUR DE PRODUCTION

PMI (35 personnes) concevant, produisant et commercialisant des stéréoscopes, des vues en relief, des diapositives et des visionneuses pour les marchés du tourisme, de la publicité et du jouet ayant des perspectives de développement important sur des produits originaux et novateurs tant en France qu'à l'exportation recherche son DIRECTEUR DE PRODUCTION.
Bras droit du Directeur Général, il assure au moindre coût le plein emploi des facteurs de production (main-d'œuvre, équipement, outillage) et est en charge directe de l'ordonnancement, des achats de la gestion des stocks et des expéditions.
Dans un premier temps, il aura à réorganiser la production.
C'est un homme de développement technique.
De formation ingénieur, il bénéficie d'une expérience réussie et justifiée dans une fonction similaire d'environ 3 à 5 ans dans PMI structure légère.
Rémunération en fonction des capacités.
Merci d'adresser votre C.V. détaillé manuscrit avec photo et salaire actuel sous réf. 5475 ML à notre Conseil
58 av. de Wagram 75017 PARIS
17, rue Courmeaux 51054 REIMS CEDEX.

MORENO CONSULTANTS Recrutement Structures et Communication

CNRS

Le C.N.R.S. recherche pour son Centre de Calcul Scientifique de **STRASBOURG**, qui va être prochainement equipe d'un ordinateur moderne de grande puissance

UN DIRECTEUR TECHNIQUE

ayant la connaissance et l'expérience de la mise en œuvre de matériel et logiciel type MVS - IBM et ayant déjà dirigé une equipe d'Ingénieurs Informaticiens.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à
Mme LEMARECHAL, 15, Quai Anatole France,
75700 PARIS. Tel. : 555.92.25 poste 25.29.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

SUD DE LA LOIRE **F 240.000 ±**

Est recherché par une société industrielle française, filiale d'un groupe multinational, C.A. F 140 millions, effectif 400 personnes.

Membre du comité de direction. Il doit être capable grâce à des compétences étendues et à une personnalité marquée de donner ses points de vue, d'apporter des critiques d'une façon constructive et de proposer des solutions dans le but d'améliorer de façon performante la gestion de la société.

Relevant de la direction générale de la société. Il supervise le service comptable, l'informatique ; élabore les budgets, en assure le suivi avec analyses et explications des écarts dans le cadre d'un état mensuel anglo-saxon ; établit les prévisions et assure la gestion de la trésorerie, entretient les relations avec les banques ; s'assure de la mise en place et du respect des procédures de contrôle interne ; assure tous les aspects légaux, les déclarations sociales et fiscales.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 35 ans minimum, pratiquant l'anglais, diplômé d'études supérieures en finance, comptabilité, ayant déjà acquis une solide expérience en milieu industriel dans un poste à responsabilité avec utilisation de la comptabilité anglo-saxonne et de moyens informatiques.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (retournés) et prétentions sous référence 20.180-M à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delcassé, 75008 Paris

CLA

LUXUEUX COMPLEXE DE LOISIRS

Sud de la Vallée du Rhône

250.000 + avantages

Directeur

pour assurer la totale direction et gestion de ce luxueux ensemble sportif et hôtelier.

Appliquer les recommandations marketing d'un plan nouvellement élaboré pour optimiser la rentabilité des investissements.

Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire est à justifier (clubs de loisirs, hôtellerie ou secteurs d'activité approchants).

30 ans minimum, personnalité affirmée et grande aptitude à la communication.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 24003 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis,
13 rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly

emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER
EXERÇANT SON ACTIVITÉ AU CAMEROUN
RECHERCHE :

12 CADRES DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS

Conditions à remplir :

- Etre de nationalité camerounaise.
- Etre âgé de 35 ans maximum.
- Etre de bonne moralité, d'une grande disponibilité et avoir le sens de l'organisation.
- Etre titulaire du diplôme d'une école supérieure de commerce ou au minimum d'une maîtrise en sciences économiques, option

économie monétaire et bancaire, gestion des entreprises, finances et comptabilité.

Une expérience professionnelle dans le domaine bancaire serait un atout.

Les candidatures complètes (curriculum vitae et photocopies des diplômes) seront adressées au
CABINET S. BAILLY, 128, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

Accompagnez notre croissance

Filiale d'un grand groupe international nous sommes une société française en croissance forte et régulière, spécialisée dans le négoce de matériel péri-informatique et électronique professionnelle. Nous recherchons notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Responsable devant le DG il sera assisté de 5 collaborateurs. Chargé de l'ensemble de la fonction administrative et financière il supervisera la comptabilité, la gestion de la trésorerie, le contrôle budgétaire, la gestion des stocks, l'administration du personnel et le reporting à la direction financière européenne.

De formation supérieure vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction équivalente, si possible dans une structure internationale. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Votre réussite permettra votre développement au sein du groupe. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 401097M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Société brochage et routage d'éditions créant filiale dans le SUD-EST recherche

DIRECTEUR

- Dynamique.
- Libre avril-mai.
- Logement de fonction assuré.

Envoyer C.V. et prét. s/nº 44.197 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Nantaise (S.I.M.A.N.)

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Catégorie des villes de 150.000 à 400.000 habitants.

Candidatures avec curriculum vitae à faire parvenir à
M. le Président du S.I.M.A.N.,
SIGMA 2000,
5, boulevard Vincent-Gâche,
44200 NANTES,
avant le 15 février 1984
dernier délai.

Association 1901 recrute directeurs (trices) de centres de vacances (BAFD diplômés ou stagiaires) pour encadrer des camps d'adolescents en AUVERGNE pour juillet et août 1984.
Envoyer C.V. à APSPA,
17, place Lafayette,
43100 BRIOUDE,
tél. (71) 50-00-70.

Assoc. recherche pour CENTRES ADOLESCENTS
Mer : voile, canoë, kay.
Mont. : canoë, kay., ski d'été.
Directeurs dipl. et expér.
Postes disp. juillet-août 1984.
Ecr. avec C.V. à L.J.F., 30, rue Godot-de-Mauroy, Paris 9e.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

A L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN FLORENCE DES BOURSES DE RECHERCHE JEAN-MONNET

d'une durée de 12 mois, sont disponibles à compter du 1er septembre 1984. Les candidats doivent proposer un projet de recherche qui contribue au programme général de l'Institut ou qui traite un autre thème d'intérêt européen dans les domaines de l'histoire, de l'économie, du droit ou des sciences politiques et sociales.

Ils doivent avoir terminé des études de troisième cycle sanctionnées par un doctorat ou posséder une expérience de recherche équivalente.

Montant minimum de bourse 1.200.000 lires par mois, net, variable suivant l'âge.

Tous renseignements et formulaires de candidature peuvent être obtenus auprès du Service académique de l'Institut universitaire européen, Badia Fiesolana, I-50016 S. Domenico di Fiesole (Firenze) Italie.

Date limite de réception des candidatures : 16 mars 1984.

AGENCE DE REPORTAGES T. V.

Travaillant pour l'Amérique et l'Europe à besoin tout de suite de personnel francophone.

1 CAMÉRAMAN V.T.R.
2 JOURNALISTES

ANGLAIS et ESPAGNOL SOUHAITABLE
Libre tout de suite
Epérience du reportage
voulant résider en Espagne pendant 6 mois.
Il faut de l'initiative et le goût des voyages.
Adresser votre C.V. avec photo et preuves de travail à : B.T.S.-T.V.
Boîte Postale 84
GALDAKAO VIZCAYA (Espagne)

Sté rech. pour AFRIQUE CENTRALE FRANCOPHONE
1 RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER
Diplômé ESC, options finance comptab. Ayant 1 ou 2 ans expér. Profess. Not. informat. appréciée. Dispon. rapid. Avantage habituel lié à l'expatriement.
Ecr. Nº 2827 à : EUROSUD
2, RUE BRETEUIL
13001 MARSEILLE

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



HELLENIC AEROSPACE INDUSTRY LTD

Pour remplir de postes vacants, L'Industrie Aérospatiale Hellenique a besoin du personnel suivant:

1. Ingénieurs diplômés, personnel diplômé de l'Enseignement Supérieur grec ou étranger equivalent dans les spécialisations suivantes:
- Ingénieurs de constructions aéronautiques.
- Ingénieurs mécaniciens.
- Ingénieurs électriciens.
- Ingenieurs de Production.
- Chimistes, Ingénieurs - chimistes.
- Electriciens - électroniciens.
- Techniciens de soudage.
- Diplômés en Informatique ou en Science physique et mathematique, spécialisés dans le traitement des données.

2. En outre, L'Industrie Aérospatiale Hellénique s'intéresse aux spécialisations ci-dessous:
- Tourneurs, Fraiseurs.
- Programmeurs de Commande Numérique (N.C. Programmers).
- Dessinateurs de Dessin d'Etude.
- Opérateurs de machines OFFSET.
- Chaudronniers.
- Programmeurs - analystes.
- Traducteurs - Langue française.
- Secrétaire pour le Bureau d'Études.
- Ajusteurs - Monteurs d'avion.

3. Les candidatures seront envoyées, accompagnées par les pièces justificatives necessaires, curriculum vitae, une photographie, copie légalisée du dossier d'études et certificats de service antérieur, attestation du Service National, jusqu'au 11 Février 1984 à l'adresse suivante: INDUSTRIE AEROSPATIALE HELLENIQUE LTD. Division Sélection du Personnel, 320 09 Schimatari, Viotia, Grèce.
4. Les candidatures éventuellement soumises suite à des annonces de 12 derniers mois seront prises aussi en considération.
5. Les Grecs domiciliés à l'étranger peuvent soumettre leurs candidatures par télégramme jusqu'à la date préfixée, mais ils sont tenus d'envoyer la documentation ci-dessus par lettre recommandée.
6. Concernant les candidats diplômés, la connaissance de la langue anglaise est obligatoire.

The telephone is....

Keep in touch with tomorrow

In 1882 the telephone was the start of our future and since then Northern Telecom has developed by design and dedication into one of the world's leading telecommunications companies. We now employ over 35,000 people with operations in some 90 countries and with over 1,000 completely digital exchanges already in operation we have earned a reputation second to none in digital technology.

In 1984, to cope with our expansion programme, we will be recruiting a number of personnel to work on digital PABX or Public Switching Systems in a variety of locations in North Africa, the Near East and the Middle East in such disciplines as:

PRODUCT ENGINEERS for Customer Support, AREA SALES MANAGERS,

We would therefore like to hear from:

1. Arab speaking Nationals from these areas who speak French and/or English

OR

2. Western Expatriates who possess overseas experience, ideally those who are fluent in Arabic or French.

If you possess a formal telecommunications education at apprentice or technician or graduate level and practical telecommunications experience in an engineering or technical marketing/sales environment, then make your future our future by contacting us today!

...the start to your OPEN world of telecommunications opportunities

Send your career details to:
Colin S. Luker,
Recruitment Manager,
Personnel Department,

Northern Telecom (Middle East) Ltd.,
Langton House, Market Street.
Maidenhead, Berks. SL6 8BE.
Or telephone our UK offices on:
(0628) 72921.

nt northern telecom

GABON RECRUTE

PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

Le ministère de l'Education nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1984-1985 :

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

P.E.G.C. licenciés, maîtrises et certifiés pour *enseignement 2e degré général* et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.-C.E.T., C.A.P.E.I., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Construction métallique ;
- Mécanique automobile ;
- Mécanique entretien ;
- Electromécanique ;
- Construction mécanique (dessin industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid, climatisation ;
- *Electronique* ;
- Plomberie, installations sanitaires (B.P. + expérience) ;
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

INSTITUTEURS

Normaliens titulaires du C.A.P. primaire, pour enseignement du 1er degré.

Avantages pour tout personnel : logement assuré, soit hôtel *tout confort, soit appartement meublé*, suivant possibilités ; avantages familiaux et sociaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après obtention diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui.

B.T.S ou D.U.T.	Indice 325 = 4.285 F
Instituteurs (C.A.P.)	Indice 325 = 4.285 F
Licenciés	Indice 325 = 4.285 F
P.E.G.C. - C.A.E.C.E.T.	Indice 350 = 4.535 F
Maîtrise	Indice 515 = 6.185 F
Certifiés	Indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures **AVANT LE 15 MARS 1984** à : SERVICE CULTUREL (Conseiller Pédagogique), AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 PARIS.

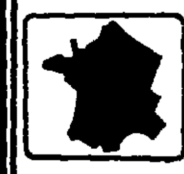
Avec dossier comprenant : lettre manuscrite, curriculum vitae, 2 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, y compris le baccalauréat, copies certifiées conformes des états de services dans l'enseignement ou des certificats d'exercice certifiés conformes ; extrait de casier judiciaire (1) ; fiche familiale d'état civil (fiche individuelle d'état civil pour les célibataires) (1) ; certificat médical (1) ; copie certifiée conforme recto et verso de la carte d'identité ; déclaration sur l'honneur concernant la situation professionnelle des conjoints.

(1) *Originaux datant de moins d'un mois.*

Renseignements complémentaires par téléphone : 525-64-41.

Tous les dossiers sont à fournir *en double exemplaire.*

N.B. — Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.



emplois régionaux

emplois régionaux — emplois régionaux

dans le cadre du redéploiement de la Machine-Outil Française Lourde



recherche pour son bureau d'études mécaniques

INGENIEURS MECANICIENS CONCEPTEURS

charges dans un premier temps, de suivre l'évolution des techniques d'usinage et de construction, de proposer de nouvelles solutions et de conseiller les clients.

FORMATION : *Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens.*

EXPERIENCE : - 3 à 5 ans en bureau d'études de préférence dans un secteur proche de la machine-outil.
- *Connaissances en calculs de structures par éléments finis.*

Adresser candidatures avec C.V. à **BERTHIEZ SAINT ETIENNE** - Service du Personnel - *s/réf.* I.M.C. - B.P. 119 - 42003 **SAINT ETIENNE** CEDEX.

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret recherche :

Le Chef du Service Promotion des Entreprises

Rattaché au Secrétaire Général, il aura une double mission :
- Diriger le service d'aménagements des Zones Industrielles de la CCI, c'est à dire gérer les équipements, assisté d'une petite équipe technique, et s'assurer de la commercialisation des terrains industriels aménagés. Opérer également des *montages financiers pour l'accueil des entreprises ou leur transfert et rechercher* des produits nouveaux d'aménagement susceptibles d'attirer les entreprises dans le Loiret.
- Animer une équipe de 3 conseillers chargés d'assister les PME dans leurs projets de développement, leurs difficultés financières et d'aider les créateurs d'entreprise.

Il coordonnera également une politique industrielle en faveur de certains secteurs d'activités et développera une politique de conseil auprès des collectivités publiques et locales.

Ce poste s'adresse à un cadre de 32 ans minimum ayant une bonne formation de gestionnaire et quelques années d'expérience en PME et/ou en CCI. Ses qualités d'animateur et de «vendeur» *seront appréciées.* (Réf. 3422)

Un Conseiller en Gestion Industrielle

Intégré dans le service de promotion des entreprises, il effectuera des diagnostics *de PME et apportera une assistance en gestion financière auprès de celles en* situation difficile : il participera également à l'aide aux créateurs d'entreprise et conseillera les PME, notamment dans les domaines suivants : choix des investissements, implantation, recherche de nouveaux produits et politique commerciale, appui à la recherche de sous-traitants.

Ce poste peut convenir à un cadre généraliste de 35 ans minimum, ayant une bonne formation en gestion financière et une solide expérience de la PME. (Réf. 3423).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil qui garantit réponse et discrétion.



69 Bd Maréchal Joffre - BP 4 - 92340 BOURG LA REINE

Dessein — OSMOR

COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

JEUNES SUP DE CO, SCIENCES PO...

Nous employons 1200 personnes. Nos produits, des biens de consommation durables destinés à l'aménagement et à la décoration de la maison, sont souvent leader sur leur marché. Nous exportons 50 % de notre C.A. au travers de nos 10 filiales (Europe, Etats-Unis, Pacifique).

Vous vous définissez comme un homme de communication. Vous avez 28 ans. Deux premières années d'expérience professionnelle dans la fonction sociale ou commerciale vous ont donné une bonne culture générale de l'entreprise industrielle et commerciale.

Vous avez une formation supérieure (de préférence Sup de Co, Sciences Po ou Universitaire + IAE ou IGS). *Au sein de l'équipe de direction des ressources humaines, vous participerez à la définition et à la* mise en œuvre des politiques sociales. Sur le terrain, quotidiennement, vous serez plus particulièrement chargé en étroite liaison avec les directions opérationnelles, du recrutement des hommes de la production, du technique et des forces de vente. Vous serez chargé par ailleurs, de la mise en œuvre des plans de formation et des actions "conditions de travail" dans les différents secteurs.

Ce poste constitue dans notre entreprise une plate-forme d'observation et d'action très riche, susceptible de vous permettre à l'horizon 1988 de prendre en charge d'autres responsabilités opérationnelles dans des unités très décentralisées, tant en France que dans nos filiales.

Une bonne pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire important. Le poste est basé dans une ville agréable de la **région Rhône-Alpes.**

Ecrire à :

CREAC *Conseil en Recherche et Evaluation de Cadres, 6 rue Victorien Sardou 69007 Lyon, qui vous garantit toute sa discrétion*

Jeune Chef du Personnel H/F

BOURGOGNE

Nous sommes une Société importante -1600 personnes, 2 établissements- *spécialisée dans la fabrication* et la commercialisation de produits semi-finis aux applications industrielles de pointe et nous appartenons à un groupe international réputé aux activités très diversifiées. Nous recherchons pour l'un de nos établissements -600 personnes- situé à proximité de Dijon, un Chef de Personnel à qui nous confierons la responsabilité complète de la fonction. Il participera avec le Directeur de Personnel à l'élaboration de la politique sociale qu'il animera dans l'établissement, *assurera avec le* Directeur Usine les contacts avec les partenaires sociaux, stimulera la mise en œuvre des groupes d'expression dont il s'assurera du bon fonctionnement, *développera une politique de formation en vue de* favoriser la promotion. Le service du personnel lui sera rattaché. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, de *préférence juridique, ayant une première expérience indispensable* de la fonction et possédant une aptitude naturelle au dialogue et à l'écoute. Un candidat de valeur, dynamique et ambitieux, est assuré de trouver *dans notre groupe des perspectives de carrière* très intéressantes.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser *votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et* prétentions) sous référence 402262 M en précisant si vous le voulez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

36, rue du Rocher 75008 Paris

ORION l'homme et l'entreprise

AFCOREM

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE

RECHERCHE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ÉLECTROMÉCANICIEN

Pour conduire de grands projets:

Diplômé Ecole Nationale Supérieure (Centrale - Sup-Elec-Arts et Métiers...)

Spécialité Electricité Electromécanique avec connaissances en électronique et expérience d'environ cinq années dans la réalisation de Travaux d'Equipement et aptitude à la Gestion.

Rémunération de 170.000 F à 200.000 F suivant capacités.

Envoyer C.V. détaillé et photo à

SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE
44, avenue Alexandre-Dumas
13008 MARSEILLE.

Nantes

RESPONSABLE D'UN CENTRE ADMINISTRATIF

Cet important établissement financier, filiale d'un puissant groupe bancaire, est spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises. Connaissant un très fort développement depuis quelques années, il crée des unités de gestion régionales.

Sous l'autorité de la Direction Administrative, il prendra, après une formation de 6 à 8 mois au siège de Lille, la responsabilité du centre administratif de Nantes dont l'informatique est interconnectée avec les 15 agences commerciales de l'Ouest. Il est responsable du traitement de la production des dossiers adressés par les agences (saisie informatique, contrôle, production et envoi de pièces) et du service après-vente assurant le suivi de tous les événements pouvant intervenir au cours d'un financement. Il travaille en collaboration étroite avec le réseau commercial et anime une équipe de 20 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, (Sup de Co, I.E.P., Maîtrise...) d'au moins 28 ans, possédant une expérience de gestionnaire et de l'animation d'une équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7929 D, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue Crébillon 44000 Nantes.
ou EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor — PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Vendée

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN
180 000 F.

Cette entreprise industrielle (2000 personnes - 370 millions de francs de chiffre d'affaires) est spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements de grande série. Elle souhaite intégrer, au sein de sa division Recherche et Développement, un jeune ingénieur électronicien.

Rattaché au Responsable du Service Recherche, et secondé par un technicien, il aura en charge le développement et la mise au point de nouveaux produits, à base d'automatismes et de micro-processeurs sur lesquels repose l'avenir électronique de la société. Il sera par ailleurs chargé de la recherche et des contacts avec les sous-traitants en fabrication électronique.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur (Homme ou Femme), diplômé de l'enseignement supérieur (ENSEA, ENSEEIHT, ESIEE, ... ou équivalent), possédant une première expérience professionnelle (au moins une année), autonome et disponible, et motivé par la recherche et la mise en œuvre de solutions nouvelles. La réussite à ce poste exige également un esprit créatif, pratique et pragmatique, lié à une grande faculté d'adaptation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 11006 A, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
5 rue Crébillon 44000 Nantes.

média-system

egor — PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Jeunes ingénieurs



LES CABLES DE LYON (6 milliards de francs de chiffre d'affaires, 12.000 personnes) est le numéro 2 mondial dans le domaine de la fabrication des câbles de télécommunication et de transport d'énergie. Le développement de ses activités, notamment à l'exportation, l'amène à créer de nouveaux postes d'ingénieurs pour son usine de Calais.

Pose de câbles sous-marins

Les ingénieurs concernés se verront confier l'étude et la réalisation complète d'un projet de mise en place de liaisons sous-marines, de l'établissement des spécifications, l'étude des tracés et la recherche de sous-traitants jusqu'à l'organisation du programme des travaux et la pose à partir de navires spécialisés. Ces postes intéressent de jeunes ingénieurs (généralistes, mécaniciens ou génie maritime) débutants ou ayant une première expérience, souhaitant allier passion de la mer et responsabilité d'un projet industriel. Réf. A/4673M.

Etudes fibres optiques

L'ingénieur recherché prendra en charge, au sein de la division télécommunications sous-marines, l'étude et le développement, notamment sous leurs aspects mécaniques, de produits spéciaux (câbles classiques ou câbles à fibres optiques) répondant à des besoins particuliers de la clientèle. Ce poste s'adresse à un ingénieur débutant (généraliste ou mécanicien) motivé par un début de carrière dans une fonction très technique. Réf. A/4674M.

Pour ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable, la rémunération est motivante et les perspectives d'évolution garanties par la taille et le dynamisme de l'entreprise. Ecrire à CH. SANCHEZ à Croix en précisant la référence choisie.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMOIRE DE SYNTEC

Bureau d'études, région Montpellier, recherche

Ingénieur hydraulicien
(Grenoble, Toulouse...)

Il aura une première expérience professionnelle réussie et sera intéressé par tous les problèmes d'aménagement du territoire (hydraulique fluviale et maritime).

Merci d'adresser vos C.V., photo et prétentions sous la référence 1901/2815 à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

P.M.E. NANTES

Nous recherchons notre

CHEF COMPTABLE

Votre formation : D.E.C.S.
Votre expérience : minimum 5 ans en milieu industriel,

vous permettent d'être immédiatement opérationnel dans les domaines : comptabilité générale et analytique, trésorerie, fiscalité, animation d'une petite équipe.

Des qualités d'organisation et une bonne pratique de l'informatique sont indispensables.

Envoyer C.V., photo et prétentions à

Service du Personnel
Société GEORGET
B.P. 1208
44022 NANTES CEDEX.

Province

CHEF DE FABRICATION

Cette entreprise industrielle de produits du second œuvre est leader sur son marché. Elle dispose d'un certain nombre d'usines réparties sur l'ensemble du territoire français.

Ses unités autonomes et très automatisées emploient 80 à 150 personnes et c'est pour prendre en charge l'ensemble des responsabilités «fabrication» que plusieurs postes sont à pourvoir dans diverses usines du Groupe. (En priorité en région Sud-Est et Rhône-Alpes).

Après une formation intensive, ils seront affectés à une unité et ils assumeront les responsabilités liées à la production en termes technique, économique et humain.

Nous souhaitons rencontrer des Techniciens de fabrication (ou ingénieurs «maisons») de formation généraliste, mécanicien, électromécanicien, possédant déjà une expérience significative de l'encadrement.

La réussite dans leur fonction doit leur permettre d'accéder à des responsabilités plus étendues, y compris dans d'autres usines du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6030 CG, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor — PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme

recherche

RESPONSABLE de SECTEUR COMMERCIAL

pour région

NORMANDIE - BRETAGNE - CENTRE OUEST

Cette fonction s'adresse à un jeune diplômé de L'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL SUPERIEUR, possédant les qualités d'homme de terrain, le savoir-faire lui permettant d'assumer une large mission d'animation du réseau négoce ameublement et intéressé par les problèmes de décoration contemporaine.

Une formation complémentaire lui sera donnée dans ce domaine.

Une expérience, même courte, acquise dans la vente serait un atout apprécié, mais le sens de l'action et la vigueur de la personnalité seront largement pris en considération pour ce poste autonome au sein d'une société particulièrement performante.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 035 M.

média-system

Cabinet Gatier



AGRO-ALIMENTAIRE (PICARDIE)

CHEF DE PRODUCTION

Ce poste requiert un homme de 30 ans minimum, **Ingénieur diplômé ou équivalent**, et doté d'une expérience de 5 ans à la tête d'une unité de production (+ 50 personnes), de préférence dans l'industrie agro-alimentaire.

Au sein du peloton de tête des **CONSERVEURS DE LEGUMES** français (180 Millions C.A. - 200 personnes - 2 usines) notre développement nous impose de renforcer nos structures humaines.

Ainsi notre Directeur Technique recherche pour notre unité de production située dans la Somme, son **RESPONSABLE** dont la mission sera de produire les quantités prévues en respectant les objectifs fixés en matière de qualité, délais, prix de revient et de diriger 80 personnes permanentes (double en période de campagne).

Merci d'envoyer votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous référence 5480 MS à notre conseil

58, Av de Wagram 75017 PARIS.
17, rue Courmeaux 51054 REIMS CEDEX.

MERENO CONSULTANTS Recrutement Structures et Communication

Banque Populaire Provençale & Corse

recherche

un RESPONSABLE de CLIENTELE HF

POUR SON AGENCE D'AVIGNON

Le titulaire du poste sera responsable de la gestion et du développement d'un portefeuille d'entreprises (PME, Artisans, Commerçants). Dans le cadre de cette fonction il participera également au développement des Ressources de l'agence.

Les candidats, justifiant d'une expérience bancaire, auront impérativement un fort tempérament de vendeur.

CLASSIFICATION GRADE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions au Service du Personnel
16, rue Léon Paulet - 13008 MARSEILLE.

CHEF DES SERVICES COMPTABLE ET FINANCIER

Agro-alimentaire
150 km Sud Est Paris

Une des premières Coopératives Céréales et Approvisionnements de France (5 millions de quintaux), recherche LE CHEF de ses SERVICES COMPTABLE et FINANCIER. Sous l'autorité de la Direction Générale, il sera chargé de la comptabilité générale (compte d'exploitation, compte de pertes et profits, bilan) et de la comptabilité analytique de la Coopérative et de ses filiales (consolidation des comptes). Il sera responsable de la trésorerie (prévision, suivi au jour le jour,...). Il rédigera les déclarations fiscales et il se tiendra à jour de l'évolution de la législation. Il participera au montage des financements des investissements décidés par la Direction Générale. Il travaillera en liaison avec le service informatique et il participera à l'informatisation des procédures comptables. Il définira, contrôlera et animera les activités de 6 personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, de formation type ESC + DECS, possèdera une expérience professionnelle semblable de plusieurs années acquise au sein d'une entreprise industrielle pratiquant le traitement informatique de la comptabilité. La connaissance du secteur coopération agricole constituerait un atout supplémentaire. Ecrire sous référence 657/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

---

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Chef Service Teinture
Colombie

Notre entreprise (800 personnes) filiale d'un important groupe textile français fabrique du fil et le commercialise sur le territoire Latino-américain.

En raison du prochain départ à la retraite du Chef de Service Teinture, notre directeur de production recherche un homme capable de le remplacer.

Il s'agit d'animer un service de 45 personnes incluant un cadre et 5 agents de maîtrise et de gérer une production de 50 tonnes par mois.

Nous voulons confier ce poste à un ingénieur chimiste, pouvant se prévaloir déjà d'une expérience de 5 à 10 ans et ayant une bonne connaissance de la teinture sur fil coton et polyester mais nous étudierons avec attention la candidature d'un ingénieur chimiste débutant. Le principal est d'être adaptable, rigoureux et apte à l'animation des hommes. Bien sûr, il est prévu un stage de 6 mois à 1 an dans nos usines en France afin de vous familiariser avec nos techniques. La connaissance de l'espagnol est recommandée, celle de l'anglais souhaitée.

Si vous êtes susceptible de passer 4 ans minimum en Colombie (Medellin) en bénéficiant d'un statut d'expatrié (retraite des cadres, chômage, assurance maladie...) écrivez-nous. Le salaire sera versé en partie en dollars et saura motiver un candidat de valeur.

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous référence M 360/O

jpv **Jean Paul VELLA** - 106, Bd Haussmann 75008 Paris

LEVI TOURNAY

GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

- INFORMATICIENS PROJETS.
- INGÉNIEURS SYSTÈME MVS, IMS/VS.
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS AVEC EXPÉRIENCE.
- INGÉNIEURS INFORMATICIENS CONFIRMÉS.
- INFORMATICIENS DÉBUTANTS (MIAGE, INGÉNIEURS).

Veuillez transmettre candidature avec C.V. détaillé et prétentions sous nº 7.459, *le Monde* Publ. service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR LYON

INGÉNIEUR D'ÉTUDES EN ÉLECTRONIQUE

GRANDE ÉCOLE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :
HAVAS-ANNONCES nº 5.128,
81, rue de la République, 69002 LYON.

GROUPE BANCAIRE

recherche

Jeunes Diplômés HF

de l'enseignement supérieur (commercial ou gestion) pour ses agences du Sud de la France.

Attachés à la Direction d'une agence, ils seront chargés, **après formation**, du développement du groupe auprès des clientèles «privée» et «entreprises».

Le goût des affaires et de la finance, la volonté de réussir leur ouvriront d'intéressantes perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences).

Ecrire avec C.V. et photo, sous réf. 10011, à Média-System Méditerranée, 29 La Canebière, 13001 Marseille, qui transmettra.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Vos idées d'aujourd'hui seront les techniques de demain

Prenez part au développement d'un groupe industriel français à vocation internationale et présent dans des activités de pointe telles que l'aéronautique, l'espace, le paiement électronique ou les composants industriels.
Rejoignez nos équipes à Valence : notre secteur Spatial-Engins crée des fonctions de conception dans le développement d'équipements embarqués à haute technicité :

Ingénieur électromécanicien

(ensmm, insa...)

Il assure l'étude de produits mettant en œuvre des mécanismes dans des conditions d'environnement sévères (robotique...). Des connaissances en modélisation structurale et thermique sont nécessaires.

Ingénieurs électroniciens

(ese, enserg...)

Ils sont responsables de l'étude et du développement de produits nouveaux dans les domaines :
- techniques numériques (traitement bord)
- techniques analogiques (alimentation)

Ingénieurs informaticiens

(ensimag, insa...)

Ils sont responsables du développement de logiciels temps réel pour des :
- processus embarqués
- moyens de test automatiques



Adresser votre lettre de candidature et votre CV au responsable du recrutement, CROUZET S.A. 26027 Valence Cédex, en précisant la référence 16 111.

INGENIEUR

GRANDES ECOLES

SINTRA-ALCATEL, dans le cadre du développement de ses activités, recherche :

RESPONSABLE DE LA SECTION INFORMATIQUE (Nord)

Ingénieur de formation SUPELEC, ISEN, ISEP..., vous aurez, au cours d'une expérience d'au moins 10 ans, acquis la maîtrise de l'informatique en temps réel appliquée au contrôle industriel.

Vos qualités humaines et un sens aigu de la communication, sont les éléments nécessaires pour mener à bien une mission de conduite et de direction d'équipes.

En outre, nous estimons indispensable de posséder des connaissances dans la conduite de projets et d'affaires. Ce poste est à pourvoir sur la Région Nord à MARCQ-EN-BAROEUL.



Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence IGE/M à Mme BRIAND - SINTRA-ALCATEL - Service du Personnel - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.

MEDIA BA



La direction des affaires sociales du groupe Saupiquet, leader national de sa branche, recherche

CHARGE (E) D'ETUDES SOCIALES

De formation supérieure (Sciences Eco, Sup de Co, I.G.S....) vous assurez l'élaboration des études et des statistiques (analyses et recommandations) au niveau du groupe.

Vous participez, en relation avec les établissements, au développement de notre système informatique de gestion du personnel.

La réussite dans cette fonction permettra une évolution de carrière au sein du Groupe.

Basé à Nantes, ses fonctions lui occasionneront des déplacements de courte durée dans les établissements en France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Service du Personnel - B.P. 949 - 44075 NANTES CEDEX.

Importante entreprise régionale (1.300 personnes) recherche pour son siège à BORDEAUX

JURISTE D'ENTREPRISE

pour assister le Chef du Service Juridique.

De formation supérieure (Maîtrise en Droit, spécialiste du Droit des sociétés), le candidat retenu aura impérativement une expérience professionnelle (2 - 4 ans) des domaines suivants :
- *gestion juridique des sociétés (assemblées, C.A., registres...)*
- *contentieux (commercial et prud'homal),*
- *gestion de la taxe professionnelle.*

D'un bon contact humain, il saura s'intégrer rapidement à une équipe dynamique.

L'évolution de carrière pourra se faire au sein de la société ou éventuellement dans le groupe international auquel elle appartient.

Les candidatures (lettre, C.V. et photo) sont à adresser sous référence 3516 à rscg carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

USINE DE PRODUCTION
située en Basse-Normandie
Effectif : 200 personnes
recherche pour seconder
LE CHEF DE PRODUCTION

INGENIEUR GENERALISTE MECANICIEN

A & M ou INSA

5 années d'experience
en mecanique et chaudronnerie.
Aptitude au travail en equipe.

Adressez lettre manuscrite en indiquant prétentions avec C.V. et photo récente sous réf. 87460 a CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opera - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

L'A.F.P.A., association pour la formation professionnelle des adultes, organisme employant 10.000 personnes réparties dans 150 établissements, recherche pour son **Centre Pédagogique et Technique d'Istres 13800**

INFORMATICIEN EN TEMPS REEL INDUSTRIEL

de niveau ingénieur, possédant une expérience approfondie dans un ou plusieurs des domaines suivants :
- analyse et programmation d'applications industrielles sur mini-ordinateurs (DEC - BULL SEMS - H.P...),
- mise en œuvre et réalisation de réseaux téléinformatiques,
- élaboration de chaînes de capteurs actionneurs.

Intégré à une équipe pluri-disciplinaire, il sera notamment chargé de **concevoir, réaliser, mettre en œuvre**

des programmes de formation

à partir d'applications informatiques industrielles développées sur l'ordinateur du site.

Merci de téléphoner à Madame SANTARELLI (42)56.17.49 - 8H30-12H - 13H30-17H30 ou d'envoyer un C.V. détaillé à Monsieur le Directeur du CPTA
B.P. 84 - Avenue Félix Gouin
13803 ISTRES.



FAMICREDIT
filiale de CITIBANK

Etablissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation recherche *immédiatement :*

1 Cadre commercial

de haut niveau réf. LM 6.1

Basé initialement à Nantes, ce responsable aura la charge complète des agences de Lille, Nantes et Bordeaux. *Le candidat retenu sera avant tout un animateur commercial.* Il devra joindre à une formation supérieure une expérience réussie tant dans la conduite des hommes que dans la prospection et l'animation d'un réseau.
Une expérience préalable dans le *domaine* du crédit pourra constituer un plus.
Ce poste suppose bien sûr de fréquents déplacements de courte durée.
La rémunération sera attractive et s'accompagnera des avantages traditionnels de la profession.

2 Jeunes diplômés

HEC - ESSEC - ESCP réf. LM 6.2

Débutants libérés O.M. ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, les candidats retenus se verront confier des fonctions d'études, l'un dans le domaine du contrôle budgétaire, l'autre au sein des services qui définissent la politique de crédit.
Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable et l'habitude de l'utilisation des outils micro-informatiques sera un plus.
Ces postes pourront constituer une première étape dans une carrière évolutive au sein de la société Famicrédit ou du groupe CITIBANK.
Lieu de résidence : Dijon.

media-system

Adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à Franck de Bucy, Famicrédit, 17 rue Bossuet 21000 Dijon.

Région Rouennaise

Jeune Adjoint au Directeur Financier

220 000 +

Filiale dynamique d'une multinationale, nous sommes leader sur le marché mondial dans notre branche : l'équipement automobile. Une expansion croissante avec un CA de 200 MF témoigne de la performance de nos produits. L'évolution de notre activité nous incite à étoffer la Direction Financière en créant le poste d'Adjoint au Directeur Financier.

Première étape : superviser et dynamiser l'activité comptable (8 personnes), prendre en charge le reporting, la trésorerie...

Deuxième étape : la plus importante, après avoir bien assimilé les données, vous vous penchez sur le développement des outils de gestion, (contrôle budgétaire, analyse des écarts, *amélioration des systèmes*), avec *en point d'orgue*, l'analyse financière.

De formation supérieure (Sup de CO, HEC, ESSEC), vous venez de vivre quelques années au sein d'un cabinet d'audit international complétées par une expérience opérationnelle en entreprise qui vous a rompu aux méthodes de gestion américaine. Ce poste complet aux responsabilités larges constitue l'étape qui vous permettra d'accéder plus tard à une direction financière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 27402 à Nicole Le Breuilly
TEG - 18 Place Henri Bergson - 75008 Paris.

TEG : division de SYSTEMA

The Executive Group (France) Management

Hennessy ... à Cognac

Notre production de prestigieux Cognac est commercialisée dans le monde entier. 850 personnes, 1 milliard de F de CA, ... pour mieux maîtriser notre expansion, nous créons un poste évolutif d'assistant du

Contrôleur de gestion

Il participera à l'élaboration et au suivi des budgets, effectuera des missions de contrôles internes, collaborera avec les informaticiens en particulier pour adapter et proposer de nouveaux systèmes de gestion (comptabilité analytique) et fera des études économiques.
La pratique de l'*anglais est nécessaire.*

Jeune professionnel de la fonction, quelques années d'expérience en cabinet d'audit *international et/ou en entreprise multinationale ont confirmé* vos compétences, votre rigueur professionnelle et vos qualités relationnelles.

Nous vous remercions d'écrire, en *précisant* la rémunération *souhaitée*, sous référence 1382 à ERNST & WHINNEY Conseil - 150, Boulevard Haussmann 75008 PARIS, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

AFCOREM



Ernst & Whinney Conseil

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE USINE METALLURGIQUE - REGION CENTRE
recherche

Cadre de formation supérieure
pour responsabilité
Achats et Comptabilité

Animateur d'un service composé d'une trentaine de personnes, ce cadre aura plus particulièrement à assumer les missions suivantes :
- achats des matières premières, contacts avec les fournisseurs et les Administrations, gestion des commandes,
- comptabilité analytique, prix de revient, facturation fournisseurs, inventaires, paies.

Ses fonctions le mettront en contact régulier avec la Direction et les Ingénieurs de l'Etablissement.

Ces larges responsabilités seront confiées à un cadre confirmé de formation ESC, ESCAE, DECS, etc., aussi performant dans ses compétences techniques que dans son sens des relations et de l'encadrement.

Le candidat engagé bénéficiera de conditions matérielles tout à fait satisfaisantes et trouvera dans ce poste un intérêt intellectuel certain.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous référence B 1.97 à notre Conseil

PHB conseil Equation
71, bd de Sébastopol
75002 PARIS

MEDIA PA

La Formation professionnelle des Adultes vous intéresse ?
L'AFPA recrute

UN RESPONSABLE DU SERVICE DÉVELOPPEMENT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

pour son Centre Technique et Pédagogique de LYON

Sous la responsabilité du Directeur et en liaison avec un service homologue il aura la charge d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et de techniciens chargée sur le plan national d'une

TRIPLE MISSION D'ÉTUDE DE CONSEIL ET DE FORMATION

- *concevoir et expérimenter les programmes de formation aux techniques avancées,*
- *conduire la formation technico-pédagogique des professionnels admis à devenir des formateurs AFPA, assurer le perfectionnement des enseignants et leur apporter un appui,*
- *conduire en entreprise des analyses de besoins, concevoir des plans de formation et les mener à bien.*

Si votre formation en automatismes ou génie mécanique a été sanctionnée par un diplôme d'ingénieur.

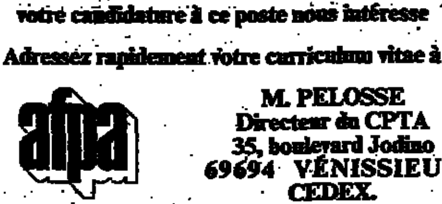
Si, depuis plus de 10 ans, votre expérience de la production automatisée vous a donné la maîtrise des technologies nouvelles (CAO, CFAO, Robotique...).

Si vous avez eu la responsabilité technique de la mise en service ou de la maintenance d'unités de production.

Et si vous êtes motivé pour transmettre ce savoir-faire avec toutes les qualités humaines que cela comporte,

votre candidature à ce poste nous intéresse

Adressez rapidement votre curriculum vitae à



CHEF DE DIVISION
ORGANISATION COMPTABLE
Afrique Francophone

Une importante société de service public (1700 personnes) recherche pour son siège un cadre de haut niveau spécialiste de l'organisation comptable. Dépendant du Directeur Administratif et Financier, il aura pour tâches principales de faire l'inventaire des procédures et circuits comptables existants, d'en refaire l'analyse fonctionnelle en liaison avec les chefs de projet informatique et de revoir l'organisation de certaines comptabilités auxiliaires. Formation ESC ou similaire. Bonne pratique de la comptabilité et de l'informatique. Aptitude à diriger une équipe de cadres nationaux. 350.000FF - Logement. Congés 2 mois/10 mois. Retraite Cadres. Résidence grande ville universitaire d'Afrique Noire au bord de la mer.

Adresser CV détaillé s/réf. 242/01M à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris



LE CREDIT AGRICOLE DE LA LOIRE

recherche

DES JEUNES COMMERCIAUX

pour renforcer son Département Développement

Vous êtes jeune, diplômé de l'enseignement supérieur : «Sup. de Co.», universitaire et désireux de participer à l'essor de l'entreprise.

Vous êtes dynamique, vous aimez les contacts et vous voulez réussir. De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo à :
Monsieur le Chef du Personnel de la C.R.C.A.M. de la Loire
94 Rue Bergson - B.P. 524 - 42007 ST ETIENNE CEDEX

CHARGÉ DE MISSION

ANIMER ET COORDONNER UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS SUR LES PYRÉNÉES, CAPACITÉ RELATIONNELLE, EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE SOUHAITÉE, CONCRET ET BON ORGANISATEUR, ENVIRON 30 ANS, FORMATION SUPÉRIEURE, AUTODIDACTE, RÉSIDENCE TOULOUSE

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à

M.I.P.
9, rue Saint-Antoine-du-T.
31000 TOULOUSE.

CENTRE ACTION CULTURELLE ANNECY
recherche

CADRE GESTION

titulaire DECS ou équivalent
Adresser candidature + C.V.
CAC, 1, rue Jean-Jaurès
74000 ANNECY.

MISSION LOCALE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES
recherche

PERMANENT (E) D'ACCUEIL

(milieu grands ensembles)

C.V. avant le 17 février 1984 à
Mission Locale

DUPM

4, cour du Château, B.P. 75
25208 MONTBELIARD Cedex.

ASSOCIATION LOI 1901 (VILLE DE MARTIGUES)
Recrute pour son service des études économiques et de l'emploi

UN CONTRACTUEL

Rémunération brute annuelle de 83.208 F.

Le candidat (e) qui devra être d'un niveau au moins équivalent à celui d'Attaché communal (Sciences économiques, École de commerce, etc.), aura pour mission :

- L'animation du Comité local pour l'emploi.
- Les relations avec les entreprises locales, les organismes sociaux professionnels et la P.A.I.O.
- Le suivi de l'observation économique.

Ce recrutement est prévu pour une durée d'une année.
Adresser les candidatures à
M. le MAIRE DE MARTIGUES
B.P. 101
13694 MARTIGUES CEDEX.

VILLE D'ÉPERNAY (Marne)
(28.900 habitants)
Recrute

Ingénieur Subdivisionnaire Informaticien
échelle indiciaire : 379/659

Adresser d'urgence candidature avec curriculum vitae à

Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville
51200 ÉPERNAY.

SOCIÉTÉ PROVENÇALE
recherche

RESPONSABLE FINANCIER

Pour assurer :
- comptabilité générale et analytique,
- gestion trésorerie,
- contrôle budgétaire,
- plan comptable,

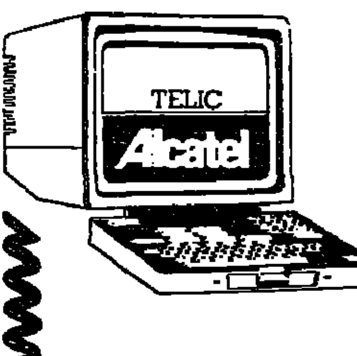
AVEC MOYENS INFORMATIQUES.

Il devra être titulaire d'un diplôme grande école de gestion et si possible d'un DECS. 4/5 ans d'expérience en comptabilité gestion, finance et fiscalité sont requises, avec l'animation d'un groupe de travail.

180.000 F

Écrire s/réf. 355/M SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



TELIC-ALCATEL



Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.

La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.

Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre,
venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre

DIRECTION TECHNIQUE

Nos 250 Ingénieurs et Techniciens peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier intercom-électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT...
Ils développent actuellement une gamme d'autocommutateurs de nouvelle génération et un ensemble de terminaux téléphoniques et bureautiques.
A cette fin, ils mettent en œuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel...
Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels un centre de CAO, plus de 50 machines de développement, un centre de calcul puissant.
L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intégrera dans ses produits, en 1984, plus de 450 000 microprocesseurs 4, 8, et 16 bits.

Si vous êtes intéressé par le développement de nos projets (autocommutateurs de nouvelle génération, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles et construire, avec elles, l'avenir de TELIC-ALCATEL.

INGENIEURS LOGICIEL

CONFIRMES

Une expérience significative vous a permis d'approfondir vos connaissances en logiciel de base, en systèmes temps réel et si possible en réseaux locaux et en bases de données. En vous confiant la responsabilité d'animer des projets complexes, nous vous offrons la possibilité d'élargir votre expérience professionnelle et de promouvoir votre évolution personnelle.

DEBUTANTS

ou ayant une première expérience

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (option informatique, avec de préférence une spécialisation systèmes) ou titulaire d'un DESS logiciel systèmes ; nous vous donnons les moyens de parfaire votre formation au cours d'un stage d'initiation aux produits et méthodes spécifiques de l'entreprise ; nous vous accueillerons ensuite dans nos équipes où vous participerez à la conception des logiciels de nos produits et systèmes.

INGENIEURS D'ETUDE ELECTRONICIENS

CONFIRMES

Vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique ou / et en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

DEBUTANTS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

RESPONSABLES DE PROJET

Vous avez une première expérience dans la conception matériel ou / et logiciel de systèmes ou produits électroniques et vous avez déjà animé une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Nous vous proposons de devenir l'un de nos responsables de projet.

A la tête d'une équipe pluridisciplinaire (matériel / logiciel) d'environ 10 personnes, vous aurez pour mission d'animer l'étude et le développement d'un de nos futurs produits.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive.
Notre principal capital est la «matière grise» et notre expansion se fait principalement par elle.
C'est la meilleure garantie pour un Ingénieur de rester «up to date» et de se voir proposer d'intéressantes et rapides évolutions de carrière.

A 25 km de la forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, carrefour de l'Europe, vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace.

Vous vous reconnaissez dans l'un des postes proposés, et vous pensez avoir le «profil TELIC», adressez, en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae, en indiquant le poste choisi à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.



GROUPE C.G.E.

TELIC ALCATEL
206, route de Colmar, BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.

CONTESSE

Saint Gobain Vitrage

responsable de l'informatique
Oise

Nous recherchons le Responsable du service informatique de notre principale unité industrielle (1500 personnes). L'usine est équipée de plusieurs mini systèmes sur lesquels sont actuellement réalisées principalement des applications de gestion.

Vous disposez d'une solide formation supérieure, vous avez déjà supervisé une petite équipe de conception et un centre d'exploitation. L'informatique répartie vous est familière.

N'hésitez pas! Venez chercher votre autonomie sur un site important et au sein d'un Groupe offrant de sérieuses possibilités d'évolution.

Envoyez votre CV sous la référence 1086 M aux consultants chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.
PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris.

LEVI TOURNAY

plein cadre

STE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(700 personnes - C.A. 220 M.F.)

filiale d'un groupe industriel de taille internationale, recherche pour postes à pourvoir à

Bordeaux et Toulouse
INGENIEURS

- Diplômés Grandes Ecoles (spécialisation informatique) ou **DEA INFORMATIQUE**
- 0 à 2 ans d'expérience
- pour conception et réalisation de logiciel d'avionique.

Préférence sera donnée à candidats libres rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
N. 3681 - PUBLICITÉS RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Gestion Administrative et Organisation Informatique



GRENOBLE. Rattache au Responsable du Département "Services Commerciaux" le Cadre que nous recherchons aujourd'hui aura la responsabilite complete de projets d'organisation. Après avoir **analysé** les procédures actuelles de gestion de commandes. il aura a **définir et proposer, puis mettre en œuvre** (en collaboration avec nos services informatiques) les structures, l'organisation et la gestion à venir. Ceci mis en place, il pourra évoluer à court terme (1 à 2 ans) vers la supervision du groupe des services commerciaux ou vers toute autre fonction de gestion au sein de la société. Ce poste à la fois créatif et concret est une excellente porte d'entrée à HEWLETT-PACKARD, il est en effet charnière entre le commercial et la production et amène donc à une large connaissance de la société.

HEWLETT-PACKARD, c'est une très forte croissance, des technologies de pointe, des marches d'avenir (ordinateurs personnels), une société qui veut investir sur les hommes.

Envoyer C.V. sous réference 049 M à Claire BACHELARD Service Recrutement - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



Le Centre de Calcul du C.N.R.S. à STRASBOURG recherche

UN INGENIEUR ANALYSTE

pour étude, installation, adaptation et maintenance de sous systèmes conversationnels sous logiciel d'exploitation type MVS - IBM.

Formation demandée: maîtrise ou D.E.A informatique.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à Mme LEMARECHAL, 15, Quai Anatole France, 75700 PARIS. Tél. : 555.92.25 poste 25.29.

I.N.R.S. CENTRE DE NANCY recrute

INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

Responsable de l'analyse des données.
Pour renforcer son service d'épidémiologie
Ce poste pourrait convenir à un candidat titulaire d'une thèse de mathématiques appliquées (ou de niveau équivalent).
Des compétences en biologie seraient appréciées.

Adresser C.V., prétentions et photo à : M. LEMAITRE Centre de Recherche Av. de Bourgogne. 54501 VANDŒUVRE

POUR REGION CENTRE IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEILS recherche

un juriste

- ayant bonne pratique du droit des Sociétés (3 ans minimum),
- discrétion garantie.

Envoyer lettre manuscrite, photo s / réf. 9124 à VALENS CONSEIL BP 359 - 75064 PARIS Cédex 02.

IBM

POUR SON CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE PRÈS DE NICE PROPOSE

DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS A DES

INGENIEURS INFORMATICIENS

débutants ou ayant une courte expérience.
Ils exerceront leur activité dans les domaines suivants :

- protocoles
- programmes de contrôle
- commutation par paquets
- réseaux d'ordinateurs
- microcodes

Ces postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise. Ils peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux Etats-Unis.

Ils permettent à des personnalités de valeur d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de haut niveau, au sein de la Compagnie.

Envoyer votre candidature détaillée à PH. ROUGIER - Service du Personnel IBM FRANCE 06610 LA GAUDE, en mentionnant la référence II-01-7/2

responsable contrôle de gestion

LYON

Solidement implantés à la croisée du médical de pointe et de l'industrie de grande série (600 personnes - 270 millions CA), filiale très autonome de grands groupes internationaux, nous exportons 70 % de nos produits notamment vers l'Amérique du Nord. D'ici à deux ans, nous avons à mettre en place notre système de gestion intégrée sur informatique avec des *moyens à la hauteur de nos ambitions.*

Très proche du directeur financier par sa rigueur et son sens aigu de la communication, par son dynamisme et son bon sens, *notre reponsable du contrôle gestion :*

- participera à cette mutation profonde,
- fera vivre et évoluer nos modes de gestion en conséquence,
- conseillera nos responsables dans l'amélioration de leurs performances et les aidera à les mettre en œuvre. Agé de 28 ans environ, de formation supérieure type ESC complétée par un DECS ou équivalent, vous êtes en mesure d'apporter une première maîtrise du système de gestion d'une entreprise industrielle de taille moyenne.

Votre fort potentiel devra vous permettre d'évoluer rapidement en France, bien sûr, et aussi à l'étranger.

François NICOLET, notre Conseil, attend votre *candidature sous référence 451 M (lettre manuscrite motivée + C.V. + photo + rémunération actuelle).* Il vous assure de toute sa discrétion et vous rencontrera à Paris comme à Lyon.

14 rue Robert  69006 LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL 1 MILLIARD 1/2 DE C.A. – 5.000 PERSONNES RECHERCHE POUR L'UNE DE SES DIVISIONS SITUÉE EN NORMANDIE

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Rattaché au Directeur de la division, il lui appartiendra de définir la politique commerciale et d'en mettre en œuvre les moyens. Il aura l'entière responsabilité du développement d'un C.A. composé de PRODUITS TECHNIQUES auprès d'une *CLIENTELE INDUSTRIELLE.*

Pour l'aider *dans sa mission, il s'appuiera sur une équipe de cadres commerciaux aguerris dans le domaine du marketing* industriel.

Ce poste ne pourra être confié qu'à un ingénieur grande école ou équivalent ayant exercé une responsabilité similaire *dans la commercialisation d'articles techniques en France et à l'exportation.*

La connaissance de l'anglais et la pratique de l'encadrement d'une équipe commerciale sont indispensables.

La réussite dans ce poste peut constituer une étape particulièrement intéressante vers l'accession à des responsabilités plus larges au sein du Groupe.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 3774 à SWEERTS Publicité, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée. Il sera répondu à toutes les candidatures.



Le numéro un des fabricants de semiconducteurs recherche pour la Division Finance Europe de son Usine de production à *Toulouse* — 1850 personnes - plus d'un milliard de C.A.

JEUNE CADRE FINANCIER

de formation supérieure type ESSEC - ESCAE - HEC

Une expérience de deux ans en comptabilité analytique dans un environnement industriel serait très appréciée ainsi qu'une connaissance des systèmes informatiques appliqués à la gestion financière (programmation non nécessaire) - débutant accepté.

Anglais indispensable, déplacements professionnels fréquents en Europe, aptitude à la communication.

Adresser C.V. + photo au Service Gestion des Ressources Humaines *MOTOROLA S.A.*, BP 1029 - 31023 TOULOUSE Cédex.

Importante société de transformation de matières plastiques de l'est de la France, recherche pour

SON DÉPARTEMENT INJECTION/COMPRESSION

CHEF DE FABRICATION

Le candidat, ingénieur A.M. ou similaire, devra allier de BONNES CONNAISSANCES de *mécanique* et d'*électricité* à une EXCELLENTE maîtrise des problèmes sociaux.

Une expérience dans le moulage par injection sera appréciée.

Le candidat devra écrire et parler couramment l'allemand et être si possible d'origine alsacienne.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à l'Agence HAVAS sous no 5779 4, rue du Sauvage, 68100 Mulhouse, qui transmettra.

LANGUEDOC

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE PROMOTION ÉCONOMIQUE

RECRUTE

RESPONSABLE DE SON SERVICE EXPANSION INDUSTRIE

Formation supérieure et expérience indispensables. Sous l'*autorité directe du secrétaire général, il coordonne* une action de conseil aux industriels et conduit des opérations *structurantes. Polyvalence* large et de haut niveau. Sens de l'action et de l'organisation.

Réf. : Z 101.

COMMISSAIRE PARC EXPOSITIONS

Formation commerciale supérieure. Expérience souhaitée. Gestion et animation d'un parc d'expositions à caractère polyvalent.

Réf. : Z 102.

SPÉCIALISTE PRODUCTIQUE

Arts et métiers ou équivalent. Expérience souhaitée. Sera chargé d'une mission de conseil aux industriels. Anglais indispensable.

Réf. : 103.

Candidature, C.V. et photo à adresser sous référence du poste à Havas, numéro 14.310, B.P. 1143 MONTPELLIER Cedex, qui transm. Discrétion assurée.

USINE CHIMIQUE EN DORDOGNE recherche

UN INGENIEUR DE SECURITE

(INGENIEUR GENERALISTE CONFIRME)

Prise de fonction après formation si nécessaire.

DEUX INGENIEURS DEBUTANTS

(ECOLE MECANIQUE)

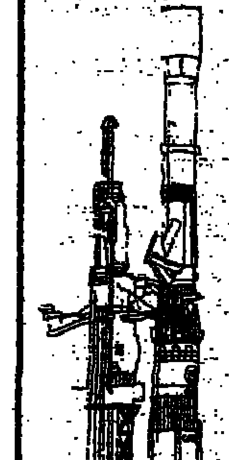
- Un pour travaux études et développement
- Un pour fonction technique de production

UN INGENIEUR CHIMISTE CONFIRME

(ECOLE CHIMIE OU UNIVERSITE)

Pour responsabilité laboratoire contrôle.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous réf. 87490 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.



La Division Propulsion Liquides et Espace de la SEP VERNON recrute des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

pour son département "PRODUCTION" BUREAU INDUSTRIEL

de formation mécanique ou aéronautique avec expérience de gestion et/ou informatique, ils seconderont les Chefs de Programme pour la préparation et la gestion des contrats avec les clients et les sous-contractants en France et en Europe.

L'anglais lu et parlé est indispensable, l'allemand souhaité.

Merci de nous faire parvenir votre cv avec photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 600 M à SEP. Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

SEP

HAVAS CONTACT

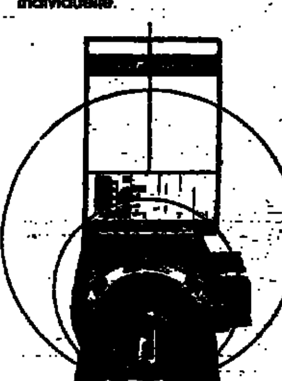
INGÉNIEUR DE VENTE CONFIRMÉ AUTOMATISMES INDUSTRIELS

200 000 + VOITURE + ...

- ayant une bonne connaissance des applications industrielles des variateurs de vitesse et/ou automates programmables.
- Maîtrisant bien l'anglais.
- Suffisamment polyvalent dans les domaines électricité, électronique, mécanique.
- Ayant une bonne expérience technique et/ou commerciale du terrain considéré.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Un poste authentiquement varié, autonome et responsable permettant de mettre en valeur toutes les facettes de votre astuce et savoir-faire techniques auprès d'une clientèle très variée. Nous travaillons aussi bien dans des domaines nouveaux comme la géothermie, l'agro-alimentaire que dans la modernisation intelligente d'équipements industriels traditionnels.
- Nous assurons une solide formation en France et en Suisse et un sérieux support interne.
- Un système de rémunération adapté à nos exigences, sinon nous ne resterions pas longtemps crédibles.
- Avant tout, une mise en valeur de votre personnalité dans un cadre propice à la réussite individuelle.



RELIANCE ELECTRIC

Filiale d'un groupe international, nous sommes solidement implantés dans tous les pays du monde. Nos produits européens sont réputés pour leur qualité "suisse".

En France, nous constituons une petite équipe animée d'un esprit de conseil et de savoir-faire technique qui est un des atouts majeurs que nous pensons proposer à un nouveau collègue dont nous attendons beaucoup.

Pour en savoir plus, envoyer CV + photo et rémunération actuelle sous référence 88 REL/LM à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat, 75017 PARIS.

HAVAS CONTACT

Mercuri Urval

Important Groupe de Presse

recherche

UN JOURNALISTE

Domaine d'information à couvrir:
Les nouvelles technologies, les nouveaux composants et les nouvelles méthodes en mécanique et en électrotechnique.

Formation et expérience:
Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien ayant deux ans d'expérience industrielle. Anglais lu et parlé, Allemand souhaité.

Qualités requises:
Aptitude naturelle à écrire, bon enquêteur, esprit de synthèse et goût pour le travail d'équipe, grande disponibilité personnelle.

Ecrire à M. le Directeur de la Rédaction
L'USINE NOUVELLE
59, rue du Rocher, 75008 Paris

emplois régionaux

La Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique procède au recrutement de

Comptables-Chefs de Région

chargés :
- de l'organisation du travail des agents ;
- des relations avec les adhérents et l'administration ;
- de la mise en place, du suivi et de la réalisation des comptabilité d'exploitations agricoles.

Expérience professionnelle antérieure I.U.T./B.T.S. comptable.

Adr. C.V. : CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L.-A., B.P. 1141, 44024 NANTES CEDEX.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEIL EN ENTREPRISE A PARIS, recherche :

TECHNICIEN CONSULTANT DE HAUT NIVEAU EN GESTION DU PERSONNEL

Il aura pour mission d'élaborer un projet de Gestion des Ressources Humaines, définition et évolution des postes, recrutement et plans de carrière... à l'usage des PME-PMI.

Le candidat, âgé de 30 ans au moins, de formation supérieure, Sciences politiques ou équivalent, possédera quelques années d'expérience dans la fonction personnel.

Il aura la responsabilité de concevoir le projet et d'en définir les modalités de réalisation (faisabilité, montage, développements).

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo à n° 3682 PUBLICITÉS RÉUNIES 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

Un ingénieur commercial IBM à l'heure du premier bilan

C'est en janvier 1981 que Pascal BIED entre à IBM comme ingénieur commercial, après avoir fait HEC à Jouy-en-Josas. Agé de 26 ans, originaire de Dunkerque, il est, à l'agence de Lille, chargé de plusieurs clients, des constructeurs automobiles notamment.

En quoi consiste le métier d'ingénieur commercial chez IBM ?

Je dirais que c'est essentiellement vendre aux entreprises des solutions à leurs problèmes... Pour cela, il faut identifier les besoins auprès du Service Informatique et des utilisateurs, puis définir les priorités, justifier les projets et élaborer un plan informatique : nos interlocuteurs sont alors les directions générales et fonctionnelles. La mise en place, la conception du système et la formation des utilisateurs constituent les étapes suivantes.

Il s'agit de décisions qui engagent le devenir d'une entreprise...

Effectivement ; à l'heure actuelle, l'informatique est une composante essentielle dans la stratégie d'une entreprise. Et c'est une vraie responsabilité que de lui proposer, parmi notre panoplie de solutions, la meilleure pour elle. Mais dans ce domaine, j'ai la chance de pouvoir, lorsque j'en ai besoin, faire appel aux nombreux spécialistes de la Compagnie, en France ou à l'étranger.

Avez-vous été préparé à ces responsabilités ?

Pendant la première année, j'ai alterné formation théorique au Centre d'Education et pratique en agence. C'est une année dense mais la proportion de succès en fin de parcours est très élevée.

Comment étiez-vous entré chez IBM ?

C'est un choix que j'ai mûri peu à peu. En 3ème année d'HEC, j'avais opté pour la gestion de personnel. Mais sans expérience, on ne vous confie pas aussitôt des responsabilités importantes dans ce domaine. J'ai pensé que le commercial serait un bon tremplin pour bien connaître les entreprises et me permettre d'évoluer ensuite de façon intéressante. Je me suis mis en rapport avec différentes entreprises : IBM bien sûr, mais aussi des sociétés de la Hi-Fi ou du Sport, secteurs qui m'attiraient également.

Vous avez donc eu le choix. Alors pourquoi IBM ?

Parce que l'informatique est un domaine multiple, très évolutif. De la micro-informatique à la CFAO, elle va profondément modifier les façons de travailler, de produire et de créer. Et c'est passionnant de participer à cette mutation... J'ai aussi choisi l'entreprise qui me donnait le plus d'ouvertures pour l'avenir : il est possible, à IBM, d'avoir des responsabilités successives très variées.

Si vous dressiez le bilan de ces trois premières années de vie professionnelle...

Je dirais que j'ai découvert un métier : au moment de mon choix, le commercial était, dans mon esprit, une étape transitoire. Je n'imaginais pas qu'il serait aussi riche et stimulant. Ceci étant, je reste partant pour d'autres responsabilités dans la Compagnie ; ce n'est pas contradictoire. J'apprécie aussi d'avoir, à 26 ans, des responsabilités importantes et de l'autonomie pour les assumer. C'est rare de pouvoir ainsi s'épanouir professionnellement dès son premier poste... et de sentir que les répercussions sur la vie personnelle sont aussi très positives.

Des projets ?

Me perfectionner et progresser dans mon travail... Autant que j'ai amélioré mon classement au tennis, cette année !



Vous êtes ou serez bientôt diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce ou bien vous avez déjà une première expérience. Comme Pascal BIED, vous souhaitez devenir Ingénieur Commercial...

Nous vous demanderons de bonnes connaissances en anglais et d'accepter le principe de la mobilité géographique.

IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils
Référence IC M 6/2
2, rue de Marengo 75001 PARIS

Nous traiterons votre dossier avec la plus grande discrétion et rembourserons les frais de déplacements des candidats reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.

IBM

Organisation et Publicité

Ingénieurs du futur développez les réseaux pensants

Notre Département Techniques Avancées a pour mission l'aide à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques dans les domaines suivants : Télécommunications, Transmissions de Données, Micro-Informatique, Bureautique, Productique...

Nous vous proposons de participer, au sein des grands groupes industriels qui sont nos clients, à l'un de nos principaux projets : développer des logiciels de communication sur réseau local d'entreprise et sur réseaux de télécommunications numérisés.

Diplômés des Grandes Ecoles (Telecom, Supelec, Sup. Aero,...), vous avez la passion des technologies nouvelles.

Votre première expérience professionnelle vous a permis de mesurer l'importance qu'aurait un travail varié offrant de larges perspectives d'évolution : développez avec nous ce projet d'envergure nationale !

Adressez votre dossier sous référence DTA10, 6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.



AVOIR LES MEILLEURS POUR DONNER LE MEILLEUR

ANALYSTES

FORMATION INGENIEUR OU EQUIVALENT

SINTRA ALCATEL recherche des analystes pour son département militaire.

EXPERIENCE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Ces postes nécessitent quelques années d'expérience dans le développement de logiciels temps réel sur mini-calculateurs. La pratique du SOLAR et la connaissance du PL 16 et RTESD seront très appréciées.

Nous offrons une formation préalable, d'environ 13 mois, sur le système (en région parisienne : Asnières) avant intervention de longue durée sur le site (Sud-Est de la France).

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) sous la référence A/M à Mme BRIAND - SINTRA ALCATEL - Service du Personnel - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIÈRES.



MEDIA BA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur Technico-Commercial

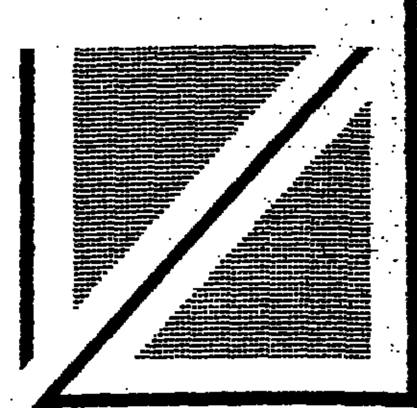
Ingénieur **électronicien** de formation. Expérience souhaitée de 3 à 5 ans en **faisceaux Hertziens** ou disposé à acquérir une bonne connaissance des produits **F.H.** de la Société.
Il se joindra aux ingénieurs du service **produits/projets** pour intervenir à tous les stades d'un projet (proposition, réalisation, recette) en liaison avec les autres services impliqués dans sa réalisation (laboratoires, usines, essais…).
Anglais indispensable, allemand souhaité.
Poste à pourvoir Paris 13ème.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel, 5, Avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON.



Une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle (C.A. : + 28 % en 82)

Changez... pour une autre Banque !



Banque privée, filiale d'un groupe bancaire international, nous vous proposons de relever un défi : *participer* au redéploiement de notre réseau commercial bien implanté en France.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (de préférence école de commerce). Vous avez **une première expérience** commerciale concluante de 4 à 5 ans dans le secteur bancaire **à valoriser.**

Notre proposition vous intéresse parce que vous êtes une personnalité active et accrocheuse et que vous souhaitez **réussir votre carrière professionnelle.**

Rejoignez-nous.

Dans un premier temps, adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 10044 à l'agence TILT, 37, rue Froideveaux, 75014 PARIS.

GROUPE SYSECA

STE D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(700 personnes, C.A. 220 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche
dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATICIENS

CONFIRMES
(3 à 5 ans d'expérience)

Postes à pourvoir : CHEFS DE PROJETS

Domaines : télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre *de notre rapide expansion*, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2047 à

GROUPE SYSÉCA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

Publicités Réunies

Bahlsen

recherche pour sa principale unité de production (biscuits & snacks), située dans la région de **COMPIEGNE**, *le*

RESPONSABLE du service EMPAQUETAGE

Rattaché au Directeur de cette usine particulièrement moderne, il aura pour mission :

- de diriger avec une réelle autonomie les ateliers de conditionnement (8 lignes automatisées) ;
- d'animer avec l'appui de son encadrement un *service de 130 personnes* :
- de collaborer à la conception des programmes d'investissement en liaison avec le service Travaux Neufs.

Pour réussir à ce poste, le candidat doit avoir une formation d'**INGENIEUR A & M** ou équivalent, le goût et une première expérience d'animation des hommes en milieu de production, la capacité de travailler en équipe.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant rémunération actuelle sous réf. 463 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

H.F.,

Paris, Région parisienne,
18/60 ans,

• Comptable • Secrétaire • Représentant • Chargé d'études • Informaticien...
ou diplômé et qualifié,
vous occupez un poste insignifiant dans une Grande Administration, Banques, Sécurité sociale, Caisses de retraite, Assurances...

L'essentiel de votre épanouissement est compromis par l'angoisse, découlant de l'ennui et de la routine quotidienne...

REJOIGNEZ-NOUS,

nous sommes une équipe jeune, dynamique et ambitieuse. Nous CONSTRUIRONS ENSEMBLE une ENTREPRISE dans les grands secteurs d'avenir :

Informatique, Robotique, Biotechnologie, Communication, Audiovisuel...

Prière d'adresser votre dossier de candidature à :
STÉ A.P.I.
43, rue du Faubourg St-Honoré
75008 PARIS.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

Cette annonce est complémentaire de l'annonce pleine page en regard.

Audit haut niveau pour grand groupe informatique

TRES IMPORTANT GROUPE de sociétés de Services et d'Ingénierie en informatique, leader dans sa branche et en rapide expansion recherche un

AUDITEUR INTERNE - 260 - 280 000 F

Rattaché à la Direction, votre mission d'audit dans les différents secteurs d'activité des sociétés du Groupe, *nécessite une expérience d'au moins 5 ans à un poste similaire dans le domaine informatique.* Basé à Paris, vous vous déplacerez à 50 % de votre temps pour des missions de brève durée en France et à l'Etranger. *Des possibilités* d'évolution dans des fonctions de direction sont prévues à moyen terme pour des candidats de valeur.

Envoyer lettre + CV + prétentions sous référence 1602M à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris qui transmettra (très grande discrétion et confidentialité assurées).



Une Société de CHARGEURS S.A.

Marketer nos biens de grande consommation à l'Export

Nos produits intéressent un large secteur de consommation dans le domaine de la propreté et de l'entretien de la maison. Disposant d'une marque de grande notoriété en France et à l'étranger, nous sommes présents sur les cinq continents grâce à un large réseau de filiales et d'agents exclusifs.

Notre développement à l'étranger nous conduit à confier à un nouveau **Responsable de Zone** l'EUROPE DU NORD, l'AFRIQUE DU NORD et l'EUROPE DE L'EST, avec pour objectifs :

- de développer et gérer les relations commerciales établies *avec nos distributeurs exclusifs d'Europe du Nord et d'Afrique du Nord* en participant à la détermination et à la mise en œuvre des éléments du Marketing-Mix,
- de nouer des relations commerciales avec les pays de l'Europe de l'Est.

28 ans environ - de formation commerciale supérieure internationale (MBA apprécié), son expérience de 2 à 3 ans du Marketing opérationnel des biens de grande consommation (*y compris alimentaire*) *à l'export, et peut-être des* ouvertures de marchés, lui permettra de démarrer rapidement.
Parfaitement bilingue anglais - français (allemand apprécié), il voyagera 30% de son temps sur sa zone (poste basé à Paris). Sa nationalité U.S. ou d'un pays de la C.E.E. est de nature à constituer un net atout supplémentaire.



Si cette proposition vous intéresse, écrivez sous la réf. S.3284/M aux consultants d'OGIVES
Département Recrutement - 12, rue de Chazelles - 75017 PARIS
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement

LEVI TOURNAY



Le monde subit chaque jour, sous nos yeux, l'une de ses grandes révolutions...

Informatique, Robotique, Biotechnologie, Communication, Audiovisuel, transforment la Société dans laquelle nous vivons...

Si nous voulons éviter de vivre dominés,

- Soit par la technologie américaine ou nippone,
- Soit par la puissance armée de l'Est,

NE LAISSONS PLUS CHÔMER NOS AMBITIONS

Titulaires d'un diplôme de l'Enseignement supérieur,
Titulaires d'un brevet de Technicien,
Autodidactes exceptionnels,

A moins de 25 ans,
Vous cherchez désespérément un emploi correspondant à votre qualification, vos ambitions, vos espoirs.

A plus de 40 ans,
Vous êtes au chômage depuis bientôt deux ans (voire plus), et les Entreprises nient le poste de dirigeant que vous occupiez auparavant, en vous refusant chaque semaine des emplois subalternes.

JE VOUS PROPOSE,

De nous retrouver en vue de CONSTITUER ENSEMBLE L'ENTREPRISE qui vous accueillera (quels qu'en soient la nature, l'objet, pour peu qu'ils correspondent à une nécessité du moment, à un marché d'avenir...).

Vous y disposerez avec votre équipe, de l'assistance et de l'encadrement nécessaires au démarrage de votre activité, et vous aurez la possibilité d'acquérir en trois ans 50 % du capital de la Société ainsi créée.

Nous assurerons, (après acceptation de votre dossier), au cours des trois premières années, le financement et la trésorerie de l'Entreprise.

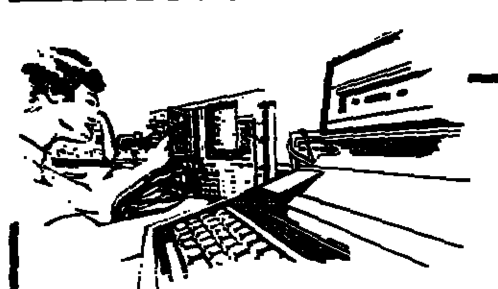
Pour ce faire, je vous demande, au-delà d'un simple curriculum vitae, de m'adresser un dossier exposant :

- Votre idée d'Entreprise.
- La fonction que vous souhaitez y exercer.
- Les moyens à mettre en œuvre (en technologie, en hommes, en argent).
- La rémunération souhaitée pour les trois premières années.

Je répondrai à chacun des courriers correspondant à ces critères.

Prière de m'adresser votre dossier de candidature à :

André de BLANZY
STÉ A.P.I.
43, rue du Faubourg St-Honoré
75008 PARIS.



CIMSA

recherche

INGÉNIEURS LOGICIELS CONFIRMÉS

Nous souhaitons leur confier la conception d'

ARCHITECTURES DE GRANDS SYSTÈMES TEMPS RÉEL

Diplômés d'une grande école, option Informatique, ils conduiront des études au sein de notre département Recherche et Développement.

Une première expérience (5 ans environ) de haut niveau (bases de données, graphiques, réseaux, messagerie...) acquise de préférence sur matériel BULL sera appréciée.

Ces postes font appel à de réelles qualités d'autonomie et d'intelligence.

Adressez votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. AST/84 à Edwige DACQUAY, Service Emploi - CIMSA - BP 44 - 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



HAVAS CONTACT

Chef de groupe achats

Industrie des cosmétiques - La *filiale française d'un important groupe international*, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits cosmétiques de grande diffusion, largement leader sur son marché et connaissant une très forte croissance, recherche un chef de groupe d'achats. *Rattaché au directeur de la logistique* il aura la responsabilité d'une équipe composée de 3 personnes et chargée essentiellement des achats d'emballages, ainsi que de certaines matières premières et produits finis. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, disposant d'un niveau *de formation supérieure, familiarisé* avec la gestion informatisée, et possédant une réelle expérience des achats d'emballages, avec notamment de solides connaissances techniques de l'impression, du flaconnage (verre et plastique), etc... *Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.* La rémunération sera surtout fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé en grande banlieue sud. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/2494M.



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L E BON DÉPART

LE DÉPARTEMENT MAINTENANCE DOCUMENTATION DES AVIONS MARCEL DASSAULT-BRÉGUET AVIATION est un service-clé de la vie de notre entreprise; il se renforce et recrute un

JEUNE INGÉNIEUR

- pour lui confier, au sein d'une équipe très motivée, l'Analyse et le Suivi du développement d'Applications Informatiques, dans le cadre de la réalisation de documentations techniques,
- pour participer activement à la mise en place de systèmes faisant appel à des techniques *informatiques évoluées* (*INTELLIGENCE ARTIFICIELLE*) pour le développement de moyens d'instruction et de maintenance (Simulateurs, DAO, EAO...).

Ce poste au sein d'un département charnière ouvre de réelles perspectives d'évolution et de valorisation de vos compétences. Il peut être le bon départ pour votre carrière dans notre entreprise.

Poste à pourvoir à VÉLIZY (78).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. JIV. LM à :
Direction du Personnel - AVIONS MARCEL DASSAULT-BRÉGUET AVIATION, DPRS, 78, quai Carnot - 92210 SAINT-CLOUD.

HAVAS CONTACT

AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION

AUDITEURS INTERNES JUNIORS/SENIORS PARIS

Important groupe

dont l'activité est orientée vers la santé humaine et animale, les produits de beauté et les parfums (C.A. 10 Milliards F - 18.000 personnes) souhaite étoffer son

Service d'Audit Interne

Les missions de vérification de comptes, de contrôle des procédures et, d'une façon plus générale, d'évaluation des organisations et des structures du Groupe ont pour but d'apporter une option indépendante à la Direction Générale sur le bon fonctionnement des systèmes d'information et du contrôle de gestion, indispensable dans un Groupe décentralisé.

CES POSTES CONVIENDRAIENT :

pour *les seniors, à des professionnels (les) de formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.* avec option comptabilité - D.E.C.S. éventuellement) ayant acquis une expérience d'au moins trois ans dans un Cabinet d'audit international,

pour les juniors, à de jeunes diplômés (ées),

Souhaitant pouvoir évoluer dans un grand Groupe aux activités diversifiées et de dimensions internationales.

Après *quelques années dans* le Service d'Audit *Interne*, les auditeurs *évoluent vers* des postes de responsabilités dans les divisions ou filiales du Groupe.

Anglais indispensable - Nombreux déplacements en *province* et à l'étranger (estimés à 50 % du temps).

Ecrire sous no T 044.214 M, REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

TELIC-ALCATEL



Leader national en téléphonie privée
C.A. 1 MMF - 2800 personnes dont plus de 300 ingénieurs et cadres
nous développons à partir de technologies de pointe des systèmes évolués de bureautique et de télématique.

recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

pour assurer le contrôle de gestion d'un établissement commercial de 300 personnes situé à FRESNES (Val de Marne).

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce ou équivalent, possédant une 1ère expérience du contrôle de gestion et un sens développé des contacts humains.

De réelles possibilités de carrière pourront être proposées à un candidat de valeur, tant au sein de la Société elle-même que du Groupe C.G.E.

Adresser CV et prétentions au siège social
TELIC-ALCATEL
Direction du Personnel



206, Route de Colmar
BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX

Groupe C.G.E.

ORGANISME PROFESSIONNEL SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE PARIS

recherche

POUR RENFORCER SON SERVICE D'AUDIT...

• RÉVISEURS COMPTABLES

Ayant 2 à 3 ans d'expérience en cabinet de préférence.
Ils seront chargés, dans des entreprises de toute taille, de missions :
- d'audit comptable ;
- d'études d'organisation administrative et informatique ;
- d'animation de stages de formation.

• RÉVISEURS COMPTABLES DÉBUTANTS

Qui, à partir d'une formation interne, s'intégreront à l'équipe en place.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et rémunération actuelle sous nº T 044.207 M, RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

L.E.R.S

Société de Recherche Pharmaceutique du Groupe SYNTHELABO recherche, pour son Département de Biologie, un :

chef de projet-neurochimiste/pharmacologue

qui sera affecté au Groupe Biochimie Pharmacologique.

Il ou elle sera *directement responsable d'une unité de recherche* et participera à la coordination de l'activité et à la direction scientifique *du groupe en relation étroite avec le responsable de ce groupe.*
Le groupe Biochimie Pharmacologique a pour objectifs la sélection et l'étude approfondie du mécanisme d'action de composés psychotropes et autres composés dans le cadre de projets de recherche en relation avec d'autres groupes du département de biologie.
Il ou elle devra posséder une formation de haut niveau :
Doctorat d'Etat ou équivalent
et avoir une bonne connaissance des mécanismes de régulation *neuronale, de la pharmacologie ainsi que des techniques* biochimiques modernes utilisées en recherche dans ce domaine.
Il ou elle devra justifier d'une expérience post-doctorale d'au moins 5 ans dans ce domaine de recherche et avoir une bonne connaissance de la langue anglaise; une expérience dans l'industrie Pharmaceutique serait appréciée
Lieu de travail : Banlieue Sud de Paris.
Toutes les candidatures *seront traitées confidentiellement* et devront être adressées avec CV, sous référence B, au
L.E.R.S. Direction Administrative et Technique.
58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.



média-system

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE L'ASSURANCE
PARIS 9ème, recherche

STATISTICIEN H/F

Ayant si possible au moins 3 ans d'expérience.

Cette personne *directement rattachée au chef du service* statistiques sera responsable de plusieurs statistiques professionnelles (relations avec les membres de l'association et le service informatique; contrôle, analyse et interprétation des résultats, études).

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite sous référence 87626 à CONTESSE PUBLICITE - 20, *avenue de l'Opéra*
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Importante société d'électronique située en banlieue Sud-Ouest recherche pour ses **applications Télématique**

Jeunes ingénieurs

3 à 5 ans d'expérience en développement de logiciel temps réel.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 5508 AS/GO, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

THOMSON-CGR
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche des

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS
(GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT)

pour le développement de ses nouveaux systèmes d'imagerie médicale.

L'UN SERA CHARGÉ DE:
l'implémentation en langage de haut niveau de logiciels de visualisation de traitement d'images sur des consoles spécialisées.
Pour ce poste, une expérience des systèmes DEC *et*/ou de logiciel de traitement d'images est souhaitée.

L'AUTRE SERA CHARGÉ DE:
la conception *et* la réalisation de systèmes d'archivage d'images sur disque optique numérique, dans le cadre d'un réseau local d'imagerie.
Une expérience en système de gestion de fichiers sera appréciée pour ce poste.

L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE POUR CES DEUX POSTES.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à
Françoise LEMAIRE, 48, rue Camille-Desmoulins,
THOMSON-CGR, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT



avez-vous la dimension d'un chef de projet?

Leader européen sur le marché des graines potagères et florales (CA 1000 MF, 2200 p.), nous avons une présence mondiale. Notre siège, à Brétigny (30' de Paris-Centre), dispose d'IBM 4341 et 4331. Notre service informatique a entrepris la refonte de l'ensemble des applications dans une optique "temps réel".

Rejoignez l'équipe études et, sous l'autorité du Responsable Informatique, prenez la responsabilité d'un projet-clé tourné vers nos laboratoires de recherche (100 p.) et permettant la gestion interactive des lots de graines.

Universitaire ou ingénieur, vous vous êtes rodé aux techniques DB/DC d'IBM : DL1 et CICS ; après trois à cinq ans d'expérience, vous vous sentez de taille à piloter une équipe de cinq analystes-programmeurs.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4420 LM) à *"Carrières de l'Informatique"*.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Société de Services et de Commerces de Standing en expansion (C.A. + de 200 MF) nous cherchons pour notre Direction financière (Paris 17e) un :

CONTROLEUR DE GESTION

A la tête d'une petite équipe, il est responsable du système et des procédures de suivi et de contrôle de la gestion, au plan global et par centres de profits et de coûts : élaboration des budgets, analyse des résultats mensuels, comparaison tableaux de bord et prévisions, écarts, corrections, recherche de performances...
Après un diplôme supérieur en gestion, une expérience de 5-6 ans en Cabinet d'Audit et en entreprise a fait de vous un professionnel et vous a conféré une mentalité et un style d'intervention qui associe rigueur, réalisme, ouverture et bonne humeur. Ce poste-clef sera l'occasion de donner votre pleine mesure et de préparer votre évolution.
Adressez votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel, téléphone personnel) à :

HLB

Hervé Le Baut-Consultants 11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 265.38.39

AFCOREM

Chef de Marchés (Senior)

• Participe à la définition de la stratégie de la marque.
• Met en œuvre la politique de communication et gère les budgets correspondants.
• Apporte conseil et appui aux unités opérationnelles du réseau en France et à l'international (définition et application des stratégies marketing propres à chaque unité).

Ce poste conviendra à un(e) candidat(e) H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, ayant acquis au moins 3 à 5 ans d'expérience marketing (grande consommation ou services, niveau chef de groupe). Sa technicité sera servie par une réelle qualité de dialogue et la maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer candidature en précisant le poste,
par lettre manuscrite indiquant rémunération actuelle et prétentions
accompagnée d'un C.V. dactylographié à :

Direction Administrative des Sièges 2, rue de la Mare Neuve 91021 EVRY CEDEX



Chef de Marque (Junior)

Dans le cadre de la Direction Marketing NOVOTEL, sa mission sera :
• Collaboration à la stratégie marketing international (hors Europe) et missions fréquentes pour application sur le terrain.
• Conseil aux opérationnels pour l'élaboration des plans marketing et commerciaux.
• Gestion des budgets édition et publicité.

Ce poste conviendra à un(e) candidat(e) H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, ayant acquis au moins 2 à 3 ans d'expérience dans le marketing de distribution ou de services, et connaissant les techniques d'édition. Bonne connaissance de l'anglais. Espagnol ou portugais souhaité. Le lieu de travail est à Evry (91) avec fréquents déplacements à l'étranger.

Envoyer candidature en précisant le poste,
par lettre manuscrite indiquant rémunération actuelle et prétentions
accompagnée d'un C.V. dactylographié à :

Direction Administrative des Sièges 2, rue de la Mare Neuve 91021 EVRY CEDEX

novotel

Groupe d'assurances situé parmi les leaders, nous développons notre fonction Audit France

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur de gestion (ESC ou Maîtrise de gestion + DESS d'Audit), débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle.
*Nous vous proposons de venir enrichir votre acquis en participant à des missions **d'audit opérationnel**.*
Votre activité concernera tous les domaines de nos différentes sociétés (comptabilités / finance, gestion, personnel...).
Elle portera sur la validité des procédures, la conformité des opérations avec les procédures mais également sur l'application des recommandations.
Nous vous précisons que nous attacherons un soin particulier à votre formation d'auditeur et que votre lieu de travail sera basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo, rémunération souhaitée s / réf. 86.546 LM / AO à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



L'informatique en action- priorité : CFAO...

CISI a choisi de faire de la CFAO l'un de ses axes de développement prioritaire.
Pour ce faire, une politique volontariste a été mise en place, construite autour d'un logiciel portable, STRIM 100 (Système Tridimensionnel pour l'Industrie Mécanique), disponible sur un très large éventail de ressources informatiques (réseau, ordinateurs généraux, minis et micros).
Pour développer et supporter STRIM 100, CISI a mis en place 2 centres CFAO :
• PARIS BRUNE (14ème Arrondissement), • VITROLLES (20 km de Marseille).
Afin de renforcer les équipes de ces 2 centres, nous recherchons des

Ingénieurs

de formation Grande École ou équivalent, possédant des compétences techniques ou commerciales dans les domaines suivants : • Systèmes graphiques, • Gestion des données, • Micro 32 bits, • Système VAX, • MOCN - Usinage, • Intelligence artificielle, • Analyse numérique, approximation, géométrie différentielle.
Pour occuper des postes dans les groupes :
• DEVELOPPEMENT - INDUSTRIALISATION (Réf. DI)
• MARKETING (Réf. MK)
• SUPPORT TECHNIQUE FRANCE-INTERNATIONAL (Réf. ST)

Ecrivez-nous en précisant la référence choisie et le lieu de travail souhaité : CISI, Direction du Personnel, 35 Bd Brune 75680 Paris Cédex 14.



média-system

Secteur de première importance dans l'agro-alimentaire

recherche pour sa fédération professionnelle nationale siège Paris

un conseiller expert d'entreprises

pour gestion marchés France et exportation

• Expérience confirmée des mécanismes et milieux communautaires pour relations avec les institutions CEE et internationales.
• Expérience marketing et commerciale.

Profil : 35 ans minimum. Formation supérieure polyvalente. Goût pour l'animation et la fonction de Conseil. Parfait bilinguisme anglais-français.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé s/réf. 180
à L.P.A.-GENEVAY
11, square Jasmin, 75016 Paris.

PRB

Notre Réseau Commercial renforce ses équipes à Paris et en Province et recherche des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
DEBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) vous souhaitez travailler dans un contexte technique informatique où le conseil et les contacts-clients sont aussi présents. Nous vous confierons le rôle de support technique à la vente (élaboration de propositions techniques, démonstration en avant-vente, réalisation de projets lors de démarrages en clientèle). Pour vous familiariser à nos produits et au métier, nous vous assurons une formation qui débutera en Avril et qui vous permettra d'intégrer les unités opérationnelles.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 215 M à
Gilbert Passekaraile
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.



LEVI TOURNAY

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

L'INFORMATIQUE DE LA RÉUSSITE

LE DÉPARTEMENT DES ÉQUIPEMENTS DASSAULT (DED) étudie et réalise des commandes de vol et dispositifs associés sur avion. Un univers entièrement axé sur les techniques de pointe. Il dispose pour cela de deux centres de production (St-Cloud et Annecy).

Une activité où le rôle de l'informatique est déterminant.

Nos applications se diversifient (gestion, process, CAO...) et se réalisent avec du matériel IBM, DIGITAL, COMPUTERVISION. Nous recherchons pour St-Cloud les personnes capables d'en assurer le développement.

Un Chef De Service

En relation étroite avec le responsable informatique du Département, il aura la charge des activités du service en ce qui concerne les systèmes, les développements, et l'exploitation. Solide Technicien, il sera l'animateur d'une équipe de vingt personnes et devra organiser le fonctionnement de son service. Une expérience de Chef de Projet confirmé est nécessaire. (Réf. CS).

Un Analyste

Au sein du service il sera particulièrement concerné par notre activité sur Digital (VAX - PDP) en tant que responsable des applications de gestion en liaison avec le process et dans la perspective de développement CAO. C'est un homme d'équipe et d'action ayant déjà son expérience confirmée sur Digital (VAX VMS). (Réf. A).

2 Analystes-Programmeurs

De formation niveau DUT, leur travail sera varié et très formateur.

Connaissances :

Pour le 1er poste : BASIC - FORTRAN (Réf. AP 1)
Pour le 2e poste : OS - IMS et PL1 (Réf. AP 2)

Notre entreprise attend beaucoup du développement de son informatique : les hommes et les femmes qui y contribueront, évolueront dans une activité de pointe ouvrant de larges perspectives.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION, Direction du Personnel et des Relations Sociales, 78, quai Carnot, 92214 SAINT-CLOUD.

HAVAS CONTACT

AVIONS MARCEL DASSAULT – BREGUET AVIATION



Son rôle essentiel sera de participer aux Études et Recherche sur tous les dossiers de la politique sociale : Temps et conditions de travail, gestion de l'emploi, rémunérations...

Il prendra en charge, en liaison avec le Service d'Informatique de Gestion, la conception et la mise au point d'importants systèmes automatisés de gestion du personnel en temps réel.

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des candidats ayant 2 ou 3 ans d'expérience de la fonction Personnel dans une entreprise industrielle.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS - LA DÉFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

contrôleur de gestion

Une SOCIÉTÉ PRESTATAIRE de SERVICES TECHNIQUES dans le domaine de la COMMUNICATION AUDIOVISUELLE, crée un poste de CONTRÔLEUR de GESTION.

Rattaché à la Direction Générale, il lui sera confié – après une mission d'Audit des procédures comptables et administratives actuelles – l'amélioration des systèmes de gestion et le développement informatique de la société. Il prendra en outre en charge l'ensemble des problèmes administratifs et financiers (Gestion du Personnel, Baux, Assurances, Services Généraux...).

Le gestionnaire recherché pour cette création de poste sera d'esprit curieux et aura un bon niveau de culture générale. De formation type ESC ou niveau DECS, il sera âgé de 30 ans minimum et aura acquis une bonne maîtrise de la Comptabilité et de l'Informatique, si possible dans une société de prestation de services. Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2795 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

agro-alimentaire

Notre Société, implantée en proche banlieue EST de Paris, est leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire.

Dans le cadre d'un plan de développement ambitieux nous recherchons :

TECHNICIENS DE FABRICATION

rattachés directement au responsable de l'une de nos divisions spécialisées dans la fabrication de produits hautement élaborés.

Ces postes s'adressent à des candidats titulaires d'un BTS ou DUT appliqués aux industries alimentaires, justifiant au minimum de 5 ans d'expérience professionnelle dans la production, fortement motivés pour les problèmes de fabrication et particulièrement exercés à la conduite et à l'encadrement du Personnel. (Réf. 1089-M)

TECHNICIENS DE LABORATOIRE

titulaires d'un BTS ou d'un DUT option industries alimentaires, débutants ou non. Sous l'autorité du responsable du Laboratoire, ils seront chargés d'effectuer des analyses complexes sur des produits à haute technologie.

Ces postes s'adressent à des candidats particulièrement motivés pour un travail de laboratoire directement axé sur la fabrication et en étroite collaboration avec les techniciens de production (Réf. 1090-M)

De larges possibilités d'évolution sont offertes à des hommes sachant allier à leurs compétences techniques, le sens des responsabilités et une excellente qualité de contact à tous niveaux.

Une rémunération motivante est offerte à des candidats de valeur en fonction de leur expérience. Réponse et discrétion assurées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence correspondante à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Banlieue Nord de Paris



TECHNICON, filiale française du leader mondial des systèmes analytiques et informatiques pour laboratoires, nous devons notre forte croissance à l'innovation et à la qualité de nos produits.

Notre image de marque repose en grande partie sur l'efficacité et la compétence de nos techniciens d'après-vente. Pour accroître cette efficacité et dans le cadre d'une réorganisation de nos services, nous recherchons notre

Chef du service logistique
du département assistance technique après-vente

Vous animerez et contrôlerez l'activité d'une vingtaine de personnes.
Vous avez des dons d'organisateur et vous savez gérer, au mieux de leurs possibilités, les moyens humains dont vous disposez.
Vous savez faire preuve d'imagination et innover en matière de planification.
Vous serez partie prenante et vous apporterez votre concours éclairé dans l'informatisation des tâches administratives et comptables de votre service.
Vous avez une trentaine d'années et vous pouvez prouver vos talents et votre dynamisme de manager.
Enfin, vous lisez et vous parlez l'anglais parfaitement.
Adressez votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) sous réf. 2/SLT à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

OLIVETTI, premier constructeur européen de matériel informatique et bureautique recherche

Ingénieurs systèmes pour sa direction marketing

Ils auront la responsabilité des systèmes MS/DOS et CPM et assureront l'interface pour ces produits entre la maison mère et nos services commerciaux, logiciels, et SSII. Ils seront chargés en outre de la mise en place des supports techniques.

Ces postes s'adressent à des cadres de formation MIAGE ou école d'ingénieurs ayant au moins 2 ans d'expérience et une bonne connaissance des matériels micro-informatique.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour ces postes basés à Paris.

Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et les possibilités d'évolution seront celles offertes par un groupe de dimension internationale.

Veuillez contacter Véronique Poissonnier sous référence IS. M.

OLIVETTI FRANCE - DPRH - 89 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris.

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménagers
- radio-téléphones
- caméras et projecteurs BAUER

Dans le cadre d'une nouvelle structure, nous recherchons notre futur

CHEF DE SERVICE CONTROLE GESTION VENTES

SON ROLE SERA :
- d'animer, en concertation avec les directions commerciales, un contrôle de gestion des ventes orienté vers l'action et les résultats,
- d'optimiser le système existant, notamment par l'élaboration d'outils d'aide à la décision.

SES ACTIVITES MAJEURES SERONT :
- mise en oeuvre d'un système informatique de planification décentralisé
- analyse des centres de profits
- contrôle budgétaire.

CE POSTE CONVIENDRAIT A UN CANDIDAT :
- diplômé d'études supérieures (HEC - ESSEC - ESC + DECS) ayant acquis une expérience d'environ 5 ans au cours de laquelle ses facultés d'analyse et d'initiative se seront manifestées concrètement
- disposant d'excellentes facultés de contact, d'une grande aptitude à convaincre et du goût du travail en équipe
- ayant le sens de l'organisation et une bonne pratique de l'informatique de gestion
- connaissant la langue allemande

BOSCH

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions au Département Gestion de Personnel
32, avenue Michelet
93404 SAINT OUEN.



SOCIÉTÉ **CONSEIL FINANCE** PARIS
RECHERCHE **3** CONSULTANTS:

2 DEBUTANTS
ou 1 à 2 ans d'expérience
diplômés grandes écoles ou universités

1 SENIOR
4 à 5 ans d'expérience ou +

Envoyer C.V. manuscrit sous réf. 8644 à
EUROMEDIA 48, rue de Provence 75009 PARIS
qui transmettra.

EMF

Carrières à suivre dans un groupe diversifié.

AUDIT INTERNE

Ce groupe français de dimension internationale emploie plus de 10 000 personnes et fait un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs. Il intervient dans des domaines très variés : prestations de services et négoce. La société mère recherche pour son siège parisien 2 auditeurs.

Rattachés à la direction générale, leur mission consiste à faire appliquer les procédures du groupe. Ils contrôlent sur place la régularité des opérations comptables et assistent chaque filiale sur le plan financier, informatique et fiscal.
De plus, ils participent à la mise en place des systèmes d'organisation, aussi bien dans le domaine de la comptabilité que de l'exploitation commerciale.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, possédant au minimum un DECS, et justifiant d'une première expérience en entreprise ou en cabinet. Pour l'un des deux postes, dont le titulaire sera chef de mission, il est nécessaire de posséder le niveau des certificats supérieurs de l'expertise comptable. Hommes de contact et de terrain, ils ont du poids personnel et un esprit formateur.

Pour ces deux postes, basés en proche banlieue Ouest, il faut envisager 50% de déplacements. Connaissances informatiques nécessaires.

Les conditions offertes et les possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe sont de nature à intéresser des personnalités de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21005 A, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

hippopotamus



Paris - Saint-Etienne - Nice - Bruxelles
14 unités - 800 personnes
1 société de gestion, 1 holding financier

notre fort développement en 1984
et notre appétit de résultats probants
nous font souhaiter rencontrer très vite
notre futur

CONTRÔLEUR DE GESTION

En relation directe avec Christian GUIGNARD, P.D.G. du Groupe, à qui il reporte, en coopération avec la Direction *Comptable et les Directions d'Exploitation... et bien sûr en* affinité avec notre restauration de marque... il va progressivement harmoniser procédures et indicateurs de gestion, animer et contrôler le processus budgétaire, tenir le tableau de bord, assurer la coordination, la fréquence et l'exactitude du reporting, analyser les résultats et les écarts et transcrire ses recommandations dans le langage terrain : à cet égard, vis-à-vis des exploitations, la composante conseil de son poste est fondamentale.

30 ans environ - de formation Grande Ecole Commerciale + D.E.C.S. ou équivalent, son professionnalisme (cabinet d'audit anglo-saxon ou expérience de la fonction dans les secteurs hôtellerie, grande distribution, chaînes à succursales multiples...) allié à ses qualités humaines et à son sens du dialogue constructif va lui permettre de créer ce poste dans l'excellent climat de communication auquel nous sommes attachés.

Catherine de BOISJOLLY vous remercie de lui écrire sous la référence H 10 284/M en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente.

OCRYES
Département Recrutement 12, rue de Chazelles 75017 Paris

LEVI TOURNAY

Entreprise de distribution de produits grand public ; 500 millions de C.A. ; 1.000 personnes ; 600 points de ventes ; filiale de conglomérat U.S. ;

nous recherchons

un jeune contrôleur de gestion

- Vous êtes E.S.C.P. ou équivalent en début de carrière ;
- Accrocheur et solide ;
- Vous voulez maîtriser l'informatique et la gestion financière ;

Ecrivez nous.
Adressez votre Curriculum-Vitae + lettre manuscrite à
PUBLIALE G.R. n° 760
27, faubourg Montmartre, 75009 Paris.

ALUMINIUM PECHINEY

1er Producteur Européen d'Aluminium

recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

Grandes Ecoles, débutants ou première expérience

Nous créons deux postes d'informaticiens au Siège de la Société à Paris.

Ceux-ci participeront à l'élaboration des systèmes d'information de la Société dans le cadre de projets novateurs et motivants.

Les matériels centraux sont de grande puissance : IBM 3081 et IBM 3033, ils permettent l'utilisation de bases de données et sont reliés à un important réseau de télétraitement (1000 terminaux).

Les matériels périphériques : mini et micro-ordinateurs, servent à la gestion d'unités décentralisées, et sont le support du plan bureautique.

Une expérience en COBOL ainsi qu'une connaissance des systèmes IBM seraient appréciées.

De réelles perspectives d'évolution vous attendent au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et prétentions) s/réf M4 au Responsable du Recrutement Aluminium Pechiney 23, rue Balzac 75008 PARIS.

PECHINEY LES MATERIAUX DU PROGRES

EUREQUIP
UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE

Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise.
Dans cette perspective, nous souhaitons accueillir des

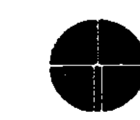
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Ils pourront être intégrés dans l'une des deux fonctions suivantes :

- **CONSULTANTS**
en vue d'enrichir nos équipes pluridisciplinaires (180 personnes) intervenant dans tous les domaines de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'étranger.
Nos Consultants maîtrisent une langue étrangère, sont disponibles géographiquement, et, dans leur approche personnelle de l'entreprise, associent le facteur humain aux facteurs techniques et économiques.

- **JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN**
en vue de gérer et faire évoluer un Centre Informatique de petite taille et proposer un nouveau schéma directeur informatique.
Après cette première étape de 2 ou 3 années, il deviendra Consultant.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 84.03LM aux Consultants en Recrutement d'EUREQUIP.



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tél. 553.84.73

MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT



Chimiste au cœur de l'information, une opportunité : la documentation

JOUVEINAL. Nous sommes un Groupe chimique et pharmaceutique en pleine expansion (+ 25 % - C.A. : 440 MF - Effectif : 620 personnes).

Notre Service Documentation (5 personnes), rattaché à la Recherche, a déjà développé une excellente image de marque fondée sur son dynamisme, sa compétence... et sa disponibilité. Pour répondre au développement des besoins des utilisateurs, il crée aujourd'hui un nouveau poste, situé au siège, à Fresnes.

Vous serez le (la) seul(e) chimiste de notre équipe. Vous serez chargé des recherches documentaires chimiques (bibliographiques et structurales) et brevets... Vous participerez à la rédaction de différents produits documentaires diffusés de façon interne. Vous disposerez de moyens informatiques et aurez la mission de les développer (bases de données, synthèse assistée par ordinateur).

Vous êtes chimiste diplômé (maîtrise minimum) et si possible formé à la documentation (INTD par exemple). Vous maîtrisez l'anglais. Une première expérience similaire serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité) sous la référence 4/DCJ/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

REMARQUABLE PAR SES PERFORMANCES
SOCIETE FRANÇAISE DE FORTE NOTORIETE
CA 120 M DE F
PRODUITS GRAND PUBLIC ET PROFESSIONNELS

recherche

chef de produits

- CREATION DE POSTE -

- 28 ans environ. Formation Supérieure Commerciale/Marketing. Expérience opérationnelle dans le Marketing de biens de grande consommation. Anglais nécessaire. Allemand ou Espagnol apprécié.
- Directement en prise avec le Directeur Commercial, il regroupe et développe les moyens marketing, de leur conception à leur réalisation : PLV, argumentaires, documentation, packaging, etc.
- Par son action effective il améliore en permanence l'adéquation du couple produits-marchés : développement et création de nouveaux produits.
- Poste évolutif au sein d'un contexte ouvert et motivant.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 854-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées).

guillon sélection
33, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Dans notre groupe de Sociétés
qui se développe en France
devenez

NOTRE JURISTE

Directement rattaché au Directeur Général du groupe, vous créerez le poste de JURISTE.
Responsable des dossiers juridiques vous serez amené à étudier les ramifications des différentes unités et à suivre les protocoles, les conventions.
Peu à peu, vous serez chargé de suivre le travail des différents départements du groupe.
Juriste, avec une option droit des sociétés de préférence, vous aurez 4 ans d'expérience au moins dans un service juridique d'une entreprise.
Pour un candidat motivé, ayant un bon esprit d'équipe, de réelles perspectives d'avenir seront offertes à partir de ce poste basé dans la proche banlieue Sud de Paris.

Merci d'écrire sous réf. 351 à A.L. CONSEIL 102 Bd Malesherbes 75017 PARIS chargée de cette mission de recherche, qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS.



"Penser, mais pas seul. L'informatique d'avant garde développée par TELESYSTEMES implique l'esprit d'équipe tout en gardant ma liberté d'action.

Agir, c'est m'engager en prenant mes responsabilités pour que TELESYSTEMES conserve sa position de leader en matière de communication et de réseaux.

Vivre chez TELESYSTEMES c'est développer mes connaissances des techniques de pointe, de l'ingénierie de systèmes par exemple, mais aussi exporter aux 4 coins du monde la maîtrise TELESYSTEMES.

Ce qui ne m'empêche pas de mener une vie familiale où je peux pratiquer mes loisirs préférés.

Il faut un temps pour tout."

L'innovation et la conquête du marché national (banque, santé, distribution, collectivité...), **c'est notre objectif.**

L'écoute du marché, la souplesse, l'adaptation pour avoir une croissance plus rapide encore, **c'est notre stratégie.**

Des activités différenciées confiées à des unités opérationnelles autonomes et polyvalentes, **c'est notre structure.**

1984 nous permet d'être le leader des systèmes et services télématiques, grâce à nos métiers : la gestion temps réel, la communication électronique et l'information automatisée.

Notre croissance, ce sont les 200 postes qui seront offerts au cours de l'année 1984. Informaticiens confirmés ou débutants, vos objectifs, votre stratégie sont les nôtres.

Vous êtes, vous serez les spécialistes d'avant garde BULL (grands et moyens systèmes), IBM (grands et moyens systèmes), DEC (VAX), PRIME, micro (P.C.), microprocesseurs, réseaux,...

C'est vous qui confirmerez notre avance technologique en **VIDEOTEX, carte à mémoire, gestion, réseaux, bureautique, télécommunication...**

Prenez contact en écrivant à TELESYSTEMES S.A.
Service Gestion et Recrutement
115, Rue de Bac - 75007 PARIS - Tél. (1) 544.38.98

telesystemes
DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

GEMAP-OUEST

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL, LEADER SUR LE MARCHE, recherche pour son Siège Social

responsable recrutement cadre et gestion de carrières

Sous l'autorité du Directeur du Personnel et en liaison avec les chefs du personnel des différents établissements du groupe.

- Il devra assurer l'ensemble des recrutements cadres de la société :
  - Définition des besoins et des profils
  - Choix des méthodes de recrutement
  - Sélection et présentation des candidats
- Il devra définir et mettre en place les outils de gestion prévisionnelle des cadres :
  - Système d'appréciation
  - Gestion des projets de remplacement et de mutation internes.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un homme dynamique possédant un sens psychologique certain et une expérience réussie de quelques années dans la fonction personnel si possible dans le domaine du recrutement.

Le poste est basé dans l'Oise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) s/réf. 87637 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

---

INGENIEUR D'ORDONNANCEMENT

POUR REALISER LA PROGRAMMATION DE NOS PRODUITS

Spécialisés dans le créneau : informatique distribuée, bureautique et automatisation bancaire, nous désirons confier cette mission à un candidat ayant une bonne expérience en ordonnancement, lancement de production.

La connaissance en produits informatiques serait appréciée.

Il devra à partir des prévisions marketing :
- réaliser le suivi des consommations.
- établir les documents de lancement.
- constituer, suivre et analyser les tableaux de bord.

Des outils informatiques de gestion sont mis à la disposition de la fonction.

La formation à nos produits est assurée.

Des évolutions au sein du Groupe sont offertes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V., prétentions) sous référence 16227 M à Michèle CORBINEAU BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.



Transac



pour son secteur

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

recherche des

INGENIEURS LOGICIEL DEBUTANTS
(Ecoles d'Ingénieurs ou universitaires option info)

et

INGENIEURS CONFIRMES
(2 à 5 ans d'expérience sur minis et/ou micros)

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité sous Réf I.CA/19
à Thomson Answare
135 rue de la Pompe - 75116 Paris

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS



CIMSA

INGÉNIEUR MODÉLISATION

CIMSA, une informatique de pointe, performante au plus haut niveau dans les milieux les plus sévères.

Filiale du Groupe THOMSON, notre savoir-faire est reconnu mondialement.

Notre développement se poursuit et nous souhaitons recruter un INGÉNIEUR (École ou Universitaire) ayant une expérience du contrôle de process, de la simulation, si possible en **mécanique des fluides,** (représentations mathématiques, systèmes hiérarchiques de contrôle et de commande).

Excellent mathématicien, expérimenté en mécanique des fluides, c'est aussi un homme de contact sachant dialoguer avec des interlocuteurs de haut niveau. Intervenant sur un grand projet, il aura de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

Poste à pourvoir à Vélizy.

Adressez votre candidature sous référence IM/M à *JFD CONSEIL* - Jacqueline Fleurent-Didier - 102, bd Malesherbes, 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

A PARIS
RECHERCHE

SPÉCIALISTE TITRES ET ORGANISATION

IL EST DEMANDÉ : dix ans d'expérience dans une banque ou chez un agent de change ; une connaissance approfondie des titres clientèle et opérations domiciliées ; l'habitude du travail en équipe.

IL LUI EST OFFERT : un poste évoluant vers d'importantes responsabilités et une rémunération motivante.

DISCRÉTION ABSOLUE GARANTIE.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à
RÉGIE PRESSE sous n° T044.169M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

groupe tests

Numéro un de la presse informatique, nous éditons actuellement une quinzaine de publications. La plus récente "VOTRE ORDINATEUR" est une revue grand public qui connaît un très fort démarrage et est actuellement le magazine leader de l'informatique à la maison.

Pour nous aider à poursuivre ce succès, nous cherchons un

Journaliste HF

Vous rédigez en professionnel, vous êtes passionné par l'informatique, vous avez lu - ou allez lire notre magazine. Son style vous plaît et vous souhaiteriez rejoindre notre équipe ? Ecrivez-nous. Nous donnerons la préférence au candidat qui réunira les qualités de rigueur, d'esprit d'équipe, d'imagination, et dont le potentiel permettra d'envisager l'évolution que nous souhaitons lui donner au sein du groupe. Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1063/M à Michèle RUDLOFF, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publivel

PETROCONSULT E.T.T.
recherche pour postes fixes

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS SUPÉRIEURS

Motivés par la réalisation de projets d'automatisation (clés en main). Minimum 2 ans d'expérience dans l'analyse de la programmation temps réel, sur minis et micros, dans les domaines HP 1000 et PDP 11, langage FORTRAN et ASSEMBLEUR.

Téléph. ou écrire M. BACH (720-86-78) 25, rue Jean-Giraudoux, 75116 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.G.
EXPERT
PRÈS LES TRIBUNAUX
ENGHIEN (face gare)
recherche

COLLABORATRICE

- bonne dactylo,
- culture générale,
- initiative et sens de l'organisation,
- facilités de rédaction,
- libre immédiatement pour secrétariat et collaboration administrative.

Disponibilité nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo, salaire actuel et prétentions sous le n° 282.082 M à RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

ANALYSE ET ACTION

PIERRE HERVO CBA FRANCE
Agence conseil en relations publiques recherche :
- Chargés de dossiers.
- Assistants.
- Maquettistes.

7, rue Emile-Cossonneau
93360 Neuilly-Plaisance.

COMPAGNIE D'ASSURANCES
Quartier OPERA
Recherche pour son Service Technique

UN STATISTICIEN

Formation supérieure exigée, par exemple Licence de Sciences Economiques ou autres diplômes.

Première expérience professionnelle, même courte, souhaitée.

Ce Cadre sera l'Adjoint du Responsable du Service Technique.

Envoyer lettre manuscrite +C.V. et photo sous réf. 87463 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



INGENIEURS COMMERCIAUX
5 ans d'expérience SSCI ou Constructeur

TELESYSTEMES QUESTEL - PARIS -

QUESTEL est le premier serveur français professionnel du réseau Teletel. Questel fournit des prestations de services appliquées à l'automatisation des bases de données.

L'impact Questel 84, son expansion économique, le développement du Département Questel- ingénierie ce sont les ingénieurs commerciaux qui nous rejoignent en 84 pour vendre les systèmes de gestion d'information : Questel +, Mini-Questel, Micro-Questel...

Envoyer CV + photo et prétentions Mr Di Louya Télésystèmes Questel - 40 rue du Cherche Midi 75006 PARIS.

telesystemes
DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.



Groupe Bancaire Paris 8e

recherche

EXPLOITANT (E)

pour assurer au sein d'une équipe la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Diplôme d'études supérieures ou C.E.S.B. requis.

Ce poste, qui offre de réelles responsabilités et de bonnes perspectives d'évolution, requiert dynamisme et aptitudes commerciales.

Une expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire est exigée.

Envoyer curriculum vitæ, prétentions et photo à Nº 29905 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE SOUHAITE INTEGRER

CHEF COMPTABLE

H/F

Votre formation comptable (DECS minimum) a eté completee par 5 annees d'experience. Une connaissance du secteur ingenierie ou BTP serait appreciee.

Dans le cadre de votre fonction, vous aurez la responsabilite des services de comptabilite generale incluant la Tresorerie, la section paie et la comptabilite de nos implantations a l'etranger.

Vous serez charge plus particulierement des bilans sociaux, France - Etranger, et du " Reporting Group ".
L'anglais est exige, des notions d'espagnol souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et pretentions en precisant la reference M 42 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opera - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra. Discretion assuree.



FOSTER WHEELER FRANÇAISE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INTERNATIONALE DANS PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE

recherche

LE CHEF DE SA SECTION GÉNIE CIVIL

CE POSTE, A HAUT NIVEAU DE RESPONSABILITÉ, CONVIENT A

INGÉNIEUR DIPLOMÉ TRAVAUX PUBLICS

Dynamique, ayant potentiel technique et humain et possédant au moins 10 années d'expérience dans la profession.

Anglais courant indispensable.

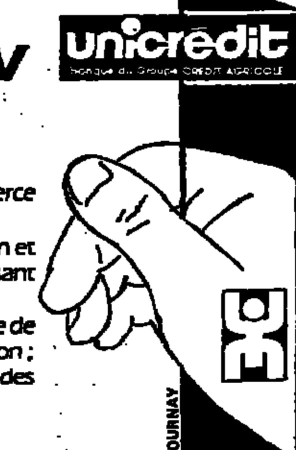
Poste basé à Paris.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions à :
Direction du personnel
B.P. 214
31, rue des Bourdonnais - 75024 PARIS CEDEX 01.

---

recherche

gradé(ée) classe IV A.F.B.



pour le traitement des opérations de commerce extérieur.

Mission : cet agent prendra en charge l'animation et la coordination de la cellule, gérant et comptabilisant les crédits export.

Profil : ▶ 5 à 10 ans dans cette activité ; ▶ pratique de l'anglais ; ▶ utilisation d'une informatique de gestion ; ▶ bonnes connaissances de la comptabilité des opérations internationales.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions à
UNICREDIT
Mlle Bellier, 128/130 Bd Raspail 75289 - Paris Cedex 06

GROUPE INTERNATIONAL DE SOCIÉTÉS DE SERVICES
recherche pour son siège à PARIS

AUDITEUR INTERNE (Senior)

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis de bonnes connaissances juridiques, de gestion et de comptabilité et pouvant faire valoir une première expérience réussie de l'Audit dans une grande entreprise ou dans une société de révision.

Une bonne connaissance d'une ou deux langues étrangères serait un atout.

Le poste basé à PARIS,
implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Susceptible d'évolution pour un candidat de valeur, il vous fera découvrir l'entreprise et vous préparera à d'autres fonctions notamment administratives et financières.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 23532 sur enveloppe à
JEAN RÉGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

JRP/Jean Régnier Publicité

Les Nouveaux Constructeurs

recherche pour son activité immobilière en région parisienne un

RESPONSABLE du DEVELOPPEMENT

250.000 F par an

Diplômé de l'enseignement supérieur, doté d'une énergie intense, d'un sens aigu des contacts et de la *négociation, d'un goût affirmé pour l'immobilier et ayant* une bonne expérience dans ce domaine, particulièrement en matière d'immeubles collectifs, vous serez responsable de l'initiation, de la négociation et du montage d'affaires nouvelles : participation à la stratégie de développement, analyse des données statistiques du marché et connaissance de la concurrence, négociations foncières, étude de faisabilité, obtention des autorisations de construire, placement auprès des investisseurs institutionnels.

Votre rémunération, motivante, sera déterminée en fonction de votre expérience et de votre performance et comprendra un salaire fixe et un intéressement aux résultats.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo :
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS S.A.
Tour Montparnasse 75755 Paris Cédex 15
à l'attention de Mme MALGOUYAT.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche

DOCTEUR EN DROIT

Exerçant son activité au sein d'une équipe déjà constituée et bénéficiant d'une première expérience de 3 ou 4 ans dans l'exercice du Droit International des Affaires, il aura pour mission l'assistance juridique, dans le domaine de la négociation des contrats internationaux (contrats d'études, de transfert de technologie, de fournitures, d'assistance technique), l'élaboration de ces contrats et le suivi juridique de leur exécution.

La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence nº 281.997 M,
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Société d'Assurances Vie Grande Branche et Groupe recherche :

– INSPECTEURS DU CADRE STAGIAIRES

Après un stage rémunéré d'environ 9 mois, il leur sera confié l'animation d'un réseau d'Agents Généraux.

Postes à pourvoir :
RHONE-ALPES - EST - MIDI-PYRÉNÉES - PARIS

– CHARGÉ DE MISSIONS CONFIRMÉ

Après un stage rémunéré il sera chargé de la production Vie Grande Branche dans des portefeuilles sur PARIS et région parisienne.

Adresser : lettre manuscrite et C.V. avec photo
s/nº 7.446 *le Monde* Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Nous recherchons

CHEF D'ETABLISSEMENT

Pour administrer un I.G.H. (20.000 m2)

IL S'AGIT :

- de diriger une équipe de 20 personnes
- de contrôler les prestataires de services
- d'assurer les contacts avec les services publics
- de suivre les relations avec les locataires
- d'effectuer les rapports à la Direction.

Le candidat, âgé de 40 ans minimum, sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur de préférence dans le bâtiment et aura la qualification de chef d'équipe de sécurité. Il aura eu, en outre une expérience antérieure similaire nécessitant sens des responsabilités et esprit de commandement. La connaissance de l'outil informatique sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV détaillé, prétentions et photo sous référence 23562 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

JRP/Jean Régnier Publicité

---

2 TRADUCTEURS TECHNIQUES H.F ANGLAIS-FRANÇAIS

AFNOR
Association Française de Normalisation recherche 2 TRADUCTEURS DIPLOMES pour traduction de normes et documents normatifs et règlementaires.

Votre profil :

- connaissances techniques acquises par formation ou expérience (spécialisation informatique pour l'un des 2 postes).
- quelques années d'expérience,
- deuxième langue appréciée : Allemand.

Adresser c.v., photo et rémunération actuelle sous référence 6212 à AFNOR Direction du Personnel - Tour Europe Cedex 07 - 92080 Paris la Défense.



---

agro-alimentaire

Notre Société, implantée en proche banlieue EST de Paris, est leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire.

Dans le cadre d'une forte expansion dans **UN SECTEUR DE POINTE** *mettant en œuvre des* **TECHNOLOGIES AVANCEES**, *nous recherchons :*

INGENIEURS DE RECHERCHES

(AGRO - ENSIA - INA PG ou MST Biotechnologies)

chargés, sous l'autorité du responsable du laboratoire de **recherches et de développement**, de la mise au point, de *l'optimisation et de l'amélioration de* **produits alimentaires hautement élaborés.**

Ces postes s'adressent à des ingénieurs de recherches confirmés (3 à 5 ans en laboratoire) ayant acquis une bonne expérience en biochimie et fermentation diverses. Des connaissances en automatique, électronique et une bonne pratique de l'anglais seraient très appréciées. **(Réf. 1101-M)**

INGENIEURS DE FABRICATION

(AGRO - ENSIA - INSA Toulouse, etc...)

directement rattachés au chef du service de fabrication, ils devront prendre en charge l'ensemble des problèmes de production, optimiser les procédés actuels en liaison permanente avec les autres services de l'usine, avoir le souci constant de l'amélioration de la qualité des produits et ceci dans le cadre d'une **fabrication complexe et continue.**

Ces postes s'adressent à des ingénieurs justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans en production, ayant de bonnes connaissances en génie chimique et en biotechnologies, pratique de l'anglais souhaitable, aptes à encadrer le Personnel. **(Réf. 1102-M)**

La rémunération qui sera fonction de l'expérience est attrayante pour des candidats de valeur et les possibilités d'évolution au sein de la Société sont larges et variées.

Réponse et discrétion assurées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence correspondante à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

BANQUE A TAILLE HUMAINE
filiale d'un très important groupe national
recherche pour **PARIS**

EXPLOITANT DE HAUT NIVEAU

(classe VII ou VIII)

35 ans environ

pour le **secteur des particuliers et des agences.**

Ce poste repose sur de larges responsabilités, il implique en contre-partie :

— expérience bancaire réussie d'au moins 10 années dans une direction d'agence importante,
— *connaissance approfondie du secteur des particuliers,*
— niveau d'études supérieures,
— disponibilité, ouverture d'esprit et sens de l'organisation.

ATTACHE COMMERCIAL

(classe VI ou VII)

30 ans environ.

Responsable de comptes grandes entreprises, il aura à **mettre en œuvre un système télématique performant** entre la banque et ses clients.

Ce poste évolutif repose sur une large délégation, il nécessite :

— niveau d'études supérieures,
— expérience bancaire « entreprises » de 5 ans environ,
— adaptabilité face à une clientèle diversifiée,
— sens de l'organisation et du service clients.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9122 à
VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.

ASSOR CONSEIL

Société de conseil en organisation recherche

ingénieurs grandes écoles

ou formation universitaire + école de gestion

DEBUTANTS

Au sein de notre équipe vous serez formé et associé à des actions d'organisation : structures, gestion, utilisation de l'informatique, amélioration de l'efficacité...
Et ceci tant auprès de Grandes Entreprises que dans le cadre de Grands Projets Publics.
Progressivement votre aptitude à mener et réussir les interventions vous permettra de participer à la gestion et à la croissance du Cabinet.
Il est requis une personnalité équilibrée, apte à promouvoir le changement.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillant formation et motivations à :
ASSOR CONSEIL - 94, rue Lafayette - 75010 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Vous en verrez de toutes les couleurs...

Une importante société fabricant et distributeur de peintures, de revêtements de sols et murs, recherche :

LE CHEF DE PRODUIT DE SA DIVISION PEINTURE

Rattaché au Directeur du Marketing, vous serez totalement responsable de la définition, du positionnement, et de la promotion des produits, tant auprès du réseau commercial, que de la clientèle.

De formation supérieure (HEC, Sup de Co...), vous avez acquis, dans vos premières années d'expérience, une pratique très solide des techniques du marketing, soit chez un des leaders de la vente ou de la distribution, soit sur notre marché. Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 401.106 M (à mentionner sur l'enveloppe)



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

HERCULES

Entreprise américaine performante, notre dimension, 25 000 personnes, 100 usines dans le monde, et la diversité de nos produits chimiques très spécifiques, nous permettent d'être présents et *souvent leaders sur des marchés* aussi différents *que* les adhésifs, l'alimentaire, les produits du bâtiment ou le papier.

Ingénieur industrie du papier

Nous savons démontrer aux utilisateurs l'intérêt de nos produits qui confèrent aux papiers les plus divers les qualités recherchées.

Avant de prendre un marché, nos commerciaux doivent procéder *chez le client à des essais sur machine. Ce sont des ingénieurs très* opérationnels.

Suite à une promotion, nous recherchons un ingénieur à la fois technicien habile et bon commercial. Sa connaissance de l'industrie du papier ou sa formation en chimie *lui* permet d'avoir avec *les responsables de fabrication* un dialogue technique constructif. La connaissance de l'anglais est très souhaitable.

Le développement des activités du groupe doivent vous permettre d'espérer une évolution de carrière attrayante.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (*lettre*, CV, *photo*), *réponse et discrétion. Merci d'écrire sous* référence B 3837M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

---

jeunes ingénieurs

Grand Groupe Textile International ayant des établissements en
FRANCE, ESPAGNE, TUNISIE, ETATS-UNIS, BRESIL, AFRIQUE DU SUD, AUSTRALIE
recherche de JEUNES INGENIEURS

ECP, ECL, IDN, A et M, ICAM, ENSI (mécanique)

Débutants ou ayant une première expérience professionnelle, ils seront après formation, appelés à **diriger des unités de production** tant en France qu'à l'étranger ou d'intéressantes opportunités de **CARRIERE INTERNATIONALE** sont ouvertes.

Ecrire avec C.V. sous réf. 1150-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

BANQUE FRANCAISE PRIVEE

Nous développons de manière substantielle notre Département **BOURSE - TITRES** qui représente déjà une part importante de notre activité. Dans le *cadre de cette expansion, nous pouvons offrir à deux nouveaux collaborateurs* expérimentés une excellente opportunité de mettre en valeur non seulement une solide compétence technique acquise par plusieurs années d'expérience, mais aussi des capacités personnelles d'initiative, d'efficacité et d'esprit de *décision complétées bien sûr par l'aptitude à diriger des équipes*
Nous recherchons donc

ADJOINT CHEF BOURSES ETRANGERES

Classe V ou VI **170/200.000 frs**

Capable de gérer tout le " back office " lié à cette activité.
(Réf. ACBE/RB)

GENERALISTE GESTION ADMINISTRATIVE TITRES

Classe V **130/160.000 frs**

Impliquant l'usage constant de l'outil informatique, et dont les capacités auront de réelles possibilités d'utilisation dans un Service en pleine évolution
(Réf. GAT-RB)

Nous vous *remercions de bien vouloir adresser votre lettre de candidature* + CV détaillé à notre Conseil, R. BATIFOULIER, qui vous garantit la plus totale discrétion

R. BATIFOULIER, 39, Avenue des Champs Elysées 75008 PARIS

REXTON INTERNATIONAL

recherche pour
sa filiale française spécialisée dans la fabrication et la vente d'appareils médicaux
(40 personnes à Paris)

CHEF COMPTABLE

Directement rattaché à la Direction générale
Il prend en charge :
- la direction de la comptabilité ;
- le contrôle de la gestion ;
- le reporting interne au groupe ;
- l'administration du personnel.

Une expérience dans un poste similaire ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais lui seront nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
REXTON INTERNATIONAL
32, rue Brancion, 75015 Paris.

BANQUE PRIVÉE

Banque privée, filiale d'un groupe bancaire international important, recherche :

Responsable du SERVICE ÉTRANGER
(6 personnes)

Niveau I.T.B., ayant une parfaite maîtrise de l'ensemble des opérations et de la réglementation des changes, *expérience bancaire similaire* de 7 ans minimum. Anglais écrit indispensable.

Poste à pourvoir à Paris rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous N° 7.468, *le Monde* Publicité - Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE
dans le domaine du transport international *recherche pour son département juridique à Paris*

Juriste débutant

Niveau doctorat ou maîtrise droit des affaires. Problèmes de sociétés (gestion courante). Problèmes de contrats (toutes natures). Bonne connaissance de la langue anglaise exigée.

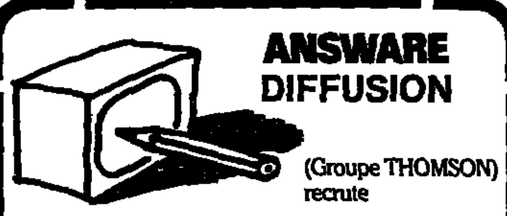
Adresser CV et photo sous réf. 87854 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CAMBISTE

Banque Internationale recherche jeune cambiste (HF) possédant une expérience dans *le domaine des changes, afin de renforcer son équipe clientèle.*

Connaissance
de l'anglais et de l'allemand exigée.
Libéré des obligations militaires.

Adresser votre candidature détaillée avec C.V. photo, prétentions et date de disponibilité sous référence 4118 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



ANSWARE DIFFUSION
(Groupe THOMSON)
recrute

Attaché(e) de presse Relations extérieures

Quelques années d'expérience
Connaissance informatique souhaitée.
Lieu de travail : Porte de Bagnolet.
Merci d'adresser votre lettre manus. C.V. + photo à Madame LUTZ - ANSWARE DIFFUSION
Tour Galliéni II - 36, Av. Galliéni.
93176 BAGNOLET Cedex.

Important Groupe de Distribution
recherche
pour sa holding Paris 15°

l'Adjoint de son Chef Comptable

Le candidat, 30 ans environ, titulaire du D.E.C.S. et justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans, *disponible et dynamique*, sera capable de prendre en charge la comptabilité générale et la paie.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions + photo sous réf. **8093** à **L.T.P.**
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour
le Département Contentieux
de sa Division Juridique
à PARIS

CADRE JURIDIQUE

chargé de la constitution, du suivi et de la gestion de dossiers à caractère contentieux.

Formation : Au minimum, une Maîtrise de Droit Civil ou Droit des Affaires et un DEA en Droit des Affaires.

Expérience : *2 à 3 ans dans un Cabinet d'Avocat, chez un Conseil juridique ou en Entreprise.*

Possibilité de carrière au sein du Groupe pour des candidats motivés et mobiles géographiquement.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant rémunération actuelle et prétentions sous référence 80719 à
HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal
75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

REGION PARISIENNE **250.000 + +**

jeune expert comptable

Pour un Groupe d'investisseurs institutionnels qui administre et gère plusieurs branches.

Dans un premier temps, il se verra confier la responsabilité des procédures et de l'organisation comptables.

Véritable centre de liaison et d'information comptable des branches, *animé d'un esprit de simplification, il aura à étudier et à améliorer les* circuits de contrôle interne.

Il recensera et formulera les maintenances du système informatique comptable.

Doué pour le contact, ouvert, ce jeune diplômé doté d'une première *expérience, peut se voir offrir des possibilités de développement personnel* au sein de la Direction Financière du Groupe à laquelle il est intégré.

Adresser au **Cabinet R.C.C.** lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle *en précisant la réf.* **416-M.**

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU COQ - 75009 PARIS CSNCR

La Chambre Syndicale des Banques Populaires *recherche un*

Auditeur informatique

De formation supérieure, vous avez acquis à travers une expérience de 5 ans minimum, une bonne connaissance des divers aspects de l'informatique (analyse, programmation, système, exploitation, télétraitement, bases de données...).

Nous vous proposons aujourd'hui, d'élargir votre champ d'action et vos responsabilités en venant rejoindre notre équipe Audit Informatique.

Votre mission consistera à développer les méthodes d'audit et à assister les inspecteurs de la Chambre Syndicale dans leur appréciation (sécurité, fiabilité, efficacité) des 29 centres informatiques du Groupe.

Ce poste implique de fréquents déplacements en province et nécessite de bonnes qualités relationnelles.

Nous vous remercions d'envoyer C.V, photo et indication de la rémunération actuelle, sous référence 31 à Monsieur CASTETS.

Banque Populaire
Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

GROUPE FINANCIER - BANLIEUE EST
Leader du financement automobile et véhicule industriel.
recherche pour sa **direction financière** son

Responsable des méthodes comptables

Ce cadre comptable de haut niveau, de formation supérieure (Grande Ecole Commerciale ou certificats d'expertise comptable) aura déjà réussi une expérience de plusieurs années dans les services comptables ou financiers d'une grande entreprise du *secteur bancaire.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, *photo et prétentions* sous référence 9790 (mentionnée sur l'envoi) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Sud Paris

près de 100 000 clients, à vous de gérer leur compte !

- notre société, leader sur son marché, jouit d'une réputation de sérieux et de solidité.
- vous avez trois à cinq ans d'expérience et une formation comptable.
- vous participerez à l'informatisation en cours.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 648-11 à notre Conseil :

ONOMA
26, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurées).

هكذا من الأصل

SOCIETE DES TRANSPORTS PETROLIERS PAR PIPELINE

TRAPIL

recherche pour son siège à PARIS 15ème

INGENIEUR D'ETUDES DEBUTANT

Dans le cadre du développement de la division "AUTOMATIQUE", chargé d'étudier et de mettre en oeuvre des moyens informatiques d'automatisation et d'aide à la décision, vous développerez des modèles mathématiques destinés à l'optimisation de l'exploitation de réseaux de pipelines et mettrez au point les logiciels correspondant sur mini-ordinateurs.

Vous êtes ingénieur Grande Ecole (Mines, Centrale, ENSI...) et vous connaissez 1 ou 2 langages de programmation. Votre connaissance de l'anglais vous permet de dépouiller la documentation technique, informatique ou pétrolière.

Envoyer C.V. et photo au Chef du Personnel
7 et 9, rue des Frères Morane - 75738 PARIS CEDEX 15.



Rowntree Mackintosh

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT

(Lions, Nuts, Smarties, After Eight, Quality Street...) renforce sa Direction du Personnel (Siège à 20 min. de PARIS) en intégrant un

ASSISTANT FONCTION PERSONNEL

H/F

POUR LUI CONFIER :
- l'intégralité des recrutements non-cadres (siège et force de vente)
- une partie du processus puis à terme l'ensemble du recrutement des cadres.
- des missions ponctuelles en formation et gestion du personnel.

Une première expérience des techniques de recrutement s'appuyant sur une formation supérieure en sciences humaines ou ESC option personnel est indispensable, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'envoyer lettre, CV (photo) et prétentions à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Michel DASSE. - Service Recrutement - Formation, Noisiel, 77422 MARNE LA VALLEE CEDEX 2.



Seita

Société nationale employant 8 500 personnes, réparties en 40 établissements sur toute la France, nous recherchons pour la direction des Programmes au siège à Paris un

Contrôleur de gestion

Correspondant de plusieurs directions opérationnelles, vous animerez le processus de contrôle de gestion,
- en jouant un rôle de conseil auprès de ces directions,
- en assurant le développement et la maintenance des procédures,
- en contrôlant la fiabilité des données de gestion que vous exploiterez pour l'établissement des rapports de synthèse.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels du contrôle de gestion, qui, après une formation commerciale ou technique supérieure ont réussi pendant au moins 3 ans dans une structure de production.

Souplesse dans les relations, fermeté dans sa discipline, rapidité dans les réactions, conditionnent la réussite à ce poste.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous réf. 309/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

INTERTECHNIQUE

Dans le cadre de l'expansion de ses activités informatiques tant sur les marchés nationaux qu'à l'étranger,

recherche

1 — Pour sa Direction Commerciale Informatique :

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

— Pour assurer l'assistance technique de nos clients sur les logiciels de base. (RÉF. DCI-7.)
— Pour assister l'ensemble du réseau commercial sur des questions techniques concernant principalement les systèmes et la télé-informatique. (RÉF. DCI-8.)

Après une période de formation sur les matériels et logiciels, ils seront intégrés dans une équipe d'avant-vente ou d'après-vente.

Ces postes s'adressent à des titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou d'un Miage. Les candidats ont une expérience de 2 à 3 ans acquise en développement de logiciels soit chez un constructeur, soit chez un utilisateur ou en SSCI.

2 — Pour sa Direction des Études Informatiques :
Pour le développement de nouveaux produits :

INGÉNIEURS LOGICIELS (RÉF. DCI-9).

Issus d'une Grande École, DEA informatique, ayant une expérience dans le ou les domaines suivants :
- Bureautique (messagerie, traitement de texte...).
- Systèmes d'exploitation.
- Systèmes de télécommunications.
- Systèmes de gestion de bases de données.
- Techniques de compilation.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

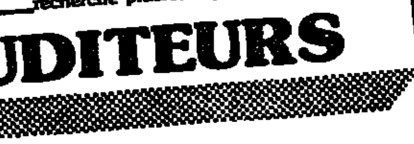
INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

Direction de l'

AUDIT INTERNE

d'un très important Groupe Industriel français à vocation internationale (siège à PARIS).

recherche plusieurs

AUDITEURS

Formation : HEC, ESSEC, SUP DE CO, IEP ou équivalent + DECS + anglais ou allemand courant.

Expérience minimum requise :
2 ans en audit interne ou en cabinet de grande notoriété.

Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités d'avenir dans des postes de responsabilité en Unité, tant en France qu'à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous réf. 34428 à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

Discrétion absolue assurée.

HAVAS CONTACT

Groupe médical, proche banlieue sud, recherche Secrétaire médicale diplômée et confirmée. Poste temps plein. Adr. lettre manuscrite et C.V. Ecr. s/nº 6.589 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

« Assistante Direction Commerciale. La Société de Semence TOURNEUR Frères à COULOMMIERS, 77120, recherche pour assister la direction Commerciale et en assurer le secrétariat, une assistante ayant reçu une formation commerciale en plus du BAC. Cette personne est confirmée et possède parfaitement les techniques de secrétariat. La Société disposant d'un réseau de représentants en culture, une expérience du milieu agricole serait appréciée. Le poste est à Coulommiers.
Envoyer curriculum-vitae, lettre manuscrite et prétentions, 64, rue du Général-Leclerc ».

URGENT
LA VILLE D'ARGENTEUIL RECRUTE UN CADRE pour diriger le SERVICE MUNICIPAL DE L'INFORMATION

Ce cadre doit posséder une expérience confirmée dans le domaine de la communication. Les candidatures doivent être adressées à :
Monsieur le Député Maire,
HOTEL DE VILLE
Service du Personnel
12-14, bd Léon-Feix
B.P. 721
95107 ARGENTEUIL CEDEX.

BANQUE PRIVÉE
Banque privée, filiale d'un groupe bancaire international important, recherche

Responsable du « Secteur OPÉRATIONS »

Diplômé d'études supérieures, I.T.B. ou C.E.S.B.

Possédant une excellente connaissance du fonctionnement d'un département administratif.

Expérience bancaire dans poste similaire exigée.

Anglais indispensable.

Poste très évolutif pour candidat à fort potentiel.

Poste à pourvoir à PARIS rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous nº 7.467, *le Monde* Publicité - Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Le C.I.R.C.E., Centre de Calcul national du C.N.R.S. (Matériels type IBM sous MVS et BULL, important réseau de télétraitement) recrute

ANALYSTES ou ANALYSTES PROGRAMMEURS

pour ses services

système et réseau

Diplôme minimum ingénieur ou maîtrise informatique. Dégagé O.M. Nationalité Française.

Adresser C.V. et prétentions au
Secrétariat du C.I.R.C.E.
BP 63 — 91406 ORSAY Cédex.

ONERA

embauche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Intéressés par :
- l'aérodynamique instationnaire,
- la mécanique des vibrations aléatoires des structures,
- la mécanique spatiale,
- le traitement du signal
- le radar, l'infra-rouge actif.

Adresser C.V. et photo à ONERA
B.P. 72 - 92322 CHATILLON CEDEX.

200.000

Notre client est une PMI (250 personnes, 70 millions de CA) filiale d'un important groupe pétrolier français. Nous recherchons pour son siège dans la **Banlieue Nord de Paris** un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Le candidat recruté aura la responsabilité de la gestion comptable et financière de l'entreprise. Il assurera le contrôle budgétaire, ainsi que la gestion de trésorerie et les relations avec les banques. Il supervisera une équipe de 5 personnes et disposera d'un outil informatique performant (IBM 34).

Pour ce poste sont nécessaires : 5 à 10 ans d'expérience acquise impérativement en milieu industriel, une très solide formation comptable, une connaissance de la législation sociale et une familiarité avec l'outil informatique.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant, si possible, un numéro de téléphone, à **Marie-Jo MARTIAL**, réf. M 1114, au 4 av. Marceau 75008 Paris.

MITSUI & C° EUROPE S.A.

société de commerce international
recherche
pour son service plastique

jeune diplômé ou débutant

IUT chimie ou école supérieure de commerce

Bilingue français - anglais
Disponible dès que possible

Envoyer C.V., prétentions et photo
à M. Roulin - 37, av. Pierre 1er de Serbie
75008 Paris

IMPORTANT GROUPE DE CONSTUCTION PARIS, recherche

ATTACHÉ D'AFFAIRE

Capable de développer relations avec investisseurs institutionnels, banques, Compagnies d'Assurances, en vue de vendre en bloc, programmes immobiliers. Sens des relations humaines contacts extérieurs, portefeuille déjà constitué apprécié. Formation supérieure exigée. Ce poste, en relation directe avec la Direction Générale ouvre de larges perspectives d'évolution pour candidat sérieux et expérimenté.

Envoyer C.V. et photo au
GROUPE SOFIAM
9, AVENUE MATIGNON,
75008 PARIS.

Recherchons

AGENTS CCIAUX

pour vente produits immobiliers, Pyrénées, grande renommée, stage assuré. Forte possibilité gains.
Env. C.V., photo à FIC, 21, rue de Tocqueville, Paris 17e.

ASSOCIATION recherche

JURISTE

DROIT SOCIAL
Niv. DEA Droit du travail.
Ecrire Aude-Rémy, CNIDF, 4, rue Bayard, 75008 Paris.

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
recherche pour son service de Documentation

UN(E) CADRE DOCUMENTALISTE

niveau maîtrise et diplôme spécialisé (INTD, DESS...) pour collaborer à la mise en place d'un système d'information informatisé.

Rémunération selon expérience, sur la base d'un salaire d'un débutant, de 7 000 F (brut).

Envoyer C.V. au Service de Documentation
I.N.C.
80, rue Lecourbe 75732 PARIS Cédex 15

IMPORTANTE SOCIETE
REGION SUD DE PARIS recherche

CONDUCTEURS DE TRAVAUX

EN ELECTRICITE INDUSTRIELLE.

ayant au moins 5 ans d'expérience en préparation, suivi et mise en route de chantiers d'électricité industrielle B.T.

Pour ce poste :
— sens du commandement nécessaire,
— aptitude aux déplacements France et étranger souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions
s / réf. 1267 à SIETAM (SERVICE MONTAGE)
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

Nous sommes une PME : 30 personnes.
Notre activité est en pleine croissance :
l'instrumentation médicale.
Nous créons pour un ESC le poste de

Contrôleur de gestion

Vous avez environ 30-35 ans, avec plusieurs années d'expérience et vous parlez l'anglais.
A très court terme, vous aurez en charge la responsabilité (gestion et organisation) de notre société.
Le poste est à pourvoir à Paris.

Adresser CV + lettre manuscrite, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3664, à Média-System,
104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

recherche

EXPERT-COMPTABLE

Diplômé + enseignement supérieur, pour contrôler ses filiales. Audit, surveillance, gestion, organisation.
Rémunération annuelle : 200.000/300.000 F et plus suivant capacité.

Envoyer C.V., photo nº 708 à AGENCE HAVAS 77007 MELUN CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT EST PARISIEN

recherche

CHARGÉ (E) D'OPÉRATIONS

Pour sa cellule activités économiques.
Formation supérieure.
Expérience aménagement en matière économique demandée.

Adresser candidature et C.V. sous nº T 044.189 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

BREVATOME

recherche

INGÉNIEUR BREVETS CONFIRMÉ

MÉCANIQUE – PHYSIQUE
Ayant au moins 3 ans d'expérience dans la profession.

Envoyer C.V. à : BREVATOME
25, rue de Ponthieu, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE
REGION SUD DE PARIS recherche

INGENIEURS

GENIE ELECTRIQUE ou GENIE MECANIQUE

pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.

Pour ce poste :
— aptitude aux déplacements France et étranger souhaitée,
— anglais souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions
s / réf. 1268 à SIETAM (SERVICE MONTAGE)
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS 8e

recherche

CHEF COMPTABLE

D.E.C.S.

La préférence sera donnée à un véritable professionnel de la comptabilité bancaire ayant une expérience d'au moins 5 ans.

Il devra être totalement familiarisé avec la réglementation :
– bancaire « déclarations C.C.B. »,
– fiscale.

Anglais souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, prétentions
s/nº 45050 HAVAS CONTACT
1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

INSTITUT PASTEUR

recrute

INGÉNIEUR de RECHERCHE

Formation INGÉNIEUR - IUT - INSA - ENSIA - DOCTORAT 3e CYCLE OU ÉQUIVALENT
Les candidats (tes) âgés (ées) de 28 ans minimum devront justifier d'une expérience de 3 ans dans le domaine de LA PURIFICATION DE PROTEINES ANIMALES

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prét. à la DIRECTION DU PERSONNEL, 28, rue du Docteur-Roux, 75724 PARIS CEDEX 15.

Cie théâtrale 30 mn Paris (95) rech. administratrice (eur) exp. : princip. gestion, rel. pouvoirs publics. Env. C.V. détaillé + photo à :
RÉGIE-PRESSE
sous nº T 044.224 M
85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 6.000 à 8.000 F

Nous leur offrons :
– une formation complète,
– une activité prenante,
– un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo nº 3685 Publicités Réunies 112, bd Voltaire, 75011 Paris.
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
– SOIT de bonnes études,
– SOIT la preuve de leur personnalité.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE CONSEIL D'ENTREPRISES recherche

CADRE COMPTABLE

Pour tenue de la comptabilité gestion administrative générale, gestion administrative du personnel, contrôle de gestion. 50 ans minimum. Expérience similaire dans P.M.E. - P.M.I., rattaché au B.G. - poste de grande confiance.
Envoyer C.V., photo et prét. s/réf. 8.658 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transm.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche COLLABORATRICES pour diffusion vente.
Appelez ce jour pr R.-V. 558-98-54.

STÉ DE SERVICES PARIS-XI° rech. COMPT. 2° ÉCHELON expérim. comptab. bilan. Libre rapidement.
Ecrire av. C.V. et prét. serv. 45.153 MEDIA SYSTEM 104, r. Réaumur. 75002 PARIS.

Vous êtes dynamique, à la recherche d'une situation stable et évolutive. Une importante Société Suisse vous propose de devenir

CHARGÉ DE MISSION

A PARIS ET EN RÉGION PARISIENNE

La rémunération est motivante et la formation assurée par ses soins.

Adresser votre C.V. à son Service « ORGANISATION » 41, rue de Châteaudun 75009 PARIS.

COURS de VACANCES Province rech. prof. PHYSIQUE. Ecr. UBI, 38, r. des Mathurins. Paris-8°, qui trans.

Nous recrutons pour Société Multinationale, rég. Nemopours

5 TECHNICIENS

3 DUT PHYSIQUE
2 BTS ÉLECTRONIQUE

INGÉNIEUR MÉTHODE

Formation INSA option mécanique. Anglais et allemand (lu et écrit)

3 INGÉNIEURS

Responsables de projets. Formation physique, céramiste ou métallurgiste pour circuits hybrides. Connaissances techniques impression.

INGÉNIEUR

ADMINISTR. ENTREPRISE responsable ordonnancement

CHEF D'ATELIER

Construction électronique.
Env. C.V. et prét. s/réf. 1939 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Ecole banlieue Ouest Paris cherche

PROF. D'ÉCONOMIE

6 heures par semaine.
Ecrire sous le n° T 044.185 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 29109 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 40209 PARIS.

villégiature

Location CAP D'AGDE LANGUEDOC MÉDITERRANÉE Logements sélectionnés tarif sans surprise 3° semaine gratuite Ecrire AGENCE MERCURE 34300 CAP D'AGDE (C)

secrétaires

A.K.R. S.A.

GROUPE LEADER DANS SON DOMAINE
(ROBOTS INDUSTRIELS DE PROJECTION)

recherche

UNE SECRÉTAIRE TRILINGUE

(ALLEMAND, ANGLAIS, FRANÇAIS)

RESPONSABLE DU SECRÉTARIAT COMMERCIAL en liaison permanente avec les clients et les filiales, elle exercera sa fonction au siège dans un service dynamique et en pleine expansion.

Le poste requiert une solide expérience, une grande capacité de communication et de l'initiative.

Il implique autonomie et sens aigu des responsabilités.

Lieu de travail : EVRY
(25 km sud de PARIS)

Envoyer C.V. (obligatoirement dans les 3 langues) avec références, rémunération souhaitée :
6, rue Maryse-Bastié, Z.I. de Saint-Guénault
91031 EVRY CEDEX.

SYNDICAT PROFESSIONNEL

Spécialité Transport par fer recherche Secrétaire de Direction 35 ans, min., habitant Paris ou proche banlieue. Expériences dans Organisation professionnelle et comptabilité exigées. Ecr. s/n° 7.458 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORCHESTRE PARISIEN recherche

LA SECRÉTAIRE DE SON ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL

Formation type BTS minimum. Anglais nécessaire. Minimum 5 ans d'exp. prof. Libre 1er mars.

Envoyer C.V. + lettre manus. + photo à : E.I.C. 9, rue de l'Echelle. 75001.

UNION ASTRONOMIQUE INTERNATIONALE cherche SECRÉTAIRE BILINGUE français-anglais. Tél. heures bur. : 325-83-58.

ATLANTIC INTERNATIONAL INC

(CERGY-PONTOISE)

Filiale du Groupe AMERICAN HOSPITAL SUPPLY un des plus importants fabricants et distributeurs de matériel médico-chirurgical au Monde recherche

secrétaire

parfaite bilingue Anglais-Français pour son département Marketing.

Elle prendra en charge le secrétariat de deux Cadres spécialisés en Marketing et en Publicité. Une expérience de quelques années est souhaitée. Ce poste offre d'excellentes opportunités de carrière ainsi qu'une rémunération très compétitive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (curriculum vitae et photo) à :
Monsieur VAN DEN PEEREBOOM
Directeur du Personnel-Laboratoires AHS/France
B.P. 716 - 95004 CERGY PONTOISE CEDEX
qui vous assure une totale confidentialité

URGENT libre de suite

SECRÉTAIRE DIRECTION

sténodactylo, expér. immobilière souhaitée — 329-68-65.

Important groupe industriel, un des leaders mondiaux dans sa spécialité recherche pour son siège social banlieue NORD-OUEST DE PARIS

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BTS de secrétariat ou équivalent pour son service des affaires juridiques internationales.
Anglais parfait indispensable.

Adres. C.V. détaillé, photo et prét. s/réf. 87601 CONTESSE 20, av. Opéra. 75001 Paris.

CABINET D'EXPERTISE « BATIMENT »

rech. pour travail tps partiel UNE SECRÉTAIRE pour rédaction des rapports sur machine à traitement de texte Hermès TT51 avec tenue et suivi des dossiers.
Néc. moyen de transp. pers.
Lesourneur, 6, rue de la Forêt 78750 Mareil-Marly.
Adresser candidature avec C.V.

MAISON D'ÉDITION INTERNATIONALE recherche

SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO

Langue maternelle anglaise. bonne connaissance français. Adresser C.V. et prétentions sous n° T 044.205 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, Paris 2°.

DEMANDES D'EMPLOIS

RESPONSABLE D'UNE DE VOS AGENCES AFRIQUE, AMÉRIQUE DU SUD, ASIE OU... FRANCE

Ingénieur + École Supérieure de Commerce
33 ans, marié.

EXPÉRIENCE :
- 2 ans en Algérie (chargé de projets pour les installations portuaires d'Annaba et Alger).
- Directeur régional pour une multinationale secteur second œuvre du bâtiment.
- Chef des ventes France dans une PMI, secteur mécanique.

Si vous cherchez un homme prêt à investir temps, imagination et combativité pour développer l'une de vos unités décentralisées, alors
téléphonez-moi au : (7) 893-23-44
ou télexez-moi au : 380.157 F Code E 28.

Prof. d'anglais et russe cherche un poste région indifférente. Libre de suite. Tél. : 557-19-17, 13 h-15 h.

Cadre informaticien, 50 ans, IBM 34 38 milieu bancaire. Ouvert à toutes propositions même autre secteur cherche emploi.
Ecr. s/n° 2812 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 31 ans, DEUG, Sc. Eco. 2 ans d'expérience informatique, chercherait travail à mi-chemin de ces deux activités pour agent de change ou service financier.
Ecr. s/n° 2803 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FONCTION PERSONNEL
H. 31 ans, formation Sciences humaines, 7 ans expér. juridique rech. responsabilités département Relations humaines dans société importance nationale.
Ecr. s/n° 2788 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE TECHNICO CCIAL

Bâtiment sec. œuvre contact hum. facile, esprit de synth., homme de terr., énergique, 20 ans expér. de comm. et d'organisation. M. Markovic, 15 bis, rue P.V.-Couturier, 94700 Maisons-Alfort.

J.H. 29 ans, Bac G2 prob. B.T.S., D.E.C.S., 51 ans, exp. bancaire, cherche qques hres de compt. pour aider exp.-compt. ou C.C. uniquement. Ecr. s/n° 2814 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LA COMMUNICATION
SON ORGANISATION SON DÉVELOPPEMENT

Jeune cadre 29 ans, j'offre mes compétences prouvées dans ce domaine à une entreprise sachant évoluer. Téléphonez-moi ce jour au 987-05-65.
J'étudierai votre proposition.
Ecr. s/n° 2818 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire édition cherche emploi mi-temps domaine culturel-artistique (secteur spectacle entreprise) étudie ttes propos. Tél. : 272-19-08.

Animateur-éducateur cherche emploi social insertion jeunes (ex-resp. P.A.I.O., act. resp. socio-éd. F.J.T.), ass. municipal. démo. Paris, R.P. Tél. : 887-05-68.

Diplômé E.A.P., 28 ans quadrilingue, exp. vente 2 ans, ch. responsabilités marketing France ou étr. (81) 72-31-47.

Programmeur analyste IBM-43 XX, COBOL, 12 ans exp., CICS 5 ans exp., rech. place stable. M. Carel, 378-97-85.

JURISTE D'ENTREPRISE HOMME 27 ANS

Deux années d'expérience au sein du Secrétariat général d'un groupe textile multinational.
Expérience dans les domaines suivants :
- droit de la propriété industrielle,
- droit de la concurrence et de la distribution (gestion juridique des magasins, prêts, réglementation des prix et législation économique),
- droit du travail (contentieux du travail),
- droit des sociétés.

Lauréat de la faculté de droit et sciences po de l'Université Paris-XII. Diplômé d'études approfondies en droit.

Etudie toutes propositions France et étranger.
Libre immédiatement.

Téléphone : (20) 54-46-34 ou (1) 706-45-99.

Cadre Technico-Commercial 58 ans, exc. vitalité dynam., expérience automobile internationale, postes direction, 4 langues, 7 ans exportateur, ch. poste respons. Nord ou Belgique.
Ecr. s/n° 7453 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Je recherche

Poste : achats/marketing-mix. et/ou gestion de centre de profit.

J'ai assumé en 17 ans de carrière :
- Direction de S.A.R.L.
- Direction de centrale d'achat.
- Direction de département achats.

(Biens d'équipements et produits à usage professionnel. Marché de la santé.)

Je suis :
- Diplômée 3e cycle gestions : CAAE IAE + ISSEC + Commerce international.
- Anglais-espagnol, notions allemand.
- Disponible immédiatement.

Ecr. s/n° 2.795 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. (sciences-éco) diplômé IPC, opérationnel et dynamique recherche poste assistant marketing. Tél. : 869-81-42.

Diplômé économie gestion (niveau D.E.S.S.) 26 ans, plus particulièrement intéressé par question monétaire et financière, recherche opportunité de collaboration à l'activité financière ou commerciale d'établissement bancaire à vocation internationale.
Disponibilité, maîtrise parfaite et active de la langue anglaise, goût contacts humains et personnalité affirmée.
Tél. : 16 (87) 64-69-67.

CADRE COMMERCIAL, 31 ans, trilingue ANGLAIS, ALLEMAND. 8 ans expér. de vente R.F.A. + G.-B., édition, publicité, export, rech. poste à responsabilités province. Tél. (49) 79-64-95 M. RABAUD

Assistante de direction, offre son expér. à patron motivé qui ne s'est pas laissé abattre par la crise. Tél. : 364-52-01.

CHEF DE PROJET, 29 ans, 5 ans d'exp. en informatique industriel, anglais courant. Ch. poste responsabilités.
Ecrire sous le n° T 044 208 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PRESSE-ÉDITION

J.H. 30 ans. Doctorat Lettres, plusieurs années expérience journalisme, édition, traduction, auteur publié, rapidement disponible, étudierait toutes propos. emploi stable. Ecr. s/n° 2775 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE DIRECTION

Formation financière compta. commerciale ESCP, 54 ans, profil esprit jeune dynamique, sens contact responsab. langue anglaise ancien audit expér. domain. variés product. prest. rompu techn. modern. gestion action commerc. caractère. Pragmatique alliant humour rigueur RECHERCHE POSTE. Étudiera toute offre telle relance entreprise, commerce. Région indifférente.
Ecr. s/n° 7440 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Franç. 32 ans, dynam., résid. à Mexico, offre ses serv. pour collab. avec une entreprise française comme

REPRÉSENTANT

pour le Mexique. Parl. esp. et conn. d'angl. Mme MAGNE : 037-23-51 (ap. 17 h).

J.H., 25 ans, exp. estimation de px, traitement commandes

VENTES EXPORT

Afrique Moyen-orient
Ch. poste. Tél. : 627-26-11.

J. Femme, juriste diplômé IEP, 14 ans exp. organisation internationale de domaines économiques, anglais, allemand courant, cherche emploi dans organisme international, banque, organisme professionnel ou autre proposition travail temporaire ou partiel également étudié.
Ecrire sous le n° T 044.225 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Conducteur d'engin de chantier — spécialité bouteur — cherche emploi France ou étranger. Téléphone : 956-25-27.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

V.-W. Coccinelle 1300 V.P. 1969. 5 places, 7 CV, 185.000 km, bon état, 2 pneus et batterie neufs. Révision récente. 3.000 F.

VÉHICULE R 11 GTL 5 portes. MARQUE Modèle 84. COULEUR Azur (métallisé). KILOMÉTRAGE 7.500. SORTIE LE 16-9-83. LIBRE de suite. OPTIONS. PRIX : 46.500 F. (Garantie 6 mois.) S'adresser M. Le Manach, au 609-33-79 (bur.) : (37) 23-10-99 (même après 20 h. 30.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

40, RUE DE LA VERRERIE petit 3 P. sur cour 43 m² brut de décoffrage. Prix : 250 000 F S/place, mardi 14 à 17 h.

NOTRE-DAME Luxueux 3 pièces, cuis., bains impeccable, imm. pierre de T. GARBI - 567-22-88

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate 3-4-5 P. et DUPLEX Vis. témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

JARDIN des PLANTES

Beau séjour, 2 chbres, balcon. Imm. récent standing, park. 1 050 000 VERNEL 526-01-50

6e arrdt

VAVIN 80 m² 3 P. 354-95-10

ÉTAGE ÉLEVÉ, ASC.

7e arrdt

AV. LA BOURDONNAIS DUPLEX 6 P. 200 m², 7e, park. Gdes Terrasses - 624-93-33.

TOURVILLE-INVALIDES 135 m²

COUR CLASSÉE

Calme, soleil. 354-42-70.

8e arrdt

ÉLYSÉES Près GD STAND. LIV. DBLE + 4 CHBRES + 3 Bains, cuis. éq., TERRASSE PLANTÉE, 2 park. 555-20-00.

9e arrdt

RUE RODIER

EXCELLENT 3 P. Très bon immeuble, 5e ét. sans ascens. AFFAIRE INTÉRESSANTE

DEMICHELI

873-50-22 et 47-71.

RUE CONDORCET, bon imm., pierre de t., 3 p. particulièrement soigné, cuis. équipée, moquette, belle s. de bains, nombreux placards, chff. centr. individuel au gaz. Prix : 450.000 F, possible 90.000 F comptant. Tél. : 878-97-52.

10e arrdt

Bon imm. ancien très bon état gd 3 P. tt cft, chf. cent. indiv. 4e étage. Prix 520 000 F Mardi 7 de 14 h à 17 h 73, Bd de Strasbourg

15e arrdt

CAMBRONNE CROIX-NIVERT Pierre de T., balc., 3 P. cft. 5e ét. sans asc., 498 000 F. 577-96-85.

STUDIOS 2, 3, 4 P. tt équipés neuf dans petit imm. rénové PRÈS PONT MIRABEAU 590-88-06

CONSTR. RÉCENTE, 3 P. tt cft 75 m², chf. cent., cave, park. Prix 560 000 F - 524-80-14

SÈVRES LECOURBE Gd studio, cuis., bains, W.-C., s/rue Prix 280 000 F - 566-50-46.

16e arrdt

★ 16e SUD Agréable gde maison r.-de-ch. + 4 ét. Poss. prof. Garage 6 300 000 F. Matin 567-47-47.

NICOLO-PASSY Très beau 2 P. 47 m² 485 000 F - 535-86-37.

17e arrdt

45bis, AV. VILLIERS

Mo MALESHERBES DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION vis. lundi-mardi 13 h 30/17 h.

Près Bd Berthier, studio 5e ét., asc., bel imm. pierre 235 000 F Tél. : 266-19-00

20e arrdt

Mo TÉLÉGRAPHE - Standing Imm. récent, étages élevés
— STUDIO, cuis. éq., bains, bal., park, cave, 250 000 F
— SUPERBE 2 P. 62 m², balc., park., vue pan., 530 000 F.
EGETIM - 562-52-22.

Mo TÉLÉGRAPHE. Imm. récent stand. 12e et dernier étage STUDIO, cuis. éq., bs, W.-C., rang., balc., cave, park. 245 000. EGETIM 562-52-22.

78-Yvelines

Particulier vend PARLY-2 APPARTEMENT TYPE 2 Deuxième et dernier étage. 2-3 pièces, 72 m². Loggia vitrée, 12 m². Porte blindée, cave, park. ext. Prix 470 000 F. Parfait état. Tél. : 961-34-13

92 Hauts-de-Seine

RUEIL BOUGIVAL

SUPERBE APPT EN DUPLEX 160 m² + Gde TERRASSE 130 m²

EN JARDIN SUSPENDU

Gde récept. 4 chbres, 2 bains + studio complet. Gar. 2 voit. Px 1 260 000 F EXCLUSIVITÉ : ST-PIERRE 563-11-88.

11e arrdt

ST-AMBROISE

gd 2 p., tt cft, imm. pierre de taille. Prix 298 000 F

LERMS - 355-58-88

14e arrdt

MAIRIE ALÉSIA LUMINEUX et VASTE 3 P. cft Prix 730 000 F - 577-96-85.

94 Val-de-Marne

BRY-SUR-MARNE

TRÈS BEAU 2 P. 61 m², balc. Résidence récente Gd stand. CHAUFFAGE INDIVIDUEL TRÈS BELLE AFFAIRE

DEMICHELI

873-50-22 et 47-71.

NOGENT-s/MARNE

RER et Bois immédiats Très beau 2 P. parfaitement aménagé, balc., park s/sol

DEMICHELI

873-50-22 et 47-71.

Province

LA CIOTAT

F 3 dans imm. prox. plages. Prix 320 000 F. Ecr. VERGEZ B.P. 349 PAPEETE - TAHITI.

EXCELL. PLACEM. IMMOBIL. à qques min. du centre de TOURS RÉSID. DE LA RONCERAYE Sudios et 2 pièces. Possib. prêts conventionnés A.P.L. Rens. : CENTRE LOIRE PROMOTION 6, rue Néricault-Destouches, 37000 TOURS. (47) 05-74-12.

appartements achats

GROUPE DORESSAY

rech. pour DIPLOMATES

APPTS 150 à 250 m²

ACHAT OU LOCATION CENTRE et OUEST PARIS. 624-93-33.

Recherche 1 à 3 p. Paris, préfère Rive Gauche avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

appartements occupés

ARAGO-GLACIÈRE BEAU 2 P. 42 m². Occupé dame seule 87 ans. Bel imm. brique, ascens. Px 250 000 F. Propriétaire : 225-46-82.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont DES LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

Région parisienne

50 mn Paris-Est (1) F2 Résid. 1.500 F + 900 F (2) Maisbourg 3.800 F. Agence BOILOT. Chât.-Thierry. Tél. : (23) 83-02-56.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Cadres et Personnel IMPORTANTE STÉ INFORMATIQUE recherche divers appts ttes catégories villes. Paris, banlieue. 504-48-21, poste 24.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. 285-11-08.

locations ventes

LOCATION-VENTE ou VENTE 78 - Guyancourt 5 P. DUPLEX et 6 P. DUPLEX à 750 m S.N.C.F. et R.E.R. Livraison immédiate. Prêts conventionnés et A.P.L. possibles. Tél. après 14 h vendredi, samedi : 645-71-17, dimanche de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h : 044-16-60. SINVIM.

pavillons

Pav. près Tours (37) 8 pces, cuis., s. bains, W.-C., tt cft, jard. Tél. (43) 35-30-28.

CLAMART Centre, beau pavillon, type hôtel particulier réc., piscine et mais. gard., 246 m², 2.300.000 F. 644-48-63.

villas

STE-MAXIME, vue panoramique, GOLFE ST-TROPEZ, villa 7 p., jard., pptaire. 590-88-05.

URGENT CAUSE SÉPARATION Pont de Suresnes proche BOIS DE BOULOGNE quartier résidentiel vend VILLA S/JARDIN PAYSAGÉ clos de murs Réception, salon bibliothèque, séj., cuis., 4 chbres + dressing, bains, w.-c., Garage, cave, dépendances. AFFAIRE TRÈS RARE PRIX JUSTIFIÉ traite avec 150.000 F cpt le crédit caisse épargne. 16 (38) 92-72-32 et après 20 heures 16 (38) 96-22-29.

maisons de campagne

A vd de l'Orne ancien moulin s/5 ha bois, près étang, bâtim. 500.000 F. T. (32) 36-48-68.

viagers

Libre 2 pièces tout cft, 18e près rue Ordener. 108 000 cpt + 1 650 F. 81 ans. 288-19-00.

Étude LODEL 35, Bd Voltaire PARIS XIe. Tél. : 355-61-58 Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 180 F. S.A.R.L. 180 F Constitution rapide de Sté G.S.M.P., 4, rue des Deux Avenues, 13e : 586-85-11 54, r. Crimée, 19e : 607-62-00

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.

355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL - 92. Secrétariat, tél., télex, loc. bureaux meublés, Boulogne, démarches, constitution stés. ACTE 92 - 603-38-32.

Domiciliations : 8e-2e.

SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 359-77-55.

DOMICILIATION

IMMÉDIATE

DANS LE 16e

Inscription R.C. location de bureaux, télex. 651-29-77 en permanence.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES

140 A 340 F PAR MOIS

CIDES — 723-82-10

VOTRE SIÈGE à PARIS-17e. A part. de 80 F. Ts serv. Constitut. Stés. 763-47-14.

locaux commerciaux

Locations

Avocat ch. LOCAUX PROF. 3-4 p. de préf., prox. Palais et Rive droite. H.B. 272-27-89.

fonds de commerce

Ventes

LABORATOIRE PHOTOS à PARIS-LOCAL 110 m², bail 3-6-9 (début septembre 82). 3.200 mens., vend matériel + clientèle. C.A. 83 : 1.000.000. Prix de vente 600.000 F. M. MUTELET - 532-19-01.

Le Monde

économie

M. Mauroy consulte les syndicats sur son plan de modernisation industrielle

La première phase de la concertation, qui doit accompagner la mise en place du plan gouvernemental pour mener à bien les restructurations industrielles, commence ce 6 février avec une série d'entretiens que doit avoir M. Pierre Mauroy, à Matignon, avec toutes les organisations syndicales. Dès 11 heures, le premier ministre devait recevoir M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, puis, successivement, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, M. Jean Menu, président de la CGC, et M. Jean Bornard, président de la CFTC. M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, sera reçu à 18 heures et clôturera cette série de rencontres. Le lendemain, 7 février, ce sera le tour de MM. René Bernasconi, président de la CGPME, et Yvon Gattaz, président du CNPF, d'être reçus à Matignon, dans la matinée. Le mercredi 8 février, le conseil des ministres arrêtera les grandes lignes de son dispositif, dont une partie seulement sera rendue publique. Ensuite, s'ouvrira une seconde phase de concertation avec les partenaires sociaux, dont il est prévu qu'elle se poursuivra pendant le mois de février et débouchera, début mars, sur des mesures concrètes. Pour l'heure, les grandes confédérations syndicales observent un silence dubitatif. Seul M. André Bergeron s'est exprimé pendant le week-end et s'est montré plus que réservé. *« Le gouvernement aurait tort de vouloir résoudre en même temps »* tous les dossiers industriels, a-t-il déclaré, en demandant de *« veiller à ne pas détruire l'équilibre social ». « Je crains fort de ne pas être entendu »*, a ajouté M. Bergeron, qui a réaffirmé sa *« conviction qu'il faut faire vite ce qui doit l'être »*, mais qui pense aussi que les situations ne sont pas toutes aussi urgentes et réclament un traitement différent. *« En ce qui concerne les fameux contrats de reconversion*, a précisé le secrétaire général de FO, *il faut se garder de semer l'illusion. »* Trois secteurs industriels seront plus particulièrement concernés : les chantiers navals, la sidérurgie et les houillères. Pour accompagner économiquement des opérations de restructuration, qui se traduiront par des suppressions d'emploi, le gouvernement devrait annoncer la création de zone de reconversion, dans lesquelles les entreprises se verraient accorder des avantages fiscaux afin de faciliter l'embauche. Nous donnons ci-dessous la carte des aides actuellement accordées par l'aménagement *du territoire*.

La France fragile

LES AIDES DE L'ÉTAT AUX PROJETS INDUSTRIELS, SELON LES RÉGIONS



La carte que nous publions ci-dessus représente la « France fragile » du point de vue de l'emploi, et, notamment, de l'emploi industriel. Elle fait ressortir les zones et les bassins d'emploi, qui sont prioritaires depuis déjà longtemps dans la politique d'aménagement du territoire et encore davantage aujourd'hui. Autrement dit, les départements, arrondissements, cantons, marqués en noir, sont ceux où les pouvoirs publics, par le biais de la DATAR, sont censés faire l'effort financier maximum pour inciter des industriels à créer de nouveaux emplois, soit en contrepartie de ceux qui disparaissent en grande masse pour cause de mutations industrielles (Est, vallées vosgiennes, Nord, par exemple), soit parce qu'il s'agit de vastes régions rurales frappées par la désertification, la diminution de la population (Massif Central) ou les risques de la concurrence étrangère (Pyrénées), en vue de l'élargissement du Marché commun.

Cette carte des aides, qui sert actuellement de référence officielle au gouvernement, aux autorités régionales, aux industriels (et qui a été élaborée en concertation avec la Commission de Bruxelles, qui, d'ailleurs, ne l'a pas encore approuvée en bonne et due forme) prend appui sur le décret du 6 mai 1982 (complété par celui du 31 août 1982). Un décret qui désigne nommément et précisément les zones bénéficiaires des aides.

Mais, comme toute réglementation, celle-là comporte des exceptions et des dérogations mentionnées à l'article 9 du texte, ce qui laisse au *gouvernement une marge de* manœuvre extrêmement large pour aider des projets industriels ou des zones en crise qui ne figurent pas sur la liste. C'est sur cet article – sauf si l'on décide de modifier la réglementation, mais Bruxelles, au nom de l'égalité des conditions de concurrence entre les Dix, pourrait bien mettre son veto – que s'appuiera le gouvernement pour délimiter les périmètres de conversion (une grosse dizaine, dit-on à Matignon) susceptibles de recevoir le plus de subsides. On ne cache pas dans l'entourage du premier ministre que, grâce à ce dispositif, les pouvoirs publics peuvent aider très fortement tout projet industriel, au cas par cas, par tout moyen possible et dans la quasi-totalité des régions françaises (sauf l'Ile-de-France). Mais le gouvernement, pour aller plus loin sans modifier trop brutalement le dispositif réglementaire, va prendre des mesures d'allégements fiscaux dans ces zones qui, indirectement, accroîtront les aides à l'industrialisation. Il est prévu aussi de renforcer les services économiques placés auprès des préfets ainsi qu'une meilleure coordination avec les commissaires à la conversion.

Ces aides, dénommées primes d'aménagement du territoire (PAT), auront permis en 1983, avec un budget d'un peu plus de 1 milliard de francs, de susciter la création de quelque quarante mille emplois. La très grande majorité des dossiers sont traités selon une procédure décentralisée, et les aides (bien qu'imputables sur des crédits d'État) sont attribuées par les présidents de conseils régionaux. Au niveau central, c'est-à-dire à la DATAR, sont traités les dossiers d'investissements qui dépassent 25 millions de francs, ou les projets des entreprises qui réalisent plus de 500 millions de chiffre d'affaires, ou encore les projets dérogatoires aux textes en vigueur (investissements envisagés en dehors des zones classées, relèvement exceptionnel du taux de prime, projets situés dans une zone de conversion).

Cette prime d'aménagement du territoire (PAT) qui figure sur la carte n'est pas la seule aide susceptible d'être versée à une entreprise. Les conseils régionaux peuvent verser aussi (décret du 22 septembre 1982) une prime à la création d'entreprise (150 000 F au maximum) et une prime régionale à l'emploi (allant de 10 000 F à 40 000 F par emploi). Mais cette dernière n'est pas cumulable avec la prime d'aménagement du territoire.

A ce dispositif d'aide directe à l'investissement, il faut ajouter, selon les zones et les circonstances, les aides du FNE, du Fonds social européen, les rabais pour l'achat de bâtiments industriels, les conditions de cession des terrains, les prêts et avances, les bonifications d'intérêt accordées par les régions aux entreprises et les éventuels allégements – voire les suppressions – de patente décidés par le conseil municipal. Les entreprises et surtout les coopératives du secteur agro-alimentaire sont encore plus favorisées – lorsqu'elles ont un projet à réaliser – que les autres sociétés.

La panoplie actuelle des aides au développement régional n'est donc pas insignifiante, loin de là. Toute la question est de savoir si le système est vraiment incitatif et efficace pour résoudre aussi bien les difficultés des zones affectées par les grands sinistres industriels que celles des régions qui souffrent d'une sous-industrialisation plus lancinantes et qui, comme l'Ouest, le Massif Central, les zones de montagne ou le Languedoc-Roussillon, s'estiment désormais délaissées par les responsables de la DATAR.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

• CONSTRUCTION NAVALE : Deux grands groupes pour résister aux Coréens

Comme dans tous les pays d'Europe, la construction navale traverse actuellement la plus grave crise qu'elle ait jamais eu à affronter. Une crise qui tient à trois raisons majeures :

– La baisse de l'activité maritime mondiale (diminution moyenne de 8,5 % en 1982 du tonnage transporté par voie maritime et de 17 % pour le pétrole), d'où une surcapacité considérable de la flotte mondiale ;

– L'insuffisante compétitivité des chantiers français, à cause notamment du coût des charges salariales et sociales ;

– La politique d'expansion à outrance des pays d'Extrême-Orient, et notamment de la Corée du Sud (9 % de la production mondiale contre 4,1 % en 1980).

La France ne représente plus que 2,5 % de la production mondiale (mais avec 60 % à 70 % des bateaux construits pour l'exportation). L'activité des chantiers diminue de 3 à 5 % par an. Le volume des commandes nouvelles enregistrées en 1982 n'a atteint que 177 000 tonneaux de jauge brute compensée (TJBC), qui est l'unité de mesure de cette industrie, soit la moitié des livraisons. En 1983, ce chiffre est tombé à 105 000 TJBC, soit à peine un tiers de la capacité de production.

Depuis la loi du 24 mai 1951, cette industrie, qui ne bénéficie d'aucune protection commerciale ou douanière et qui s'exerce sur un marché mondial largement ouvert, est subventionnée par le budget de l'Etat : 1,6 milliard en 1982, 1,57 milliard en 1983, 1,6 milliard en 1984 (exprimés en crédits de paiement). Mais ces aides se révèlent toujours insuffisantes, et il faut les accroître par des collectifs budgétaires.

Les grands chantiers (Dunkerque, Le Havre, Saint-Nazaire, Nantes, La Rochelle, La Seyne) emploient un peu plus de 20 000 personnes, au lieu de 20 600 en décembre 1981 et 23 500 en décembre 1978. La baisse des effectifs a donc été beaucoup plus lente que la baisse des capacités de production et surtout que la chute du nombre des salariés dans les autres pays européens (ce sont la Suède et la Belgique qui ont fait les coupes les plus profondes, et aujourd'hui en Grande-Bretagne on annonce plusieurs milliers de licenciements).

Sous l'impulsion de M. Louis Le Pensec lorsqu'il était ministre de la mer, les cinq grands chantiers se sont regroupés (1). Le premier ensemble est constitué autour de Schneider sous le nom de Chantiers Nord-Méditerranée, avec les sites de Dunkerque, de La Ciotat et de La Seyne. Sa situation est critique et, après une première aide de 725 millions de francs en décembre dernier, il a fallu lui attribuer encore 130 millions de francs en janvier pour éviter un dépôt de bilan. L'entreprise est désormais soumise au contrôle du comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI).

Le second groupe a été créé par rapprochement entre Alsthom-Atlantique (filiale de la CGE nationalisée), qui exploite le très grand chantier de Saint-Nazaire, et Dubigeon-Normandie à Nantes. Sans être florissante, la situation de ce groupe est moins préoccupante à court terme que celle de Normed.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, a indiqué que la capacité de production des grands chantiers en 1984 ne devrait pas dépasser 260 000 à 280 000 TJBC. C'est dans cette limite que seront attribuées les aides budgétaires au coup par coup. En tout état de cause, l'enveloppe de 1,6 milliard de francs prévue au budget de 1984 sera notoirement insuffisante. Le secrétaire d'Etat a donné l'assurance qu'aucun grand chantier ne sera fermé. Les réductions d'emplois indispensables se feront par le biais des préretraites, des congés de reconversion et des départs volontaires, mais l'on exlut les licenciements. Des réunions tripartites sont prévues à partir du milieu de février. Un effort pour la recherche et la robotisation des fabrications sera engagé. Enfin, un accord a été réalisé au sein du gouvernement pour que les chantiers civils puissent, au même titre que les arsenaux, construire des bateaux militaires.

Et les petits ?

A côté des grands chantiers qui sont au cœur des préoccupations et de la politique de restructuration, il faut mentionner les petits chantiers navals qui ont chacun une importance économique locale non négligeable. Spécialisés dans la construction des remorqueurs, engins de ravitaillement des plates-formes, barges, bacs, chalutiers, thoniers, vedettes militaires ou civiles de surveillance, pousseurs, ils occupent près de trois mille cinq cents personnes et ont quelque mérite, grâce à leurs efforts commerciaux, à se maintenir à effectifs constants, car ils ne bénéficient pas d'une aide publique aussi substantielle que les grandes entreprises. Leurs succès à l'exportation (Norvège, Indonésie, Maroc, Congo, Brésil, Côte-d'Ivoire, etc.) devraient inciter les pouvoirs publics à leur porter une attention moins ponctuelle donc plus soutenue.

F. Gr.

(1) Non compris les Ateliers et Chantiers du Havre et de La Rochelle, qui occupent un peu plus de deux mille personnes dans ces deux villes.

• SIDÉRURGIE : Au moins 20 000 emplois à supprimer

La production française d'acier brut est passée de 27 millions de tonnes en 1974 à 18,4 millions en 1982, puis 17,6 millions en 1983 (– 35 % au total). Une chute similaire s'observe dans la quasi-totalité des pays développés (à l'exception de l'Italie).

Dans le même temps, les effectifs passaient de 158 000 (fin 1974) à *95 000 (1982), soit une baisse de* 40 %. Cette réduction a été rendue nécessaire tant par la chute de la demande, et donc des capacités, que par une modernisation qui avait été trop tardive.

Les entreprises se sont regroupées et, aujourd'hui, pour l'essentiel, la production est assurée par Usinor et Sacilor, dont l'Etat a pris le contrôle, en partie en 1978, et complètement à la fin de 1981. Usinor a réalisé un chiffre d'affaires de 27 milliards de francs (auxquels s'ajoutent 4 milliards pour les activités sidérurgiques de Creusot-Loire et Peugeot-Loire acquis en 1981) et des pertes d'environ 5 milliards de francs. Sacilor a réalisé un chiffre d'affaires similaire, 27 milliards de francs (non compris Imphy repris à Creusot-Loire), et des pertes d'environ 4,5 miliards de francs.

Environ 9,5 milliards de francs de pertes au total : la modernisation et l'assainissement de l'acier français ne sont pas achevés. En 1982, le *gouvernement avait bâti un plan* acier, qui devait se traduire entre 1981 et 1986 par 17,5 milliards de francs d'investissements nouveaux, mais 11 000 suppressions d'emplois, et déboucher en 1986 sur une production estimée à 24 millions de tonnes et des groupes redevenus équilibrés. La France étant membre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), ce plan devait recevoir l'aval de Bruxelles. En déclenchant un « état de crise manifeste » (article 58 du traité) en 1980, prolongé depuis lors, la Commission européenne a en effet obtenu un droit de regard sur les aides des Etats. Chaque pays européen devait également fournir un plan de réduction de capacité. Il manque encore au plan français une réduction de 630 000 tonnes, en produits longs.

Une partie du plan a néanmoins été mise en œuvre. Usinor prévoyait quelque 5 000 suppressions d'emplois entre 1982 et 1986 : 1 000 à *Denain* (Nord) et 800 environ à Vireux-Molhain dans les Ardennes (ces deux usines doivent fermer en 1985), 2 400 à Longwy et quelque 300 à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle). En 1983, 2 000 suppressions d'emplois ont eu lieu. Sacilor prévoyait environ 6 000 suppression d'emplois : 2 000 à Pompey, 2 000 dans les différentes usines lorraines et 2 000 à la Société métallurgique de Normandie située à Caen. En 1983, 4 200 départs ont eu lieu.

Il reste donc environ 5 000 suppressions d'emplois à réaliser par rapport au plan 1982. Mais, entre-temps, ces groupes ont annoncé aux organisations syndicales des « coupes » supplémentaires. Chez Usinor, 250 à Neuves-Maisons, chez Sacilor, 2 000 dans les produits longs et entre 2 100 et 2 600 chez Sollac (produits plats).

Au total, les suppressions déjà annoncées, soit dans le plan 1982 soit après, portent donc sur quelque *15 500 emplois (dont grosso modo* 9 000 à 10 000 restent à réaliser). Le problème actuel est d'en annoncer de nouvelles encore, liées à :

– la satisfaction de la demande de Bruxelles (les 630 000 tonnes en moins) ;

– la révision du plan acier 1982, dont l'objectif de production (24 millions de tonnes) doit être revu en baisse.

Ces nouvelles suppressions portent sur 10 000 à 15 000 emplois, parfois au-delà, suivant les hypothèses retenues.

ÉRIC LE BOUCHER.

• CHARBONNAGES : Le Nord et le Centre-Midi les plus touchés

Parler de «mutation» en matière de charbon est impropre. Dans tous les pays européens, l'extraction charbonnière est, depuis un quart de siècle au moins, en récession. En 1958, l'Europe du charbon (Grande-Bretagne, RFA, France et Belgique) employait encore un million *deux cent mille mineurs. On en* compte à peine cinq cent mille aujourd'hui. Et la production a été réduite de plus de la moitié, passant de 485 millions de tonnes environ à 228,7 en 1983.

Le repli a été plus rapide en Belgique et en France où les tonnages extraits (6,1 millions et 17 millions de tonnes en 1983) ne représentent plus aujourd'hui que respectivement un cinquième et un gros quart de ce qu'ils étaient en 1958. Mais l'Allemagne fédérale et surtout la Grande-Bretagne ont également taillé dans le vif, leur production ayant été réduite respectivement d'un bon tiers pour la RFA (à 89,3 millions de tonnes) et de moitié pour la Grande-Bretagne (à 116,2 millions de tonnes en 1983).

Comme ses voisins, la France a connu après vingt ans de repli continu une phase de stabilisation après le premier choc pétrolier de 1974-1975. Le souci d'accroître l'indépendance énergétique vis-à-vis des producteurs de pétrole a conduit la plupart des pays à tenter de substituer pour partie le charbon national au pétrole. Aussi la production charbonnière européenne s'est-elle *grosso modo* stabilisée de 1975 à 1982, autour de 240 millions de tonnes. En France – où, comme en Grande-Bretagne, le secteur est nationalisé, – le phénomène a été accentué par l'arrivée au pouvoir de la gauche en mai 1981, laquelle, pour répondre aux promesses faites antérieurement, a annoncé en octobre 1981 une relance de la production charbonnière nationale. Celle-ci s'est traduite aussitôt par l'embauche de plusieurs milliers de jeunes et par l'arrêt des fermetures de sites.

Le gouvernement français est revenu depuis un an environ à une politique plus «réaliste». Dans tous les pays, cette stabilisation s'est traduite par des pertes d'exploitation énormes, d'autant plus prononcées que les rendements étaient faibles. Avec 449 kilos extraits par homme et par heure en moyenne (257 en Belgique, 374 en France, 410 en Grande-Bretagne et 545 en RFA), les groupes européens ne peuvent affronter la concurrence internationale, et notamment les grands producteurs (Etats-Unis, Canada, Australie, Afrique du Sud) bénéficiant de conditions géologiques infiniment plus favorables, qu'au prix de subventions énormes. De plus, faute de débouchés (la sidérurgie et les centrales électriques principalement), les prix mondiaux se sont littéralement effondrés depuis trois ans, aggravant la situation charbonnière européenne.

Le personnel et la production

La substitution du charbon au pétrole étant quasiment terminée, les pays européens sont revenus aux politiques antérieures, préférant recourir au charbon importé – moins cher et plus sûr que le pétrole – plutôt que d'entretenir à grand renfort de subsides publics des producteurs nationaux handicapés par des coûts prohibitifs. Ce qui ne va pas sans poser des problèmes sociaux aigus. Car les bassins charbonniers, qui ont été au cœur de la première révolution industrielle, sont des régions d'ancienne industrie, marquées par des secteurs tous plus ou moins touchés par la crise – sidérurgie, textile, etc.

En France, les régions les plus atteintes sont le Nord-Pas-de-Calais et le Centre-Midi. Le blocage pour 1984 de la subvention publique (6,5 milliards de francs) accordée à Charbonnages de France à son niveau de 1983 contraint l'établissement à réduire sa production en fermant les puits les moins rentables, situés dans ces régions. Quatre mille suppressions d'emplois (sur un total de 57 000 salariés) ont été annoncées, touchant essentiellement ces bassins.

En Lorraine et en Provence, où les rendements sont nettement supérieurs – du fait de conditions géologiques meilleures, – l'austérité devrait se traduire pour l'essentiel par un relatif blocage de l'embauche, le remplacement des retraités devant être pour partie assuré par des mutations d'un bassin à un autre.

Les quatre mille suppressions d'emplois programmées, qui s'effectueront sans licenciements, ne seront cependant pas suffisantes pour équilibrer les comptes de CDF. L'établissement devrait encore perdre cette année quelque 1,5 milliard de francs (hors chimie), au lieu de 800 millions de francs en 1983. L'équilibre ne pourra être envisagé qu'à moyen terme, grâce à des suppressions de postes supplémentaires, à la fermeture des puits les plus déficitaires et à un engagement d'écoulement du charbon par EDF. D'ici à 1990, la réduction des effectifs de CDF pourrait ainsi être de 17 000 à 27 000 salariés (selon les dispositions sociales à adopter), et la diminution de sa production de 3 à 6 millions de tonnes.

VÉRONIQUE MAURUS.

Les arbitrages de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

Il a demandé, en effet, que le ministre des finances et le ministre de la recherche et de l'industrie préparent un projet de loi proposant les moyens financiers et fiscaux de favoriser la création d'entreprises dans les zones touchées par les opérations de reconversion industrielle. M. Mitterrand souhaite que ce texte soit déposé au Parlement lors de la prochaine session de printemps.

Ces trois options présidentielles doivent être présentées au cours des consultations engagées, lundi matin, par M. Mauroy auprès des dirigeants syndicaux. Mais le gouvernement s'en tiendra, mercredi, à l'énoncé général de ses principaux objectifs, afin de laisser au premier ministre une marge de manœuvre, au cours des futures négociations, entre les ministères concernés et les partenaires sociaux.

Le mercredi 8 février, au terme des délibérations du conseil des ministres, le pouvoir exécutif pourrait donc se limiter à annoncer officiellement la création des congés de reconversion, applicables dans trois secteurs *seulement* (les charbonnages, la sidérurgie et les chantiers navals), la délimitation de « périmètres de renaissance » et, peut-être, la nomination de plusieurs commissaires chargés de veiller, localement, à la mise en œuvre du dispositif gouvernemental.

ALAIN ROLLAT.

SOCIAL

Journées d'action intersyndicales

Des actions intersyndicales vont avoir lieu dans plusieurs secteurs dans les semaines qui viennent. Dans la métallurgie, la CGT a décidé une journée nationale d'arrêts de travail le 15 février pour l'emploi et la défense du pouvoir d'achat : cette initiative pourrait, a indiqué M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT, au cours d'une conférence de presse le jeudi 2 février, constituer *« une base de rassemblement »* pour tous les salariés de la branche. Son organisation, a-t-il précisé, a donné son accord à la Fédération de la métallurgie CFDT, qui avait proposé une rencontre le 7 février en vue d'une action revendicative.

Dans la fonction publique, où la CGT a lancé un mot d'ordre de grève d'une journée pour obtenir un « rattrapage » des salaires sur 1983 avant d'aborder les négociations pour 1984, la Fédération des finances CFDT a décidé de son côté une grève d'*« une demi-journée minimum »* le même jour, estimant *« inacceptable »* l'*« absence de réponse du gouvernement »*.

A la RATP, les différentes organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, autonomes et indépendants), quoique en désaccord, ont appelé à un arrêt de travail le 9 février pour obtenir le maintien du pouvoir d'achat.

Dans les banques, les cinq organisations syndicales (CGT, FO, CGC, CFDT et même la CFTC, qui avait signé l'accord salarial 1982-1983) ont quitté la réunion de la commission paritaire avec l'Association française des banques le vendredi 3 février, pour protester contre les propositions faites par l'AFB pour 1984 (1 % d'augmentation des salaires au 1er juillet et 2 % au 1er janvier 1985, par suite de l'effet « report » des augmentations intervenues en 1983). La grève organisée par la CGT, FO, la CGC et la CFDT, vendredi (y compris dans le secteur semi-public et les caisses d'épargne), a été suivie par 15 % à 25 % seulement des salariés, selon les directions; les syndicats estiment, au contraire, la participation de 50 % à 60 %.

LE « CONTRAT DE CONFIANCE » DES CADRES

M. Le Garrec joue la carte du pragmatisme

Le 15 septembre 1983, il y a quatre mois et demi, le président de la République, au cours de l'émission télévisée de TF 1 « l'Enjeu », soulignait la nécessité pour le pouvoir politique de *« passer un contrat de confiance »* avec les cadres. Constatant alors que les cadres *« ont le sentiment d'être sacrifiés, ils le sont trop souvent »*, M. François Mitterrand prenait l'engagement de mieux les traiter. Quelques semaines avant une manifestation de la CGC, le 3 octobre, en une période où la *« démotivation »* du personnel d'encadrement était à l'ordre du jour, la déclaration du chef de l'État prenait une réelle signification politique alors même que la « table ronde » de l'encadrement du 23 février 1982 n'avait pas tenu toutes ses promesses. Depuis, c'est M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, qui est mandaté par M. Mitterrand pour mettre en forme ce *« contrat de confiance »*, le dossier étant suivi à l'Élysée par M. Pierre Castagnou, conseiller technique.

Discrètement, patiemment, M. Le Garrec, qui bénéficie d'une bonne image auprès de l'ensemble des partenaires sociaux, a bien progressé. Après avoir reçu toutes les organisations de cadres, à partir d'octobre, la CGC comme l'UCC-CFDT, l'UGICT-CGT, l'UCI-FO et l'UGICA-CFTC, le secrétaire d'État a adressé une note d'orientation et de propositions à M. Mauroy, qui doit faire l'objet d'une nouvelle réunion interministérielle. Il s'est entretenu, le 1er février, avec le CNPF, le 2 février avec la CGPME, avant de rencontrer de nouveau les 7, 8, 9 et 13 février les organisations de cadres, pour les faire réagir à ses propositions, et de faire une communication au conseil des ministres début mars.

M. Le Garrec a repris les dossiers déjà examinés lors de la « table ronde » de février 1982. Tant dans son entourage qu'à l'Élysée on note qu'en deux ans des progrès ont été réalisés sur certains thèmes, qu'il s'agisse de la loi sur le congé création d'entreprises, du congé sabbatique, de l'aide à la création d'emplois pour des chômeurs de longue durée, des stages FNE pour les cadres privés d'emploi (2 700 stages en 1982). Si le chômage des cadres a légèrement baissé en 1983, la durée d'inscription à l'ANPE des cadres de plus de cinquante ans s'est allongée. Par ailleurs, le personnel d'encadrement a le sentiment d'avoir été mis lourdement à contribution, en d'autres termes pénalisé sur le plan fiscal. Tout s'est passé comme si le pouvoir socialiste, qui avait bénéficié d'un glissement électoral de cette catégorie en sa faveur en 1981, avait manqué son rendez-vous avec les cadres. Peu à peu un sentiment d'incompréhension à l'égard des orientations gouvernementales s'est mué en méfiance, voire en défiance. Une situation préoccupante alors que le gouvernement a besoin de « mobiliser » l'encadrement.

Ni au secrétariat d'État ni à l'Élysée on ne croit pour autant à la « démotivation » des cadres. *« Je suis intimement persuadé du contraire,* confie M. Le Garrec. *Ils ont une perception très aiguë de la dureté de la crise et de la nécessité du combat pour la survie. »* *« Les cadres,* déclare-t-on à la présidence de la République, *sont capables de comprendre le langage de la solidarité s'ils ont le sentiment que cela sert à quelque chose. Les cadres de demain seront davantage des animateurs, des rassembleurs d'énergie et de créativité. Il faut clarifier et stabiliser les règles du jeu pour les cadres dans l'entreprise. »*

Voie réglementaire et voie contractuelle

L'ambition de la concertation en cours est de mettre le maximum de cartes sur la table, qu'il s'agisse de la stratégie industrielle, de la place des cadres dans l'entreprise, de leur rôle dans l'animation économique hors de l'entreprise, des revenus et de l'emploi, de la protection sociale et de la formation. Déjà M. Le Garrec a inscrit dans le IXe Plan l'objectif d'un rapport annuel du CERC sur la transparence des revenus et rappelle que les syndicats sont représentés aux « groupes de stratégie industrielle » du Plan. Nul ne s'attend – et telle n'est pas la volonté de l'Elysée et du secrétariat d'Etat – que le contrat de confiance débouche sur un contrat en bonne et due forme signé solennellement par les pouvoirs publics et les partenaires sociaux. Le « contrat » sera de nature « politique ». *« Il devrait donner une plus grande cohérence à l'action du gouvernement en faveur de cette catégorie de salariés »*, souligne la présidence de la République. *« L'objectif,* précise M. Le Garrec, *est que, sur l'ensemble des sujets étudiés, on puisse dire : là on négocie, là on réglemente, là on prend tel ou tel engagement. »*

Ainsi il s'agit de bien distinguer ce qui relèvera de l'Etat et ce qui sera du domaine contractuel, dépendant des négociations entre les partenaires sociaux, au niveau national, dans les branches et surtout dans les entreprises. Après la réunion interministérielle qui a déjà eu lieu, un « processus de mise au travail » des ministères concernés par les différents dossiers a déjà été engagé et devrait déboucher sur une nouvelle réunion interministérielle. La communication de M. Le Garrec renverra les différentes orientations dégagées aux domaines réglementaire et contractuel, avec des incitations pour les entreprises publiques à négocier. Pour une bonne part, alors que certaines mesures pourraient se concrétiser en 1984, d'autres en 1985, la crédibilité du « contrat » dépendra du respect de l'engagement présidentiel d'une baisse des prélèvements obligatoires inscrite dans la loi de finances 1985. Il n'est pas exclu qu'au terme de la démarche du gouvernement le président de la République intervienne symboliquement, renouvelant ainsi, comme le souhaite FO, son engagement personnel.

Un certain scepticisme syndical

M. Le Garrec entend ainsi adopter une approche pragmatique, ne pas s'enfermer dans un *« canevas figé »* et combattre *« le sentiment diffus d'une relative injustice »* perçu chez nombre de cadres. Face à lui, aucune organisation ne s'est montrée hostile à l'idée d'une sorte de contrat « moral » ou politique, mais un certain scepticisme transparaît. Les plus grandes difficultés proviennent de la CGC, qui a adopté une attitude très oppositionnelle face au pouvoir. Dans une lettre, adressée le 10 novembre à M. Le Garrec, M. Paul Marchelli, délégué général de la CGC, a affirmé : *« Nous sommes donc en droit d'espérer que cette démarche n'aura pas le caractère aléatoire, circonstanciel et orienté que nous avons connu au moment de la préparation de la « table ronde » de l'encadrement et lors des discussions qui l'ont suivie. »* Pour M. Marchelli, il faut au préalable que la politique du gouvernement, notamment sur le plan industriel, puisse susciter la confiance des cadres pour qu'un contrat soit imaginable. Or, pour l'heure, c'est le *« refus de confiance »*.

Le numéro un bis de la CGC a ainsi demandé la *« définition d'une politique économique à court, moyen et long terme à laquelle nous puissions adhérer »*, la *« prise en compte de nos propositions pour le redéploiement industriel du pays dans le cadre de la présente décennie »*, la *« réhabilitation du concept de l'élite tant au niveau de l'enseignement qu'à celui de l'activité professionnelle »* et la *« reconnaissance du rôle du personnel d'encadrement dans l'entreprise et dans la nation »*. Cependant l'évolution actuelle de la CGC, qui, sur les restructurations industrielles, s'est rapprochée du gouvernement, sentant par ailleurs la nécessité de ne pas apparaître trop politisée, pourrait faciliter un meilleur dialogue.

Moins méfiant *a priori*, M. Alain Obadia, secrétaire général de l'UGICT-CGT, a affirmé que *« le gouvernement a commis des erreurs sérieuses vis-à-vis des cadres »*. *« On ne regagnera pas la confiance des cadres, des techniciens et des agents de maîtrise,* a-t-il ajouté, *par des discours ou des exposés d'intentions louables mais bien par des mesures palpables, notamment en matière de salaires et de fiscalité. »* Quant à M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'UCC-CFDT (1), il soutient l'idée d'un contrat de confiance, y voyant une parenté avec une proposition de son organisation en février 1982 : *« L'essentiel,* affirme-t-il, *est de définir des règles du jeu simples, claires, permanentes et stables qui permettent aux cadres de se projeter dans l'avenir, en toute connaissance de cause. »* Les cadres cédétistes mettent en avant la transparence des revenus (dans la foulée du rapport Padieu), le contrôle de l'individualisation des salaires, le changement d'assiette pour l'assurance-maladie permettant aux Français de cotiser proportionnellement à l'ensemble des revenus et, comme l'UGICT, le développement d'un droit d'expression spécifique pour les cadres, dont la *« capacité d'innovation technique, scientifique et sociale »* doit être reconnue dans l'entreprise.

Question de confiance

Pour M. Hubert Bouchet, secrétaire général de l'UCI-FO, *« ces discussions peuvent aboutir à ce qu'on réinstalle les cadres dans leur rôle réel »*. Les cadres FO ont proposé à M. Le Garrec, qui s'est montré favorable, l'institution d'*« un droit individuel à la recherche et à l'innovation »*, qui serait analogue au congé individuel de formation et serait financé tant par l'État que par les entreprises. Quant à M. Bernard Ibal, président de l'UGICA-CFTC, il espère *« une approche plus approfondie des problèmes des cadres dans des négociations entre chaque organisation de cadres et les pouvoirs publics »*.

La proposition CFTC de négocier dans les entreprises *« des contrats d'objectifs »*, auxquels pourraient s'associer des cadres désireux, par ailleurs, de *« participer à la procédure d'alerte et de secours des entreprises en difficulté »*, a été très bien accueillie tant chez M. Le Garrec qu'à l'Élysée. Le terrain n'est donc pas mal déblayé pour la préparation d'un « contrat moral » entre le pouvoir et les cadres, d'autant que pour M. Claude Archambault, qui va devenir en février secrétaire général de la commission sociale du CNPF, la *« démobilisation »* des cadres, due pour une part à des raisons internes à l'entreprise, n'est pas *« un phénomène inéluctable auquel nous serions condamnés »*. Tout se jouera donc sur une question de confiance.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) M. Pierre Vanlerenberghe va quitter le secrétariat général de l'UCC-CFDT au prochain congrès de cette organisation, à l'automne 1984 à Strasbourg. Il devrait être remplacé par M. Daniel Croquette, un des responsables de la Fédération unie chimie (FUC).

هكذا من الأصل

AGRICULTURE

Le MODEF invite le gouvernement à « mettre ses actes en concordance avec ses paroles »

De notre correspondant

Montpellier. — Le septième congrès du MODEF (Mouvement de défense des exploitations familiales, deuxième syndicat agricole français), qui s'est tenu à Montpellier du 1er au 3 février, a de nouveau exprimé son hostilité à l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal. Il a aussi regretté l'absence de M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, qui avait été invité. Pour M. Emilien Soulié, maire d'une commune viticole près de Béziers, responsable du Mouvement pour l'Hérault, le gouvernement ne met pas *« ses actes en concordance avec ses paroles »*.

La volonté de lutte et de développement de l'action des masses s'est exprimée dans le rapport de M. Frédéric Lindenstaedt, secrétaire général, avec un double objectif : la Commission de Bruxelles *« et ses projets anti-paysans »*, et le gouvernement français, *« pour la réalisation des engagements pris par le président de la République »*.

« En maintenant ses cadeaux à la Grande-Bretagne et à la RFA, a encore dit M. Lindenstaedt, *la Communauté se prive délibérément de sommes qui permettraient d'augmenter les prix agricoles en 1984 de 7 %. »*

La motion finale souligne encore *« la responsabilité du gouvernement qui, prévenu de longue date des difficultés, a laissé monter la colère et l'exaspération dans les campagnes »*.

Ce violent mécontentement s'est exprimé sur le terrain, estime le MODEF, aussi bien par les actions des éleveurs de porcs en Bretagne que des viticulteurs de l'Aude. Le congrès a élevé *« une protestation vigoureuse contre les arrestations provocatrices des agriculteurs qui sont conduits à mener des actions revendicatives pour faire prendre en compte leurs justes revendications »*.

Pour l'immédiat, le MODEF veut lancer, dès ce printemps, un mouvement en profondeur pour la revalorisation des revenus. Il invite les exploitants familiaux *« à intensifier les actions (...) en évitant toutes celles qui les isoleraient de l'ensemble de la population »* et à manifester le 12 mars à Bruxelles.

R. B.

● **L'Iran rembourse à la Lloyds 15 millions de dollars.** — La compagnie d'assurance londonienne Llyods a annoncé qu'elle avait reçu de l'Iran une somme de 15 millions de dollars pour la dédommager du remboursement, fait à une compagnie américaine d'une plate-forme de forage saisie par Téhéran lors de la révolution de 1979.

ÉNERGIE

La Bolivie va exporter au Brésil d'importantes quantités de gaz naturel

De notre correspondante

La Paz. — Les présidents du Brésil et de la Bolivie, MM. Joao Figueiredo et Hernan Siles vont se réunir, du 7 au 9 février, à Santa-Cruz, pour relancer la coopération économique entre les deux pays, et, plus spécifiquement, pour conclure l'accord sur la vente de gaz naturel. En effet, cet accord n'a toujours pas été signé à cause de l'opposition tenace des défenseurs des ressources du sous-sol national, dont M. Siles était, jusqu'à présent, l'un des porte-parole. La préservation de ces ressources naturelles constituait d'ailleurs le point le plus concret du programme de l'Union démocratique et populaire (UDP), la coalition qui l'a porté au pouvoir en octobre 1982, après avoir gagné successivement les élections générales de 1978, de 1979 et de 1980.

Or, à la stupeur des observateurs de la scène politique bolivienne, le gouvernement a annoncé, deux mois après son arrivée au pouvoir, sa décision d'exporter au Brésil d'importantes quantités de gaz naturel, près de deux fois plus que le volume envisagé par le général Hugo Banzer en 1974... Quelles sont les raisons qui ont poussé le président Siles à changer diamétralement de politique énergétique ?

Depuis l'année dernière, le gaz est le premier produit de la Bolivie. Il apporte 43 % des devises, ce qui correspond à la vente, à l'Argentine, de 7 millions de mètres cubes par jour. Pour sa part, le projet avec le Brésil porte sur 12 millions de mètres cubes pendant vingt ans.

La Bolivie est en faillite. Pour un budget de 1 milliard de dollars en 1984, le déficit est de 600 millions. Le remboursement des échéances d'une dette de plus de 4 milliards de dollars représente cette année 800 millions, soit la totalité des exportations du pays. Etant donné que la production d'étain ne cesse de s'écrouler, la vente de gaz au Brésil constituerait un ballon d'oxygène pour cette économie moribonde.

Les créanciers internationaux ont d'ailleurs exercé une forte pression sur les autorités afin que soit signé cet accord. D'une part, parce qu'ils n'ont guère confiance dans l'essor d'une industrie pétrochimique et sidérurgique en Bolivie. D'autre part, parce que l'exportation de gaz représentera une significative entrée de devises qui permettra au pays de s'acquitter de ses dettes. C'est sans doute pour cette raison que la Banque mondiale a offert de financer la construction du gazoduc le plus long de l'Amérique latine, puisqu'il réunirait Corumba, au Brésil, à Santa-Cruz, en Bolivie, distantes de 1 941 kilomètres. Son coût est estimé à 2 milliards de dollars.

Opposition syndicale

La puissante Centrale ouvrière de Bolivie continue de s'opposer à la signature de ce contrat. Le premier de ses arguments est que la firme américaine qui a estimé les réserves de gaz n'est pas crédible. Les Boliviens sont d'autant plus méfiants à ce sujet qu'ils n'ont pas oublié l'histoire de l'or noir : d'après les techniciens banzéristes, le pays flottait sur une mer de pétrole. La production devait atteindre 200 000 barils en 1980, et 400 000 en 1985. La réalité a été amère : 23 846 barils en 1980, et en 1985 il faudra sans doute avoir recours à l'importation. En attendant, les raffineries rouillent sur place.

Les réserves de gaz ont été évaluées à 19,5 millions de mètres cubes par jour, pendant vingt ans. Le Brésil et l'Argentine importeraient donc la quasi-totalité des capacités de production, ce qui empêcherait la Bolivie, non seulement d'installer une industrie sidérurgique sur ses riches gisements du Mutun — qui contiennent 400 milliards de tonnes de fer (ce que de nombreux spécialistes considèrent comme un « éléphant blanc »), mais paralyserait surtout une multitude de projets, aussi modestes que nécessaires, comme le sont la construction d'usines d'engrais pour l'agriculture ou d'explosifs pour les mines.

Pour le Brésil, les avantages sont nets. Ce pays importe actuellement 40 % de sa consommation de gaz du Proche-Orient et du Nigéria, alors qu'existent d'énormes nappes près de ses frontières : la Bolivie lui fournirait la matière première énergétique, et absorberait en retour une partie da sa production pétrochimique et sidérurgique.

NICOLE BONNET.

MONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	8,4325	8,4350	+ 165	+ 185	+ 350	+ 370	+ 1020	+ 1050
$ can.	6,7665	6,7685	+ 110	+ 130	+ 260	+ 280	+ 790	+ 810
Yen (100)	3,6150	3,6170	+ 165	+ 185	+ 345	+ 355	+ 1060	+ 1080
DM	3,0725	3,0750	+ 155	+ 160	+ 330	+ 335	+ 950	+ 955
Florin	2,7236	2,7250	+ 130	+ 160	+ 280	+ 310	+ 840	+ 870
F.B. (100)	15	15,02	− 100	− 40	− 300	− 80	− 250	+ 80
F.S.	3,8200	3,8230	+ 280	+ 300	+ 580	+ 600	+ 1640	+ 1670
L. (1 000)	5,0020	5,0040	− 230	− 210	− 440	− 400	− 1240	− 1200
£	12,0230	12,0300	+ 278	+ 308	+ 584	+ 615	+ 1720	+ 1760

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 7/8	10 1/8
DM	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6	6	6 1/4
Florin	5 1/2	6	5 3/4	6 1/4	5 3/4	6 1/4	6	6 1/2
F.B. (100)	10 3/4	11 1/4	11	12	11	12	11 1/2	12 1/2
F.S.	2	2 1/2	2 7/8	3 1/4	3	3 1/2	3 1/2	3 7/8
L. (1 000)	16	17	17	18	17	18	17	18
£	9	9 1/4	9 1/8	9 1/2	9 1/4	9 5/8	9 1/2	10
F. franç.	12 3/4	13 1/2	13 1/2	14	14 1/2	15	14 3/4	15 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AÉRONAUTIQUE

SELON BOEING

Deux constructeurs seraient de trop pour le marché du futur avion de 150 places

De notre envoyé spécial

Seattle (Etat de Washington). – Un nouvel avion est né chez Boeing, le 737-300, un court-courrier pour 128 à 149 passagers, dont les essais en vol commenceront début mars. L'appareil a été baptisé il y a quelques jours au cours d'une de ces grand-messes dont on a le secret à Seattle, avec tout un cérémonial de musiques et de lumières, et le *Star spangled banner* entonné par une secrétaire de la maison et repris en chœur par plusieurs milliers d'ouvriers. Comme pour clamer au monde entier que le vieux lion, un moment frappé par la crise du transport aérien, rugit de nouveau. Le moral remonte en même temps que le carnet de commandes, qui s'est gonflé de 6,4 milliards de dollars en 1983, contre 2,9 milliards l'année précédente.

Un nouvel avion pas si nouveau que cela, ce 737-300, et même « *une casserole démodée* » si l'on en croit le ministre français des transports, M. Charles Fiterman. Un sérieux *lifting* lui permet, cependant, de faire oublier que son frère aîné, le 737-100, est sorti de la même usine il y a dix-sept ans. Des moteurs nouveaux (franco-américains) lui donnent du tonus, sa silhouette est moins empâtée, son épiderme a subi des implants de matériaux composites et d'alliages d'aluminium et ses neurones sont stimulés par une électronique dernier cri.

Une chirurgie tout à fait payante, selon Boeing : avec un prix d'achat de 22 millions de dollars et une consommation par passager inférieure de 20 % à 25 % à celle de ses rivaux, le 737-300 représente une bonne affaire pour des compagnies hors d'état de s'offrir des avions plus coûteux, même s'ils se révélaient plus économiques à l'usage.

Du coup, alors que l'on attend, d'un jour à l'autre, la décision définitive des gouvernements français, allemand, et surtout anglais, sur le programme de « petit » Airbus A-320, le débat sur l'opportunité de concevoir une nouvelle génération d'avions de cent cinquante places se trouve relancé outre-Atlantique avec beaucoup d'arguments. Ce n'est pas d'hier que Boeing s'y oppose, prisonnier des contingences financières qu'il s'est créées en lançant de front deux modèles nouveaux d'avions civils – le 757 et le 767 – qui ont du mal à se vendre. Mais les arguments qu'il avance pour appuyer sa position ne manquent pas d'intérêt.

Un marché déprimé

M. Thomas Craig, directeur des études de marché de la firme, résume bien les hésitations du premier constructeur mondial : « *Le marché a subi des dommages dont les effets seront durables et nos perspectives à long terme ne sont pas particulièrement optimistes* », dit-il. La surcapacité continue de causer des ravages dans la trésorerie des compagnies même si elle tend à se résorber : de 58 000 sièges en 1981 – soit l'équivalent de plus de 100 Boeing-747, soit encore 19 % de la totalité des sièges offerts, – elle devrait tomber à 25 000 cette année (8 % des sièges offerts), et peut-être à 15 000 en 1985 (5 % des sièges).

Dans les compagnies américaines qui traitent encore 40 % du marché mondial, les coûts opérationnels, qui avaient baissé de 50 % entre 1960 et 1978, ont augmenté, depuis, de 20 % tandis que le cash-flow jouait les peaux de chagrin, revenant de 12,5 % du chiffre d'affaires en 1979 à 3,5 % l'an passé. Moyennant quoi le ratio d'endettement a plus que doublé en cinq ans.

D'un autre côté, explique M. Craig, les compagnies, bien qu'exsangues, vont avoir besoin d'avions, de beaucoup d'avions, ne serait-ce que pour remplacer ceux qui arrivent en fin de carrière, soit 1 500 pratiquement tout de suite et 4 000 autres d'ici à la fin du siècle. Au total, pour les douze prochaines années, les besoins atteindront 4 173 avions, dont 37 % de gros-porteurs, soit une facture de 185 milliards de dollars (1984).

Mais, s'empresse d'ajouter M. Craig, le marché demeurera très déprimé, au moins jusqu'en 1988, du fait de la faiblesse des moyens des transporteurs. De toute manière, tributaires de coûts d'exploitation croissants, ces derniers devront, à trafic égal, réduire leurs investissements de 30 % par rapport à ce qu'ils furent pendant l'âge d'or des années 60-80. Seul, donc, le doublement du trafic mondial, attendu d'ici à 1995, devrait leur permettre de satisfaire leurs besoins d'équipements.

C'est dire que le choix des appareils risque de se faire au plus juste. Deux données liées entre elles deviendront plus que jamais déterminantes : le prix d'achat des machines et le coût du carburant. Une augmentation rapide du prix du kérosène pourrait pousser les compagnies à se doter d'appareils nouveaux économes en énergie, fussent-ils d'un prix élevé. Au contraire, une stabilisation des cours du pétrole inciterait à l'achat d'avions plus gourmands, mais meilleur marché. La bonne tenue des ventes des modèles d'avions anciens (Boeing-737, McDonnell Douglas MD-80) depuis un an et demi (le prix du kérosène a baissé de 10 %) tendrait à le prouver. Or Boeing estime que le prix du carburéacteur ne changera pas significativement avant 1988, date à partir de laquelle il recommencerait à croître d'environ 8 % à 10 % par an.

D'abord le monopole

Le problème de l'avion de cent cinquante places se pose donc, pour Boeing, en termes tout à fait incertains. D'autant que le marché potentiel, évalué à deux mille six cents appareils en douze ans ne se présente pas, vu de Seattle, de manière monolithique. D'abord, dit-on, d'ici à 1988, date possible d'entrée en service d'un avion de nouvelle génération, il se vendra neuf cents exemplaires des appareils existants. Par la suite, les versions améliorées de ces appareils pourraient elles-mêmes se vendre à environ neuf cents exemplaires. Toutes soustractions faites, le marché des « cent cinquante places du futur » se réduirait ainsi à huit cents avions.

Compte tenu du coût de développement (2 milliards de dollars pour le lancement et à peu près autant pour la mise en fabrication de la série), un tel programme ne serait rentable pour un constructeur que s'il est assuré d'en avoir le monopole. Airbus industrie seul peut désormais contester ce monopole à Boeing. Voilà pourquoi tout retard pris par le A-320 européen est accueilli comme pain bénit à Seattle.

JAMES SARAZIN.

Le succès des réacteurs français aux Etats-Unis

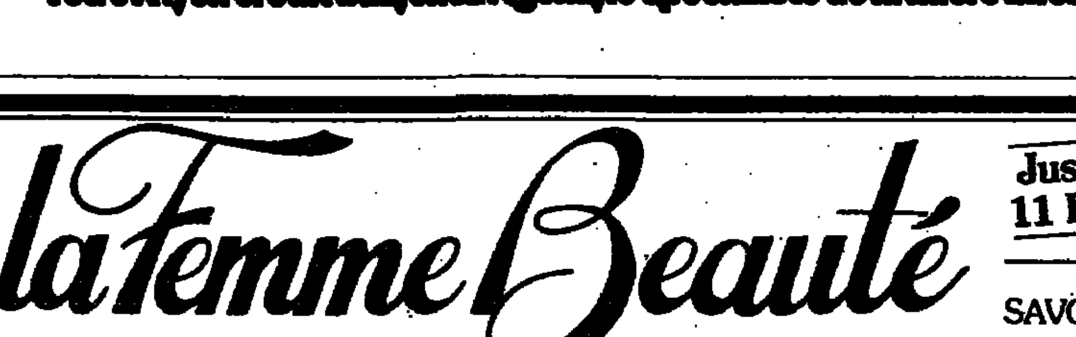
Le moteur du nouvel avion 737-300 de Boeing est à moitié français, puisqu'il est construit en commun par la SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation) et l'américain General Electric, dans le cadre du consortium CFM International.

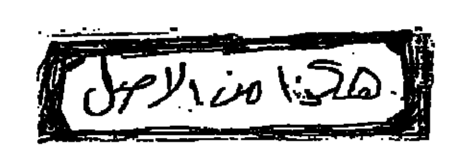
C'est à la fin des années 60 que les deux constructeurs décidèrent de coopérer à la réalisation d'un réacteur de la classe des dix tonnes de poussée pour le marché civil. Pari audacieux, à une époque où les grands « motoristes » mondiaux croyaient bien davantage aux engins de grande puissance (20 à 25 tonnes de poussée). Et pourtant, le programme devait être une incontestable réussite.

Au 31 décembre 1983, trois cent quatre-vingt-six moteurs de ce type, le CFM-56-2, avaient été livrés, et leur production continuait au rythme de vingt par mois. La recette – un réacteur coûte 2 millions de dollars – étant partagée à égalité entre les deux constructeurs, la SNECMA est ainsi devenue le deuxième exportateur français (2,6 milliards de francs en 1983) vers les Etats-Unis, après Renault. Elle pourrait même devenir le premier en 1985, lorsque seront produits deux cent soixante-dix moteurs, essentiellement à destination du marché américain.

Le CFM-56-3, moins puissant que le précédent – 10 tonnes de poussée au lieu de 12 – a été conçu pour équiper le Boeing 737-300, lequel, à sa sortie d'usine, totalise déjà cinquante-six commandes fermes, le constructeur américain ayant bon espoir d'en vendre cinq cents au cours des prochaines années. Une variante évoluée de ce réacteur, le CFM-56-3 B 2, de 11 tonnes de poussée, équiperait une future version de ce même avion – le 737-400 – un peu plus grande encore, si Boeing prend, d'ici dix-huit mois, la décision de la construire.

Enfin, CFM International a été choisi par Airbus Industrie pour « motoriser » son moyen-courrier de cent cinquante places A-320, avec son CFM-56-4, qui aura une poussée initiale de 12,5 tonnes. Ce réacteur pourrait cependant avoir un concurrent, le V-2500, proposé par un consortium réunissant, autour de l'américain Pratt and Whitney et du britannique Rolls-Royce, trois industriels japonais, un allemand et un italien.







C'est bien d'être n° 1.
C'est bien d'être également n° 2.
C'est bien d'être aussi n° 3.
C'est bien d'être en plus n° 4.

Pour la 4e année consécutive, Renault est la première marque automobile en Europe occidentale. Et pour la 1re fois, les 4 voitures les plus vendues en France sont des Renault.

Les 10 premières voitures vendues en France en 1983.	
1re	RENAULT 5
2e	RENAULT 9
3e	RENAULT 11
4e	RENAULT 18
5e	*voiture concurrente*
6e	*voiture concurrente*
7e	*voiture concurrente*
8e	*voiture concurrente*
9e	RENAULT 4
10e	*voiture concurrente*

Source : CSCA

L'entreprise
et ses concessionnaires
remercient tous ceux
et toutes celles qui en 1983
ont choisi Renault.
Et tous ceux et toutes celles
qui leur feront encore confiance,
pour que 1984
soit une nouvelle année Renault.

RENAULT

RENAULT préconise elf

SICAV ACTIONS

Sociétés d'investissement à capital variable
Situation au 30 décembre 1983

Structure actif en %	Sélection Mobilière Diversifiée	Sélection Valeurs Françaises	Sélection Technologies	Sélection Avenir
Emprunt 7 % 73	13,2	9,4	10,8	5
Obligations en francs	13,3	11,9	27,4	37,8
Actions françaises	25,1	65,6 *	12,3	30,3 **
Actions Amérique du Nord	8,7	–	17,7	–
Actions japonaises	13,7	3,8	14,9	–
Actions autres pays	16,6	–	14,8	–
Liquidités et divers	9,4	9,3	2,1	26,9
Actif net au 30-12-83 (en MF)	282,7	615,1	382,8	133,8
Valeur liquidative au 30-12-83	323,31	195,52	1 810,17	10 638,57
Coupon net payé depuis le 1er janvier 1983	12	11,40	65,36	–
Progression depuis le 1-1-83 (coupon net inclus)	+ 39,1 %	+ 34,7 %	+ 40,8 %	+ 6,3 % (ouverture 26-10-83)
Orientation	Actions françaises et étrangères	Actions françaises (loi du 29-12-82)	Actions franç. et étrang. des secteurs de la technologie	Actions françaises du comptant et du second marché

* Y compris les C.N.I. C.N.B.
** Dont 11,2 % second marché.



SICAV OBLIGATIONS

Sociétés d'investissement à capital variable
Situation au 30 décembre 1983

Structure actif en %	Sélection rendement	Sélection première	Sélection net	Sél. Oblig. international
Emprunt 7 % 73	10,4	3,7	0,2	10,1
Autres fonds d'État	7,3	24	64,7	7,7
Oblig. classiques taux fixe	33,2	48,7	3,5	9,7
Oblig. classiques taux var.	12,7	15,4	15,3	8,2
Oblig. conv. et indexées	9,9	–	–	10,7
Oblig. étrangères	15,1	–	–	46,2
Titres participatifs	3,6	–	–	3,8
Liquidités et divers	7,8	8,2	16,3	3,6
Actif net au 30-12-83 (en M.F.)	413,5	478,1	604,8	435,7
Valeur liquidative au 30-12-83	166,87	12 324,67	55 789,85	1 677,89
Coupon net payé depuis le 1er janvier 1983	15,62	728,54	–	116,97
Progression depuis le 1-1-83 (coupon net inclus)	+ 20,9 %	+ 18,2 %	+ 9,8 % (ouverture le 6-6-83)	+ 26 %
Orientation	Obligations françaises principalement	Première catégorie		Diversification monétaire



Nous rappelons que les conseils d'administration des sociétés d'investissement à capital variable (Sicav) dont le Crédit Commercial de France est dépositaire :

Sélection Rendement.
Sélection Mobilière Diversifiée.
Sélection Valeurs Françaises
Sélection Obligations Internationales.
Sélection Technologies.
Sélection Court Terme.
Sélection Première.
Sélection J.
Sélection Net.
Sélection Avenir.
Sélection L Prime

ont décidé de modifier les horaires des souscriptions et des rachats (article 2 des règlements intérieurs).

Depuis le 1er février 1984, les souscriptions et rachats sont centralisés à 12 heures.

Les souscriptions et rachats seront reçus jusqu'à 12 heures pour être effectués sur la valeur liquidative de l'action calculée d'après les cours de Bourse du jour précédent (ou du dernier jour ouvré).

Passé 12 heures, les souscriptions et rachats seront effectués sur la valeur liquidative calculée d'après les cours de Bourse du jour (ou, le cas échéant, du premier jour ouvré suivant).

G.I.E. de Sicav, 20, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris. Tél. 723-21-02.

PROVINCE INVESTISSEMENTS

Province Investissements, Sicav dont le groupe d'assurances La Mondiale est le principal actionnaire, a pour objet l'investissement dans les petites et moyennes entreprises françaises dynamiques, cotées à Paris ou en Province, sur le marché officiel, le second marché ou le marché hors cote.

Afin de disposer de moyens accrus pour développer son action sur le marché financier des sociétés moyennes, cette Sicav vient d'élargir son actionnariat en accueillant, aux côtés du Groupe Paribas qui accroît sa participation, trois nouveaux investisseurs institutionnels : la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse Centrale des Banques Populaires et Cardif, qui ont été cooptés administrateurs lors du Conseil du 17 janvier.

Le nouveau Conseil s'est donné pour Président M. Guillem, Président de La Mondiale, en remplacement de M. Corcket, nommé Président Honoraire. Il a décidé de confier la gestion de la Sicav à Paribas. M. Michel Delaplace, nommé Directeur Général, sera assisté d'un Comité de Gestion comprenant pour la Caisse Centrale des Banques Populaires M. Lepinois, nommé directeur, pour Cardif, M. Piermay, pour la Caisse des Dépôts et Consignations M. Mouy, et Madame Perret pour La Mondiale.

Le Conseil a également décidé de porter la part investie en actions françaises à plus de 60 % de l'actif, ce qui donnera aux souscripteurs de la Sicav la possibilité de la faire figurer dans leur Compte d'Epargne en Actions.

SICAV OBLIGATIONS

Sociétés d'investissement à capital variable
Situation au 30 décembre 1983

Structure actif en %	Sélection L Prime		Sélection Court Terme		Sélection J	
Obligations à taux fixe		33,01		24,67		22,04
Obligations à option d'échange		8,83		6,77		12,04
Obligations à taux variable		33,84		55,39		44,95
dont • TMO	33,84		26,28		22,57	
• TMM	–		20,93		15,67	
• taux révisable	–		8,18		6,71	
Liquidités et divers		24,32		13,17		20,97
Actif net au 30/12/83 (en MF)	227,9		1 082,4		4 202,8	
Valeur liquidative	51 033,09		11 845,13		57 628,95	
Coupon net payé depuis le 1er janvier 1983	–		1 406,28		–	
Progression depuis le 1er/1/83 (coupon net inclus)	– (ouverture le 14/12/83)		+ 15,4 %		+ 13,5 % (ouverture le 24/1/83)	
Orientation	Gestion court terme					



Le conseil d'administration s'est réuni le 31 janvier 1984 et a pris connaissance des premiers résultats ayant trait à l'exercice 1983.

Le chiffre d'affaires hors taxes est de 816,9 millions contre 727,6 (plus 12 %), le montant hors taxes des commandes reçues est de 806,4 millions contre 876,2 (moins 8 %), dont 24 % en exportation directe, le carnet de commandes diminue de 10,5 millions.

Pour les activités aérospatiales, le chiffre d'affaires hors taxes est de 420,2 millions contre 421,2, le montant hors taxes des commandes reçues est de 380,2 millions contre 523,7 (moins 27 %).

Pour l'activité informatique et instrumentation, le chiffre d'affaires hors taxes est de 396,7 millions contre 306,4 (plus 29 %). Le montant hors taxes des commandes reçues est de 426,2 millions contre 352,5 (plus 21 %).

Le résultat net de la société après impôt, amortissement et provisions, qui était de 41,4 millions pour l'exercice 1982, croîtra sensiblement dans la même proportion que le chiffre d'affaires.

Promodès

GROUPE PROMODÈS

Pour l'exercice 1983, le chiffre d'affaires provisoire hors taxes du groupe Promodès s'est élevé à 19,8 milliards de francs, soit une progression de 12 % sur l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires réalisé en France a marqué une progression de 7 %. Son évolution a été affectée par la cession d'un grand nombre de petites succursales à des détaillants indépendants.

Aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires réalisé par la Société Houchen's Industries, récemment acquise, n'intervient que pour 300 millions de francs.

SOCÉTÉ PROMODÈS

Le chiffre d'affaires hors taxes de la Société Promodès s'est élevé en 1983 à 8,7 milliards de francs, soit une augmentation de 13 %.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 26-1-1984
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	381 043
dont :	
Or	255 980
Disponibilités à vue à l'étranger	30 048
ECU	76 889
Avances au Fonds de stabilisation des changes	-15 125
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	14 515
dont :	
Concours au Trésor public	8 240
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	218 527
dont :	
Effets escomptés	85 327
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 723
5) DIVERS	12 008
Total	699 818

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	187 041
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 098
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	21 808
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	87 082
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	30 280
5) ECU A LIVRER AU FECOM	76 200
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	303 915
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	9 028
Total	699 818

COMMUNIQUÉ

La situation hebdomadaire, arrêtée au 26 janvier 1984, comptabilise les résultats du Fonds de stabilisation des changes durant le deuxième semestre 1983. Ces résultats font apparaître un solde déficitaire de 2,48 milliards de francs, qui a été porté, le 26 janvier 1984, au débit du compte du Trésor public. Le montant maximum des concours de la Banque de France au Trésor public est désormais de 8,24 milliards de francs.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	27 janv.	3 fév.
Valeurs franç. à revenu variable	1427,6	1412,3
Valeurs étrangères	4089,4	
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	206	203,8
Dont valeurs industrielles	211,3	208,4
Valeurs étrangères	663,3	659,7
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	179	177,1
Dont valeurs industrielles		182,3
Pétroles-Energie	144,9	149,5
Métallurgie	96,6	98
Chimie	195,7	187,5
Bâtim., mat. constr., trav. publics	130,6	128,1
Constructions mécaniques	139,7	134,9
Matériel électrique	198	195,5
Automobile et accessoires	149,7	149
Industr. de consom. non alim.	273,9	272,4
Agro-alimentaire	254,2	244,6
Distribution	108	107
Transports	157,9	167,1
Services	217,1	208,7
Assurances	163,4	161,7
Banques	209,7	209,3
Immobilier et foncier	160,7	161,4
Investissement et portefeuille	198,7	198,5
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	105,7	105,7
Emprunts d'Etat	106,2	106,2
Emprunts garantis et assimilés	105,2	105,5
Sociétés	106,2	106,2
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	92,5	92,7
Sociétés	101	101
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	170,1	168,1
Produits de base	151,2	151,5
Construction	128,5	126
Biens d'équipement	146,3	143,8
Biens de consom. durables	188,5	185,9
Biens de consom. non durables	237,3	232,2
Biens de consom. alimentaires	244,2	240,5
Services	139,2	137,5
Sociétés financières	202,3	200
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	139,1	139,6
Valeurs industrielles	174,5	172,3
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	137,5	136,8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GROUPE MAISON FAMILIALE. – Le Groupe Maison a enregistré, en 1983, une sensible reprise de son activité. Les ventes ont augmenté de 10 % par rapport à l'année précédente.

GMF souligne, en particulier, que les carnets de commandes se sont regarnis, alors qu'ils étaient peu fournis depuis 1980.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé devrait approcher 4,5 milliards de francs, comparable à celui de 1982, mais le résultat net consolidé devrait être supérieur à celui de 1982 (103,4 millions de francs).

Le groupe rappelle, en outre, qu'il a lancé, en 1983, trois emprunts obligataires d'un montant total de 850 millions de francs pour faciliter le développement de ses activités.

TÉLÉMÉCANIQUE. – Les résultats de la société mère et du groupe pour 1983 progresseront plus que le chiffre d'affaires (+ 10 % à 3,04 milliards de francs). Pour l'exercice précédent, ils s'étaient respectivement élevés à 50,6 et 81,1 millions de francs.

COMMERZBANK. – Le service du dividende suspendu depuis quatre ans reprendrait au titre de 1983 sur la base de 6 DM par action. Le bénéfice d'exploitation de la banque serait supérieur à 800 millions de deutschemarks, contre 500 millions.

NESTLÉ. – Le chiffre d'affaires a atteint 28,1 milliards de francs suisses en 1983 (+ 1 %).

En volume, les ventes ont augmenté de 3 %, indique la firme. Elles se sont notamment bien développées en Asie et aux Etats-Unis, mais ont, en revanche, chuté en Afrique, en raison des problèmes de devises de certains pays (Nigéria notamment).

Le bénéfice net après impôts (1,1 milliard de francs en 1982) sera de nouveau « satisfaisant », selon Nestlé.

DU PONT DE NEMOURS. – Comme pour bien d'autres chimistes, 1983 a été l'année du redressement pour le groupe américain, dont le bénéfice net s'est élevé à 1,13 milliard de dollars (+ 26,4 %).

Compte tenu cependant de gains exceptionnels pour 60 millions de dollars, la progression du résultat ressort à 19,7 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 30 déc. 1983)

	2 fév.	3 fév.
Valeurs françaises	109,9	108,7
Valeurs étrangères	110,9	111,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	2 fév.	3 fév.
Indice général	169,2	168,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 6 février .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	3 fév.	6 fév.
1 dollar (en yens)	233,70	233,28

BOURSE DE PARIS — Comptant — 3 FEVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	26 30	1 033
5 %	39 10	0 041
3 % amort. 45-54	71	1 633
Emp. 7 % 1973	9630	..
Emp. 8,80 % 77	114 98	6 179
9,80 % 78/93	90	5 643
8,80 % 78/86	91 60	1 298
10,80 % 79/94	92 60	4 515
13,25 % 80/90	100 80	8 906
13,80 % 80/87	102 90	4 186
13,80 % 81/99	101 90	0 764
16,75 % 81/87	110 60	6 727
16,20 % 82/90	112 20	0 974
16 % juin 82	111 50	10 492
E.D.F. 7,8 % 61	138	0 423
E.D.F. 14,5 % 80-92	102	8 950
Ch. France 3 %	140	..
CNB Bques janv. 82	102 40	1 240
CNB Paribas	102 45	1 240
CNB Suez	102 45	1 240
CNI janv. 82	102 38	1 240

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations convertibles		
B.S.N. 10,50 % 77	2880	2870
Carrefour 6,75 % 77	340	....
Interbail (obl. conv.)	224	....
Lafarge 6 % 72	358	348
Martel 8,75 % 70	1782	1750
Michelin 5,50 % 70	636	635
Moët-Hennes. 8% 77	1900	....
Pétr. (Fse) 7,50 % 79	230 50	230 50
Peugeot 6% 70-75	361	....
Sanofi 10,25% 77	....	....
SCREG	179	
Télém. 7% 74	176	175
Thom.-CSF 8,9% 77	357	....
Actions au comptant		
Aciers Peugeot	65	65
A.G.F. (St Cent.)	358	359
A.G.P. Vie	5830	6050
Agr. Inc. Madag.	86	....
Alfred Herlicq	71	71
Allobroge	380	371
André Roudière	139	140
Applic. Hydraul.	309 90	311
Arbel	40	40
Artois	420	430
At. Ch. Loire	15 70	16 30
Ausedat-Rey	29 25	....
Bain C. Monaco	83	84 40
Banania	471	490 d
Banque Hypoth. Eur.	295	293
Blanzy-Ouest	289	280
B.N.P. Intercontin.	171	171
Bénédictine	1707	1707
Bon-Marché	126	125 50
Borie	336 50	326
Bras. Glac. Int.	996	1036
Calif	380	374
Cambodge	201 30	205
C.A.M.E.	100	98
Campenon Bern.	182	182
Caout. Padang	312	312
Carbone-Lorraine	53	54 80
Carnaud S.A.	168	149 80
Caves Roquefort	972	940
C.E.G.Frig.	210	210
C.E.M.	29	29
Centen. Blanzy	821	810
Centrest (Ny)	105	105
Cerabati	75	75
C.F.F. Ferrailles	161 90	161 90
C.F.S.	810	831
C.G.I.B.	89	80 60
C.G.V.	107 10	110
Chambon (M.)	400	400
Chambourcy (M.)	1010	1020
Champex (Ny)	108	108
Chim. Gde Paroisse	90	94
C.I. Maritime	405	410
Ciments Vicat	237	239
Citram (B)	125	125
Clause	545	540
Cl. MA (Fr.-Bail)	368	352
Cochery	53	46 50 o
Cofradel (Ly)	430	....
Cogifi	240	240
Comindus	769	747
Comiphos	182	177 10
Comp. Lyon-Alem.	220	228 80
Concorde (La)	280	280
C.M.P.	16 20	16 80
Conte S.A. (Li)	44	43
Crédit (C.F.B.)	196	196
Créd. Gén. Ind.	391	395
Cr. Universel (Cie)	500	505
Créditel	132	132
C. Sabl. Seine	....	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Derbley S.A.	210	210
De Dietrich	337	335
Degremont	180 20	180 20
Delalande S.A.	250	252
Delmas-Vieljeux	770	780
Dév. Rég. P.d.C (Li)	125	126 20
Didot-Bottin	523	535
Dist. Indochine	410	....
Drag. Trav. Pub.	248 80	250
Duc-Lamothe	237	....
Dunlop	11 20	11 65 d
Eaux Bass. Vichy	1000	1018
Eaux Vittel	970	....
Ecco	2950	2950
Economats Centre	488 80	480
Electro-Banque	281 90	289
Electro-Financ.	498	493
Elf-Antargaz	165	165
E.L.M. Leblanc	611	590
Entrepôts Paris	270	280 80
Epargne (B)	1190	1189
Epargne de France	310	318
Epeda-BF	1394	1328
Escaut-Meuse	405	408
Eurocom	640	635
Europ. Accumul.	33 30	32
Eternit	350	348
Félix Potin	1071	1132
Ferm. Vichy (Ly)	110 10	119 70 d
Finalens	98	100
FIPP	105	....
Fnac	250	254
Focep (Chât. eau)	1050	....
Foncière (Cie)	190	190
Fonc. Agache-W.	88	87
Fonc. Lyonnaise	1370	....
Foncina	170	171
Forges Gueugnon	14 45	14 10
Forges Strasbourg	137 20	137 40
Forinter	1350	1335
Fougerolle	78 10	78
France I.A.R.D.	105	105
France (La)	840	830
Frankel	191	197
Fromageries Bel	820	800
From. Paul Renard	490	490
GAN	680	680
Gaumont	610	612
Gaz et Eaux	1370	1400
Genvrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	24	24 50
Gerland (Ly)	759	750
Gévelot	300 90	280 30
Gr. Fin. Constr.	219	219
Gds Moul. Corbeil	85	81 60
Gds Moul. Paris	365	340 50
Groupe Victoire	707	715
G. Transp. Ind.	135 60	145 20
Huard-U.C.F.	35 40	33 10
Hutchinson	35 40	35 40
Hydro-Energie	229 90	220 70
Hydroc. St-Denis	50 20	61
Immindo S.A.	215	215
Imminvest	176	175
Immobail	307	307
Immobanque	519	535
Immob. Marseille	2200	2225
Immofice	399	386
Industrielle Cie	800	792
Invest. (Sté Cent.)	835	....
Jaeger	30 10	33 d
Lafitte-Bail	300	303
Lambert Frères	68 70	62 70 o
Lampes	114	118
La Brosse-Dupont	79 10	....
Lebon Cie	770	760
Lille-Bonnières	231	230
Locabail Immob.	510	512
Loca-Expansion	185	186
Locafinancière	257	257
Locatel	380	379
Lordex (Ny)	119	119
Louvre	435	440
Luchaire S.A.	260	259
Machines Bull	32 80	33
Magasins Uniprix	60 50	58 10
Magnant S.A.	50 50	....
Maritimes Part.	152	150
Marocaine Cie	44	42 30
Métal Déployé	280	298
M. H.	11 80	12 60
Mic	242 10	251 80 d
Mors	290	285
Nadella S.A.	122	127
Naval Worms	115	116
Navig. (Nat. de)	55	....
Nicolas	398 30	414
Nodet-Gougis	80 50	83 80
OPB Paribas	143 50	139
Optorg	150	144
Origny-Desvroise	103	102
Palais Nouveauté	294	294
Paris France	102 60	100
Paris-Orléans	152	152
Part. Fin. Gest. Im.	325	333
Pathé-Cinéma	280 50	280
Pathé-Marconi	149	143
Piles Wonder	144 40	134 60 o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Piper-Heidsieck	347 50	340
P.L.M.	105 40	105
Porcher	187	194
Profils Tubes Est	6 20	....
Prouvost ex-Lain.R.	58 50	59 80
Providence S.A.	500	520
Publicis	1290	1311
Raff. Souf. R.	135	138 10
Ressorts Indust.	86	86
Révillon	469 90	461
Ricqlès-Zan	131	130 30
Ripolin	41 60	....
Rochefortaise S.A.	68	65
Rochette-Cenpa	18 60	19 35 d
Rosario (Fr.)	110	111 50
Rougier et Fils	60	60
Rousselot S.A.	514	514
Sacer	43 90	....
Saclor	3 27	3 39
SAFAA	80	....
Safic-Alcan	260	270
SAFT	280	285
Saunier Duval	22 80	22 50
Saint-Raphaël	80 90	81 50
Salins du Midi	327	327
Santa-Fé	186	188
Satam	56 20	58 40
Savoisienne (M)	86 50	85
SCAC	175	178 60
Sellier-Leblanc	270	270
Senelle Maubeuge	184	180
S.E.P. (M)	162	....
Serv. Equip. Véh.	52 50	51
Sicli	38 50	43 40
Sicotel	290	281
Sintra-Alcatel	555	565
Sinvim	133	131
Siph (Plant. Hévéas)	187	....
SMAC Acieroid	170	170
Sofal financière	430	435
Soffo	187 60	193 10
Soficomi	469	469
S.O.F.I.P. (M)	90	90
Sofragi	820	830
Sogepal	230	....
Soudure Autog.	75	75
S.P.E.G.	185	187
Speichim	167 20	....
S.P.I.	360	360
Spie Batignolles	185	170
Stemi	240	238
Synthelabo	270	280
Taittinger	765	750
Testut-Aequitas	340	326 40 o
Thann et Mulh.	58	60
Tissmétal	28	30
Tour Eiffel	316	320
Ufiner S.M.D.	194 70	187
Ugimo	221 30	224 90
Unibail	518	539
Unidel	101	100
U.A.P.	552	555
Union Brasseries	59 30	....
Union Habit.	285	....
Un. Imm. France	257 50	263 40
Un. Ind. Crédit	345	345
Usinor	1 29	1 29
U.T.A.	193 50	200
Vincey Bourget (Ny)	8 80	9
Virax	60 10	59
Waterman S.A.	250	250
Brass. du Maroc	118 50	110
Brass. Ouest-Afr.	30	29 50
Étrangères		
A.E.G.	390	....
Akzo	440	421
Alcan Alum.	410	405
Algemeine Bank	1561	1599
Am. Petrofina	830	....
Arbed	240	....
Asturienne Mines	156	....
Banco Central	110	112
Bco Pop Espanol	90	80
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	33200	34000
Barlow Rand	123	125
Blyvoor	158	154
Bowater	44	45 30
British Petroleum	70 60	....
Br. Lambert	525	505
Caland Holdings	140	140
Canadian-Pacific	438	436
Cockerill-Ougre	29 10	....
Cominco	549	525
Commerzbank	784	....
Courtaulds	24	24 45
Dart. and Kraft	799	785
De Beers (port.)	81	98 50
Dow Chemical	353	351
Dresdner Bank	780	780
Entrep. Bell Canada	288	281
Femmes d'Auj.	73 40	....
Finoutremer	245	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Fossider	0 30	....
Gén. Belgique	362	364
Gevaert	595	595
Glaxo	129	129 80
Goodyear	325	325
Grace and Co	491	472
Grand Metropolitan	60	58
Gulf Oil Canada	151 50	151
Hartebeest	790	799
Honeywell Inc.	1425	....
Hoogovens	175	183
I. C. Industries	524	515
Int. Min. Chem	530	....
Johannesburg	1160	....
Kubota	16 10	15 40
Latonia	278	278
Mannesmann	665	....
Marks-Spencer	37 50	37 90
Midland Bank Plc	72	74
Minerals-Ressourc.	117 50	115 10
Nat. Nederlanden	930	....
Noranda	226	236
Olivetti	30 10	30 50
Pakhoed Holding	273	274
Petrofina Canada	950	....
Pfizer Inc.	420	444 30
Phoenix Assuranc.	73 55	76 05
Pirelli	12 50	12 30
Procter Gamble	600	590
Ricoh Cy Ltd	54 60	54 50
Rolinco	1216	1217
Robeco	1292	1260
Rodamco	490	490
Shell fr. (port.)	103	....
S.K.F. Aktiebolag	255	245
Sperry Rand	525	520
Steel Cy of Can.	284	....
Stilfontein	190	192
Sud. Allumettes	400	....
Tenneco	485	462
Thorn EMI	93	102 d
Thyssen c. 1 000	345	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Toray indust. inc	20 70	20 85
Vieille Montagne	681	700
Wagons-Lits	440	430
West Rand	81	90 50 c
SECOND MARCHÉ		
A.G.P.-R.D.	1612	1678
C.D.M.E.	520	515
Dafsa	385	380
Dauphin O.T.A.	1481	1490
Marin Immobilier	1860	1860
Métallurg. Minière	133 40	133 90
M.M.B	300	299
Novotel S.I.E.H.	1690	....
Petit Bateau	395	399
Petrofigaz	498	510
Poron	575	....
S.C.G.P.M.	230	230
Far East Hotels	1 60	1 57
Sodexho	3275	3290
Sofibus	207	....
Hors-cote		
Air-Industrie	7 60	17 25
Alser	175 10	....
Cellulose du Pin	34 95	....
C.G.Maritime	6 50	....
CMM-Mar Madag.	....	....
Coparex	539	531
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Files.Fourmies	1 55	....
Imp. G.-Lang	1 15	2 25 d
La Mure	60	....
Pronuptia	179 50	166
Rorento N.V.	749	749
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	142	145
Total C.F.N.	51 50	59 d
Ufinex	250	....

SICAV 3/2

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	233 07	222 50 ◆
Actions-Investiss.	295 51	282 11 ◆
Actions sélectives	349 06	333 23 ◆
Aedificandi	374 94	357 94 ◆
A.G.F. 5000	256 81	245 16
Agfimo	399 22	381 12
A.G.F. Interfonds	401 52	383 31
Alatfi	244 85	233 75 ◆
A.L.T.O.	196 37	187 47 ◆
Amérique Gestion	533 01	508 84 ◆
Assoc. St-Honoré	10987 53	10932 87 ◆
Associc	22137 87	22137 87
Bourse-Investiss.	302 06	288 36
Bred Associations	2058 49	2052 33
Capital Plus	1260 93	1260 93 ◆
C.I.P.	894 22	853 67
Convertimmo	307 16	293 23 ◆
Cortexa	1129 12	1077 92 ◆
Crédinter	433 70	414 03
Croiss. Immobil.	383 87	366 46
Démôter	58030 07	57914 24 ◆
Drouot-France	308 17	294 20 ◆
Drouot-Investiss.	799 61	763 35 ◆
Drouot-Sécurité	206 87	197 49 ◆
Energie	262 52	250 62
Epargne Court Sicav	6293 53	6282 22
Epargne Associations	24354 23	24281 39
Epargne-Capital	5371 91	5318 72
Epargne-Croiss.	1461 73	1395 45
Epargne-Industr.	459 88	439 01
Epargne-Inter	737 98	704 50
Epargne-Oblig.	185 58	177 16
Epargne-Unie	941 06	898 39 ◆
Epargne-Valeur	370 40	353 60
Eparoblig	1114 27	1112 05
Eurocic	9119 08	8705 57
Euro-Croissance	440 75	420 78
Foncier Investiss.	698 26	667 05 ◆
France-Garantie	290 37	284 68
France-Investiss.	454 49	433 88 ◆
Fr.-Obl. (nouv.)	426 42	407 08
Francic	254 99	243 43
Fructidor	243 89	232 83
Fructifrance	454 81	434 19
Fructivar	60328 68	60178 23
Gestion Associations	117 77	114 90
Gestion Mobilière	618 48	590 44
Gest. Rendement	521 48	497 83 ◆
Gest. Sél. France	401 38	383 18 ◆
Haussmann Oblig.	1291 52	1232 95
Horizon	698 29	666 63
I.M.S.I.	399 35	381 24
Indo-Suez Valeurs	650 19	620 71
Ind. française	11814 29	11582 64
Interoblig.	11318 54	10805 29 ◆
Intersélect France	285 49	272 54 ◆
Intervaleurs Indust.	440 85	420 86
Invest. net	10857 77	10636 50
Invest. Obligataire	12445 15	12420 31
Invest. St-Honoré	729 65	696 56 ◆

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Laffitte-crt-terme	120575 57	120575 57
Laffitte-Expansion	699 41	667 69
Laffitte-France	210 35	200 80
Laffitte-Oblig.	145 30	138 71
Laffitte-Rend.	218 82	208 90
Laffitte-Tokyo	1023 72	977 30
Lion-Associations	11357 88	11357 88 ◆
Livret portefeuille	533 39	509 20
Mondiale Investissem.	374 76	357 77
Monacic	55801	55801
Multi-Obligations	468 57	447 32
Natio.-Assoc.	23011 37	22965 44
Natio.-Epargne	12546 62	12422 40
Natio.-Inter.	1018 79	972 59
Natio.-Obligations	448 40	428 07
Natio.-Placements	56788 19	56788 19
Natio.-Valeurs	529 63	505 61
Oblisem	161 89	154 55
Pacifique St-Honoré	452 86	432 32 ◆
Paribas Epargne	12115 22	12066 95
Paribas Gestion	591 30	564 49 ◆
Patrimoine-Retraite	1153 90	1131 27
Phenix Placements	244 30	243 08
Pierre Investiss.	462 05	441 10 ◆
Placement crt-terme	53217 44	53217 44
Province Investiss.	286 59	273 59 ◆
Rendem. St-Honoré	12071 24	12011 18 ◆
Sécur. Mobilière	381 65	364 34
Sél.court terme	12125 36	12035 10
Sélec. Mobil. Div.	353 71	337 67 ◆
Sélection-Rendem.	183 06	174 76 ◆
Sélect. Val. Franç.	210 63	201 08 ◆
Sicav-Associations	1067 74	1065 61
S.F.I. fr. et étr.	495 31	472 85
Sicavimmo	513 43	490 15 ◆
Sicav 5000	224 19	214 02
Silvafrance	340 34	324 91
Silvan	342 49	326 96
Silvarente	205 01	195 71
Silvinter	378	360 86
S.I.-Est	1077 53	1028 67
S.I.G.	834 56	795 80 ◆
S.N.I.	1114 88	1064 32
Sofinvest	472 94	461 49 ◆
Sogepargne	327 97	313 10 ◆
Sogevar	947 80	904 82 ◆
Sogetar	1244 50	1188 07 ◆
Soleil Investiss.	508 29	485 24
Technocic	1054 95	1007 11
U.A.P. Investiss.	374 32	357 36 ◆
Uni-Associations	103 81	103 81 ◆
Unifrance	275 60	263 10 ◆
Unifoncier	729 23	696 16 ◆
Unigestion	899 89	868 15
Uni-Japon	1294 32	1235 63 ◆
Uni-Régions	1435 09	1370 01 ◆
Unirente	1868 02	1806 60 ◆
Univar	131 79	131 79 ◆
Valorem	418 74	399 75
Valorg	1109 26	1108 15
Valrest	121348 51	121227 28
Worms Investiss.	723 73	690 91

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1836	4,5 % 1973	1910	1848	1865	+ 2 35
3240	C.N.E. 3 %	3274	3320	3320	+ 1 40
[illegible]	Accor	218	213	213	– 2 29
[illegible]	Agence Havas	900	889	889	– 1 22
[illegible]	Air Liquide	547	535	537	– 1 82
445	Als. Superm.	476	476	476	....
81	A.L.S.P.I.	88 50	88 50	88	– 0 56
159	Alsthom-Atl.	173	172	170 20	– 1 61
[illegible]	Amrep	710	700	700	– 1 40
340	Applic. gaz	365	360	360	– 1 36
436	Arjom. Prioux	408	385	389	– 4 65
1470	Aux. Entrepr.	1405	1400	1400	– 0 35
600	Av. Dass.-Br.	585	580	580	– 0 85
240	Bail-Equipem.	275	278	278	+ 0 36
815	Bail-Investiss.	581	588	588	+ 1 20
465	Cie Bancaire	487	478 90	481	– 1 23
119	Bazar H.-V.	122 80	124 10	124 10	+ 1 05
280	Béghin-Say	284 50	282	282	– 0 87
410	Bic	432	422	423	– 2 08
305	B.I.S.	286	285	285	– 0 34
1690	Biscuit (Géné.)	1620	1600	1605	– 0 92
1880	Bongrain S.A.	1750	1725	1725	– 1 42
810	Bouygues	784	778	774	– 1 27
2750	B.S.N.-G.D.	2640	2595	2595	– 1 70
1530	Carrefour	1620	1580	1568	– 3 14
900	Casino	966	940	940	– 2 69
580	Cedis	600	595	597	– 0 50
365	Cetelem	371	380	380	+ 2 42
585	C.F.A.O.	568	565	558	+ 0 53
88	C.F.D.E.	101	101 10	100 50	– 0 48
5 70	Ch. France Dunk.	10 60	....	....	....
285	Charg. Réunis	286	296	300	+ 4 89
25	Chiers-Châtill.	28 50	29 40	29 40	+ 3 15
250	Ciments franç.	238	237	237	– 0 42
1470	C.I.T. Alcatel	1435	1420	1405	– 2 09
810	Club Méditerr.	802	790	790	– 1 49
113	Codetel	113	112 30	112 10	– 0 79
225	Cofimeg	226	225	224	– 0 88
220	Coles	237	239	239	+ 0 84
149	Compt. Entrepr.	160	165	165	+ 3 12
350	Compt. Mod.	325	320	315	– 3 07
500	Créd. Foncier	572	570	570	– 0 34
240	Crédit F. Imm.	244 80	241 50	241 50	– 1 38
475	Crédit Nat.	476	475	474	– 0 42
49	Creusot-Loire	57	56 20	54 10	– 5 08
132	Crouzet	151	149	147 50	– 2 31
610	C.S. Saupiquet	617	629	629	+ 1 94
1460	Damart-Serviposte	1560	1558	1558	– 0 12
860	Darty	855	820	830	– 2 92
665	Docks France	665	655	655	– 1 50
91	D.M.C.	95 80	95 10	94 70	– 1 14
880	Dumez	905	899	898	– 0 77
590	Eaux (Gén.)	552	535	535	– 3 07
194	Elf-Aquitaine	212	207	207	– 2 36
184	— (certific.)	199 50	195	199	– 0 25
2320	Essilor	2280	2255	2255	– 1 09
580	Esso S.A.F.	590	615	622	+ 5 42
650	Eurafrance	885	870	865	– 2 25

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
780	Euromarché	740	738	738	– 0 54
640	Europe n° 1	641	625	625	– 2 49
910	Facom	871	879	878	+ 0 80
800	Fichet-Bauche	754	751	751	– 0 39
186	Finextel	188 40	186 90	188 10	– 0 16
270	Fives-Lille	282	279	279	– 1 06
40	Fonderie (Gén.)	40	40 80	41	+ 2 50
85	Fraissinet	85	85	85	....
425	Francarep	410	405	402	– 1 95
185	Gal. Lafayette	185 10	185	185 20	+ 0 05
820	Gén. Géophys.	942	929	920	– 2 33
300	GTM-Entrepose	306	308	305	– 0 32
320	Guyenne-Gasc.	320	310	310	– 3 12
1470	Hachette	1455	1480	1480	+ 1 71
380	Hénin (La)	355	354	354	– 0 28
79	Imétal	87 60	86	84	– 4 10
270	Imm. Plaine-M.	274	286	278	+ 1 45
405	Ind. et Particip.	449	441	441	– 1 78
880	Inst. Mérieux	878	845	845	– 3 75
395	Interbail	420	440	438	+ 4 28
1390	Intertechnique	1365	1350	1350	– 1 09
148	J. Lefebvre	143	142	142	– 0 69
168	Jeumont Ind.	191 50	191 50	191 50	....
530	Lab. Bellon	535	535	535	....
325	Lafarge-Coppée	333	329 80	329 50	– 1 05
2100	Legrand	2205	2200	2190	– 0 68
1310	Lesieur	1247	1205	1180	– 5 37
325	Locafrance	318	328	325	+ 2 20
705	Locindus	897	892	895	– 0 28
860	Lyonn. Eaux	787	763	763	– 3 04
340	Mais. Phénix	321	320	320 10	– 0 28
1050	Majorette (Ly)	1052	1051	1055	+ 0 28
129	Manurhin	151	140 20	143	– 5 29
73	Mar. Wendel	82	82	82	....
1880	Martell	1782	1750	1750	– 1 79
900	Merlin-Gerin	940	915	915	– 2 65
1750	Matra	1882	1901	1901	+ 1
980	Michelin	1000	990	990	– 1
1460	Midi (Cie)	1475	1469	1460	– 1 01
260	Midland Bk S.A.	234	232	234	....
131	Mines Kali (Sté)	143	140	140 10	– 2 02
49	M.M. Penarroya	62	60	61 50	– 0 80
1480	Moët-Hennessy	1379	1370	1365	– 1 01
520	Mor. Leroy-S.	519	508	511	– 1 54
106	Moulinex	105	102 10	102	– 2 85
715	Mumm	690	675	680	– 1 44
245	Navig. Mixtes	237	247 50	247	+ 4 21
10 50	Nobel-Bozel	13 10	12 20	12 65	– 3 43
51	Nord-Est	53 10	53 90	52 70	– 0 75
300	Nordon (Ny)	285	285	285	....
87	Nouvelles Gal.	98	98	99 50	+ 1 53
680	Occident. (Gén.)	686	671	670	– 2 18
270	Olida-Caby	284 30	285	285	+ 0 24
960	Omn. F. Paris	960	950	950	....
174	Opfi-Paribas	164 80	169 80	169 10	+ 2 60
2270	Oréal (L')	2181	2181	2170	– 0 50
80	Papet. Gascogne	89	86	86	– 3 37
680	Paris-Réescompte	859	848	850	– 1 36

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
280	Pechelbronn	254	250 10	250 50	– 1 37
540	Penhoet	545	520	520	– 4 58
780	Pernod-Ricard	745	737	727	– 2 41
199	Pétroles (Fse)	211	210 50	209 50	– 0 71
45	— (certific.)	46 10	46 30	46 30	+ 0 43
82	Pétroles B.P.	82 50	82 50	82 50	....
250	Peugeot S.A.	251	247	246	– 1 99
71	Poclain	73	69	69	– 5 47
360	Potain	330 10	340 20	337	+ 2 09
142	Pompey	148	148	148	....
390	P.M. Labinal	364	358	358	– 1 64
1850	Presses Cité	1845	1820	1818	– 1 46
900	Prétabail Sic.	920	930	930	+ 1 08
245	Primagaz	249	246	246	– 1 20
164	Printemps	157 50	156	154 80	– 1 71
1380	Promodès	1440	1375	1376	– 4 44
395	Radiotechn.	395	390	390	– 1 26
93	Raffin. (Fse)	107	108 80	107 90	+ 0 84
1220	Redoute (La)	1180	1182	1180	....
850	Roussel-Uclaf	845	848	845	....
1360	Rue Impériale	1425	1430	1435	+ 0 70
149	Sade	146	149	149	+ 2 05
1410	Sagem	1470	1445	1445	– 1 70
445	St-Louis B.	437	435	435	– 0 45
545	Sanofi	531	526	526	– 0 94
338	S.A.T.	330	334	330	....
35	Saulnes	32 90	32	32 50	– 1 21
103	Schneider	127	133	132 80	+ 4 56
61	S.C.O.A.	57 50	56 50	56 50	– 1 73
169	S.C.R.E.G.	172	171	171	– 0 58
510	Seb	476	472	472	– 0 63
285	Sefimeg	280 10	284 90	284 90	+ 1 84
950	S.F.I.M.	930	915	915	– 1 61
97	S.G.E.-S.B.	102	102	101 90	– 0 09
900	Sign. Ent. El.	900	918	912	+ 1 33
485	Silic	460	455	455	– 1 08
300	Simco	310	308	308	– 0 64
140	Simnor	141	142	142	+ 0 70
1380	Skis Rossignol	1410	1390	1390	– 1 41
626	Slimnco	526	526	526	....
520	Sogerap	521	614	514	– 1 34
630	Sommer-Allib.	630	629	630	....
545	Source Perrier	526	530	530	+ 0 76
445	Talco Luzenac	457	451	456	– 0 21
1550	Tél. Elect.	1505	1530	1530	+ 1 66
295	Thomson-C.S.F.	314	309	306	– 2 54
2220	T.R.T.	1910	1970	1971	+ 3 19
340	U.F.B.	308	308	309	....
585	U.I.S.	566	565	565	....
280	U.C.B.	229	236	234	+ 2 18
340	Valéo	316	310 10	310 10	– 1 86
78	Vallourec	79	78	78	– 1 26
1890	V. Clicquot-P.	1890	1895	1895	+ 0 28
1180	Viniprix	1078	1075	1075	– 0 27
910	Elf-Gabon	1030	960	962	– 6 60
270	Amax Inc.	297	290	286 50	– 3 53
370	Amer. Express	352	355	355	+ 0 85
220	Amer. Teleph.	203	200 90	200	– 1 47

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
188	Anglo Amer. C.	196 80	199 90	199	+ 1 11
1180	Amgold	1273	1285	1287	+ 1 09
920	B. Ottomane	920	925	938	+ 1 95
735	BASF (Akt)	753	752	757 50	+ 0 59
760	Bayer	767	773	767	....
555	Buffelsfont.	595	598	590 c	– 0 84
41	Charter	41 40	41 40	41 25	– 0 36
565	Chase Manh.	599	602	600	+ 0 16
340	Cie Pétr. Imp.	329 20	331 60	331 80	+ 0 78
93	De Beers	100 50	99 10	99 40	– 1 09
1530	Deutsche Bank	1666	1681	1681	+ 0 90
145	Dome Mines	158 90	160	159	+ 0 06
365	Driefontein Ctd	389	399 80	395	+ 1 54
590	Du Pont-Nem.	567	556	556	– 1 94
850	Eastman Kodak	820	837	838	+ 2 19
148	East Rand	182	178 60	177 50	– 2 47
540	Ericsson	536	544	544	+ 1 49
435	Exxon Corp.	455	449 50	462 50	+ 1 64
505	Ford Motors	464	464	474	+ 2 15
390	Free State	434	440	439	+ 1 15
280	Gencor	276	277 90	277	+ 0 36
350	Gén. Belgique	362	365	364	+ 0 55
660	Gén. Electr.	642	648	651	+ 1 40
880	Gen. Motors	815	826	826	+ 1 34
83	Goldfields	93	94 50	94	+ 1 07
205	Harmony	231	229 90	228	– 1 29
41	Hitachi	43 50	43 60	43 50	....
810	Hoechst Akt.	815	810	806	– 1 10
101	Imp. Chemical	99 70	97 50	98 20	– 1 50
167	Inco. Limited	160 20	163 20	165	+ 2 99
1350	IBM	1318	1321	1316	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
104	Ito-Yokado	103 70	101 60	102 60	– 1 06
530	ITT	491	491	491 50	+ 0 10
94	Matsushita	96 40	95 70	95 20	– 1 24
1040	Merck	1018	1044	1043	+ 2 45
910	Minnesota M.	875	895	891	+ 1 82
350	Mobil Corp.	347	350 60	350 60	+ 1 03
28660	Nestlé	25200	25560	25560	+ 1 42
810	Norsk Hydro	845	828	828	– 2 01
1340	Petrofina	1383	1368	1370	– 0 93
860	Philip Morris	851	825	831	– 2 35
174	Philips	171 50	171	171 50	....
405	Pres. Brand	442 50	443	440	– 0 56
485	Président Steyn	546	550	540	– 1 09
1150	Quilmès	1190	1200	1199	+ 0 75
1450	Randfontein	1590	1610	1610	+ 1 25
545	Royal Dutch	582	582	585	+ 0 51
103	Rio Tinto Zinc	110	111 70	111 80	+ 1 63
380	St Helena Co	418 40	392	391 c	– 6 54
535	Schlumberger	539	523	525	– 2 59
98	Shell transp.	105	104 50	104 80	– 0 19
1620	Siemens A.G.	1713	1734	1734	+ 1 22
177	Sony	188	190	190	+ 1 06
280	T.D.K.	333 10	340	338	+ 1 47
1010	Unilever	1000	986	991	– 0 90
820	Unit. Techn.	794	789	771	– 2 89
1160	Vaal Reefs	1320	1344	1315	– 0 37
550	West Deep	613	620	613	....
475	West Hold.	517	510	508	– 1 74
565	Xerox Corp.	484	475	475	– 1 85
2 55	Zambia Corp.	2 59	2 60	2 62	+ 1 15

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 483	8 444	8 220	8 820
Allemagne (100 DM)	306 930	307 170	294	314
Belgique (100 F)	14 980	15 013	14 100	15 200
Pays Bas (100 fl.)	272 150	272 290	259	279
Danemark (100 krd)	84 500	84 640	80	88
Norvège (100 k)	108 250	108 400	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 036	12 037	11 850	12 450
Grèce (100 drachmes)	8 300	8 280	6 250	8 500
Italie (1 000 lires)	5 009	5 001	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	381 610	381 880	369	390
Suède (100 krs)	104 610	104 280	101	108
Autriche (100 sch)	43 610	43 600	42 700	44 700
Espagne (100 pes.)	5 409	5 409	4 900	5 500
Portugal (100 esc.)	6 240	6 210	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 815	6 770	6 550	6 890
Japon (100 yens)	3 634	3 617	3 450	3 610

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/2
Or fin (kilo en barre)	104500	104800
Or fin (en lingot)	104050	104650
Pièce française (20 fr)	649	651
Pièce française (10 fr)	451	.....
Pièce suisse (20 fr)	635	651
Pièce latine (20 fr)	614	625
Souverain	769	772
Pièce de 20 dollars	4250	4250
Pièce de 10 dollars	1950	1930
Pièce de 5 dollars	1077 50	.....
Pièce de 50 pesos	4145	4165
Pièce de 10 florins	638	645

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « La banlieue autrement », par Jacques Floch.
– LU : *Cinq cents jours à Nankin,* d'Yves Cabrol.

ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT
– Le conflit libanais et la démission du premier ministre.
– ISRAËL : le gouvernement adresse un sévère avertissement aux colons juifs *de Cisjordanie et de Gaza.*

5. DIPLOMATIE
– *La visite officielle* de M. Mitterrand aux Pays-Bas.

5. AFRIQUE
– La tournée de M. Cheysson.

5. AMÉRIQUES

7. EUROPE

POLITIQUE

8. M. Raymond Barre au « Grand Jury RTL-*le Monde* ».
9. *Le débat sur la presse* à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

10. Les contre-propositions de *l'école* catholique.
11. Un terroriste italien est arrêté dans la région parisienne.

SPORTS

12. Les XIVes Jeux olympiques d'hiver.
– NATATION : Stéphan Caron sous les 50 secondes.
– CYCLISME : les *Six Jours de Paris.*
– Les résultats.

CULTURE

15. THEATRE : *Gertrude morte cet après-midi,* de Monick Lepeu.
– MUSIQUE : tournée de l'Ensemble intercontemporain.
17. COMMUNICATION : le VIe Marché *international de Monte-Carlo.*

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. La controverse sur les CODEVI.
19 à 21. L'Europe manque d'enfants.
22. *Le point sur* la conjoncture en France.

ÉCONOMIE

41. LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES.
42. SOCIAL : le « contrat de confiance » des cadres : M. Le Garrec joue la carte du pragmatisme.
43. ÉNERGIE : la Bolivie va exporter du gaz au Brésil.
44. AÉRONAUTIQUE : selon Boeing, deux constructeurs seraient de trop pour le marché du futur avion de 150 places.

RADIO-TÉLÉVISION (18)
INFORMATIONS
« SERVICES » (14) :
Rétromanie ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (23 à 40) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » **daté 5-6 février 1984 a été tiré à 454 653 exemplaires**

LA VISITE EN FRANCE DU ROI D'ARABIE SAOUDITE

Ryad souhaite que Paris favorise la synthèse des plans de paix arabe et américain

Reçu samedi 4 février à l'Elysée, le roi Fahd d'Arabie Saoudite a demandé le concours diplomatique de la France pour la mise en œuvre des principes contenus par *le plan de* paix arabe pour relancer la recherche d'un règlement au Proche-Orient, a-t-on appris dans les milieux saoudiens après l'entretien du roi avec le président Mitterrand.

Aucune indication n'a cependant été donnée sur les modalités de la coopération diplomatique franco-saoudienne. A l'Elysée, on s'est contenté de souligner la *« très grande identité de vues sur tous les sujets abordés »* entre les deux chefs d'Etat.

L'Arabie Saoudite, qui juge insuffisant le plan Reagan de paix, souhaite que la France saisisse l'occasion de sa présidence de la Communauté européenne (premier semestre de 1984) pour mettre au point, avec l'accord des Dix, un plan qui ferait la synthèse des propositions de paix arabes et américaines en vue de faire reconnaître le droit à l'autodétermination des Palestiniens, *ou* de *réactiver,* ainsi que le suggère de son côté l'Organisation de libération de la Palestine, la résolution franco-égyptienne déposée en juillet 1982 devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Ce projet franco-égyptien prévoit la reconnaissance mutuelle et simultanée des Israéliens et des Palestiniens ainsi que le droit à l'autodétermination des Palestiniens, alors que le plan arabe prévoit la création d'un Etat palestinien indépendant. Il est considéré comme contenant une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël, dans la mesure où il préconise *des garanties du Conseil de* sécurite aux Etats de la région.

Le roi Fahd a quitté Paris pour l'Espagne après sa brève visite de travail samedi 4 février.

Pakistan

RUMEURS DE COMPLOT

Le gouvernement dément l'arrestation de plusieurs dizaines d'officiers

Islamabad *(AFP).* – Le gouvernement a vigoureusement démenti, dimanche 5 février, des rumeurs persistantes selon lesquelles au moins une vingtaine d'officiers ont été arrêtés, au cours des trois dernières semaines, pour activités subversives. Selon des informations non confirmées de sources pakistanaises, prises toutefois très au sérieux par la communauté diplomatique, entre vingt et cent cinquante officiers, pour la plupart de rang subalterne, ont été arrêtés à la suite d'une importante saisie d'armes, survenue le 2 janvier, dans une villa de Lahore.

Une semaine plus tard le quotidien gouvernemental *The Pakistan Times* révélait que deux personnes avaient été tuées et une troisième blessée dans cette villa au cours d'une fusillade entre les forces de sécurité et les *« conspirateurs »* qui détenaient ces armes. Le journal affirmait ces dernières étaient *« d'origine étrangère »* et devaient être utilisées *« pour une énorme opération subversive par des personnes aux motivations politiques ».*

Le porte-parole du gouvernement, M. Yunus Sethi, a affirmé avec force qu'aucun officier n'avait été arrêté à la suite de la fusillade. Mais ce démenti est accueilli avec scepticisme par les ambassades occidentales et les milieux pakistanais informés. Certaines rumeurs font état d'un nombre important d'officiers de l'armée de l'air parmi les militaires arrêtés. D'autres indications évoquent la possibilité d'une complicité entre certains officiers et l'opposition en exil. L'hypothèse d'une complicité étrangère, notamment indienne, est *également évoquée. The Pakistan Times* a écrit que les *« comploteurs* (...) *opéraient avec la bénédiction des services de renseignement d'un pays voisin »,* et l'annonce le 4 février de l'expulsion de deux ressortissants indiens, employés par la compagnie aérienne Indian Airlines à Lahore, a ajouté à la confusion. Officiellement, ces deux personnes sont accusées d'avoir participé à l'évasion du Pakistan de deux *« domestiques »* employés à Islamabad par un diplomate indien et qui se seraient livrés à des activités *« d'espionnage ».*

La thèse d'un complot contre le régime militaire du général Zia Ul Haq fomenté par de jeunes officiers semble difficile à croire, compte tenu de la tradition de discipline de l'armé pakistanaise. Selon certaines sources pourtant, les conjurés se préparaient à prendre le pouvoir à l'occasion du voyage du chef de l'Etat au Maroc, le mois dernier, pour participer au sommet islamique.

D'autre part, le gouvernement a interdit, dimanche 5 février, tous les syndicats afin, selon un porte-parole officiel, *« d'éliminer l'atmosphère de confrontation qui a envahi les universités ».* Des « conseils d'étudiants » apolitiques seraient appelés à remplacer les syndicats.

En Iran

TROIS MILITAIRES DE HAUT RANG MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE AURAIENT ÉTÉ CONDAMNÉS A MORT

Téhéran *(AFP, Reuter).* – La Cour suprême d'Iran a confirmé les condamnations prononcées contre treize membres de l'organisation militaire secrète du Toudeh (Parti communiste iranien), a indiqué samedi 4 février à Téhéran le porte-parole de la Cour en précisant seulement que parmi ces sentences figuraient un *« certain nombre »* de peines de mort.

Le tribunal islamique des forces armées (iraniennes) avait jugé le mois dernier quatre-vingt-dix-neuf membres du Toudeh. Quatre-vingt-six d'entre eux avaient été condamnés le 21 janvier à des peines de prison. Pour les treize autres accusés, *la sentence n'avait pas été* rendue publique et avait été transmise pour confirmation à la Cour suprême.

Selon l'agence iranienne IRNA, qui cite la presse de Téhéran, les condamnations à mort concernent trois militaires importants, membres du Toudeh, dont l'identité n'est pas dévoilée. Parmi les militaires de haut rang jugés pour leur appartenance au Toudeh figurent l'amiral Bahram Afzali, ancien chef de la *marine, et plusieurs colonels.*

Le porte-parole de la Cour suprême, l'hadjatoleslam Moktadeie, a précisé que les cas de dix autres accusés, déjà condamnés par un tribunal *militaire, étaient encore* à l'étude. Leur sort sera connu prochainement, selon IRNA.

Le procès de civils membres du Toudeh commencera sous peu à la *prison* Evin de Téhéran, a ajouté le porte-parole du Conseil suprême judiciaire.

Au « Monde » un jugement sur le paiement du treizième mois

Parallèlement aux mesures de redressement qu'elle a prévues pour faire face aux difficultés de notre journal (*le Monde* du 6 décembre 1983), la direction de l'entreprise avait décidé, afin d'alléger temporairement les charges de trésorerie, de différer le paiement d'une fraction du treizième mois de 1983 pour les salariés dont le traitement atteint ou dépasse 15 000 francs par mois. Toutes les organisations syndicales se sont opposées à cette entorse aux conventions collectives et trois d'entre elles ont donné une suite judiciaire à leur action. La CFDT et le Syndicat national des cadres de la presse française FO ont assigné *le Monde* devant le tribunal de grande instance de Paris.

En réponse à l'action de FO, celui-ci a rendu, le 3 février, le jugement suivant :

« La Société du journal le Monde *devra payer à tout salarié intéressé qui le réclamera, à compter du 1er mars 1984, le règlement des sommes restant dues au titre du treizième mois 1983 par sixième, les intérêts de retard ne pouvant être réclamés qu'à compter du 1er août 1984 ;*

« (...) Avant le 1er mars 1984, chaque salarié intéressé devra être interrogé sur son acceptation ou son refus de laisser à la disposition de la Société du journal le Monde *la fraction retenue du treizième mois 1983, et ce au titre du « soutien à l'entreprise » ;*

« Cette mise à disposition des sommes produira alors effet jusqu'au réexamen du problème posé, avec les organisations syndicales représentatives, ré-examen qui s'ouvrira dans le courant du mois de juin 1984. »

Quinze adhérents du Syndicat national des journalistes ont, de leur côté, saisi le Conseil de prud'hommes de Paris pour obtenir le règlement du treizième mois de 1983. *Ce sont : Yves Agnès,* Marc Ambroise-Rendu, Claude Durieux, Alain Faujas, Jacques Grall, Jacques Isnard, Claude Julien, Maurice Parobeck, Jean-Michel Quatrepoint, André Sotchivko (André Dessot), Claire Brisset, Michel Tatu, Gérard Viratelle, Jacques-Pierre Rivet, *Claudine Escoffier-Lambiotte.*

L'AFFAIRE DES CARGOS DE DELMAS-VIELJEUX REBONDIT

L'affaire des cargos transporteurs de bois de Delmas-Vieljeux rebondit. L'armateur vient de faire une offre aux Chantiers navals de l'Atlantique pour construire deux cargos au prix unitaire de 148,75 millions de francs. Les Chantiers ont jusqu'au 13 février pour donner leur réponse.

D'autre part, l'armateur a déposé à *nouveau des demandes de licence* d'importation pour deux navires comparables, qui coûteraient 135 millions de francs pièce, à construire par des chantiers yougoslaves. Le protocole avec ces chantiers implique une réponse le 13 février aussi.

Au secrétariat d'Etat à la mer, on indique que les pouvoirs publics vont examiner ces propositions dans la semaine, évaluer leur intérêt industriel et prendre une décision en *fonction des subventions* à allouer aux chantiers navals français.

Sur le vif

La chaîne

On ne se méfie jamais assez des lecteurs. Ils sont rosses, ils sont sournois. Ils font des coups en douce – ils écrivent au directeur, – ils portent des coups bas. Il y en a un, en tout cas, à qui je réserve un chien de ma chienne. Savez-vous ce qu'il m'envoie ? La chaîne, la fameuse *chaîne de Saint-Antoine écrite* par un légionnaire. Elle vient du Venezuela. Et elle rappelle que *« M. Billaud la reçut en 1962 et la brûla, sa femme et ses deux enfants trouvèrent la mort dans un incendie qui ravagea sa maison, lui-même est à l'hopital psychiatrique ; M. Gelin eut la chaîne et la jeta, il fut tué dans un accident de voiture trois jours plus tard. M. Petit oublia de l'écrire, il perdit son emploi : après l'avoir retrouvée il l'envoya, il obtint un emploi supérieur. Faites en vingt-quatre copies : envoyez-les, dans les neuf jours qui suivent, une heureuse surprise. Bien amicalement ».*

Cette chaîne, ça fait déjà plus d'une semaine qu'elle traîne sur mon bureau, rendez-vous compte ! Moi qui ne peux pas renverser du sel ou du vin, casser une glace ou voir un chapeau sur un lit sans tourner de l'œil, je commence à paniquer. Vingt-quatre personnes superstitieuses, il faut les trouver, vingt-quatre copies il faut les faire, *vingt-quatre enveloppes il faut* les écrire, vingt-quatre timbres, il faut aller les acheter, les coller... C'est un job à plein temps que d'enchaîner d'autres malheureux à ce travail de bagnard.

Je n'ai pas que ça à faire, moi ! Et je ne vois pas pourquoi je perdrais ma situation parce que je refuserais de faire des heures supplémentaires. C'est trop injuste à la fin. J'ai appelé la préfecture de police. Je suis tombée *sur un commissaire. Je lui ai dit* que j'étais menacée par un légionnaire. Est-ce qu'il vous demande de l'argent ? *Non,* il m'oblige à racoler les gens, faute de quoi il me poussera sous une voiture ou il mettra le feu à mon dessus-de-lit. Alors là, ma pauvre dame, je ne peux rien faire pour vous. Ce genre de pression *morale* n'est pas prévu par le code pénal.

En raccrochant, je me suis dit *que, reproduit à quatre cent* soixante-dix-sept mille cent-soixante et onze exemplaires, cet article me vaudrait peut-être les faveurs du légionnaire sous la *forme* d'une augmentation de salaire. S'il n'est pas content, tant pis... Et j'ai touché du bois.

CLAUDE SARRAUTE.

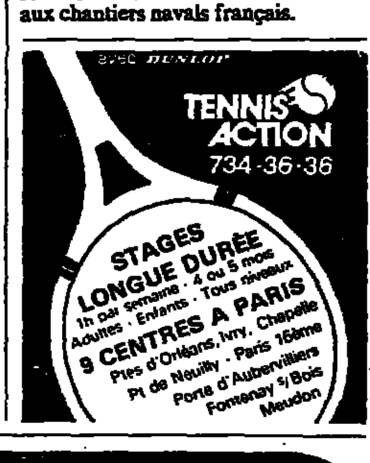
Des agriculteurs « surveillent » les camions britanniques

Des groupes d'agriculteurs « contrôlent » depuis dimanche 5 février *au soir* les camions débarquant dans certains ports de la Manche. Le mouvement a débuté au Havre dès dimanche dans la nuit. Dans la matinée, les agriculteurs de la Seine-Maritime et de l'Eure ont inspecté quatre semi-remorques, sous la surveillance des responsables des services des douanes.

Lundi matin, c'est à Boulogne-sur-Mer que les paysans, venus des départements voisins, ont pris position. Ils ont annoncé leur intention *de laisser passer les touristes* et les camions chargés de poissons, mais de s'opposer aux éventuelles importations de bovins, d'ovins ou de porcs en provenance de Grande-Bretagne. Par ces actions les producteurs français entendent mettre l'accent sur l'application des règles communautaires, à savoir l'unicité des prix, la préférence communautaire et la solidarité financière. Selon des éleveurs de Seine-*Maritime,* le prix de la viande de bœuf exportée par les Britanniques est artificiellement bas (17,40 F le kilo) et casse les cours français.

Tandis qu'au Havre les forces de l'ordre sont restées, jusqu'alors, discrètement à l'écart, à Cherbourg elles ont pris *position sur le port* dès dimanche à 23 h 30 afin de s'opposer aux opérations de contrôle. Il semble que les camions britanniques visés par ces actions aient été peu *nombreux. Dès samedi des exporta*teurs de Grande-Bretagne avaient annoncé qu'ils suspendraient leurs livraisons afin que leurs marchandises ne soient pas bloquées par les manifestants paysans. Ces contrôles aux frontières sont organisés par les fédérations des syndicats d'exploitants agricoles, membres de la FNSEA.





A B C D F G H